

L'Espagne et le Portugal font leur entrée dans une Europe en crise

La déception de Luxembourg

Les hasards du calendrier communautaire sont parfois bien malencontreux. La signature solennelle à Lisbonne, puis à Madrid, de l'acte par lequel les deux jeunes démocraties de la péninsule ibérique rejoignent la Communauté des Dix, devait se faire le 12 juin une grande et belle journée pour l'Europe, en dépit des incertitudes qui demeurent sur la mise en œuvre pratique de cette double adhésion.

Que le terrorisme basque, non moins à l'affût que n'importe quel autre de publicités internationales, ait saisi cette occasion pour frapper à nouveau, demeure un épiphénomène certes cruel et sanglant mais marginal par rapport à ce qui était en cause ce jour-là. Ce qui s'est passé à Luxembourg, en revanche, pour être heureusement beaucoup plus pacifique, est préoccupant pour l'avenir de la Communauté.

Sans doute ne faut-il pas dramatiser le fait que la République fédérale ait fait usage de ce qu'il est convenu d'appeler son « droit de veto » à l'occasion de la discussion sur la fixation des prix agricoles. Depuis plusieurs semaines, on voyait bien que le ministre de l'Agriculture, M. Kieser, durcissait son opposition à l'égard de ses principaux partenaires, pour des raisons qui relèvent principalement de la politique intérieure d'outre-Rhin.

Ce qui est plus inquiétant, c'est à la fois la minceur de la raison invoquée — un écart de 0,9 % sur le prix des céréales — et la date à laquelle se produit cet écart, à deux semaines du conseil européen de Milan. Ce sommet avait été longtemps annoncé comme capital pour l'avenir institutionnel de la Communauté. Au fil des jours, on sent, à travers les propos des participants, s'en réduire la portée. Et comment profiter de cette rencontre pour donner une impulsion à l'unification politique du Vieux Continent si les six pays fondateurs de la CEE — France, RFA, Italie, Belgique, — et pour commencer les deux premiers cités, n'y manifestent pas cette solidarité sans faille ?

L'incident de Luxembourg porte donc un coup sévère, et même disproportionné en raison des prochaines échéances, à la construction européenne. Techniquement, parce qu'il risque d'obliger les chefs d'Etat et de gouvernement à oublier une fois de plus la vraie vocation des sommets et à se concentrer sur le prix du colza ou du blé dur. Psychologiquement, en encourageant, face aux grandes ambitions politiques des « euro-péistes », les pires scepticismes.

Comment ne pas relever enfin que cette affaire s'inscrit dans une suite de petites déconvenues franco-allemandes, dont aucune n'est dramatique mais dont l'accumulation commence tout de même à poser problème ? Les divergences sur la « guerre des étoiles » demeurent entières, et le moins qu'on puisse dire est que les positions des pays industrialisés, le mois dernier, s'ont pas exactement coincidées.

L'alliance Paris-Bonn traverse une phase décevante. Sans doute celle-ci doit-elle beaucoup à des circonstances intérieures allemandes. Mais il devient plus difficile d'en faire, comme le souhaitait M. Mitterrand, un instrument privilégié de la construction européenne.

Les cérémonies solennelles de signature des traités d'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la CEE ont eu lieu le mercredi 12 juin à Lisbonne et à Madrid. Dans cette dernière ville, elles ont été endeuillées par des attentats meurtriers attribués à l'ETA militaire.

L'Espagne attendait depuis près de dix ans. Depuis la mort de Franco, en novembre 1975, et le discours devant les Cortes de Madrid du roi Juan Carlos annonçant la « transition » de la dictature à la monarchie parlementaire. Le Portugal, avec moins de bruit, mais une détermination égale, aux portes de la Communauté européenne, depuis la chute sans gloire, en avril 1974, des héritiers transis de Salazar.

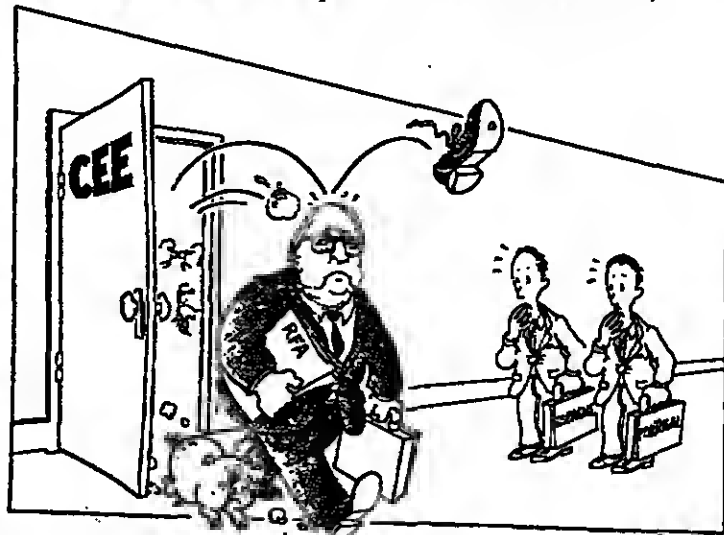
Cette longue attente avait suscité des rancœurs et même la tentation de l'abandon. A Madrid comme à Lisbonne, la journée « historique » du 12 juin est donc d'abord et justement considérée comme une réparation. La fin d'une anomalie. La fierté, la joie largement partagée, des opinions publiques, outre Pyrénées, s'expliquent d'abord par le caractère « politique » de la cérémonie de signature des traités d'adhésion à la CEE.

L'Europe, le 12 juin, n'est pas seulement passée de dix à douze membres. L'entrée des deux nations ibériques ouvre aussi de nouvelles perspectives de collaboration entre l'Europe, l'Amérique latine, l'Afrique et le monde arabe. Un argument mis en relief à Madrid et à Lisbonne.

Le même jour à Luxembourg, le gouvernement allemand a approuvé la baisse du prix des céréales proposée par la Commission, provoquant ainsi une nouvelle crise de la construction européenne.

Les attaques ont provoqué dans la capitale et au Pays basque la mort de quatre personnes, dont un colonel. Un défilé par ceux que le chef du gouvernement espagnol a qualifiés d'« assassins de l'espoir ».

M. N.
(Lire pages 3 à 5 les articles de JEAN-PIERRE CLERC, THIERRY MALINIAK ET JOSÉ REBELLO.)



Le gouvernement veut attirer les investissements étrangers

Sur proposition de M. Gaston Defferre, ministre d'Etat chargé du plan et de l'aménagement du territoire, le conseil des ministres a décidé le 13 juin une série de mesures pour attirer des investissements étrangers en France, notamment dans les régions les plus frappées par la crise.

Tapis rouge, portes ouvertes, grand sourire. Les investisseurs étrangers qui cherchent à installer une usine, un siège social ou un centre de recherche en Europe doivent savoir que le gouvernement et les collectivités locales les accueilleront avec plaisir et leur faciliteront la tâche.

Dans la politique de lutte contre le chômage, notamment dans les zones les plus touchées par la crise, les investissements d'origine étrangère ont joué déjà un rôle positif. En 1984, ils ont permis la création ou le maintien de 13 400 emplois. C'est la meilleure année depuis dix ans, mais en Europe la France n'est pas, du point de vue quantitatif, le pays le mieux loti, puisque la Grande-Bretagne a « accueilli », elle, 28 000 emplois. Autres sujets de satisfaction : ces emplois se concentrent, pour les deux tiers, dans les régions qui ont le plus besoin, et ils concernent en général les secteurs de haute technologie (microprocesseurs, fibres de carbone, machines à écrire électroniques).

Les mesures de libéralisation prises à la fin de 1984 (régime de la déclaration préalable remplaçant l'autorisation, délai de réponse de l'administration réduit à un mois, allègement de la procédure de l'agrément en Ile-de-France pour favoriser la venue des États-majors de groupes internationaux) ont

FRANÇOIS GROSCHARD.
(Lire la suite page 36.)

Le Monde

DES LIVRES

- Yves Courrière et la fascination de Joseph Kessel.
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Le Vent du soir », de Jean d'Ormesson.
- Les lubies françaises.
- La dictature de Popinion.
- Voyage en littérature australienne.

Pages 17 à 26

Bettino Craxi ou l'art de durer

De notre correspondant PHILIPPE PONS

Le président du conseil italien, M. Bettino Craxi, et le président Mitterrand se rencontrent ce jeudi 13 juin à Florence pour préparer le sommet européen de Milan, les 28 et 29 juin.

Ces entretiens ont lieu alors que M. Craxi se voit renforcé par la victoire qu'il vient de remporter lors du référendum sur l'échelle mobile des salaires.

Rome. — Si la politique est l'art du possible, pour le président du conseil italien, M. Craxi, c'est surtout l'art de durer. Depuis bientôt deux ans qu'il est au pouvoir, M. Craxi n'a guère modifié la tactique qui l'a si bien servi lorsqu'il était que secrétaire général d'un parti d'importance moyenne, le PSI, membre de la coalition gouvernementale : faire de ce parti la clé de voûte de toute alliance afin de pouvoir imposer ses vues, ou mettre des

bâtiments dans les roues, à ses alliés et concurrents. Au gouvernement, M. Craxi a curieusement sa tactique d'« gaullisme » au petit pied : « Moi ou le chaos ». Une superbe qui vient de porter ses fruits. Ayant en effet donné un caractère plébiscitaire au référendum sur le décret qui gèle partiellement l'échelle mobile des salaires, il s'est assuré une victoire personnelle.

Une fois réglée la question de la succession de M. Pertini à la présidence de la République, le premier gouvernement dirigé par un socialiste pourrait bien devenir le plus durable de l'histoire de la République italienne : il ne lui manque qu'un an pour relever le défi de l'instabilité gouvernementale, mal endémique de la péninsule.

Quelle est donc la recette craxienne ? Ses traits de caractère les plus discutables — qui le condui-

sent parfois à « avoir une attitude erronée même quand il a raison », selon l'expression de l'un de ses proches — sont aussi les plus connus. Passons donc sur ses rapports « autoritaires » avec la presse, sa manière cavalière pour un pays à tradition démocratique de réquisitionner la télévision en période électorale, pour rendre compte d'un voyage en Sicile, passons aussi sur ses sorties contre le Parlement, qualifiées de « parc à barufs » — des propos dont il s'excusera par la suite, — ou sa manière de traiter les partenaires sociaux « à la busarde ». L'art de mettre les formes n'est pas forcément la qualité première qu'on attend d'un homme politique. Du point de vue de l'efficacité, M. Craxi est en revanche un fort habile manœuvrier, plus tacticien que stratège, jouant par conséquent le court terme. Convaincu que la somme des faiblesses de ses alliés de

la majorité (DC, PRI, PLI et PSDI) ne constitue pas en soi une force, il gouverne comme si son parti, qui ne rassemble que 13 % des voix, était majoritaire.

Certes, il sait faire des compromis in extremis : ainsi, à la veille des élections législatives de 1983, il répondit à la démocratie chrétienne, qui réclamait un pacte de législature, en proposant un accord de gouvernement pour trois ans. Lorsque la DC, au cours de la campagne pour les élections administratives du 12 mai dernier, exigea l'attention au niveau local de la formule d'alliance à cinq, il promit que le PSI renoncerait, dans certains cas, à soutenir les municipalités « rouges ».

Mais si M. Craxi sait conclure des compromis, le côté le plus novateur de sa pratique du pouvoir consiste à contre-attaquer et à hausser le tir lorsqu'il le faut.

(Lire la suite page 4.)



AU JOUR LE JOUR

Schizo

M. Gorbatchev a dénoncé, dans un discours, l'action de quatre ministres soviétiques. Les titulaires de ces portefeuilles aux dénominations qu'on n'oserait pas inventer (ministres « de la fabrication des machines pour l'élevage », « de l'industrie des matériaux de construction », « de l'industrie pétrochimique » et « de la sidérurgie ferroviaire ») sont désignés comme des incapables.

Imagine-t-on, en France, le président de la République viviparant, à la face du peuple, tel au tel de ses ministres ? Non, car ce rôle appartient à l'opposition. Le système soviétique ne tolère pas la division du travail entre opposition et pouvoir, il faut bien que ce dernier assume seul à la fois l'action et la critique de l'action.

On assistera peut-être un jour à un face-à-face télévisé Gorbatchev-Gorbatchev très virulent.

BRUNO FRAPPAT.

LIRE

6. NICARAGUA

Revirement du Congrès américain en faveur des antisandinistes.

10. POLITIQUE

Clubs de gauche : les enfants disparates du frémissement.

13. RELIGION

Les évêques français défendent Vatican II.

30. CULTURE

Cinq Asiatiques en tête du concours de violon Reine-Elisabeth.

32. COMMUNICATION

L'offensive du PC contre le pouvoir socialiste. La Haute Autorité critique certains points du rapport Bredin.

ACTUELLES

AVANT INVENTAIRE

SOLDES EXCEPTIONNELS

hamm

débats

COHABITATION

Le « serpent de mer » de la cohabitation n'a pas fini de provoquer des discussions. Pour Délos, si elle advient, il ne s'agira en aucune façon d'une fracture dans l'histoire de la République. Emmanuel Rosenfeld souligne la manœuvre présidentielle et pense qu'il est temps de prendre acte de la présidentialisation du régime.

La continuité

En répétant qu'il restera en fonctions jusqu'au terme légal de son mandat le président de la République « calme le jeu »

par DÉLOS (*)

CONTRAIREMENT à certains ennuis, il semble aux signataires de ces lignes que les élections législatives de mars 1986 ne marqueront pas une rupture ni une fracture importante et apocalyptique dans l'histoire de la République. L'année prochaine pourrait plutôt confirmer qu'il existe une continuité française, en dépit des investissements et des exagérations électoralistes. Et cela grâce au président de la République, dont les actes et les paroles ont sensiblement éclairé le paysage politique au cours du mois de mai, notamment par deux interventions audiovisuelles, qui ont mis les choses au point, et par l'instauration d'un mode de scrutin plus équitable.

Disons que le président a « calmé le jeu ». Il est frappant, pour l'observateur attentif, de constater le décalage entre l'hystérie de quelques opposants et la sérénité dont on fait preuve à l'Élysée et au gouvernement.

L'agitation n'est pas de ce côté. Un fait est là : le président restera en fonctions jusqu'au terme légal de son mandat en mai 1988. Il le dit, il l'a répété. Et, à moins de pratiquer la surdité volontaire, nul ne peut plus, en France, ignorer cette résolution.

Bien que n'ayant pas voté la Constitution, le chef de l'État en fait, dans ce cas précis, une meilleure lecture que la plupart de ceux qui s'en réclament, parfois au

besoin, depuis 1958, et il s'en montre le gardien scrupuleux.

En effet, au terme de l'article 6, alinéa premier, de la Constitution : « Le président de la République est élu pour sept ans au suffrage universel direct. »

Il n'est écrit nulle part qu'il soit responsable devant l'Assemblée nationale. Un président de la V^e République ne se dissout pas. Admettre le contraire serait porter atteinte à l'esprit qui a la lettre des institutions. Ce n'était certes pas l'intention des constituants de 1958, qui, en prévoyant l'existence d'un premier ministre et la possibilité, pour l'Assemblée nationale, de le censurer éventuellement, ont préservé le caractère parlementaire de la République.

Or, qu'un le veuille ou non, depuis 1958 et malgré les éclipses mémorables des régimes de Napoléon I^{er} et III, puis de Pétain, notre pays est demeuré de tradition parlementaire.

Dans ces conditions, l'échéance de mars 1986 ne devrait être envisagée que comme un épiphénomène de notre vie politique. L'éventail des solutions resterait, à l'évidence, ouvert, quelle que soit la composition de la nouvelle Assemblée.

(*) Ce pseudonyme a été adopté par deux hauts fonctionnaires tenus à l'obligation de réserve.

compris la reconduction d'une majorité de gauche, car il ne sert à rien de vendre prématurément le peu de l'ours. Mais, enfin, il y aura une Assemblée nouvelle, et le président restera là. C'est lui qui demeurera l'arbitre, en vertu de l'article 5, alinéa premier, de la Constitution : « Le président de la République veille au respect de la Constitution. Il assure, par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'État. »

Que craignez-vous donc, hommes de peu de France ? Celle-ci aura toujours deux jambes : un Parlement, un président. Si le premier persiste dans une démarche d'appui au chef de l'État issu de la gauche, les choses iront plus vite vers la modernisation et le progrès. Si une majorité s'esquisse entre les réformes et pour la réaction, le président, en toute légalité, demeurera le seul recours d'une grande partie des Français.

Que peut-on craindre d'un gouvernement qui a prouvé, plusieurs fois déjà depuis 1958, qu'il savait tenir compte, en cas échéant, des inquiétudes et des observations de l'opposition parlementaire, alors même qu'il disposait d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale ?

A fortiori, en d'autres hypothèses, l'un peut faire confiance à ses capacités d'écoute et de décision.

Tranquillement, la France continuera en 1986.

On ne joue pas avec les institutions

Pour faciliter la cohabitation on ne peut interpréter à son gré la Constitution : il faut la réformer. On ne revient pas de De Gaulle à Fallières.

par EMMANUEL ROSENFELD (*)

La dernière tentative de récupération n'est pas la moins surprenante. Elle consiste à présenter le général en chef de la cohabitation. De Gaulle, suggère le professeur Duverger, n'a jamais démissionné en avril 1969 (1).

Il y a certes un abîme entre la lettre et la pratique constitutionnelles. Mais ce décalage ne ménage aucune marge de manœuvre, et la Constitution n'est pas une partition dont plusieurs interprétations seraient possibles selon le hasard des circonstances.

Rien n'est plus léger ni plus dangereux que cette idée d'une Constitution « à géométrie variable » organisée autour d'un président « à éclipses ».

D'abord parce qu'on ne joue pas avec la stabilité institutionnelle d'un pays. La seule vertu d'une Constitution est sa permanence, et il vaut mieux ne point avoir de Constitution que de pouvoir en changer l'application tous les cinq ans au gré des uns ou des autres.

Les Français surtout ne comprennent pas que l'on revienne de De Gaulle à M. Fallières. Ce que l'élection du président au suffrage universel a fait, il est aujourd'hui impossible de le défaire, et quel homme politique oserait soustraire la désignation du président de la République au corps électoral pour la confier de nouveau au Parlement ?

Quant au rôle arbitral du président de la République tel que l'ont imaginé les auteurs de la Constitution, d'autres ont mieux écrit qu'il relevait de la grande partie de l'angélisme. D'abord parce que selon la formule de Saint-Just : « le bien public est une naissance » ; parce qu'ensuite seul un véritable homme politique, et non une potiche, pourrait utiliser les pouvoirs de l'article 16.

Les professeurs de droit qui glosent brillamment sur la Constitution et font valoir ses possibilités de multiples significations n'ont donc qu'un tort : ils oublient que l'histoire est le régime de l'irréversible.

Une manœuvre politicienne

Ainsi, ce qu'il y a lieu d'organiser, c'est la coordination entre un président qui en fait, et de préférence en droit, gouverne (c'est-à-dire est chargé de déterminer la politique nationale, d'exercer le pouvoir réglementaire, et dispose de l'initiative des lois) et une majorité par hypothèse hostile : la sauvegarde de la Constitution exige la réforme de la Constitution.

Cette réforme prenant acte de la présidentialisation du régime, elle paraît chaque jour plus crédible pour deux raisons : la première est l'homogénéité croissante de la société française. Si la conduite des affaires est demeurée possible aux États-Unis malgré la toute-puissance du Congrès, c'est parce que les deux grands partis sont fondamentalement analogues, que du moins les oligarques passent plus en leur sein qu'entre eux, et qu'en tout cas la société n'est politiquement pas divisée. Ce modèle de société ne correspond pas à notre pensée : il est peut-être temps d'y réfléchir.

C'est pourquoi il ne semble plus possible dans la France de 1985 de rayer d'un trait de plume le régime présidentiel en brandissant l'exemple de 1848 ou de la République de Weimar. L'homogénéité sociologique débouche sur l'homogénéité politique, et, dès lors, la mise au point de mécanismes d'arbitrage entre les deux pouvoirs, quadrature du cercle pour tous les théoriciens français du régime présidentiel, devient secondaire.

On peut du reste s'interroger sur l'utilité réelle de ceux-ci. Aux États-Unis, mis à part un veto peu employé, ils n'ont jamais existé, sans pour autant que la République américaine se porte mal. En outre, le développement des sondages d'opinion, a rendu profondément inactuel le débat sur la

1973 et en 1978 à inviter le tenant du titre à se soumettre on a sciemment. Il s'agit surtout d'un problème de fond. Dès lors, la meilleure façon de dépasser le « doit-on le dire » qu'interprètent aujourd'hui les dirigeants de la droite sur ce thème, ne consiste-t-elle pas à proposer aux Français un choix entre la Constitution de Michel Debré, celle de Coty et celle de Pompidou. Giscard d'Estaing et Mitterrand, afin de faire une fois pour toutes un sort au spectre quinquennal du chaos dans les institutions ?

(*) Avocat à la cour.

(1) Le Monde des 29 et 30 mai.

« L'INQUIÉTUDE OUTRE-MORT DU GÉNÉRAL DE GAULLE »

d'Anne et Pierre Rouanet

Les pendules remises à l'heure

L'Éternel appel du 18 juin lancé au micro londonien de la BBC par de Gaulle aurait-il usé sa date et sa renommée ? On peut aujourd'hui se demander si la question après les révolutions contenues dans la nouvelle loi d'Anne et Pierre Rouanet. Les auteurs des Trois Derniers Chapitres du général Le Monde du 4 mars 1980 ont, en effet, découvert que la proclamation célèbre de ce jour-là avait déjà été lancée par de Gaulle dès le 21 mai 1940 dans un petit village de la Marne, au milieu des chars de sa division cuirassée.

« L'appel de Savigny-sur-Ardres », dont l'histoire n'a pas retenu le nom, enregistré par Alex Surcouff, responsable de l'émission « Le quart d'heure du soldat » à la Radiodiffusion française, et diffusé le 2 juin à 18 heures, alors que les Français en corda avaient d'autres soucis en tête, contient en effet déjà tous les thèmes de la « révolte du chef » contre la défaite. L'appel du 18 juin a donc été lancé le 21 mai.

De même la Constitution du 4 octobre 1958 est en réalité née le 22 septembre 1942 ! De Gaulle, parachuté sanglé, balotté dans un hydravion britannique vers Londres, où Churchill l'a convoqué. Au diplomate anglais Henry Hopkinson qui l'écoute, il confie, pour meubler le temps, qu'après sa libération la France devrait avoir une Constitution « dans le style d'un gouvernement parlementaire, avec un système parlementaire, accompagné

d'un appel au référendum ». La V^e République était en germe. Son embryon était formé seize ans avant de voir le jour.

Qui n'a cru aussi que l'instauration, le 28 octobre 1962, de l'élection du président de la République au suffrage universel avait été déclinée par l'attaché du Parti-Clamart le 20 août 1962 ? Il n'en est rien, à lire les Rouanet qui ont refait une minutieuse enquête. De Gaulle a saisi l'opportunité — « cette fois, c'était tangent » — pour présenter un projet ancien dont il avait encore parlé à Pompidou le 14 avril précédent mais pour lequel son premier ministre traitait les pieds.

L'obsession de l'État, son « inquiétude » pour maintenir « l'État qui soit debout » — puisqu'il n'y a eu de France que grâce à l'État — est telle qu'elle le pousse à un acte contraire à la déontologie. De Gaulle retira de ses Discours et Messages « pour punir le Conseil d'État, l'allocation élogieuse qu'il avait prononcée devant lui le 28 janvier 1960, parce que celui-ci avait, dans son avis de 1962, contesté la réforme référendaire pour l'élection du président au suffrage universel.

Avec de multiples autres mises à jour, sur un ton d'allégresse documentée, les Rouanet nous offrent un insolite roman d'aventures vraies et remanet ainsi à l'heure les pendules de l'histoire gaullienne.

ANDRÉ PASSERON.
* Grasset, 365 pages, 98 francs.

Sur le terrain

Dans vos colonnes, les juristes les plus éminents écrivent que la question de la cohabitation est un faux problème que les Français soulèvent à cause de leur « immaturité politique », que la Constitution a tout prévu. En droit, c'est sûrement vrai. Mais en fait, la question revient à chaque élection législative et revient tant qu'elle n'aura pas été expérimentée avec succès, car, sur le terrain, la démonstration reste à faire (...).

La cohabitation ne sera un « faux problème » que si elle réussit : en cas d'échec, elle deviendrait un VRAI problème.

JACQUES SURGEY
(Saint-Etienne).

Un potentat bruyant

A propos de l'article du docteur Terquem (le Monde du 23 mai), très regretté serait l'abandon d'un ministre de gauche face à ce potentat bruyant qui, au nom de « l'intérêt des malades » et de la « qualité des soins », refuse d'entendre :

— Que l'intérêt de tous les malades passe par la sauvegarde et la maîtrise des trois masses financières du régime général : vieillesse, prestations familiales, maladie (et en particulier les dépenses hospitalières). L'introduction d'une couverture sociale à deux vitesses aggraverait aussitôt une inégalité encore trop ériante — car socialement marquée — devant le handicap, la maladie et la mort ;

— Que la qualité des soins — et leur humanisation — a tout à gagner de la départementalisation qui vise à accroître la compétence des médecins et de leurs partenaires soignants puisqu'elle leur délègue une meilleure prise sur l'abord global de la demande de soins des malades et sur la prévention de la redondance, d'insouciance, souvent abusive, inutile et coûteuse, d'examen dont leur souffrance est l'objet.

FRÉDÉRIC JÉSU,
psychiatre de service public
(Paris).

Une lacune fâcheuse

Suite à la publication du placard « Appel - Halte aux massacres des camps palestiniens » dans le Monde du 28 mai, nû je figure parmi les signataires, je vous prie de bien vouloir prendre note de la remarque suivante : j'ai accepté de signer ce texte à la suite d'une brève transmission

au téléphone, alors que certains détails m'avaient échappé. À la lecture, je ne puis l'approuver complètement. Je m'élève, bien sûr, contre ces massacres ; mais le fait que ni la milice Amal ni le rôle de la Syrie ne soient mentionnés explicitement dans cet appel constitue, à mon sens, une lacune tout à fait fâcheuse.

PAUL KESSLER,
maître de recherches
au Collège de France.

A propos de « terroristes à la retraite »

(...) Au-delà du cas du film de Moscou, Des « terroristes » à la retraite, je ne puis l'approuver complètement. Je m'élève, bien sûr, contre ces massacres ; mais le fait que ni la milice Amal ni le rôle de la Syrie ne soient mentionnés explicitement dans cet appel constitue, à mon sens, une lacune tout à fait fâcheuse.

JEAN-LOUIS PANNÉ,
(Villeneuve-Saint-Georges).

Les régions et l'apprentissage

(...) L'article traitant de « l'apprentissage soumis à l'examen des régions », ainsi que ceux parus sur le même sujet dans le même numéro du Monde du 11 mai, donnent le sentiment que l'apprentissage est l'affaire d'une multitude d'intérêts : de l'Éducation nationale qui le rejette, des régions qui « font les comptes », des syndicats qui « l'utilisent comme élément des stratégies corporatistes », de lobby « face auquel la région ne peut se mesurer ».

Que deviennent les jeunes dans ce propos ?

Des jeunes qui n'ont pas l'école ou qui n'ont pas pu en tirer profit, il y en aura toujours. De la faute à qui ? A l'apprentissage ? Ou à l'enseignement qu'ils ont reçu pen-

dant dix ans de scolarité obligatoire ?

Des jeunes qui préfèrent les formations concrètes, est-ce une tare ? Le nombre d'emplois à la sortie de l'apprentissage est, en effet, très limité. C'est vrai, il est pourtant supérieur à celui qui est obtenu à la sortie de la majeure partie des autres formations. (...)

L'apprentissage, mission impossible ! Il doit, en effet, concilier une orientation professionnelle incertaine et un objectif de relèvement des qualifications. Malgré cela, il reste le moyen par excellence, pour près de 240 000 jeunes, d'acquiescer une qualification professionnelle, même si elle n'est pas toujours consacrée par un diplôme. (...)

L'apprentissage doit être considéré par les régions comme le moyen par excellence de leur politique d'emploi des jeunes. Les chambres de métiers, les organisations professionnelles du secteur des métiers et les artisans, maîtres d'apprentissage, sont prêts à poursuivre leurs efforts auprès des quelque 145 000 jeunes qu'ils accueillent actuellement dans leurs entreprises, à condition que l'on ne les en décourage pas.

JEAN PAQUET,
président de l'Assemblée permanente
des Chambres de métiers
(Paris).

Humour extrême

Deux questions à poser aux experts, devant la télévision :

1) Combien y a-t-il d'instituts de l'humour dans le monde ? Réponse : 1.

2) Où se trouve-t-il ? Réponse : En Bulgarie, à Gabrovo.

Sans doute, existe-t-il, en divers pays, des « académies », des « clubs » (à Paris l'Humour noir), mais sans erreur, pas d'institut.

Celui de Gabrovo fait preuve d'un tel humour qu'il a même été invité par lui, au festival du film comique, je n'ai vu, pendant mon séjour, aucun film, comique ou non. Le point de Jacques Tati m'a semblé ne susciter aucun écho. Quand à l'humour des menues histoires gabroviennes...

Combien plus assuré, le musée de la caricature, éloquent, troublant, où le burlesque cotoie le naïf, où le rire peut être refoulé par le tragique.

« J'ai ri, me voilà désarmé ! », disait Firon. L'humour serait-il le meilleur moyen de mettre fin à la guerre des étoiles ?

Il faudra voler bien haut.

ALFRED SAUVY.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur :
Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :
Daniel Varsen

Correspondant en chef :
Claude Sals

Reproduction interdite de tous articles
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0375-2037

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS

399 F 762 F 1 085 F 1 300 F

IL - SUISSE, TUNISIE
594 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Commandes d'abonnement et demandes de renseignements (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les adresses sur les bandes d'envoi.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte-d'Ivoire, 236 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 5 \$; G.-B., 65 p. ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 15 s. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 P. ; Libye, 0,350 L. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 9,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Roumanie, 336 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; Yougoslavie, 110 m.

étranger

L'ÉLARGISSEMENT DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

Les représentants des pays de la Communauté européenne, chefs de gouvernement ou ministres (dont, pour la France, MM. Laurent Fabius et Roland Dumas, ainsi que M^{me} Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat aux affaires européennes), se sont réunis mercredi 12 juin à Lisbonne, puis à Madrid, pour la cérémonie de signature de l'acte par lequel le Portugal et l'Espagne ont rejoint les Dix au sein de la CEE. Cette double adhésion devra encore être ratifiée par les Etats membres, au moyen d'un vote parlementaire (ou éventuellement d'un référendum).

« Il n'était pas possible, historiquement et moralement, d'empêcher l'entrée du Portugal et de l'Espagne dans la Communauté », a estimé à cette occasion le ministre français des relations extérieures. Celui-ci a rappelé que « les intérêts des agriculteurs et des pêcheurs français » avaient été défendus au cours des négociations qui ont précédé l'adhésion.

A Bruxelles, la Commission des Communautés européennes a publié le même jour les résultats d'un sondage d'opinion effectué en mars et avril derniers auprès de neuf mille personnes appartenant aux dix pays déjà membres de la CEE, et portant sur l'élargissement à l'Espagne et au Portugal. Les Luxembourgeois, avec 79 % et 77 % de « oui » à l'entrée de l'un et l'autre pays dans la Communauté, se montrent les plus favorables, suivis des Italiens (74 % et 72 %), des Néerlandais (67 % dans les deux cas), des Allemands (66 % et 65 %) et des Belges (65 % et 63 %). Les plus hostiles à l'élargissement sont les Français, avec seulement 58 % d'avis favorables, suivis des Danois et des Britanniques. Mais le « oui » reste majoritaire partout, et, au total, quelque 60 % des personnes interrogées, dans l'ensemble de la Communauté, accueillent favorablement le double élargissement.

Celui-ci fait passer la superficie de la CEE d'environ 1 658 000 kilomètres carrés à

225 500 kilomètres carrés, et sa population de 272 millions à 320,5 millions d'habitants. Son produit intérieur brut par habitant, en revanche, recule, puisque les deux nouveaux membres ont un niveau inférieur à la moyenne communautaire : il passe de 10 197 ECU (1) par personne en moyenne en 1984 dans l'Europe des Dix à 9 404, en prenant toujours pour base les chiffres de 1984, dans l'Europe des Douze.

L'Espagne et le Portugal seront représentés au prochain conseil européen convoqué pour les 28 et 29 juin à Milan, et à l'ordre du jour duquel doit notamment figurer la réforme des institutions communautaires et le lancement éventuel de l'union européenne.

(1) La valeur actuelle de l'ECU (unité de compte européenne) est de 6,85 francs environ.



« L'élargissement de l'Europe », par Salvador Dalí (Dessin de « El País ».)

Madrid: une allégresse troublée par la violence terroriste

Madrid. — Le mercredi 12 juin, date de la signature, si longtemps attendue à Madrid, du traité d'adhésion à la CEE, aurait dû être pour l'Espagne une journée d'allégresse et d'unité nationales, toutes tendances politiques confondues. Mais une nouvelle flambée de violence a, en grande partie, gâché la fête : deux attentats ont fait dans la journée quatre morts et un blessé grave. Bien qu'ils n'aient pas encore été revendiqués, tout porte à croire qu'ils sont l'œuvre de l'ETA militaire.

Dans la matinée, le colonel Vicente Romero, appartenant aux services juridiques du génie militaire, était assassiné en même temps que son chauffeur dans une rue du centre de Madrid par un commando de trois personnes (le Monde du 13 juin). Le véhicule des assaillants était retrouvé peu après par la police dans un parc de stationnement public, mais une bombe dissimulée à l'intérieur faisait alors explosion, tuant un agent et atteignant grièvement un autre. Vers 15 heures, c'était un sous-officier de la marine, le premier maître José Millares, qui était assassiné en pleine rue d'une balle dans la nuque tirée à bout portant, alors qu'il regagnait son domicile à Portugalete, près de Bilbao.

« Les terroristes attaquent dans les moments qui sont cruciaux pour la consolidation de la démocratie, de la paix et de la liberté en Espagne », a commenté le chef du gouvernement, M. Felipe Gonzalez. Cette recrudescence de la violence n'a toutefois pas empêché que se déroulent comme prévu, et avec le faste voulu par les autorités espagnoles, les cérémonies d'adhésion à

De notre correspondant

la Communauté. Arrivés à Madrid en fin d'après-midi, les huit chefs de gouvernement, le vice-premier ministre et les trois ministres des affaires étrangères qui avaient précédé dans la matinée à Lisbonne la signature du traité faisant du Portugal un nouveau membre du « club » européen ont été reçus à 20 heures la même opération dans la capitale espagnole.

La cérémonie, qui a duré à peine une heure, s'est déroulée au Palais royal de la place d'Orient, dans le centre de la ville, sous la présidence du roi Juan Carlos. Dans son allocution de bienvenue, le souverain s'est adressé aux signataires en rappelant : « Vous représentez ce qui constitue pour le peuple espagnol l'essence de l'Europe : les principes d'égalité, de liberté, de pluralisme et de justice ».

Tant le président en exercice du conseil européen, l'italien M. Craxi, que son ministre des affaires étrangères, M. Andreotti, et le président de la Commission européenne, M. Delors, ont insisté de leur côté sur les conséquences positives que la double adhésion espagnole et portugaise devait avoir sur la relance de l'idéal européen. En passant de l'Europe des Dix à celle des Douze, nous n'effectuons pas une simple addition, a souligné M. Craxi, car les volontés et les énergies nouvelles qui se joignent à nous auront un effet multiplicateur et nous stimuleront pour affronter nos nouveaux objectifs.

Rappelant que l'Espagne « apporte à la CEE la contribution

d'une opinion publique profondément motivée » en faveur de l'Europe, M. Andreotti a estimé de son côté que, après l'adhésion de Lisbonne et Madrid, « tout progrès dans la voie de la cohésion entre les Douze et dans l'amélioration de notre capacité à affronter les défis technologiques suppose désormais une adaptation des institutions communautaires ». Quant à M. Delors, il a affirmé qu'il était « réconfortant, pour ceux qui étaient parfois submergés par les vicissitudes des difficultés quotidiennes », de la construction européenne, « de constater que l'Europe trouve le voie d'un nouvel élan ».

M. Gonzalez a clôturé la cérémonie en affirmant que, avec l'adhésion à la CEE, « c'est toute la nation espagnole qui récupère la plénitude de son identité ». Faisant implicitement allusion à l'idée d'une « Europe de deux vitesses », M. Gonzalez a affirmé sa « volonté d'avancer avec ceux qui veulent avancer, jusqu'à ce que cela sera possible ».

An-déjà des discours officiels, l'Espagne tout entière a vécu mercredi à l'heure « européenne ». Télévision et radios ont retransmis en direct toutes les cérémonies et multiplié les programmes spéciaux sur la Communauté. Dans les écoles et les lycées également, la journée a été consacrée à une information sur l'histoire du mouvement européen. Cet enthousiasme général ne semble d'ailleurs pas « épuisé d'en haut », et correspond de toute évidence à un sentiment largement répandu au sein de l'opinion publique.

THIERRY MALINIAC.

« Reformer le tombeau du Cid »

Madrid. — « L'Espagne doit apprendre à reformer le tombeau du Cid à double tour. » Depuis l'époque de la « génération de 98 » — ce groupe de philosophes et d'hommes de lettres traumatisés par la défaite contre les Etats-Unis et la perte de Cuba et des Philippines —, cette formule rallie souvent les modernistes espagnols. Ils aspirent à voir leur pays ouvrir enfin ses portes aux idées et aux influences extérieures, au lieu de se refermer sur lui-même en évoquant sans cesse, avec une complaisance narcissique, les mythes de sa gloire d'antan.

Lour vœu semble aujourd'hui axé. En signant le traité d'adhésion à la CEE, l'Espagne tranche enfin au profit des premiers ce débat entre partisans d'un modernisme cosmopolite et ceux d'un hispanisme figé dans son passé, qui l'a divisée durant les dernières décennies. Pendant longtemps, pourtant, les seconds avaient imposé leurs thèses. L'Espagne n'avait partagé ni les progrès ni les mutations économiques de ses voisins — ni, il est vrai, leurs calamités, comme les deux guerres mondiales. Le franquisme, lui aussi, utilisait l'argument d'une « spécificité hispanique » pour justifier le maintien de structures dictatoriales contrastant avec celles de l'Europe occidentale. « L'Espagne est différente », le fameux slogan touristique des années 60 recou-

De notre correspondant

venait d'indéniables arrière-pensées politiques ! En entrant dans la Communauté, l'Espagne accorde aux modernistes une revanche sans doute définitive. C'est ce qui fait, vu de Madrid, toute l'importance de cette entrée dans le « club » européen et détermine son caractère véritablement historique. C'est aussi ce qui explique cet enthousiasme réel, toutes idéologies confondues au sud des Pyrénées — en contraste total avec ce réalisme terre à terre où se complaisent les pays entrés plus tôt dans la Communauté.

Relever les défis...

Il fallait aux Espagnols cette reconnaissance extérieure, ce satisfecit décerné par des pays considérés ici comme parangons de démocratie, pour se persuader enfin que les mythes douloureux de l'« Espagne noire » étaient révolus. En franchissant les Pyrénées et en entrant dans l'Europe, l'Espagne relègue définitivement au placard le fantôme de Franco... sinon celui du Cid et du Grand Inquisiteur Torquemada !

L'aspiration européenne représentait d'ailleurs, à l'époque de la dictature, l'un des principaux dénominateurs communs de tous les secteurs de l'opposition démocratique. Lorsque le ministre des affaires étrangères de Franco,

M. Castiella, proposa pour la première fois, en février 1962, l'ouverture de négociations sur l'adhésion de son pays à la CEE, celle-ci refusa catégoriquement d'admettre en son sein un régime dictatorial. L'apposition espagnole en conclut, peut-être précipitamment, que la restauration de la démocratie suffirait automatiquement à ouvrir à l'Espagne les portes de la Communauté. D'où son impatience face aux lenteurs d'une négociation qui aura duré huit ans. D'où aussi son exaspération face au comportement des Dix, qui, affirmait-on à Madrid, se préoccupaient davantage du « prix des tomates » que de « grand dessin politique ».

Reste à voir si l'Europe apparaîtra toujours aussi séduisante aux Espagnols une fois qu'ils en seront membres. Après l'euphorie initiale, des voix plus réservées se font déjà entendre. Il s'agit, affirmant-elles, de ne pas répéter, avec l'adhésion à la Communauté, l'erreur commise hier avec la réhabilitation de la démocratie : croire qu'alla guérir tous les maux de la société espagnole. Relevait les défis que suppose l'intégration économique représentera au contraire pour l'Espagne une épreuve supplémentaire. Mais est-ce trop cher payer pour que ce pays, comme l'affirme son ministre des affaires étrangères, M. Fernando Moran, « occupe enfin la place qui est de toute évidence la sienne ».

Th. M.

LE VETO ALLEMAND SUR LE PRIX DES CÉRÉALES

Simple accroc ou révision radicale ?

Luxembourg (Communautés européennes). — « Il est préférable, à un moment donné, de voir la vérité en face », a observé, à l'issue de la réunion, M. Filippo Maria Pandolfi, le ministre italien de l'Agriculture, qui présidait les travaux des Dix pour expliquer pourquoi il avait décidé de passer en vote. La vérité est alors apparue toute crue. M. Ignatz Kiechle, le ministre allemand, plutôt que d'accepter la baisse des prix des céréales de 1,8 % proposée par la Commission, alors que lui-même ne voulait pas aller au-delà d'une baisse de 0,9 %, a pris le parti d'invoquer l'article 2 du compromis de Luxembourg, autrement dit d'indiquer qu'il s'opposerait à toute décision qui ne serait pas prise à l'unanimité.

L'émotion était vive. Le brave M. Kiechle, au physique plus proche d'un paysan madrilène que d'un homme d'Etat, a fait de sa voix rauque, habiles à manier le non avec arrogance, l'air d'appeler à l'arme

suprême, celle du veto, imposé il y a vingt ans par le général de Gaulle et, constamment démenté depuis par les prédécesseurs du chancelier Kohl.

Contre-symbole voulu sans doute par quelque diable malicieux, l'éclat de M. Kiechle intervenait le jour même de la signature du traité d'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la CEE. Le ministre allemand a ainsi annoncé la couleur : le débat, le vote lui-même n'étaient plus agiles, mais politiques et institutionnels.

« Lorsqu'une délégation invoque le compromis de Luxembourg, chacun sait qu'il n'est plus possible de recueillir une majorité qualifiée, puisque plusieurs délégations estiment qu'on ne peut forcer la décision d'un Etat membre qui invoque ainsi son intérêt vital. C'est le cas de la France qui a décidé de s'en tenir à ce qui est pour l'instant son interprétation traditionnelle du com-

promis de Luxembourg. Je regrette la situation. Elle est dérangeante pour la Communauté, surtout à un moment où elle doit faire face à des critiques et à des menaces de ses grands partenaires internationaux, tels les Etats-Unis et l'Australie », a ainsi expliqué M. Henri Nallet, le ministre français de l'Agriculture. Donc cinq pays ont décidé pour des raisons politiques, à savoir le souci de respecter les possibilités ouvertes par le compromis de Luxembourg, de ne pas participer au vote. Il s'agit de la France, du Royaume-Uni, du Danemark, de la Grèce et de l'Irlande. Les propositions de la Commission ne sont donc pas adoptées.

Des conséquences institutionnelles

Les conséquences du veto allemand sont institutionnelles et agricoles. « La Commission prend acte du fait qu'il y a un constat formel de carence du conseil. Au cas où les décisions ne seraient pas prises avant le début des campagnes relatives à ces produits, la Commission, qui doit veiller à la continuité du fonctionnement de la politique agricole commune (PAC) et à la sauvegarde des finances communautaires, serait dans l'obligation de prendre les mesures conservatoires nécessaires sur la base du régime des organisations communes des marchés en cause. »

La campagne commence le 1^{er} juillet, dans le cas du colza et du blé dur, le 1^{er} août dans celui des autres céréales. Une nouvelle réunion des ministres de l'Agriculture aura lieu les 15 et 16 juillet. On ne peut exclure, surtout si le conseil européen des 28 et 29 juin à Milan donne des directives en ce sens, que les Dix parviennent alors à un accord. Dans l'hypothèse contraire, c'est la Commission qui va assurer la gestion des marchés. « C'est un pouvoir et un devoir qu'elle assumera en bon père de famille aussi longtemps que nécessaire », a observé M. Andreotti. Comment procédera-t-elle ? M. Andreotti ne peut encore donner de réponse, car

le collège des commissaires doit en délibérer. Mais il ressort clairement de ses propos qu'il a l'intention de gérer le marché d'une manière conforme à ses propositions de prix, c'est-à-dire avec, comme résultat, une baisse effective de l'ordre de 1,8 %. Rien de plus normal puisque, à ses yeux, « c'est par un abus du traité de Rome qu'il n'y a pas de décision, et parce que, aussi, la majorité du conseil était favorable aux propositions ». Il faudra bien tenir compte de l'existence d'excédents ainsi que de la dimension internationale du problème, n-il ajouté. La Commission ne peut probablement pas décider elle-même, à la place du conseil, une baisse des prix de 1,8 %, mais M. Andreotti semble penser qu'elle peut arriver au même résultat en jouant notamment sur les modalités des actions d'intervention.

Le conseil européen de Milan débattait-il à la fin du mois du prix du blé ? M. Pandolfi ne s'estime pas en mesure de donner une réponse. La majorité des observateurs considèrent que les chefs d'Etat et de gouvernement n'en auront guère l'envie. Cela dit, l'éclat de mercredi modifie incontestablement les données de la rencontre milanaise. Pas forcément en mal, a constaté M. Pandolfi. « Un tel événement, note-t-il, peut décourager, mais peut aussi faire l'office d'un vaccin qui stimule des réactions immunitaires et place chacun devant une réalité qui devient plus claire », a-t-il fait valoir. On peut deviner que les partenaires du chancelier Kohl l'inviteront à clarifier la position institutionnelle de son pays. Le « coup » du 12 juin : simple accroc ou bien révision radicale de la politique européenne de la Communauté ? Comment ne pas considérer que le veto de M. Kiechle interdit de prendre au sérieux les rêves de percée institutionnelle que caresse le Parlement européen, et que l'on retrouve aussi à la lecture du rapport du comité Dooge, rapport rédigé, on le sait, par M. Maurice Faure ?

Au stade actuel, s'agissant de la réforme du processus de décision de la Communauté, les propositions faites à Suresse par Sir Geoffrey Howe semblent les plus réalistes et, il faut le dire, les seules réalistes.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

Le compromis de Luxembourg (30 janvier 1966)

Vote est l'engagement de vote. Si l'y est joint, dans l'histoire de la Communauté, recours au vote, c'est bien parce que celui-ci n'était nécessaire que dans la mesure où il n'y avait pas d'unanimité. Cette absence d'unanimité interdicte, depuis le compromis de Luxembourg du 30 janvier 1966, aux Etats membres d'imposer une décision à un autre. En réalité, le mot veto n'existe pas dans le vocabulaire communautaire.

Après une crise de sept mois, la France reprit en janvier 1966 sa place à la table des négociations européennes. Le général de Gaulle s'adonnait peu qu'on puisse dicter à la France, dans l'Europe des Six d'alors, une conduite qu'elle n'acceptait pas. Finalement, ce ton d'accord sur une déclaration dans laquelle les Dix, d'une part, et la France, d'autre part, prenaient acte de leur divergence. Voici le texte de cette déclaration :

PARAGRAPHE I. — « Lors- que, dans le cas de décisions susceptibles d'être prises à la majorité par proposition de la Commission, des

intérêts très importants d'un ou plusieurs partenaires sont en jeu, les membres du conseil s'efforcent, dans un débat raisonnable, d'arriver à des solutions qui pour- raient être adoptées par tous les membres du conseil dans le respect de leurs intérêts et de ceux de la Communauté, conformément à l'article 2 du traité. »

PARAGRAPHE II. — « En ce qui concerne le paragraphe précédent, la délégation française estime que, lorsqu'il s'agit d'intérêts très importants, la discussion devra se poursuivre jusqu'à ce que l'on soit parvenu à un accord mutuel. »

PARAGRAPHE III. — « Les six délégations constatent qu'une divergence subsiste sur ce qui devrait être fait au cas où la conciliation n'aboutirait pas complètement. »

PARAGRAPHE IV. — « Les six délégations estiment néanmoins que cette divergence n'empêche pas la reprise selon la procédure normale des travaux de la Communauté. »

Nine Moati

Des Belles de Tunis à la place Vendôme, L'Orientale, une banquière des Mille et une nuits.

SEUIL

L'ÉLARGISSEMENT DE LA

Lisbonne : « Nous ne sommes plus seuls... »

Lisbonne. — C'est un véritable cri du cœur que M. Marin Soares a lancé, le mercredi 12 juin, dans le cloître du monastère des Jeronimos : « Nous ne sommes plus seuls ». « Il y a eu devant les représentants de onze pays européens venus à Lisbonne pour signer le traité d'adhésion du Portugal à la CEE.

M. Jacques Delors, président de la Commission des Communautés, lui répondit sur le mode noble en soulignant « la ténacité et le génie de ce peuple », dont les ancêtres, en participant à la découverte « du monde et de ses continents », ont donné « une identité nouvelle au monde ». L'Europe, lui « assure un rayonnement puissant ».

Il était 10 h 30 ce matin-là, et l'on avait, peu auparavant, assisté au ballet protocolaire habituel en ce genre de cérémonie. M. Soares, rayonnant, détendu, accueillait les uns après les autres le Belge, M. Martens, le Danois, M. Schlüter, l'Espagnol, M. Gonzalez, le Français, M. Fabius, le Néerlandais, M. Lubbers, l'Irlandais, M. FitzGerald, l'Italien, M. Craxi, tous premiers ministres en exercice, ainsi que les ministres des affaires étrangères d'Allemagne fédérale, de Grèce, de Grande-Bretagne et de Luxembourg. Sièges descendus de leur limousine ou de leur hélicoptère, les délégations nationales, fortes chacune en principe de trois représentants, étaient conduites à la tour de Belem, le joyau architectural de la capitale. Une volée d'escaliers à grimper et tous se retrouvaient sur la belle terrasse manufée, dominant le Tage, au milieu duquel était amarré le navire-école portugais Sagres. Là fut tirée la « photo de groupe avec dame » : M^{me} Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat aux affaires européennes, était en effet la seule femme dans cet ensemble d'hommes de gouver-

De notre envoyé spécial

munauté de contribuer à moderniser l'économie et à augmenter les possibilités de croissance (du Portugal), grâce notamment à des aides spécifiques de développement dans les secteurs agricole et industriel ».

Après que les signatures eurent été apposées sur les documents, M. Soares, pour sa part, confirma que l'adhésion à la CEE était pour son pays « le choix d'un avenir moderne, d'un avenir de progrès », mais aussi celui d'un « espace de liberté et de respect des droits de l'homme ».

En une heure, la cérémonie était bouclée. Les douze délégations se rendaient alors au palais tout proche de Belem, où elles étaient accueillies par le président de la République, le général Eanes, qui, étrangement, n'avait pas participé à la cérémonie de signature. Après un bref lunch dans le cloître, les délégations partaient pour Madrid, deuxième étape de la journée.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, était le troisième représentant du Parti.

A FLORENCE

MM. Mitterrand et Craxi se concertent avant le conseil européen de Milan

M. Mitterrand était attendu à Florence, ce jeudi après-midi 13 juin, pour participer, avec huit membres du gouvernement, au sommet régulier franco-italien qui prendra fin le lendemain. Les ministres qui l'accompagnent sont M^{me} Cresson (redéploiement industriel et commerce extérieur) et Lalumière (secrétariat d'Etat aux affaires européennes), ainsi que MM. Dumas (relations extérieures), Henu (défense), Nallet (agriculture), Curien (recherche et technologie), Lang (culture) et Mexandeau (postes et télécommunications).

Outre les questions bilatérales, ce sommet, au cours duquel le président français devait avoir plusieurs entretiens avec le chef du gouvernement italien, M. Craxi, est largement consacré à la préparation du

conseil européen des 28 et 29 juin, qui aura lieu à Milan sous présidence italienne. M. Mitterrand devait notamment examiner avec son hôte les différentes options possibles pour le lancement de l'union européenne. En fonction, notamment, des oppositions qui ont commencé à se manifester durant les travaux préparatoires du Comité Dooge, qui avait été chargé par les Dix, en juin 1984 à Fontainebleau, de formuler des propositions de réforme des institutions communautaires.

Le porte-parole de l'Elysée, M. Vauzelle, a précisé mercredi à ce sujet que la France, « parce qu'elle souhaite que le conseil européen de Milan soit une réussite », se gardera de proposer des « avancées trop ambitieuses ou qui risqueraient d'être contestées », et adoptera une « démarche prudente ».

Des retrouvailles avec Madrid

De notre envoyé spécial

Lisbonne. — Le 12 juin 1985 n'a pas seulement marqué pour les Portugais l'entrée dans l'Europe. En raison de la simultanéité de l'adhésion de Lisbonne et de Madrid à la Communauté, cette date marquait le commencement de l'abolition entre les deux voisins ibériques d'une barrière vieille de plus de huit siècles et dont le plus petit s'était fait une protection face au plus grand. Pour être moins salué à Lisbonne, en deuxième aspect était pourtant présent dans tous les esprits.

A regarder une carte de l'Europe du Sud-Ouest, une question peut surgir : pourquoi existe-t-il un Portugal ? La réponse est que ce pays s'est constitué bien avant l'Espagne, et cette antériorité a été un élément déterminant du renforcement de son identité nationale, maintenant contre vents et marées face au fameux « centralisme castillan ».

Le comté comprenant les actuelles régions du Minho et du Douro, au nord du pays, fut d'abord, vers la fin du onzième siècle, un royaume détaché du petit royaume de Léon et Castille en lutte pour sa survie face aux musulmans. Cette terre avait été confiée à un chevalier français, Henri de Bourgogne, pour ses bons et loyaux services précédemment rendus aux rois de Léon. C'est la filia de ce duc, Alphonse-Henri, qui fut proclamé premier roi du Portugal en 1139. La vigueur de la dynastie de Bourgogne ou peut-être un moindre intérêt des musulmans pour la façade atlantique de la péninsule ont conduit ici à une reconquête très rapide du nord au sud de la partie occidentale : celle-ci fut achevée en 1249. Le Portugal était dès lors installé dans ses frontières actuelles (la royauté musulmane de Grenade ne cédra devant les rois catholiques de Ma-

De notre envoyé spécial

drig que deux siècles et demi plus tard).

L'Espagne, pourtant, ne cessera pas de convoiter ce voisin, qu'elle considère comme une « anomalie ». Mais on lui résiste ! Ainsi, le 14 août prochain, le Portugal célébrera en grande pompe le 600^e anniversaire de la victoire d'Aljubarrota sur les Castillans. En 1580, les Espagnols ont été plus heureux : Philippe II envahit le Portugal et devint, dans ce pays, Philippe I^{er}. Cette domination, pourtant, ne durera que soixante ans : l'indépendance portugaise sera rétablie en 1640. L'événement qui commémore à Lisbonne, au bas de la grande avenue de la Liberté, un bel obélisque dédié au « Restaurateur ».

Le phantasme de l'« ibérisme »

Pour ne prémonir des appétits des Castillans, les Portugais avaient d'ailleurs été conduits à la quatorzième siècle à contracter avec l'Angleterre une alliance jamais dénoncée depuis lors et qui est, sans aucun doute, la plus ancienne d'Europe.

Politiquement tourné vers son empire et vers l'Atlantique, et commercialement vers Londres, le Portugal a donc historiquement assuré son originalité en tournant le dos à l'Espagne et, par là, à l'Europe continentale. Le « pacte ibérique » signé en 1943 entre les dictateurs Franco et Salazar était, en dépit des apparences, une alliance contre nature à laquelle le Douteur de Lisbonne ne s'est prêt qu'en raison des circonstances particulières de l'époque.

Aujourd'hui encore, l'un des phantasmes favoris de maints Portugais, à droite surtout, est ce

qu'on dénomme ici l'« ibérisme » : le risque de dissolution dans une plus grande entité dominée par Madrid. L'archevêque de Braga, Mgr Nogueira, en a fait le thème d'une homélie très commentée le dimanche 10 juin.

Le commerce entre les deux pays est toujours demeuré modeste, si l'on songe à leur voisinage. A la mi-juin, le Portugal a répondu un très vif protectionnisme commercial de l'Espagne.

On conçoit donc que, à l'occasion de leur commune entrée dans un ensemble européen, le plus petit des deux pays ibériques, le plus faible aussi (1), ait, de façon parallèle, jugé nécessaire de régler bilatéralement certains problèmes avec l'Espagne. Un accord a été signé au printemps dernier par les deux premiers ministres socialistes, MM. Soares et Gonzalez. Il prévoit entre autres étapes de plusieurs années, comparables à celles qui sont prévues pour l'intégration du Portugal dans le reste de la CEE.

M. Soares a reconnu devant nous que le contact des deux économies ibériques sera très rude pour l'agriculture portugaise, très atténuée face à la concurrence des paysans espagnols qui produisent de deux à trois fois moins cher. Le ministre de l'Agriculture, M. Barreto, estime néanmoins que l'accord spécifique hispano-portugais devrait aussi comporter des points positifs pour Lisbonne : en particulier Madrid devra nécessairement baisser sa garde douanière face à certains produits industriels compétitifs du voisin, tels les textiles, les vêtements et les chaussures.

J.-P. C.

(1) L'Espagne est cinq fois plus vaste et quatre fois plus peuplée que le Portugal. Son niveau de vie moyen par habitant est deux fois plus élevé.

« Le choix d'un avenir moderne »

Il n'y avait plus ensuite qu'à traverser la grande rue bordant la « mer de paille », l'estuaire du Tage, pour arriver au couvent des Jeronimos. Un immense vélum avait été tendu au-dessus du cloître pour épargner aux participants et aux quelques centaines d'invités, étrangers et nationaux, les ardeurs du soleil de Lisbonne. Admirable décor pour une telle cérémonie que cet édifice-souvenir de la plus grande gloire portugaise. Tandis qu'on y travaillait, Vasco de Gama découvrait l'Inde, Cabral le Brésil et Magellan accomplissait le premier tour du monde jamais réalisé... Derrière l'estrade où avaient pris place les trente-six personnalités signataires du traité, douze drapeaux européens, pour la première fois réunis, apportaient leur note de couleurs vives aux pierres mordorées du cloître.

Il revenait à l'Italien Bettino Craxi, président en exercice du conseil européen, d'ouvrir la séance, et à son ministre des affaires étrangères, M. Andreotti, président jusqu'à la fin juin du conseil des Communautés, de prononcer le discours d'accueil du nouveau membre de la CEE. Le plénipotentiaire mit l'accent sur « la volonté de la Com-



Dhahran
Tous les mardis et jeudis, départ 20 h 50 d'Orly-Sud, arrivée 07 h 10 via Vienne.

Choisissez la qualité ! En première classe, comme en classe Touriste, Austrian Airlines vous offre un service de haut niveau. Et le confort de ses DC9.

AUSTRIAN AIRLINES
Austrian Airlines, Orly-Sud.
Réservations : 266.34.66

Bettino Craxi ou l'art de durer

(Suite de la première page.)

Une telle attitude peut dérouter dans un pays où la médiation est à la base de l'art de gouverner, mais elle est aussi payante. Ainsi, dans le cas du référendum des 9 et 10 juin, M. Craxi avait compris que ses principaux alliés de la majorité (démocrates-chrétiens et républicains) lui laissent prendre tous les risques attendant le moindre faux pas pour l'« effeuiller comme un artichaut ». Si la majorité gagnait, tout le monde profitait du nouvel schéma du PCI. Si au contraire elle perdait, M. Craxi aurait été tenu pour seul responsable, et ses jours auraient été comptés à la tête du gouvernement. M. Craxi a préféré prévenir ce risque en faisant monter les enchères et en posant au pays une sorte de question de confiance. Un banco politique qui a dérouter ses alliés, mais qu'il a gagné.

« Jusqu'à présent, Craxi avait bénéficié de la défaite ou de l'affaiblissement des autres (la DC ou le PCI). Aujourd'hui, il a remporté une victoire personnelle », estimait un membre du PSI. Sans doute. Mais que cache cette victoire et comment M. Craxi va-t-il la gérer ? Sur le plan des équilibres politiques, le président du conseil s'est assuré de la position charnière que continue à occuper le PSI dans la coalition gouvernementale. Mais il ne faut pas surestimer cette rente de situation. Le gouvernement Craxi tient aussi, et peut-être surtout, parce que pour l'instant son principal allié, la démocratie chrétienne, ne voit pas d'intérêt à ouvrir une crise politique.

Lorsque M. Craxi accéda à la présidence du conseil en août 1983, la DC était en lambeaux, reculant à chaque consultation électorale, même dans ses fiefs du Sud et dans les régions traditionnellement « blanches ». La première préoccupation de son secrétaire général, M. De Mita, fut de « replanter » son parti. Il l'a fait avec méthode, renouvelant les hommes, essayant d'assainir des zones d'ombre (là où la DC paraît liée avec le crime organisé) afin de lui redonner son rôle de centre de gravité du jeu politique. Une entreprise qui demande du temps et qui s'accommodent donc pour l'instant de la présence d'un socialiste à la présidence du conseil.

Une guerre ouverte ne s'en dessine pas moins entre socialistes et démocrates-chrétiens : ces derniers, préoccupés par les appétits de leurs alliés, essaient de leur rogner les ailes et ne tolèrent pas que les socialistes empiètent sur leurs chasses gardées.

La nomination du futur président de la République sera en grande partie le résultat du compromis intervenu entre socialistes et démocrates-chrétiens : ces derniers

sont prêts à laisser la présidence du conseil à un socialiste à condition de récupérer la présidence de la République. En fait, le choix du nouveau chef de l'Etat s'inscrit dans un grand marchandage politique au cours duquel seront réglées en même temps la question du gouvernement et celle de la composition des administrations locales.

La tactique de M. Craxi, pour efficace qu'elle soit, comporte un point faible. Son tête-à-tête avec une démocratie chrétienne qui se renforce risque de le placer dans une situation de dépendance accrue à l'égard du parti de la majorité relative. Le président du conseil n'est pas le seul maître du jeu des équilibres au sein de la majorité. M. De Mita apparaît de plus en plus comme l'arbitre en dernière instance.

Malgré son anticommunisme, M. Craxi ne peut donc pas se permettre d'enfermer le PCI dans sa défaite aux deux dernières consultations populaires. Il doit se ménager un contre-poids à la pression démocrate chrétienne, et à celle d'un patronat qui, avec la dénonciation de l'accord sur l'échelle mobile des salaires, a lancé l'offensive contre les syndicats.

Les déceptions de la gauche

Si l'on se place non plus sur le plan de la « cuisine » politique, mais sur celui des réalisations du premier gouvernement italien présidé par un socialiste, le jeu habile de M. Craxi pour conserver le pouvoir a pour rancœur une politique qu'on aurait pu souhaiter plus active à promouvoir les valeurs défendues par ce qu'il est convenu d'appeler « la gauche ». M. Craxi s'est construit une image : celle de l'homme qui tranche, qui décide, dans un pays habitué aux stermolements. Pour certains, cette vigueur est un point positif.

En politique étrangère, le chef du gouvernement s'est en outre particulièrement dépensé, fortement épaulé par son ministre des affaires étrangères, M. Andreotti, allant de Washington à Moscou, esquissant des prises de positions qui se veulent autonomes par rapport aux Etats-Unis et contribuant ainsi à donner de l'Italie plus de poids sur la scène internationale, et en particulier européenne. Mais les mauvaises langues disent volontiers que, en politique intérieure, M. Craxi n'a de socialiste que la cravate rouge qu'il arbore dans les grandes occasions. Jusqu'à présent, plutôt que de privilégier les rapports avec les gauches, il s'est surtout tourné vers les centres. Admettons que le PCI ne lui ait pas facilité la tâche. Il reste que l'électorat qu'il vise est essentiellement constitué par ces nouvelles

classes moyennes aux dents longues, qui pratiquent ce que les politologues appellent le « vote d'échange » : dépourvus de motivation idéologique, leurs choix électoraux sont déterminés par les garanties qu'offrent les différents partis quant à la protection de leurs intérêts.

On accuse, d'autre part, M. Craxi de pratiquer un « réformisme sans réforme ». Dans le domaine économique, les mesures prises par son gouvernement ont eu une incidence limitée. En ce qui concerne l'inflation, la politique des revenus (gel partiel du salaire mobile des salaires, blocage des tarifs publics) a cependant donné des résultats : la hausse des prix est tombée de 16 % à 10 % entre 1984 et 1985.

Le gouvernement Craxi a, d'autre part, contribué, avec la loi Visentini (du nom de son ministre des finances), à rendre un peu plus équitable le mécanisme de la fiscalité. En revanche, selon le dernier rapport du gouverneur de la Banque d'Italie, le problème le plus grave, celui du déficit budgétaire, n'a fait l'objet d'aucune mesure efficace. Plus gravement, le chômage est depuis deux ans en augmentation constante.

Il y a en fait un paradoxe Craxi : le président du conseil est jugé sur un style plus que sur les résultats. Son image de décideur, fondée ou non, son langage direct, volontiers irrévérencieux, son côté fonceur, plaisent à une bonne partie des Italiens. M. Craxi a, en outre, bonne presse dans le monde anglo-saxon. Sans doute, le résultat du référendum des 9 et 10 juin constitue-t-il une victoire personnelle pour le président du conseil. Mais il est aussi révélateur des insuffisances de la politique poursuivie par son gouvernement, notamment en matière de justice sociale : comme le souligne le quotidien *Repubblica*, c'est en effet une bonne partie de l'Italie pauvre, oubliée, qui a exprimé par ce référendum ses frustrations et ses espoirs déçus. Un symptôme de malaise qui devrait faire réfléchir un homme se réclamant de l'idée socialiste.

PHILIPPE PONS.

● RECTIFICATIFS. — C'est par erreur que nous avons présenté, dans le *Monde* daté du 12 juin, à propos des résultats du référendum sur l'échelle mobile des salaires, la Confindustria comme une « organisation syndicale ». Il fallait lire, bien entendu, « organisation patronale ».

Contrairement à ce que laissait penser le bulletin de l'étranger du *Monde* daté du 12 juin, ce n'est pas 46 % des Italiens mais 46 % des votants au référendum du 9 et 10 juin qui ont exprimé leur désaccord avec la politique du gouvernement Craxi. Près de 10 millions d'Italiens se sont abstenus.

LE PROCÈS DE LA « PISTE BULGARE »

Des attentats étaient prévus contre MM. Bourguiba, Dom Mintoff et Walesa affirme Ali Agca

De notre correspondant

Rome. — Ali Agca, l'auteur de l'attentat contre Jean-Paul II, a, mercredi 12 juin, accusé la Bulgarie et l'Union soviétique d'avoir non seulement fomenté l'assassinat du pape, mais aussi plusieurs attentats, qu'il a affirmé être en train de préparer, contre MM. Bourguiba, Dom Mintoff et Lech Walesa.

Les déclarations du jeune Turc confirment certains épisodes figurant à l'instruction. D'autres, comme la tentative d'assassinat de Lech Walesa en janvier 1981 à Rome au moyen d'une voiture piégée, avaient été écartées par le juge d'instruction Martella. Au cours de l'instruction, Agca avait déclaré effectivement s'être rendu à Tunis en novembre 1980 après avoir rencontré à Rome le secrétaire de l'attaché militaire bulgare. Il précise aujourd'hui que le diplomate lui aurait remis 3 millions de lire en le chargeant d'assassiner M. Bourguiba. A Tunis, Agca aurait été en contact avec un « jeune homme blond » chargé de préparer l'exploit et de le conduire sur le lieu de l'attentat. Le projet dut cependant être annulé, les services secrets tunisiens ayant eu vent de l'affaire.

Selon Agca, il est pour une raison analogue resté en contact avec des attentats contre Lech Walesa et Dom Mintoff, alors chef du gouverne-

ment maltais. En revanche, poursuit le jeune Turc, une opération, à laquelle il ne participa pas personnellement, fut menée à bien par les « Loups gris » (organisation d'extrême droite turque à laquelle appartenait Agca) l'attentat contre le siège de Radio Free Europe à Munich, en automne 1980.

Au cours de l'audience, Agca a, d'autre part, affirmé que Bekir Colak, le « parrain » de la mafia turque actuellement « sous contrôle » des autorités bulgares à Sofia et accusé par la justice italienne d'avoir commandité la tentative d'assassinat du pape, serait prêt à parler. « Colak est retenu à Sofia comme otage des Bulgares », a-t-il déclaré.

Ph. P.

● Condamnation d'un tueur arrêté aux Pays-Bas. Le jeune Turc, arrêté en possession d'un pistolet chargé, dans la ville de Venlo, le 14 mai, alors que le pape Jean-Paul II achevait son voyage aux Pays-Bas, dans les environs immédiats, a été condamné mercredi 12 juin à trois mois de prison ferme pour détention illégale d'une arme à feu et possession de faux documents. Il n'y a pas de preuve, selon la justice néerlandaise, qu'il ait voulu assassiner le pape. — (Corresp.)

isth INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
Depuis 1968

POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR A :

- FORMATION DE TRANSITION VERS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
- MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE
- MAÎTRISE EN LANGUES VIVANTES
- OUVERTURES SUR LE MONDE CONTEMPORAIN (POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES)

ENTRÉE EN AP
ANNÉE COMPLÈTE OCTOBRE À JUIN
DEUXIÈME SEMESTRIELLE COURS DU SOIR

ANTENNE : 6 av. Léon-Henry 75016 Paris
TEL : 284.10.72-73
TOULOUSE : 83 av. d'Alsace 31018 Paris
TEL : 808.99.35-36

PARLER = CONVAINCRE

COURS HUBERT LE FÉAL

EXPRESSION ORALE

MAÎTRISE DE SOI - COMMUNICATION

documentation sans engagement ☎ 387 25 00

AMÉRIQUES

REVIREMENT DU CONGRÈS A PROPOS DU NICARAGUA

La Chambre des représentants approuve l'octroi d'une aide « civile » à la guérilla antisandiniste

Washington. — Acceptant ce qu'elle avait refusé il y a sept semaines, la Chambre des représentants, qui domine les démocrates, s'est prononcée, mercredi 12 juin, pour une aide civile à la guérilla antisandiniste (27 millions de dollars au cours des neuf prochains mois).

Alors que, des Nations unies, le ministre des affaires étrangères du Nicaragua déclarait voir la voie « en faveur de la mort, de la destruction et de la souffrance », M. Reagan a qualifié d'« historique » cette décision, très largement provoquée par la visite que le président Daniel Ortega avait faite en URSS aussitôt après que la Chambre eut, en avril dernier, repoussé toute forme de financement des « contras » par les Etats-Unis. « Une aide civile à la guérilla antisandiniste », a-t-il déclaré, « n'est pas une aide à la guérilla, mais une aide à la recherche d'une solution politique et à une issue démocratique à la crise du Nicaragua ».

M. Reagan a, de fait, trois raisons au moins d'estimer qu'il a remporté, avec ce vote de la Chambre, une victoire de taille. La première est qu'il a ainsi ouvert la voie à une reprise prochaine du soutien financier aux « contras », interrompu depuis octobre dernier et considéré par le président des Etats-Unis comme un élément fondamental de sa politique centre-américaine. Contrôle par les républicains, le Sénat avait confirmé, la semaine dernière, l'accord qu'il avait déjà exprimé en avril et il ne reste donc plus qu'à définir un compromis entre le texte des sénateurs prévoyant l'octroi de 36 millions de dollars en deux ans et celui des représentants. Il ne devrait pas être trop difficile à trouver, d'autant que la Maison Blanche avait accepté que les représentants interdisent toute responsabilité dans la gestion de ces fonds au Pentagone et à la CIA. Cette disposition devrait logiquement figurer dans le compromis à venir. En contrepartie, la Chambre, répondant au vœu de l'administration, a autorisé la CIA à collaborer avec les « contras » dans l'échange d'informations.

Second motif de satisfaction pour le président américain : la marge par

De notre correspondant

laquelle la Chambre a approuvé, mercredi, l'aide à la guérilla antisandiniste est incomparablement plus large que celle par laquelle elle l'avait refusé il y a un mois et demi. Alors qu'il ne s'en était fallu que de deux voix le 24 avril, le rapport a été, cette fois-ci, de 248 voix contre 184. Soixante-treize démocrates ont voté avec les républicains.

L'option militaire

Dernière raison de se réjouir pour M. Reagan : tirant apparemment les conséquences de l'autorisation donnée à la CIA d'échanger des informations avec les « contras », la Chambre a refusé (par 232 voix contre 196) de prolonger l'actuelle interdiction, expirant le 1^{er} octobre, de toute aide directe ou indirecte des activités militaires à l'intérieur du Nicaragua.

Si impressionnant que soit le retournement de situation par rapport à avril, il ne signifie pourtant pas que M. Reagan ait les mains libres pour précipiter, en admettant qu'il en ait la volonté, un renversement violent du régime sandiniste. Même au Sénat, il n'a pas essayé de demander à nouveau des crédits pour une aide militaire qui lui aurait été refusée par les deux Chambres. Pour s'assurer une majorité parmi les représentants, il avait dû, de plus, déclarer solennellement la veille du vote qu'il ne recherchait pas le renversement militaire du gouvernement sandiniste ou la mise en place d'un gouvernement formé par les partisans de l'ancien régime de Somoza.

L'engagement vaut ce qu'il vaut, mais, en février dernier, M. Reagan n'hésitait pas à déclarer publiquement que son objectif était de « changer » le gouvernement sandiniste « dans sa structure actuelle ». Cette différence de ton reflète une meilleure perception de ce que le Congrès est capable d'accepter.

Reste que si la Chambre vient de durcir, si spectaculairement, sa position vis-à-vis de Managua, ce n'est pas seulement parce qu'elle s'est sentie ridiculisée par le voyage à Moscou de M. Ortega. Plus profondément, c'est parce qu'elle ne veut pas plus d'une consolidation d'un régime communiste que d'une guerre en Amérique centrale et que les sandinistes n'ayant pas assis la perche qu'elle lui avait tendue pour faire une ouverture marquante, l'idée s'est imposée qu'il fallait maintenant intimider Managua.

Il est sûr que la pression militaire des « contras » va bientôt s'accroître sur le Nicaragua, mais chacun sait, et les militaires américains les premiers, qu'elle ne suffira pas à faire tomber les sandinistes. Les sandinistes accepteraient-ils de passer un compromis avec eux ? Personne ne connaît la réponse, et c'est pour cela que, dans les milieux officiels, chacun parle de plus en plus, comme le relevait récemment le *New York Times*, de la possibilité d'une intervention militaire américaine directe. La Maison Blanche affirme cependant ne pas envisager une telle hypothèse. Il est vrai que l'entreprise serait à la fois aventureuse, coûteuse et impopulaire.

BERNARD GUETTA.

Etats-Unis

L'AFFAIRE D'ESPIONNAGE JOHN WALKER

Un James Bond du pauvre

Washington. — « Très séduisant, mais pas catastrophique », telles sont, selon l'amiral Watkins, chef des opérations navales, les conséquences, sur la défense des Etats-Unis, de l'espionnage pratiqué pendant plus de dix ans par John Walker et son réseau familial élargi. En plus de son frère Arthur et de son fils Michael, John Walker s'était assuré le concours d'un vieux camarade de la Navy, Jerry Whitworth, spécialiste des communications.

L'amiral Watkins a toutefois admis que les informations communiquées par Walker et son groupe avaient permis à l'Union soviétique de déchiffrer le code des communications de la marine.

Il faudra maintenant dépenser des millions de dollars pour changer les systèmes de transmission. Mais, a estimé l'amiral, « la flotte sous-marine américaine reste invulnérable ».

Ces déclarations relativement rassurantes cachent mal l'embarras des chefs du *Naval Service*. C'est Barbara, la première femme de John, trompée et à l'occasion brutalisée par son espion de mari, qui finit par vendre la mèche au FBI. Elle en avait assez d'entendre Walker, ivre, se vanter au téléphone de travailler pour les Soviétiques.

John Walker, officier de marine en retraite, n'avait rien d'un James Bond, mais il nourrissait des fantasmes. Il avait des idées de grandeur que l'argent du KGB lui permit de réaliser. Ainsi, il avait pu s'offrir une péniche, un

Correspondance

voilier, un petit avion... Il cherchait à épater ses petites amies, qui n'avaient rien à voir avec des créatures d'Hollywood. Lui-même, dans son travail, aimait à se déguiser soit en chef scout, soit en prêtre, soit encore en ornithologue amateur. Peut-être pour donner le change, il avait une grande photo du président Reagan sur son bureau, s'affirmant grand patriote et se réclamant du Ku Klux Klan.

Des comparses faibles

Néanmoins, ce James Bond du pauvre avait un certain relief par rapport à ses associés plus faibles encore. Ainsi Whitworth, misérablement installé dans une roulotte entourée d'oiseaux tropicaux, vivait aux crochets de sa femme. Il se rendait à la police après avoir en vain proposé ses services au FBI en échange d'une garantie d'immunité.

Mais ce qui frappe dans cette affaire, c'est l'absence totale de motivation idéologique ou politique. A la différence des espions d'avant-guerre, Walker et ses comparses ont été essentiellement déterminés par l'appât du gain, de l'argent gagné très vite avec moins d'efforts et de risques que s'il s'agissait de vendre de la drogue. Par comparaison avec les agents travaillant avec des moyens électroniques, les anciens militaires du réseau Walker ont

praticé un espionnage « à la papa », presque démodé.

Les Etats-Unis souffrent d'une surabondance de documents classés « secrets ». On en compte près de 20 millions (12 millions en 1973), et chaque année le Pentagone en ajoute de nouveaux. En même temps, le nombre des Américains autorisés à avoir accès à ces documents a augmenté de 40 % en cinq ans, pour atteindre le chiffre de 420000. « Il est plus facile d'obtenir cette autorisation qu'une carte de crédit », a dit un sénateur.

C'est pourquoi le ministre de la marine a décidé de réduire d'abord de 10 %, puis ultérieurement de 50 %, ces autorisations, envisageant de développer l'emploi de détecteurs de mensonge, et recommandant de rétablir la peine de mort ou, en tout cas, l'emprisonnement à vie (sauf dans toute mise en liberté conditionnelle) des espions.

Par ailleurs, les autorités s'occupent de l'augmentation d'environ 30 % du nombre des agents diplomatiques des pays de l'Est engagés dans des activités d'espionnage. Divers projets ont été déposés au Congrès, visant à limiter le nombre de Soviétiques bénéficiant aux Etats-Unis de ce statut. Ils sont 320, contre 200 diplomates américains à Moscou — et à restreindre les activités des représentants soviétiques aux Nations unies.

HENRI PIERRE.

PROCHE-ORIENT

Liban

LE BOEING JORDANIEN DÉTOURNÉ A BEYROUTH A ÉTÉ DÉTRUIT Une opération des miliciens d'Amal ?

Beyrouth. — La carcasse du Boeing 727 de la compagnie jordanienne Alia, que les pirates de l'air chétiens libanais avaient fait sauter, mercredi 12 juin, après avoir libéré tous les passagers, se consumait encore sur une piste de l'aéroport de Beyrouth quand un deuxième avion appartenant cette fois à la MEA (Middle East Airlines, compagnie libanaise) a été détourné par un Palestinien. L'appareil, qui assurait la liaison Beyrouth-Larnaca (Chypre), s'est toutefois posé dans cette ville où le pirate a libéré tous les pas-

De notre envoyée spéciale

sagers et membres d'équipage, avant de se rendre aux autorités. Celles-ci se sont débarrassées du pirate en l'embarquant dans un avion en partance pour Amman.

Les responsables du détournement du Boeing d'Alia ont réussi, eux, à gagner la banlieue sud de Beyrouth, à majorité chiite, après avoir fait exploser l'appareil et emmené avec eux trois membres de l'équipage. Tout donne à penser que

ces pirates étaient des membres de la milice chiite Amal. C'est dans la permanence de celle-ci que les huit membres de la sécurité jordanienne qui avaient été emmenés hors de l'avion à l'aube ont été interrogés toute la journée avant d'être à leur tour relâchés et reconduits, sous la protection d'Amal, avec les trois membres de l'équipage, à l'aéroport de Beyrouth où ils se sont embarqués pour Djeddah (Arabie saoudite).

A l'origine de ce détournement, la guerre des camps palestiniens s'est intensifiée mercredi avec, de nouveau, en fin d'après-midi, un violent pilonnage de la banlieue sud de Beyrouth à partir des positions palestiniennes de la montagne sous contrôle du PSP (Parti socialiste progressiste druze).

Au lendemain des accrochages entre sa milice et celle d'Amal divisée par le problème palestinien, le chef du PSP, M. Walid Joumblatt, a tenu à réaffirmer son refus du principe de l'« auto-défense » dans les camps palestiniens. Il a, d'autre part, précisé : « Nous sommes dans le même camp que la Syrie. Les problèmes nationaux, libanais et palestiniens, doivent être résolus à Damas, et non à Beyrouth ».

Dans un geste d'apaisement à l'égard d'Amal, qui lui reproche son soutien aux Palestiniens, et sans doute, aussi, en raison de nouvelles pressions syriennes, le PSP a d'ailleurs conduit hors de Beyrouth cent cinquante combattants palestiniens qui avaient trouvé refuge dans un quartier druze. Ceux-ci ont été emmenés vers la montagne sous contrôle du PSP et certains vers la Bekaa sous contrôle syrien. D'autres jeunes Palestiniens devraient suivre dans les jours à venir.

A Beyrouth, la situation est restée tendue le long de la ligne de démarcation où les tirs ont empêché, pour la deuxième journée consécutive, la réouverture de la voie de passage du Musée reliant les secteurs est (chrétien) et ouest (musulman) de la capitale.

FRANÇOISE CHIPPAUX.

Les représentants de l'OLP dans la délégation jordanienne-palestinienne. Après que M. Roland Dumas ait annoncé que Paris acceptait de recevoir la délégation jordanienne-palestinienne chargée d'exposer les perspectives de paix qu'ouvre l'accord d'Amman du 11 février, l'OLP a désigné ses deux représentants au sein de cette délégation. Il s'agit de M. Khaled El Hassan, président de la commission des affaires étrangères du Conseil national pale-

SOLIDAIRES DANS LA « BATAILLE DES CAMPS »

Les factions de l'OLP restent politiquement divisées

Correspondance

Amman. — Unanimement condamnées par l'ensemble des factions de l'OLP (à l'exception de la Saïfa), les opérations du mouvement chéite libanais Amal contre les camps de réfugiés palestiniens de Beyrouth n'ont pas pour autant suscité de véritables rapprochements entre le Fath de M. Yasser Arafat et les organisations palestiniennes basées à Damas. Sur le terrain, l'unité de la résistance s'est reflétée autour de la défense des camps, où les combattants palestiniens de toute tendance, selon des responsables du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP), seraient sous l'autorité d'un « commandement unifié », mais les divergences de fond entre les différentes directions politiques demeurent entières.

Un communiqué commun appelle à la « réalisation de l'union nationale palestinienne », et publié mardi 4 juin à Amman par le Fath, le FDLP et le PCP (Parti communiste palestinien), a pu donner l'impression d'une possible amélioration des relations entre ces trois organisations. Mais les représentants du Front populaire et du Parti communiste palestinien dans la capitale jordanienne démentent catégoriquement cette interprétation. En fait, le communiqué était le résultat d'une série de réunions essentiellement consacrées à de graves incidents entre sympathisants des trois formations en Cisjordanie (les 25 et 27 mai dernier, de violents affrontements entre partisans et adversaires de M. Yasser Arafat à l'université de Bir-Zeit et à l'Institut technique de Kalandia, près de Jérusalem, avaient fait un mort et une quinzaine de blessés).

Cela étant, les dirigeants du Fath entendent, de toute évidence, profiter des réactions suscitées par les événements du Liban pour tenter de rompre l'isolement dont ils sont l'objet de la part des autres factions de l'OLP. En ce sens, ils ne peuvent que voir d'un bon œil l'actuelle dégradation des rapports entre les ad-

versaires de M. Yasser Arafat et le régime syrien.

Le secrétaire général du FDLP, le commandement général, Ahmad Jibril, puis celui du FPLP, Georges Habache, déclaraient récemment que leurs relations avec les dirigeants syriens traversaient « une crise de confiance aiguë ». Depuis le début des affrontements de Beyrouth, de nombreux Palestiniens (de tous les camps), notamment des cadres sociaux et des militants du FPLP et du FDLP, ont été arrêtés par les autorités syriennes à la suite de manifestations dans les camps de réfugiés de Damas. Une vingtaine de Palestiniens auraient été tués au cours de la répression de ces manifestations, affirme-t-on d'autre part de source diplomatique occidentale. La station de radio du FPLP-CG a été fermée, il y a quelques jours, et les organes de presse de toutes les organisations palestiniennes présentes dans la capitale syrienne, à l'exception toujours de la Saïfa, sont également interdits.

Ces mesures, sans doute provisoires, reflètent l'état de tension entre ces organisations et leur « allié stratégique ». Dans ces conditions, il n'est pas exclu que M. George Habache et le chef du FDLP, M. Nassef Hawatmeh prolongent quelque temps le séjour qu'ils effectuent actuellement hors de Syrie.

Pour les dirigeants des factions de l'OLP basées à Damas, il ne fait aucun doute que la Syrie a donné son feu vert au mouvement Amal. « Les Syriens veulent préparer le terrain pour imposer leur influence au Liban et, éventuellement, ouvrir la route à leur armée », nous a ainsi déclaré un représentant du Parti communiste palestinien à Amman. « Ils veulent éliminer un par un tous les groupes armés. Ils ont commencé avec les Moujahidoun. Aujourd'hui, ce sont les Palestiniens, puis ce sera le Parti communiste libanais, le Parti national syrien, le Parti socialiste progressiste de Walid Joumblatt, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus que les phalanges et le mouvement Amal, qui sera alors très affaibli ». Une analyse que notre interlocuteur n'est pas seul à faire dans la capitale jordanienne.

EMMANUEL JARRY.

Lisez
Le Monde
dossiers et documents

DIPLOMATIE

LA VISITE DE M. RAJIV GANDHI AUX ETATS-UNIS

Washington cherche à se concilier l'amitié du nouveau premier ministre indien

Washington. — M. Rajiv Gandhi a été accueilli, mercredi 12 juin, à la Maison Blanche par le président américain dont les Etats-Unis espèrent se faire un ami. La jeunesse du nouveau premier ministre indien, son ancien métier de pilote, son pragmatisme et son goût pour la technologie, tout laisse penser aux dirigeants américains que leur hôte est naturellement plus porté à un développement des relations avec Washington qu'à un renforcement des liens étroits que l'Inde entretient déjà avec l'Union soviétique.

On ne s'attend pas pour autant que ces quatre jours de visite débouchent sur une percée ou même des engagements importants entre les deux pays. Avant de venir aux Etats-Unis, M. Gandhi s'est rendu à Moscou et rien dans les déclarations qu'il y a faites n'esquissait une évolution de la politique étrangère indienne. Les Etats-Unis, de leur côté, n'ont guère de moyen de réellement apaiser les craintes — M. Gandhi en a fait part au président américain — que suscitent à New-Delhi le soutien militaire et économique apporté par les Etats-Unis au Pakistan et les pas que ce pays semble faire vers la possession d'un engin atomique.

Seul Etat qui soit à la fois allié des Etats-Unis et frontalier de l'Afghanistan, le Pakistan — c'est un fait durable — bénéficie de la bienveillance oblique de Washington, où l'on considère que les 3,2 milliards de dollars d'aide qui lui sont

De notre correspondant

fournis depuis 1981 pour cinq ans sont un contrepoint à la présence soviétique aux côtés du régime de M. Karmal.

L'Inde voit, pour sa part, dans cette aide le renforcement des capacités militaires d'un voisin hostile et elle n'entend pas prononcer la condamnation de l'intervention soviétique en Afghanistan qui semblerait naturelle aux Etats-Unis.

Des idéaux communs

Sans illusions, donc, les dirigeants américains n'en parient pas moins que la politique du nouveau premier ministre devrait être marquée par plus d'équilibre, entre eux-mêmes et le Kremlin et surtout donc « très important pour les deux côtés d'établir dès maintenant une relation positive ». De fait, les petits plats ont été mis dans les grands pour M. Gandhi qui, après avoir passé l'entière matinée et la soirée de mercredi avec M. Reagan, ne devait pas s'entretenir avec moins de cinq membres du gouvernement américain. Il devait être accompagné samedi par le vice-président Bush à Houston pour une visite des installations de la NASA.

Dans son discours de bienvenue, M. Reagan a, d'autorité, placé l'Inde près des Etats-Unis que de l'URSS en déclarant : « Nos idéaux démocratiques communs

qui sont un pont entre nous [et] notre engagement mutuel en faveur de la liberté nous voient sur un chemin différent et plus noble que les gouvernements qui nient les droits de l'homme ».

Le président américain a également affirmé le « respect » des Etats-Unis pour le non-alignement de l'Inde ainsi que l'entier appui américain au maintien de l'unité indienne. C'était là une claire allusion au problème posé par la minorité sikh, dont des représentants manifestaient devant la Maison Blanche et que Washington a été accusé d'encourager en sous-main.

« Nos terrains fondamentaux d'accord l'emportent de loin sur les différences du moment », a conclu M. Reagan en rendant un hommage très appuyé au libéralisme économique que voulaient développer M. Gandhi. Dans sa réponse, le premier ministre n'a pas déçu l'attente américaine en déclarant : « Oui, nous avons des différences mais, au-dessus de ces différences, il y a la conviction que nous partageons : la suprématie de la liberté, la nécessité de l'égalité et de la souveraineté de la volonté populaire ».

Les entretiens qui ont suivi ont été qualifiés d'« extrêmement chaleureux et amicaux » par le porte-parole américain, selon lequel la question afghane n'a été que brièvement abordée et pour souligner essentiellement le besoin d'une « solution politique ».

B. G.

150 من الأصل

Bull



politique

L'AVENIR DU PLAN GOUVERNEMENTAL SUR LA NOUVELLE-CALÉDONIE

M. Pisani mise sur l'émergence d'une troisième force

M. Edgard Pisani, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie, devait faire jeudi 13 juin une communication au conseil des ministres sur l'évolution de la situation dans le territoire. Le Parlement devra être convoqué en session extraordinaire courant juillet pour achever la

discussion du projet de loi fixant le statut de la Nouvelle-Calédonie. Le Sénat, en effet, ne pourra pas examiner avant la troisième session de juillet le texte adopté le 4 juin en première lecture par les députés. Avant d'examiner le projet, le Sénat a décidé d'envoyer sur

place une mission d'information de la commission des lois. La nouvelle loi ne pourra donc pas être promulguée, au plus tôt, avant la fin de juillet et les élections régionales prévues n'auront certainement pas lieu avant le 8 septembre.

Le souvenir des élections territoriales du 18 novembre 1984, boycottées au dernier moment par le Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS) hante visiblement l'hôtel Matignon. Une semaine avant le début des vacances qui, à partir de ce jour-là, entraîneront la Nouvelle-Calédonie dans l'engrenage insurrectionnel, tout le monde assurait encore, tant à Paris qu'à Nouméa, que le scrutin se déroulerait sans grandes difficultés. Sept mois plus tard, malgré tout ce qui s'est passé dans le territoire, qui peut être certain que le scrutin de

l'été prochain aura lieu normalement ?

Chaque camp a déjà posé ses conditions. Le FLNKS participera aux élections à condition que le projet du gouvernement ne sorte pas « défiguré » du parcours parlementaire. Le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) y participera aussi, à condition que les auto-indépendantistes puissent se prononcer librement. Pour éviter toute nouvelle déconvenue, M. Pisani assure donc volontiers, à l'intention des

indépendantistes, que, jusqu'à la fin de la discussion parlementaire, le gouvernement restera fidèle à ses orientations originales visant à rétablir le partage du pouvoir territorial en faveur de la communauté kanak. De même, il affirme, à l'intention du RPCR, que la liberté de vote sera garantie au besoin par la présence des forces de l'ordre, y compris dans les îles Loyauté, où les indépendantistes règnent en maîtres. Le ministre n'exclut pas de suggérer la participation d'observateurs internationaux.

Cela dit, M. Pisani ne craint pas vraiment que le scrutin régional soit contrarié. Il prépare surtout le lendemain des élections, en espérant que les résultats ne donneront la majorité absolue ni au FLNKS ni au RPCR, au sein du congrès appelé à remplacer l'actuelle Assemblée territoriale. Les prévisions électorales des experts gouvernementaux confirment que, logiquement, le FLNKS devrait perdre le contrôle de deux des quatre conseils de région - celui de la région Nord et celui de la région des îles Loyauté - tandis que le RPCR devrait prédominer dans la région de Nouméa. La seule véritable incertitude, si l'on se réfère aux scrutins passés, réside dans le sort de la région Centre-Sud.

Les ordonnances

Dans le schéma, sur le lequel le gouvernement fonde ses espoirs, aucun des deux principaux courants ne disposerait à lui seul de la majorité absolue, les élus du mouvement indépendantiste (le FLNKS) et les centristes occupant un rôle charnière, déterminant à l'intérieur du congrès.

L'émergence de cette troisième force permettrait d'assurer ensuite la poursuite du processus jusqu'au

référéndum d'autodétermination, fixé théoriquement « au plus tard, le 31 décembre 1987 ». Cette hypothèse permet au gouvernement d'envisager un fonctionnement correct du système institutionnel transitoire. M. Pisani souhaite d'ailleurs, dès son installation, le congrès débattre, en septembre, des principales ordonnances qui engageront l'avenir du territoire, notamment de l'organisation de la fonction publique et du nouveau régime fiscal en préparation pour compléter le financement de chacune des quatre régions.

Ce dernier projet n'est pas encore arrêté. Il est question d'assurer des ressources propres aux conseils de région, d'une part, par l'institution de taxes foncières ou d'un fonds territorial de péréquation, aux communes, d'autre part, en instituant, par exemple, une redevance particulière en leur faveur dans les régions littorales. Ce deuxième train d'ordonnances sera, en tout cas, beaucoup plus important que le premier qui sera examiné par l'assemblée territoriale sortante et précisera le fonctionnement des conseils de région et le régime budgétaire et financier.

Ce schéma réformiste repose sur la conviction de M. Pisani selon laquelle certains caldoses, en particulier dans les milieux professionnels, ainsi que les communautés les plus minoritaires (Wallisiens, Javanais, Iudo-chinois, etc.), évoluent vers l'indépendance-association. Toute la question est de savoir si, en appuyant ses perspectives stratégiques sur l'affirmation de cette troisième force hypothétique, M. Pisani ne pêche pas par excès d'optimisme.

ALAIN ROLLAT.

LE CONTENTIEUX DES ÉLECTIONS CANTONALES

L'élection de M. Pierre Bérégovoy dans la Nièvre validée

Les tribunaux administratifs de Paris, Dijon et Marseille ont rendu leurs jugements relatifs à plusieurs recours en annulation des élections cantonales de mars dernier. Certains de ces recours ont été rejetés. C'est notamment le cas dans le canton de Nevers-Est (Nièvre), où l'élection de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, acquiesce avec six voix d'avance seulement, a été confirmée et dans celui de Chalon-sur-Saône-Nord (Saône-et-Loire), où l'élection de M. Mathus (PS) a également été validée.

Mais plusieurs scrutins ont été annulés, dans les Bouches-du-Rhône, la Saône-et-Loire et le Val-de-Marne.

A Marseille

M. LOO (PS) LANCE SON PROPRE CLUB

(De notre correspondant régional.) M. Charles-Emile Loo, député au Parlement européen et membre du comité directeur du Parti socialiste, a annoncé le lundi 10 juin à Marseille la création du Nouveau débat, une « structure d'accueil » qui se propose de lutter contre la bipolarisation de la vie politique française. L'ancien premier secrétaire de la fédération des Bouches-du-Rhône a indiqué que sa démarche se situe « hors du PS, et non contre le PS » et que le maire de Marseille, M. Gaston Defferre a été préalablement informé. Il a fait état d'une convergence de vues avec M. Olivier Stürn, député (non-inscrit) du Calvados et président de l'Union centriste républicaine.

Interrogé sur la préparation des prochaines élections régionales et législatives, M. Loo a indiqué qu'il « n'était pas du tout exclu que le Nouveau débat présente des listes ». Mais dans ce cas, a-t-il ajouté, « je ne serai pas moi-même candidat ». Plusieurs membres ou anciens membres du Parti socialiste appartenant au courant Manry et quatre conseillers municipaux de Marseille, MM. Roland Amselem (ex-conseiller général), Gilbert Pommier, tous deux PS, Yves Bonnel et Michel Carcassonne (Groupe d'action municipale économique), sont, avec M. Loo parmi les animateurs du Nouveau débat, ainsi que le secrétaire départemental du syndicat FO des Bouches-du-Rhône, M. Marc Borgna.

G. P.

● Bouches-du-Rhône. - Le tribunal administratif de Marseille s'est prononcé pour l'annulation des élections des cantons d'Aix-en-Provence-Sud-Ouest et de Marseille-X. Dans celui d'Aix-Sud-Ouest, M. Picheral (PS) avait été élu au second tour avec 6 954 suffrages contre 6 928 à M. Chelini (UDF-CDS) et 3 195 à M. Lemeray (FN). Dans le canton de Marseille-X, M. Coulomb (PS) l'avait emporté avec 4 650 voix contre 4 537 à M. Chelini (UDF-CDS) et 3 249 à M. Bardini (FN).

● Saône-et-Loire. - Le tribunal administratif de Dijon a annulé l'élection de M. Naudin (PS) dans le canton de Lucey-l'Évêque, acquiesce avec six voix d'avance sur son adversaire du RPR, M. Charles de Gauzy.

● Val-de-Marne. - Le tribunal administratif de Paris a rejeté les recours en annulation, déposés par l'opposition, des élections cantonales du Châteaufort-le-Roi, Fontenay-sous-Bois-Est et Valenton, mais a invalidé l'élection de M. Ouzonias, PC, dans le nouveau canton de Champigny-sur-Marne-centre. Cette élection avait été acquiesce au second tour de scrutin avec 4 279 voix contre 3 631 au candidat UDF, M. Munnier. Le tribunal administratif a retenu dans son jugement de nombreuses irrégularités et « un climat de violence dans plusieurs bureaux de vote » ayant pu entacher la sincérité du scrutin.

● M. Collin, PS, dépose un recours en annulation de l'élection au conseil régional de Champagne-Ardenne. - M. Georges Collin, député socialiste de la Marne, qui conteste l'élection, le 12 avril dernier, du président du conseil régional de Champagne-Ardenne, M. Bernard Stasi (UDF-CDS), et celle du bureau de l'Assemblée régionale a introduit une requête en annulation auprès du tribunal administratif.

M. Collin avait souhaité - mais en vain - voir cette requête introduite par le commissaire de la République, M. Pierre Manière (le Monde du 16 avril). Cette contestation strictement juridique se nourrit, bien sûr, d'une controverse politique. Le député socialiste reproche en effet à M. Stasi d'écarter systématiquement du bureau les conseillers régionaux de gauche. - (Corresp.)

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La loi électorale est étendue aux territoires d'outre-mer

L'Assemblée nationale a adopté, le mercredi 12 juin - seuls les députés socialistes étant présents - le projet de loi simple et le projet de loi organique sur l'élection des députés dans les territoires d'outre-mer, dont elle avait débattu le mercredi 5 juin (le Monde du 7 juin). Avant même de procéder au vote, la commission des lois a demandé une seconde délibération. Le seul résultat de celle-ci a été de rajouter à ces textes le cas de Saint-Pierre-et-Miquelon, qui sera soumis au projet sur l'élection des députés dans les départements, car, depuis la première lecture de ce texte, le statut de Saint-Pierre a été modifié.

Pourquoi un délai d'une semaine entre la délibération et le vote ? Une fois encore, le gouvernement a eu peur du Conseil constitutionnel. La Constitution prévoit que tout projet de loi concernant les territoires d'outre-mer doit être soumis pour avis à leur assemblée territoriale. Dans plusieurs décisions, le Conseil constitutionnel a fait une application stricte de ce principe.

Déjà, lors de la discussion à l'Assemblée nationale du statut provisoire de Nouvelle-Calédonie,

M. Edgard Pisani avait dû demander aux députés de surseoir à leur vote alors qu'ils avaient achevé l'examen du texte. En effet, à ce moment l'assemblée territoriale de l'archipel n'avait pas encore donné son avis. Le gouvernement avait ensuite demandé à l'Assemblée nationale une deuxième délibération, une fois connu l'avis détaillé de l'Assemblée de Nouméa, de crainte que les juges de la constitutionnalité des lois ne reprochent aux députés d'avoir débattu des dispositions du projet sans connaître le point de vue des conseillers territoriaux.

Même scénario pour le texte sur l'élection des députés dans les territoires d'outre-mer. Quand l'Assemblée nationale en a débattu la semaine dernière, elle connaissait l'avis des trois assemblées territoriales concernées (Wallis-et-Futuna était favorable, la Polynésie française ainsi que la Nouvelle-Calédonie défavorable). Mais, cette fois, les juristes gouvernementaux ont craint que le Conseil constitutionnel ne se fâche par ce que n'aurait pas été connue la motivation de ces avis.

Th. B.

Cumul de mandats

LE PS S'OPPOSE AUX DÉPUTÉS SOCIALISTES

Le bureau exécutif du Parti socialiste, réuni mercredi 12 juin, a jugé inopportune l'initiative prise par des députés socialistes qui souhaitent faire adopter par l'Assemblée nationale une disposition interdisant le cumul des fonctions exécutives (président, vice-président, membre du bureau) dans les assemblées régionales et départementales.

Les députés, notamment M. François Massot (Alpes-de-Haute-Provence), avaient prévu de déposer un amendement en ce sens lors de la deuxième lecture, ce jeudi 13 juin, du projet de loi instituant l'élection des conseillers régionaux au suffrage universel direct.

La majorité du bureau exécutif fait valoir que cette question doit être abordée dans un texte de loi spécifique et comme élément d'un tout cohérent. En outre, elle estime que l'intervention des députés à seule fin de limiter le cumul des mandats d'autres catégories d'élus risquerait d'être mal perçue.

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, avait indiqué, le 10 avril, que le gouvernement ferait « un pas vers la limitation du cumul des mandats », et annoncé, un peu plus tard, le dépôt d'un projet de loi au cours de la session de printemps.

● ERRATUM. - Une « coquille » typographique a déformé, dans nos éditions datées du 13 juin, les propos tenus par M. Couvo de Murville lors du débat de politique étrangère de l'Assemblée nationale, tels qu'ils étaient rapportés dans l'encadré intitulé : « L'ancien premier ministre avait dit en réalité : « Votre indifférence à notre égard est un peu surprenante », et non : « un peu arrogante », comme il a été imprimé par erreur.

● Transparence du capital dans les sociétés par actions. - L'Assemblée nationale a adopté, mercredi 12 juin en deuxième lecture, le projet de loi visant à assurer une meilleure transparence de la répartition du capital dans les sociétés par actions et à limiter l'autocontrôle de ces sociétés. Seuls, les députés socialistes l'ont approuvé, les députés du PC se sont abstenus, ceux du RPR et de l'UDF étaient absents de l'hémicycle lors du débat et du vote.

Si M. Pierre Bourguignon (PS, Seine-Maritime), rapporteur de la commission des lois, a souligné que certaines modifications formelles apportées par le Sénat en première lecture (le Monde du 24 mai) pouvaient être retenues, il a cependant estimé que des divergences de fond persistaient. C'est pourquoi il a demandé aux députés de rétablir le texte qu'ils avaient adopté en première lecture (le Monde du 20 avril) sur le contrôle et le droit de vote attaché aux actions d'autocontrôle.

● L'émulsion par les associations d'obligations et de titres participatifs. - Seuls les députés socialistes ont adopté mercredi 12 juin en deuxième lecture le projet de loi qui vise à permettre aux associations d'émettre des obligations et des titres participatifs. Le PC s'est abstenu, le RPR a voté contre et l'UDF n'a pas participé au vote.

M. Jean Garel, secrétaire d'État à l'économie sociale, soutenu par M. Claude Wilquin (PS, Pas-de-Calais), rapporteur de la commission des finances, a jugé que le texte adopté en première lecture par le Sénat (le Monde du 6 juin), constitue une « dénaturation profonde » du projet préalablement voté par l'Assemblée (le Monde du 24 avril). Le Sénat avait supprimé une des dispositions les plus novatrices du projet initial, à savoir la possibilité pour les associations d'émettre, comme les entreprises du secteur nationalisé, des titres participatifs, baptisés en l'occurrence « titres associatifs ». Malgré les objections de M. Georges Tranchant (RPR, Hauts-de-Seine) et de M. Parfait Jans (PC, Hauts-de-Seine), les députés socialistes ont rétabli cette faculté d'émettre des titres associatifs.

Cannes ça continue

au Palais des Festivals avec le

19-20 JUIN

10000 VISITEURS

CONFERENCES EXPOSITIONS ouvertes au public

Forum psychologie

INTERVENTIONS PSYCHOLOGIQUES ET CHANGEMENTS

3^e Forum Professionnel des Psychologues

OUVERTURE par M^{me} Georgina Dufour ministre des Affaires sociales

Tous les détails dans le numéro exceptionnel de juin du

LE JOURNAL DES PSYCHOLOGUES

DAVIS TOUTES LES MARDIS

AU SOMMAIRE

- Programme détaillé des deux manifestations.
- POSSÉDER L'ENFANT et le DIVORCE
- Psychologie et culture.

Jeunes

DE MOINS DE 20 ANS

ÇA VOUS DIT LES DROITS DE L'HOMME?

ÇA VOUS DIT L'EUROPE?

ALORS FAITES LE CONCOURS DROITS DE L'HOMME EN EUROPE

BEAUCOUP DE PRIX

Si vous voulez une ou plusieurs facilités de concours écrivez : concours DHE 127 rue NO des Champs 75006 Paris (joindre une enveloppe timbrée)

هكذا من الأصل

L'Assemblée Nationale

Le scrutin est étendu aux territoires d'outre-mer

Le scrutin est étendu aux territoires d'outre-mer. Cette mesure, qui vise à renforcer la représentation de ces régions dans l'Assemblée Nationale, a été adoptée par le Parlement. Elle concerne notamment les élections législatives et sénatoriales. Les députés et sénateurs élus dans ces territoires auront voix et vote égal avec ceux élus en France métropolitaine.

Le scrutin est étendu aux territoires d'outre-mer. Cette mesure, qui vise à renforcer la représentation de ces régions dans l'Assemblée Nationale, a été adoptée par le Parlement. Elle concerne notamment les élections législatives et sénatoriales. Les députés et sénateurs élus dans ces territoires auront voix et vote égal avec ceux élus en France métropolitaine.

Le scrutin est étendu aux territoires d'outre-mer. Cette mesure, qui vise à renforcer la représentation de ces régions dans l'Assemblée Nationale, a été adoptée par le Parlement. Elle concerne notamment les élections législatives et sénatoriales. Les députés et sénateurs élus dans ces territoires auront voix et vote égal avec ceux élus en France métropolitaine.

Le scrutin est étendu aux territoires d'outre-mer. Cette mesure, qui vise à renforcer la représentation de ces régions dans l'Assemblée Nationale, a été adoptée par le Parlement. Elle concerne notamment les élections législatives et sénatoriales. Les députés et sénateurs élus dans ces territoires auront voix et vote égal avec ceux élus en France métropolitaine.

Le scrutin est étendu aux territoires d'outre-mer. Cette mesure, qui vise à renforcer la représentation de ces régions dans l'Assemblée Nationale, a été adoptée par le Parlement. Elle concerne notamment les élections législatives et sénatoriales. Les députés et sénateurs élus dans ces territoires auront voix et vote égal avec ceux élus en France métropolitaine.

Le scrutin est étendu aux territoires d'outre-mer. Cette mesure, qui vise à renforcer la représentation de ces régions dans l'Assemblée Nationale, a été adoptée par le Parlement. Elle concerne notamment les élections législatives et sénatoriales. Les députés et sénateurs élus dans ces territoires auront voix et vote égal avec ceux élus en France métropolitaine.

Le scrutin est étendu aux territoires d'outre-mer. Cette mesure, qui vise à renforcer la représentation de ces régions dans l'Assemblée Nationale, a été adoptée par le Parlement. Elle concerne notamment les élections législatives et sénatoriales. Les députés et sénateurs élus dans ces territoires auront voix et vote égal avec ceux élus en France métropolitaine.

Le scrutin est étendu aux territoires d'outre-mer. Cette mesure, qui vise à renforcer la représentation de ces régions dans l'Assemblée Nationale, a été adoptée par le Parlement. Elle concerne notamment les élections législatives et sénatoriales. Les députés et sénateurs élus dans ces territoires auront voix et vote égal avec ceux élus en France métropolitaine.

Le scrutin est étendu aux territoires d'outre-mer. Cette mesure, qui vise à renforcer la représentation de ces régions dans l'Assemblée Nationale, a été adoptée par le Parlement. Elle concerne notamment les élections législatives et sénatoriales. Les députés et sénateurs élus dans ces territoires auront voix et vote égal avec ceux élus en France métropolitaine.

Le scrutin est étendu aux territoires d'outre-mer. Cette mesure, qui vise à renforcer la représentation de ces régions dans l'Assemblée Nationale, a été adoptée par le Parlement. Elle concerne notamment les élections législatives et sénatoriales. Les députés et sénateurs élus dans ces territoires auront voix et vote égal avec ceux élus en France métropolitaine.

Le scrutin est étendu aux territoires d'outre-mer. Cette mesure, qui vise à renforcer la représentation de ces régions dans l'Assemblée Nationale, a été adoptée par le Parlement. Elle concerne notamment les élections législatives et sénatoriales. Les députés et sénateurs élus dans ces territoires auront voix et vote égal avec ceux élus en France métropolitaine.

Le scrutin est étendu aux territoires d'outre-mer. Cette mesure, qui vise à renforcer la représentation de ces régions dans l'Assemblée Nationale, a été adoptée par le Parlement. Elle concerne notamment les élections législatives et sénatoriales. Les députés et sénateurs élus dans ces territoires auront voix et vote égal avec ceux élus en France métropolitaine.

Le scrutin est étendu aux territoires d'outre-mer. Cette mesure, qui vise à renforcer la représentation de ces régions dans l'Assemblée Nationale, a été adoptée par le Parlement. Elle concerne notamment les élections législatives et sénatoriales. Les députés et sénateurs élus dans ces territoires auront voix et vote égal avec ceux élus en France métropolitaine.

Le scrutin est étendu aux territoires d'outre-mer. Cette mesure, qui vise à renforcer la représentation de ces régions dans l'Assemblée Nationale, a été adoptée par le Parlement. Elle concerne notamment les élections législatives et sénatoriales. Les députés et sénateurs élus dans ces territoires auront voix et vote égal avec ceux élus en France métropolitaine.

Propos et débats

M. Rocard : ni otage ni traître

« Je ne serai jamais un otage ni un traître, mais je ne suis pas non plus un sectaire », affirme M. Michel Rocard dans une interview au Parisien libéré, à propos de son éventuelle participation à un gouvernement d'union nationale dirigé, après 1988, par un premier ministre de centre-gauche. M. Rocard, qui estime qu'il s'agit d'une question de « politique fiction », ajoute : « tout dépendrait, bien sûr, des circonstances, des conditions, et aussi de l'attitude de ceux de mes amis du PS qui ont tiré la leçon de ce qui s'est passé depuis 1981 ».

Quant à ses intentions, M. Rocard veut « continuer à [se] battre, dans [son] parti et devant l'opinion, pour ce que le chef de Gaule appelait « une certaine idée de la France ». Une France plus juste, mais aussi une France plus efficace, une France qui ait enfin une gestion économique digne d'elle ».

M. Pierret (PS) : social-démocrate

« Faire de notre parti un grand parti social-démocrate, qui, parce qu'il sera fort et soudé, pourra s'adjointre des éléments aujourd'hui dans l'opposition » : c'est le souhait que formule, dans une interview à l'hebdomadaire Paris-Match daté 21 juin, M. Christian Pierret, député socialiste des Vosges, proche de M. Mauroy.

M. Pierret estime que M. Fabius doit « prendre la tête » de la campagne pour les législatives, car « il incarne l'état de la modernité ». Néanmoins, M. Jospin « sera indispensable » aux côtés du premier ministre pour cette campagne, le PS doit « trouver un nouveau sigle plus large qui incarne la foi que les socialistes travaillent, au-delà des frontières de leur seul parti, pour le peuple de France tout entier ».

A propos de l'attitude des socialistes à l'égard du PCF, M. Pierret estime que le PS « se comporte comme un amant qui ne veut pas croire que sa maîtresse l'a quitté ».

M. Barrot (UDF-CDS) : superficiel

« L'union de l'opposition va bien au-delà d'une simple photographie de famille », écrit M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS dans l'organe de son parti Démocratie moderne (daté du 13 juin). « Elle se poursuit dans une saine émulation entre ces différents composantes. Une émulation dans l'approfondissement des thèmes libéraux et non dans le développement des promesses démagogiques. L'union d'une majorité libérale ne saurait en effet, explique le député de la Haute-Loire, se construire durablement sur un unanimisme superficiel qui aurait évacué les problèmes et les différences. Que le débat sur la cohabitation soit traité sereinement mais sérieusement ».

Choisir : un rassemblement féministe

Le mouvement Choisir-La cause des femmes, qui vient de tenir une assemblée générale annuelle et de réélire à la présidence du mouvement Mme Gisèle Hellini, préconise, pour les élections législatives de 1986, « la constitution d'un rassemblement de féministes marginalisées par les clivages politiques traditionnels, qui pourrait présenter des listes indépendantes des partis ». Selon Choisir, « les chances de ce rassemblement passent par l'abaissement dans la loi électorale du seuil d'éligibilité à 3 % ». Choisir demande en outre aux partis politiques d'inclure dans leurs listes un quota de femmes équitablement réparti ».

UN COLLOQUE DU CRIF

Les dirigeants politiques français refusent l'assimilation du sionisme au racisme

Il y a dix ans, en juin 1975, la conférence mondiale de la femme, organisée par les Nations unies à Mexico, était l'occasion, pour les adversaires d'Israël, d'inaugurer une tactique qui allait, par la suite, s'intégrer à la routine des débats à l'ONU. Il s'agissait d'obtenir, par un vote, que le sionisme fût ajouté à la liste des fléaux historiques que l'ONU se donne pour mission de combattre. L'opération avait été réussie grâce à la conjonction des voix du bloc soviétique et de pays du tiers-monde. Le 10 novembre suivant, l'Assemblée générale des Nations unies, se fondant sur ce précédent, adoptait par 72 voix pour et 35 contre, avec 32 abstentions, la résolution 3379, selon laquelle « le sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciale ».

A l'approche de la conférence de l'ONU qui doit se réunir le 16 juillet prochain à Nairobi et clore la décennie de la femme, le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) a voulu attirer de nouveau l'attention sur ce qu'il estime être une distorsion du fonctionnement de l'organisation internationale, par le biais de laquelle l'Etat hébreu se trouve condamné, à la fois, comme Etat colonial et comme cadre d'un système politique assimilé à l'apartheid sud-africain.

Le CRIF a demandé à diverses personnalités, politiques et autres, de donner leur avis, au cours d'un colloque organisé le mardi 11 juin au Sénat, sur l'équation qui fait du sionisme, c'est-à-dire du fondement même de l'Etat d'Israël, une injustice officiellement combattue par la communauté internationale.

Plusieurs invités ont répondu par des messages exprimant leur condamnation de la position adoptée par la majorité de l'ONU en 1975. Ainsi ont fait MM. Lionel Jospin, Pierre Mauroy, Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac et Raymond Barre. D'autres responsables politiques étaient présents, comme M. Alain Poirer, président du Sénat, les députés Michel Charzat et Gérard Bary (PS), Claude-Gérard Marcus (RPR) et Olivier Stirn (non inscrit), M. Dominique Baudis (opposition), maire de Toulouse, MM. Louis Mermaz et Jacques Chaban-Delmas se sont excusés de ne pouvoir être présents.

M. Régis Debray, ancien conseiller du président de la République, accompagnant le premier ministre en Allemagne de l'Est, a communiqué un texte, dans lequel il indique que le sionisme lui « paraît être, dans son essence, l'expression de ce que nous appelons aujourd'hui un

mouvement de libération nationale, celui du peuple juif ». M. Debray se définit comme un « sioniste pro-palestinien », parce qu'il ne voit pas « comment on peut défendre la légitimité de l'Etat d'Israël sans admettre la légitimité d'un Etat palestinien, quelle que soit sa configuration ».

La légitimité du nationalisme palestinien

Une des interventions les plus attendues était celle de M. Michel Rocard, auquel on a rappelé ses rencontres avec M. Yasser Arafat. « Rencontrer tout le monde sans renoncer à quoi que ce soit », tel est le principe dont s'est réclamé l'ancien ministre de l'Agriculture. Pour M. Rocard, l'assimilation du sionisme au racisme est un « non-sens ». S'agit-il d'un mouvement de libération nationale ? Non, si l'on considère la dimension « sacrée » et « mystique » de la tradition dans laquelle il s'enracine et la disparité des communautés juives à travers le monde : oui, dans la mesure où ces communautés éprouvent « la certitude de l'appartenance à un même destin » et où le sionisme est le projet de « réunir sur sa terre un peuple qui se reconnaît comme tel ».

Comme M. Debray, M. Rocard a souligné la légitimité du nationalisme palestinien, égale à celle du nationalisme israélien, et il a exprimé la crainte qu'Israël n'ait « peur de la paix », qui « a un prix » et qui ne peut être fondée que « sur un compromis viable entre Israéliens et Palestiniens d'abord ».

M. Rocard a revendiqué, sur la base d'une solidarité de fond avec le sionisme, le « droit de critique » et le « droit de désaccord » sur la politique israélienne.

M. James Jonah, secrétaire général adjoint de l'ONU, venu de New-York pour ce colloque, s'est efforcé d'expliquer le sens de la résolution de novembre 1975 pour une partie du tiers-monde, qui l'avait approuvée ou laissé passer. Beaucoup de gouvernements, a-t-il dit, n'ont qu'une notion vague de ce qu'est le sionisme, et leur condamnation signifie seulement qu'ils reprochent la discrimination raciale dans la mesure où les adversaires d'Israël en dénoncent l'existence dans les territoires occupés. L'ONU, dit M. Jonah, n'est pas devenue un « centre de diffusion de l'antisémitisme », même si certains, en son sein, voudraient qu'il en soit ainsi.

PATRICK JARREAU.

AVEC L'ARBRE, JE SUIS 100% BANQUIER

En Dordogne, il y a le siège de ma banque. C'est là que je travaille. J'aime ce travail. Voir les clients, les conseiller, les aider à investir, à progresser, c'est pour faire cela que j'ai choisi la banque. En milieu rural, c'est passionnant. Mais j'ai 760 employés, 250 000 comptes à gérer et tout cela, naturellement, en relation permanente avec nos 60 agences ou bureaux. C'est énorme. C'est mon service informatique qui le fait avec Bull. Bull, c'est un associé qui s'adapte parfaitement et sans se plaindre de tout ce que nous lui demandons.

Bull, c'est un associé qui s'adapte parfaitement et sans se plaindre de tout ce que nous lui demandons. Bull, c'est un associé qui s'adapte parfaitement et sans se plaindre de tout ce que nous lui demandons. Bull, c'est un associé qui s'adapte parfaitement et sans se plaindre de tout ce que nous lui demandons.

Bull



**DIMANCHE
14 JUILLET 1985
11H20.**

**UNE CATASTROPHE
SANS PRÉCÉDENT.
LA FRANCE DÉCAPITÉE.
ALORS COMMENCE
LA SEMAINE
LA PLUS FOLLE.**



Balland

**vous avez
le bac
A ou B**

HEC

Prep. H.E.C.I.,
classes préparatoires
au Haut Enseignement
Commercial International,
vous prépare
aux Grandes Écoles de
Commerce et de Gestion
à vocation internationale.

6, rue Picot - 75116 Paris. Tél. : (1) 253.57.92
Établissement d'Enseignement Privé.

willy hairline COIFFURE MIXTE
10, rue des Pyramides 30, rue Feydeau
75001 Paris 75002 Paris
Tél. : 260.63.68 Tél. : 236.33.57

POLITIQUE

Clubs à gauche

I. - Les enfants disparates du frémissement

par MICHEL KAJMAN

On ne prête qu'aux riches. François Mitterrand abandonne de temps à autre quelques heures de son temps libre au chef de l'État au cinéma. A Agen en octobre 1984, il s'adresse aux Français qui « ne paraissent pas ravis par le film auquel ils assistent aujourd'hui (...). Quant à l'autre film, ils l'ont déjà vu. Il n'était pas fameux. Est-il possible de construire un nouveau scénario ? Avec les mêmes acteurs ou avec d'autres ? »

Rien de plus naturel donc que de lui dédier un synopsis possible d'un long métrage qu'il a dû lui arriver plus d'une fois de dérouler en son for intérieur.

« La force tranquille », deuxième épisode. Avant la bataille décisive (mais dans un temps un peu incertain, entre 1983 et 1988), des gens discutent autour d'une vaste table : comment assurer la victoire ? Des mots volent : « socialisme », « gauche », « République », « modernité ».

Tous paraissent aux uns intelligibles et naturels, tandis que d'autres les trouvent « vieux jeu » et en laissent tomber de nouveaux, couverts incompris des premiers : « sensibilité au sens large », « Tech et Touch », « restauration du symbole et primauté du faire », « effet de lobby ». Il en résulte un climat étrange.

Une foire aux idées

Sur la table encombrée des reliefs d'un banquet, beaucoup ont disposé leur arme absolue : qui de longs mémoires lyriques garnis d'amples péroraisons ; qui des dossiers techniques débordant de colonnes chiffrées et de graphiques bondissants ; qui des bilans en cent dix points et des programmes à géométrie variable.

La suite, laissez-la pour l'instant dans les tiroirs de l'alcôve. Ce débat-là, en tout cas, devrait rappeler au cinéphilie de l'Elysée et à d'autres amateurs l'étrange foisonnement actuel des clubs de la gauche non communiste qui, depuis dix-huit mois surtout, gèrent ici et là, ou quelquefois renissent de leurs cendres.

Spécialisés, généraux, apolitiques, graves, riants, câblés, rétro, théoriques, pragmatiques, ludiques, coincés il y a véritablement de tout dans cette foire hétéroclite aux idées et aux projets, édifée en quelques mois - il faudra y revenir - aux abords de l'architecture classique de l'édifice socialiste.

Sans volonté - injustifiable - de sélection ou de classement, on ne s'attardera pas ici sur le club République moderne de l'industrie et du prévoyant ministre de l'éducation nationale, Jean-Pierre Chevènement, ou sur les amis du député et enseignant socialiste de Paris, Georges Sarre, (Maintenant et demain), pas plus que sur les velléités elubistes de Michel Rocard et de plusieurs autres. Car sans préjuger les résultats des uns ou des autres et moins encore leur éventuelle originalité, force est de reconnaître que ces entreprises sont de celles qui jalonnent l'ordinaire de la vie politique, d'un bord à l'autre.

Bien singulier apparaît en revanche le collectif de clubs et groupes divers dit Ici et maintenant. Le 1^{er} mars dernier, onze associations poursuivant des buts souvent très différents se juxtaposèrent par une publicité commune d'une pleine page. Elles en appelaient à la sagesse critique et à l'esprit de dialogue de tous ceux qui se reconstruisent dans une large interprétation. « Vous n'êtes pas à droite, mais la gauche ne vous satisfait pas toujours. »

Françoise Castro marraine et patronne

Depuis, cinq autres clubs ont rejoint ouvertement ce collectif. D'autres en sont proches mais ne souhaitent pas (encore) le faire savoir. D'autres encore sont sollicités de le rejoindre, comme le mouvement socialiste, dirigé par le député de l'Indre André Laignel. Certains enfin entretiennent avec tel ou tel de ces clubs des relations qui les satisfont et les dispensent d'un lien (pourant lâche) plus manifeste. Ainsi en va-t-il pour Propositions animé par Jean Vedrine, ami de longue date du chef de l'État.

Françoise Castro, épouse du premier ministre, coordonne mois après mois d'une main ferme, dans les limites pour l'instant vite atteintes du possible, les initiatives et projets des éléments de ce collectif. Elle cherche aussi à les entraîner par certaines manifestations dans une logique de synergie. N'hésitant pas à moriger l'un ou l'autre à l'occasion, « marraissant » avec autorité les clubs qu'elle fait introniser après s'être ou avoir été convaincue de leur compatibilité minimale avec l'ensemble, elle apparaît aux mem-

bres du club des clubs tantôt comme celle qui patronne, tantôt comme la patronne de « quelque chose » de nouveau et, qui sait ? d'avenir.

Reste à accomplir de façon plus réaliste que dans notre synopsis l'émancipation tant de table qu'appelle l'informelle fédération de tant de différences placées sous la large bannière d'un soutien indéfectible à François Mitterrand et d'une volonté commune de « continuer ».

Des préoccupations diverses ? C'est peu dire. Sous l'appellation Décisor, l'association Priorité à gauche, la petite pénucléide de la famille, veut commercialiser des petites boules de chevreau emplies de grains de miel. Mode d'emploi : malaxer et remalaxer le Décisor jusqu'à ce que s'écrémisse et - éventuellement - bonnes résolutions s'ensuivent.

En veine perpétuelle d'humour parfois grinçant et d'inventivité bon enfant, ou ultramoderniste, Jacques Rosellini, ingénieur, et Maurice Romi, géographe, qui s'activent respectivement au ministère de la recherche et à la MIDIST (Mission interministérielle de l'information scientifique et technique), veulent adresser les premiers Décisor aux députés de l'opposition (usage restreint) et, secrètement, à Lionel Jospin (usage élargi).

Il s'agit aussi d'organiser un croc de la « France qui gagne » : protestent en rigolant contre la propagande marathonnienne de François Léotard, à qui un sénateur - c'est sûr - et deux députés (qui restent à repérer) mettraient dans la rue, si ceux venaient à s'effriter, le premier cinquante-cinq minutes et les deux autres, Dieu sait combien de temps.

De leur sac à malice, inventivité aussi dans une page de publicité, parue dans le Monde du 4 mai, ils laissent encore tomber : un système

de souscription drôle et symbolique : « Je mets 86 F à gauche, je mets 193,60 F à droite ; je mets 1985 F à gauche » ; une grille « 86 » et une ligne de produits : un projet de machou à Dreux, un concours en gestation : « Les 200 000 raisons de voter à gauche », etc.

Il ne veut pas priver de rien de ce que l'être de la consommation, des messages, des modes, du rock, de la pub, peut faire clignoter, briller, transmettre, vendre.

Et, lorsque Priorité à gauche, dites plutôt PAG, montera à la tribune, attendez-vous à ce que François Mitterrand soit affectueusement félicité d'être « un touch », la gauche invitée à rechercher la consécration du joueur de flipper (« same player shoots again » : le même joueur rejoue) et Raymond Barre accusé de donner des coups de latte dans le flipper pour le faire til-ter.

Si ce dernier encaisse, une ultime révélation risque de le déstabiliser pour de bon : il partage avec PAG la même bible : Megarensis. Ce livre d'un économiste et grand patron américain, John Naisbitt, est paru aux États-Unis en 1982 et a été traduit en France l'année dernière sous le titre Les Dix Commandements de l'avenir.

On y lit que « la gauche et la droite ont fait leur temps » - mais PAG dément, comme son nom l'indique, - que l'impuissance des hiérarchies a entraîné la surgissement des réseaux de citoyens (licens, tiens, seraient-ce nos clubs ?). On y rencontre un couple tumultueux et éloquent « High Tech » et « High Touch », rendus faiblement en fran-

çais par (haute technologie) et « réponse humaine compensatoire ».

PAG veut, avec la dose usuelle de parodie et de sérieux, en observer toutes les positions pour effectuer les meilleures. Pas les mêmes que Raymond Barre, on s'en doute. La suite au prochain épisode.

Rien d'étonnant si PAG et GPL s'entendent bien et font des projets communs. Car les Gais pour les libertés, que conduit Henri Maurel, directeur adjoint du cabinet d'Yvette Roudy (ministre des droits de la femme), peuvent, tout en affirmant leur différence, l'homosexualité, revendiquer beaucoup de points communs avec PAG : un succès aussi massif, d'abord. Succès d'influence, succès né du vide laissé par la faillite du militantisme homosexuel première main et d'un certain sens certain de la publicité, de l'image.

Comme PAG, GPL s'est inventé un logo, s'est emparé d'une image forte et simplifiée (la Liberté gardant le peuple, de Delacroix), a su jouer avec dextérité de l'effet de réseau.

Réseau ? Lobby ? La ligne de partage est parfois incertaine, s'agissant de GPL. Mais Henri Maurel, qui le reconnaît, n'en a cure pour le moment. Il croit à un bon usage de l'effet-lobby et pense pouvoir surfer sans tomber ni rien renier de ses convictions politiques sur la vague du succès.

Il paraît qu'il y eut des sourires complices, des rires enthousiastes, des silences éloquentes et des mines chafouines quand PAG et GPL vinrent agrandir le cercle de famille Ici et maintenant. Normal. La France profonde existe et ne saurait être sous-estimée. Rémi Dreyfus et Janine Tillard le savent bien. Leurs bataillons à eux, ceux de La mémoire courte, sont bien les plus gros. En faisant simple et direct, ils

d'un cocktail dont le succès ne paraît pas menacé.

La grande leçon, pour les responsables de la mémoire courte : rien n'est joué quant à l'avenir de la gauche au pouvoir ; et les déçus du socialisme le sont parfois pour bien peu de chose. Comme cet étudiant qui leur écrivait : « Je suis béré par le président François Mitterrand » parce que le CAPES de breton qu'il appelait de ses vœux n'avait pas encore été créé !

Vénéré, Robert Badinter l'est aussi par les étudiants sages (en droit) de l'ADELI, (Association pour la défense et la liberté de la jeunesse) ; tout comme par les aînés de Droits et démocratie. De cette association beaucoup plus ancienne, le garde des sceaux était d'ailleurs vice-président.

Baliser l'avenir

On ne quitte pas par dédain la plaine des grands idéaux à Espaces 89. Non, si on en décèle parfois, momentanément, surtout entre membres des cabinets ministériels et des grands corps de l'État, entre spécialistes et intellectuels, avec le contour de quelque ministre parfois et sous la houlette encore, pas exclusive mais omniprésente, de François Castro, c'est pour faire pièce en spécialistes, en penseurs et en techniciens aux attaques de la droite. Pour élaborer aussi positions et contre-propositions. Bref pour baliser l'avenir.

Espaces 89, que préside Maurice Benassy, maître des requêtes au Conseil d'État, a dû aborder beaucoup de dossiers en petit comité ou par la médiation de colloques. Haute spécialisation, au contraire, chez les responsables ou cadres d'entreprises du PRES (Projection des réalités économiques et sociales), tout pour l'économie et sans tabou. On en a vu à l'actif Forum pour l'indépendance et pour la paix de Laurent Schwartz et Jean Ellenstein, qui multiplie colloques et publications sur la politique internationale et la défense.

C'est encadré le cas avec CRITIAS. Là, deux douzaines, quelques-fois quatre avec les amis des amis, de happy few - beaucoup sont des militaires ou des fonctionnaires de haut rang - phosphorent autour de Jean-François Dubois, maître des requêtes au Conseil d'État, pour Charles Herlin... et pour l'avenir, sur les dossiers les plus publics comme sur les plus secrets du domaine militaire. Deux cordes aussi à leur arc : répliquer et prévoir.

Autres laboratoires d'idées, autres créneaux : les sciences, les techniques et leurs révolutions pour Demain le monde, seul vrai fleuron provincial (à Villeurbanne) d'Ici et maintenant. La formation professionnelle et permanente pour Convergences et mutations que préside Guy Matteucci, directeur adjoint au cabinet du ministre du travail.

Classiques et modernes

N'a-t-on pas encore idée de la diversité du disparate de tous ces « enfants du frémissement », pour citer l'un d'eux ? Ultime panorama sur la table d'Ici et maintenant. Le MARS (Mouvement d'actions et de réseaux pour le socialisme), ses dossiers, ses réseaux de réseaux associatifs (décidément !), son actif responsable Thierry-Jean-veit, qui se trouve être aussi porte-parole du MRG ? Rien à voir ou bien peu avec le Grain de sel faisant que voudraient ramener un peu partout, à la façon des légendaires réunions Tupperware, les femmes qui se demandent « comment améliorer la paix et la guerre (avec les hommes) est finie ».

Même remarque à découvrir sous couvert de symboles républicains de Pierre Broquière, cofondateur du MRG et directeur de cabinet du médiateur Robert Fabre, qui étudie de grands dossiers - à l'abri d'une vie politique trop hâtée - Mémoire et modernité, où l'architecte Roland Castro, animateur comblé de Benjamins 89, réfléchit avec « une douzaine de copains, d'intellectuels » à la faillite des idéologies, à une démocratie du « faire », qui arborerait pour devise : « Moi aussi, je ».

As fait : le Parti socialiste, dans tout cela ? Personne ne le lui, beaucoup l'aiment, de près ou de loin parmi les quelques dizaines ou les deux ou trois centaines de membres de la plupart des clubs d'Ici et maintenant ou chez les amis beaucoup plus nombreux de La mémoire courte. Pourtant, tout ne va pas pour le mieux entre le grand club Jospin et le petit club des clubs François Castro.

Prochain article :

QUE FAIRE DE L'AUTRE ?



550 من الأصل

société

DÉFENSE

EN MARGE DU SALON DE L'ARMEMENT TERRESTRE A SATORY

Les arsenaux de l'Etat devraient avoir une gestion plus libre souligne un rapport parlementaire

Deux cent vingt fabricants de systèmes d'armes et d'équipements militaires divers exposent, depuis lundi 10 juin et jusqu'au samedi 15 juin, à Satory (Yvelines), à l'occasion du X^e Salon de l'armement terrestre, non ouvert au public, qui a lieu tous les deux ans. Au total, plus de deux mille quatre cents matériels sont exposés au plan de soixante délégations étrangères ont été invitées. Des démonstrations, de jour comme de nuit, sont prévues jeudi 13 juin au camp d'entraînement de Saïpes (Marne).

Les arsenaux de l'Etat connaissent actuellement des difficultés parce qu'ils souffrent d'une rigidité excessive de leurs structures, de leur gestion, de leur politique de personnel et de leurs choix techniques. S'ils veulent survivre, ils doivent bénéficier d'une décentralisation accrue de leurs responsabilités, c'est-à-dire leur rendre la capacité de décision sans pour autant les privatiser. Tel est le jugement que porte, dans un document à paraître, un député socialiste d'Ille-et-Vilaine, M. Jean-Michel Boucheron, auteur d'un rapport, au nom de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, sur la situation des établissements industriels dépendant du ministère de la défense.

Sans aller jusqu'à la remise en cause du statut de ces arsenaux, le rapporteur, qui tient à la différence entre établissements de l'Etat et sociétés nationales ou privées, s'en soucie pas moins d'un accroissement de la souplesse de gestion et une mobilité technique accrue au sein de ces entreprises où le contrôle de l'Etat s'exerce à un triple titre : celui de producteur, celui d'acheteur et celui de vendeur à l'exportation. A en croire M. Boucheron, les rigidités dans les arsenaux apparaissent d'abord dans le domaine structurel : l'outil industriel en question est très largement surdimensionné par rapport aux besoins français, même si ce fait se justifie, en cas de crise ou de conflit, par la nécessité de répondre instantanément à un accroissement des commandes d'armement de la France. Pour éviter cette surcapacité, deux voies : diversifier et exporter.

Dans les deux sens

La diversification est, a priori, séduisante, mais elle se heurte à de nombreux obstacles qui tiennent aux modes de commercialisation propres aux arsenaux, à leur impossibilité de s'adresser à des financeurs bancaires classiques ou à leur organisation industrielle qui engendre des prix de revient plus élevés que dans le secteur civil. En revanche, les arsenaux sont techniquement adaptés à la conquête des marchés à l'exportation même si, constate le député socialiste, la pérorée de cadres de haut niveau constitue le principal gilet d'étranglement au développement des ventes à l'étranger, en limitant la présence technico-commerciale permanente sur les marchés extérieurs.

Selon le rapport, les arsenaux souffrent d'un second handicap : des rigidités de gestion comptable et une rotation trop rapide des ingénieurs militaires, qui rendent difficile une politique industrielle suivie à moyen ou à long terme. Les directeurs

Parmi les matériels exposés, le nouveau missile antichar à courte portée de l'Aérospatiale, destiné au combat urbain ; le blindé léger Panhard lance-missiles antichars Milan, et des hélicoptères de campagne modulaires transportables par avion.

M. Charles Herma, ministre de la défense, a inauguré mardi 11 juin ce X^e Salon de Satory à un moment où, d'autre part, un rapport parlementaire, qui sera rendu public, insiste sur la nécessité de rendre encore plus dynamique la gestion des établissements industriels de l'armement qui relèvent de l'Etat.

d'établissement n'ont pas assez de marge d'initiative.

Enfin, les rigidités dans la gestion du personnel ne sont pas les moins graves. Le caractère administratif des établissements paralyse les ajustements nécessaires et l'hétérogénéité des statuts des personnels complique la gestion des effectifs et crée des sentiments d'injustice. La structure des qualifications est beaucoup trop rigide et le taux d'encadrement notoirement insuffisant, notamment chez les ingénieurs.

Si l'on n'y prend pas garde, estime M. Boucheron, les productions complexes pourraient être l'apanage des sociétés publiques ou privées, les arsenaux conservant les fabrications métallurgiques et mécaniques classiques. Il faut donc renforcer les échanges techniques entre les cadres et les techniciens des arsenaux et

ceux des sociétés publiques et privées. Les transferts de savoir-faire se font trop souvent de l'arsenal en direction des autres sociétés, alors qu'ils devraient se faire davantage dans les deux sens, de façon équilibrée, pour que les établissements industriels de l'Etat maîtrisent les techniques les plus modernes à l'instar des sociétés publiques ou privées.

En conclusion, le rapporteur plaide pour un renforcement des capacités techniques et des bureaux d'études des arsenaux. Il demande que plus de liberté et de souplesse administrative soient données aux responsables des établissements pour gérer leurs effectifs à l'intérieur d'une masse salariale constante. Il suggère également que les directeurs d'arsenaux puissent embaucher pour modifier la pyramide des qualifications.

L'Arabie saoudite négocie l'achat à la France de six cents blindés légers

L'Arabie saoudite est sur le point de conclure avec la France un important marché d'armements terrestres, qu'elle pourrait confier à la société Panhard-Levassor pour la livraison de six cents engins blindés de reconnaissance dérivés du modèle Sagaie, déjà acquis par l'armée de terre française. Il s'agit, en la circonstance, de remplacer des véhicules d'origine américaine qui équiperont la garde nationale et l'armée de terre saoudienne.

Dans un premier temps, l'Arabie saoudite a décidé de confier à la France la modernisation de son parc d'automitrailleurs légers (AML) Panhard qu'elle avait achetées il y a une quinzaine d'années. Ces AML, ainsi que des cogios blindés M3, ont vieilli, mais Ryad a décidé de ne pas s'en séparer - pour des raisons d'économies financières - et a demandé à Panhard de renouer en diesel ces véhicules qui sont au nombre de quatre cents environ dans les forces saoudiennes. Les AML et les M3 appartiennent auparavant à l'armée de terre saoudienne, et ils sont, aujourd'hui, en service dans les forces aériennes saoudiennes où ils sont utilisés à la surveillance de points dits sensibles du territoire, comme les bases aériennes et certains aéroports civils.

Le fait que l'Arabie saoudite ait choisi de moderniser ses automitrailleurs légers laisse croire aux responsables français que d'autres pays du Golfe, Bahreïn et le Yémen, qui ont des relations étroites avec Ryad, s'approprient à faire de même pour les trois cents cinquante AML et M3 dont ils disposent.

Dans un second temps, l'Arabie saoudite négocie l'achat de six cents engins blindés de reconnaissance Sagaie en deux versions différentes : la Sagaie équipée d'un canon de 90 millimètres capable de tirer l'obus moderne à flèche et la Sagaie pour le transport de troupes, qui sont dites « versions démontées » parce que leurs capacités d'emport en munitions, en carburant et en eau ont été améliorées par rapport au modèle Sagaie destiné à des opérations amphibies. L'Arabie saoudite s'est intéressée au modèle de la Sagaie parce que cet engin blindé est aérotransportable. Devraient en être dotées, outre l'armée de terre, les trois brigades de la garde nationale saoudienne. Le véhicule de Panhard est en concurrence, pour l'instant, avec un engin canadien qui combine un châssis suisse avec une tourelle belge.

POLICE

A BORDEAUX

Des militants du Front national en visite au commissariat

Bordeaux. - Une enquête administrative a été déclenchée par M. Michel Soulier, préfet de police de Bordeaux, à la suite d'une information selon laquelle des membres du Front national, portant des brassards et des badges « Touche pas à mon peuple » auraient festoyé, dans la nuit du 7 au 8 juin, au bar de l'hôtel de police de Bordeaux. Les militants du Front auraient été invités par un membre du GIPN (Groupe d'intervention de la police nationale) du département qui est chargé de la protection rapprochée des personnalités politiques, essentiellement M. Jacques Chaban-Delmas, mais aussi parfois de M. Gilbert Mit-

terrand ou des ministres originaires de Gironde.

L'enquête en cours confirme bien, selon les services du préfet de police, une « information qualifiée d'édifiant » où qu'elle vienne. En revanche, aucun policier en exercice ne serait mis en cause : les militants du Front auraient été invités, assure-t-on, au mess par un policier retraité. Pour l'instant, officiellement, aucune sanction n'a donc été prise. Seule conséquence de l'affaire : un officier de paix sera désormais chargé de filtrer les entrées du mess.

PIERRE CHERRUAU.

Un inspecteur marseillais inculpé de recel de malfaiteur

Un inspecteur de la police judiciaire de Marseille vient d'être inculpé de « recel de malfaiteur » par un juge d'instruction de Valence (Drôme) pour avoir hébergé un indicateur recherché pour trois hold-up. M. Robert Bielle, inspecteur au Groupe de répression du banditisme (GRB) de Marseille, est accusé d'avoir hébergé M. Patrick Fauriol, durant l'été 1984, alors que celui-ci était recherché pour trois hold-up commis en juin, à Valence, Vienne et Marseille, et de lui avoir permis ainsi de s'enfuir à l'étranger.

Dénoncé par « quelqu'un de son entourage », selon le parquet de Valence, le policier a été laissé en liberté sous contrôle judiciaire et suspendu de ses fonctions. De même source, on indique que M. Bielle a reconnu les faits mais a expliqué que cet indicateur lui avait permis d'éviter un grand nombre d'affaires, notamment des homicides.

UNE GRANDE FÊTE DE SOS RACISME LE 15 JUIN

La nuit de la Concorde

Les responsables de l'association SOS-Racisme déclarent attendre cent mille personnes pour la fête musicale qu'ils organisent samedi 15 juin, à partir de 19 heures et jusqu'à l'aube, place de la Concorde à Paris. Les promoteurs du badge « Touche pas à mon pote » souhaitent que cette nuit multicolore, en mêlant spectateurs et artistes de toutes origines, aide à « submerger la haine » et à faire reculer l'intolérance. Une trentaine d'artistes et de groupes musicaux se produiront gratuitement, parmi lesquels : Alain Bashung, Guy Bedos, Coluche, Charlie Coulure, Jean-Jacques Goldman, Bernard Lavilliers, Karim Kacel, Nass El Ghiwane et Téléphone.

Ce sera la première occasion pour l'association de compter ses sympathisants en dehors d'une période de mobilisation. SOS-Racisme, qui a été créé voici moins d'un an, à l'automne 1984, a en effet atteint très vite un seuil de popularité, mais aussi de contestation, qui l'oblige aujourd'hui à faire le point. « Nous jouons notre va-tout sur la Concorde, assure Julien Drey, l'un des responsables nationaux du mouvement. Si nous ne réunissons pas cent mille personnes, SOS-Racisme n'aura été qu'une bouffée d'air passagère dans une situation bloquée. Le 15 juin, nous serons si nous pouvons représenter la jeunesse, au-delà de son attrait pour un slogan nouveau ». En réalité, les organisateurs tablent sur une participa-

tion beaucoup plus importante. Après un succès spectaculaire et une période d'été de grâce, « Touche pas à mon pote » doit se défendre de multiples accusations. Dans l'opposition, on a accusé ouvertement l'association d'être soutenu, sinon d'avoir été créée de toute pièce, par le pouvoir en place ; à gauche, on a cité le nom de deux sympathisants « suspects » du SOS : MM. Lionel Stoléru (UDF) et Jacques Toubon (RPR). Dans les milieux militants de la jeunesse maghrébine, c'est le nombre important de responsables juifs de l'association qui a été mis en cause.

Calomnies, répondent les porteurs de badges, qui reconnaissent néanmoins que l'image de leur mouvement a été ternie. L'insigne à la main tendu d'est venu à plus d'un million d'exemplaires, en France et à l'étranger, surtout dans les lycées et les universités. Au local de l'association, les jeunes ne se pressent plus, comme aux premiers jours, pour s'arracher les badges, mais ils viennent encore offrir leurs services. Les responsables de SOS-Racisme ont donc ce rassemblement non pas comme une manifestation mais comme un concert gratuit à grand spectacle donné sur une scène de 77 mètres de long, adossée au Jardin des Tuileries. Un écran géant permettra, sur place, au public de mieux participer à la fête avec l'aide d'une sono de

200 kW. TF 1 devrait la retransmettre partiellement en direct jusqu'à 3 heures du matin.

Trois millions de francs

Coût de l'opération : 3 millions de francs et un nouveau sujet de polémique sur les bonnes grâces gouvernementales à l'égard du SOS-Racisme. Selon ses responsables, un tiers du budget provient d'une subvention du ministère de la culture (11 millions), le reste est assuré par des entreprises publiques et privées (RATP, Thomson, LIAP, Philip Morris, GSN et la radio locale RFR), pour un total de 1 million de francs) et par les ressources de l'association, notamment au cours du spectacle (11 millions de francs).

Des militants politiques et syndicaux (PS, CGT, Ligue communiste révolutionnaire) ont collé des affiches pour le spectacle, mais les groupes locaux de SOS-Racisme ont pris en charge l'essentiel du travail d'information. Sur place, quelques syndicats et associations (ICGT, FO, CFTC, CPDT, MRAP, LICRA, JEC et JOCI) tiendront des stands, mais aucun parti politique ne devrait être représenté de cette façon.

Pour remplir la plus vaste place de Paris, les organisateurs de la fête de la Concorde ont conçu que sur un slogan : « Viens prendre ton pied avec mon pote ».

PHILIPPE BERNARD.

MÉDECINE

LE « LIVRE BLANC » DU SYNDICAT NATIONAL DES CADRES HOSPITALIERS

Remettre en ordre l'hôpital public

Le Syndicat national des cadres hospitaliers (SNCH) a rendu public, le mercredi 12 juin, un Livre blanc intitulé « 200 propositions pour l'hôpital public ». Cet épais document (112 pages) est le fruit d'une longue réflexion menée depuis quelques années par les responsables de la principale organisation syndicale des cadres hospitaliers (1). Ces derniers y formulent de nombreuses critiques sur l'actuelle organisation hospitalière, ne proposant rien de moins que « remettre en ordre » du tissu hospitalier français.

L'hôpital français n'en finit pas de bouger, signale-t-on qu'il est par l'ambitieux train de réformes mis en œuvre depuis 1981, d'une part, et par la volonté gouvernementale de freiner l'explosion des dépenses de santé, d'autre. C'est aujourd'hui aux directeurs d'hôpitaux et aux cadres administratifs d'élever la voix

dans ce concert souvent dissonant où c'était surtout, jusqu'à présent, le corps médical et les instances gouvernementales qu'on entendait. Ce document est rendu public au moment précis où M^{me} Georgina Dufolk, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, ont entrepris de s'adresser, à propos du nouveau décret sur la départementalisation des hôpitaux (2), à tous les présidents de conseil d'administration des établissements hospitaliers, au moment aussi où l'Union CGC des médecins hospitaliers et hospitalo-universitaires s'élève contre « l'invraisemblable pagaille dans laquelle se trouve plongé le système hospitalier public ».

Les cadres hospitaliers proposent une série de mesures techniques pour recentrer l'hôpital public « dans un système sanitaire rénové », redéfinir ses missions, réformer sa gestion et ses fonction-

nement. Ainsi, tout en souhaitant la maintien d'un planning sanitaire, le SNCH estime que celui-ci « doit s'appliquer de manière identique au secteur privé et au secteur public, ouvrant ainsi une situation de quasi-concurrence qui suppose que les règles de financement des investissements publics soient revues dans le sens d'un alignement sur celles dont bénéficie le privé ».

Attaque de la psychiatrie

Les cadres hospitaliers se prononcent aussi « pour une nouvelle hiérarchie hospitalière » séparant notamment les centres hospitaliers régionaux (à vocation régionale et dotés des équipements de pointe), les centres hospitaliers généraux (dont les nombres et l'implantation actuels sont parfaitement « irrationnels ») et les hôpitaux « sectorisés » (structures de base relevant des collectivités locales). « Nos propositions, explique-t-on au SNCH, ont pour conséquence des fermetures d'établissements. Ces décisions, qui sont les plus difficiles parce que les plus politiques, appaîtront comme inévitables et même, dans certains cas, indispensables ».

Le SNCH développe enfin longuement la nécessité d'une réforme de la politique d'investissements, de financement et de gestion des établissements hospitaliers. Sur ce thème, ce syndicat qualifie de « pernicieuse » la récente réforme du budget global (qui s'est substituée à l'ancien système dit du prix de journée). Il estime que les sommes allouées annuellement à chaque établissement hospitalier devraient être déterminées après que les « objectifs médicaux » de chaque service ou département aient été définis.

Ce document, rédigé par ceux qui entendent aujourd'hui être « les moteurs de l'évolution hospitalière », a clairement pour ambition de poser sur les décisions politiques concernant l'hôpital dans la perspective des échéances électorales de 1986 et de 1988.

JEAN-YVES NAU.

(1) Ce document sera prochainement édité dans un format « poche » et adressé aux pouvoirs publics, ainsi qu'aux organisations politiques et syndicales.

(2) Le futur décret sur les départements hospitaliers réduira notablement les pouvoirs des chefs de département. D'autre part, les chefs d'unité fonctionnelle seront nommés par les commissaires de la République.

SCIENCES

Les plongées du « Nautilus »

DES OASIS DE VIE A 4000 MÈTRES SOUS LA MER

Les oasis de vie découvertes dès la troisième plongée du Nautilus réalisée dans le cadre de l'opération franco-japonaise Kaiko sont les plus profondes connues à ce jour. Elles sont, en effet, situées à plus de 4000 mètres sous la surface de la mer, dans le fossé de Nankai. Les autres oasis de vie découvertes depuis plusieurs années dans l'est du Pacifique s'épanouissent aux alentours de 2600 mètres de profondeur.

Il est possible que d'autres oasis de vie existent à de plus grandes profondeurs : en 1984, les Américains ont détecté dans le fossé des Mariannes des anomalies de température qui pourraient être dues à des sources hydrothermales. Or, les oasis de vie sont liées à des sources hydrothermales. Aucune photo n'a encore été prise pour confirmer l'existence d'oasis dans le fossé des Mariannes.

Le petit sous-marin français le Nautilus en était, à 12 juin, à sa septième plongée dans les fossés bordant l'archipel nippon.

DS RACISME LE 15 JUIN

Concorde

Les dirigeants de la Concorde, la compagnie aérienne française, ont décidé de lancer une campagne de sensibilisation contre le racisme. Cette campagne sera lancée le 15 juin, jour de la fête de la Concorde. Elle sera menée par des bénévoles de la Concorde, qui seront équipés de pancartes et de tracts. Ils se déplaceront dans les rues de Paris, et dans les aéroports, pour sensibiliser le public au racisme. La Concorde a déjà mené plusieurs campagnes de sensibilisation, et a toujours obtenu de bons résultats. Cette campagne sera la dernière d'une série de campagnes de sensibilisation que la Concorde lance chaque année.

ATIONAL DES CADRES HOSPITALIERS

re l'hôpital public

Le Syndicat national des cadres hospitaliers (SNCH) a lancé une campagne de sensibilisation contre le racisme. Cette campagne sera lancée le 15 juin, jour de la fête de la Concorde. Elle sera menée par des bénévoles du SNCH, qui seront équipés de pancartes et de tracts. Ils se déplaceront dans les rues de Paris, et dans les hôpitaux, pour sensibiliser le public au racisme. Le SNCH a déjà mené plusieurs campagnes de sensibilisation, et a toujours obtenu de bons résultats. Cette campagne sera la dernière d'une série de campagnes de sensibilisation que le SNCH lance chaque année.

DE LA POLICE

l'Enfer

Le Syndicat national des cadres hospitaliers (SNCH) a lancé une campagne de sensibilisation contre le racisme. Cette campagne sera lancée le 15 juin, jour de la fête de la Concorde. Elle sera menée par des bénévoles du SNCH, qui seront équipés de pancartes et de tracts. Ils se déplaceront dans les rues de Paris, et dans les hôpitaux, pour sensibiliser le public au racisme. Le SNCH a déjà mené plusieurs campagnes de sensibilisation, et a toujours obtenu de bons résultats. Cette campagne sera la dernière d'une série de campagnes de sensibilisation que le SNCH lance chaque année.

DE LA POLICE

l'Enfer

Le Syndicat national des cadres hospitaliers (SNCH) a lancé une campagne de sensibilisation contre le racisme. Cette campagne sera lancée le 15 juin, jour de la fête de la Concorde. Elle sera menée par des bénévoles du SNCH, qui seront équipés de pancartes et de tracts. Ils se déplaceront dans les rues de Paris, et dans les hôpitaux, pour sensibiliser le public au racisme. Le SNCH a déjà mené plusieurs campagnes de sensibilisation, et a toujours obtenu de bons résultats. Cette campagne sera la dernière d'une série de campagnes de sensibilisation que le SNCH lance chaque année.

DE LA POLICE

l'Enfer

Le Syndicat national des cadres hospitaliers (SNCH) a lancé une campagne de sensibilisation contre le racisme. Cette campagne sera lancée le 15 juin, jour de la fête de la Concorde. Elle sera menée par des bénévoles du SNCH, qui seront équipés de pancartes et de tracts. Ils se déplaceront dans les rues de Paris, et dans les hôpitaux, pour sensibiliser le public au racisme. Le SNCH a déjà mené plusieurs campagnes de sensibilisation, et a toujours obtenu de bons résultats. Cette campagne sera la dernière d'une série de campagnes de sensibilisation que le SNCH lance chaque année.

DE LA POLICE

l'Enfer

Le Syndicat national des cadres hospitaliers (SNCH) a lancé une campagne de sensibilisation contre le racisme. Cette campagne sera lancée le 15 juin, jour de la fête de la Concorde. Elle sera menée par des bénévoles du SNCH, qui seront équipés de pancartes et de tracts. Ils se déplaceront dans les rues de Paris, et dans les hôpitaux, pour sensibiliser le public au racisme. Le SNCH a déjà mené plusieurs campagnes de sensibilisation, et a toujours obtenu de bons résultats. Cette campagne sera la dernière d'une série de campagnes de sensibilisation que le SNCH lance chaque année.

DE LA POLICE

l'Enfer

Le Syndicat national des cadres hospitaliers (SNCH) a lancé une campagne de sensibilisation contre le racisme. Cette campagne sera lancée le 15 juin, jour de la fête de la Concorde. Elle sera menée par des bénévoles du SNCH, qui seront équipés de pancartes et de tracts. Ils se déplaceront dans les rues de Paris, et dans les hôpitaux, pour sensibiliser le public au racisme. Le SNCH a déjà mené plusieurs campagnes de sensibilisation, et a toujours obtenu de bons résultats. Cette campagne sera la dernière d'une série de campagnes de sensibilisation que le SNCH lance chaque année.

DE LA POLICE

l'Enfer

Le Syndicat national des cadres hospitaliers (SNCH) a lancé une campagne de sensibilisation contre le racisme. Cette campagne sera lancée le 15 juin, jour de la fête de la Concorde. Elle sera menée par des bénévoles du SNCH, qui seront équipés de pancartes et de tracts. Ils se déplaceront dans les rues de Paris, et dans les hôpitaux, pour sensibiliser le public au racisme. Le SNCH a déjà mené plusieurs campagnes de sensibilisation, et a toujours obtenu de bons résultats. Cette campagne sera la dernière d'une série de campagnes de sensibilisation que le SNCH lance chaque année.

RELIGION

LES EVÊQUES FRANÇAIS DÉFENDENT VATICAN II

« Touchez pas au concile ! »

« Touchez pas au concile, actualisez-le ! ». C'est le slogan lancé par Mgr Gouppe, évêque de Blois, à l'issue du Conseil permanent de l'épiscopat français réuni à Paris du 10 au 12 juin et consacré à la préparation du synode extraordinaire qui aura lieu à Rome du 25 novembre au 8 décembre prochains pour dresser un bilan du concile Vatican II, vingt ans après.

Lors d'une conférence de presse organisée le 12 juin, Mgr Jean Vilnet, évêque de Lille et président de la Conférence épiscopale, a tenu à dissiper toute équivoque quant à l'idée que ce synode pourrait représenter une tentative de retour à l'époque pré-conciliaire.

Interrogé sur l'analyse pessimiste du cardinal Joseph Ratzinger, qui dresse un bilan « globalement négatif » du concile dans son livre *Entretiens sur la foi*, Mgr Vilnet est catégorique : « Le concile est un don de Dieu et une irruption de l'Esprit saint dans l'histoire humaine. Même si, sur les cent vingt évêques français qui sont en activité aujourd'hui, dix-sept seulement ont participé à Vatican II, Mgr Vilnet s'est déclaré frappé par le fait que presque tous les évêques se disent marqués par le concile, qui représente pour eux « une référence et une règle de vie ».

Ce synode risque-t-il d'« enterrement le concile », comme le craignent les signataires d'un manifeste publié par un groupe de chrétiens de la

région de Montpellier (le Monde du 13 juin) ?

« Non, répond Mgr Favreau, évêque de Nanterre, nous sommes pour la résurrection du concile face à ceux qui voudraient l'enterrer. Cela dit, vingt ans après Vatican II, il est normal qu'on cherche à faire un bilan. Il s'agit de vérifier la route et de réviser le moteur. » Dans le même ordre d'idées, Mgr Vilnet parle de la nécessité de « vérifier et corriger la trajectoire du « satellite concile » mis sur orbite il y a vingt ans ».

Selon le président de la Conférence épiscopale, la grande majorité des évêques qui ont répondu à un questionnaire sur le prochain synode (environ les trois quarts de l'épiscopat français) sont plutôt optimistes à l'égard du concile, qu'ils considèrent comme « une grâce pour l'Eglise », même si certains se demandent si les relations entre l'Eglise et le monde, décrites de façon si optimiste dans la Constitution conciliaire *Gaudium et Spes*, n'ont pas connu un déplacement depuis les années 60. Dans l'ensemble, cependant, les évêques français s'expriment en « approfondissement » du concile, qui n'a pas encore été mis en œuvre par tous les chrétiens. « Le concile n'est pas un but en soi, conclut Mgr Favreau, mais un ordre de mission. Rien n'est acquis une fois pour toutes. »

ALAIN WOODROW.

FAITS DIVERS

EXORCISME PAR LE FEU

Bernard Kienar, trente et un ans, et sa sœur Marie-Rose, trente-six ans, firent à Freyming-Merlebach (Moselle), où ils exercent leur métier d'Albert, soixante et onze ans, « possédés par Satan ». Le 27 mai, ils ont mis le feu à la literie du vieillard grabataire pour le faire renoncer au démon. Puis-ils ont aspergé le lit d'eau bénite, l'ont placé sous un sac de laine et ont sorti chanter à l'extérieur.

Brûlé au troisième degré au dos, Albert Kienar s'est fracturé le col du fémur en tombant de son lit.

Vers 2 heures du matin, importunés par des cantiques chantés à tue-tête dans la rue, les voisins alertent la police. Transporté à l'hôpital des grands brûlés de Freyming-Merlebach, le vieillard est mort le 11 juin après une agonie de quinze jours. Bernard Kienar et sa sœur Marie-Rose ont été inculpés, le 29 mai, de coups et blessures volontaires sur ascendant par M. Philippe Hoyet, juge d'instruction à Sarreguemines.

La mort d'Albert Kienar entraîne une modification du chef d'inculpation. Bernard Kienar a été écroué à Sarreguemines, sa sœur mise en placement libéré dans un centre psychiatrique. Catholiques, la frère et la sœur n'appartenaient, semble-t-il, à aucune secte. Ils n'ont ni passé judiciaire ni été entendus par des psychiatres, et n'étaient pas en état d'ébriété au moment de leur arrestation.

« Un an de prison avec sursis pour un insoumis. » M. Bruno Bougouss, vingt-quatre ans, domicilié à Rennes, permanent de l'organisation Food and Disarmament, ne s'était pas présenté aux autorités militaires lorsqu'il avait reçu son ordre de mission pour accomplir le service national. Il a été condamné, mardi 11 juin, à un an de prison avec sursis par la chambre militaire du tribunal de grande instance de Rennes. Interpellé par les gendarmes de Brest, il avait été ensuite réformé, en octobre dernier, notamment pour « troubles de la conduite ». Le substitut du procureur avait requis six mois de prison ferme.

« La mort mystérieuse de la boulangère. » Une jeune boulangère âgée de dix-neuf ans, Marie-Line Boimare, a été tuée par balles, mercredi 12 juin vers 5 heures du matin, par des inconnus circulant en voiture, alors qu'elle était sortie quelques instants sur le trottoir devant sa boulangerie, rue Baudin à Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis).

Les policiers ne s'expliquent pas comment cette jeune femme sans histoire a pu être victime d'une telle agression, « sans mobile apparent ». Marie-Line se trouvait sur le pas de la porte de la boulangerie en compagnie de son beau-frère, lorsqu'une voiture est passée devant eux. Des coups de feu ont été tirés, et la jeune fille, atteinte au ventre, s'est écroulée. Transportée à l'hôpital, Marie-Line Boimare a succombé à ses blessures.

« Le directeur d'un supermarché remis en liberté. » Le directeur du supermarché intermarché à Houdoucourt (Moselle), M. Jean-Marie Madranges, trente-huit ans, incarcéré depuis le 30 mai à Briey (Meurthe-et-Moselle), a été remis en liberté, mercredi 12 juin. M. Madranges est inculpé de coups et blessures volontaires (le Monde du 12 mai).

Le 4 mai, un adolescent, Norbert Royer, avait été gravement blessé au cours d'un contrôle effectué par le directeur, qui le soupçonnait d'avoir volé une bouteille de whisky en compagnie de deux camarades.

M. Madranges a été remis en liberté, contre une caution de 30 000 F, par la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Nancy.

« Un PDG tué par son ex-associé. » Le président-directeur général d'une entreprise de loisirs, la SOFRAGEL, Jacky Sney, cinquante-quatre ans, a été tué, le 12 juin, rue Nicole, à Paris (16^e), par son ex-associé, M. Louis Maury, cinquante-trois ans.

Selon le témoignage du meurtrier, Jacky Sney l'aurait convoqué à son domicile pour lui remettre des documents. A son arrivée, M. Maury aurait trouvé le PDG armé d'un fusil de chasse et le menaçant. Il aurait alors retourné l'arme contre son agresseur. Un différend d'ordre commercial opposait, semble-t-il, les deux hommes. M. Maury était toujours entendu par les enquêteurs ce jeudi 13 juin en fin de matinée.

JUSTICE

Les vérités interdites du procès d'Amadeo Milone

La procédure a parfois des effets pervers, et la procédure avortée d'Amadeo Milone devant la cour d'assises de Paris est une démonstration presque caricaturale des abus engendrés par les textes dans certaines situations.

Amadeo Milone, vingt-sept ans, est soupçonné d'avoir tué, le 27 juin 1980, un riche antiquaire parisien de quarante-sept ans, François Laroche, dans son appartement du 3, rue François-Miron. Peu après le meurtre, une information judiciaire est confiée à M. Daniet, juge d'instruction, et, au mois de juillet 1980, Milone est arrêté à son retour d'Italie. Devant les policiers, il fait des aveux puis, dans le cabinet du juge, il se rétracte. L'instruction continue et va se terminer lorsque, le 24 septembre 1982, le Conseil d'Etat annule la nomination de M. Daniet au tribunal de Paris en raison d'une irrégularité relative à son grade. De ce fait, les quelques quarante instructions manées par ce magistrat se trouvent annulées et, parmi celles-ci, l'information judiciaire concernant la meurtre de l'antiquaire. Un nouveau juge, M. Jean-Louis Debré, a repris complètement l'information, mais l'inculpé a refusé de participer à la plupart des actes d'instruction.

Lundi 10 juin 1985, Amadeo Milone comparait devant la cour d'assises de Paris, évincé après les faits, et clamant son innocence. Il affirmait se trouver à Milan le jour du meurtre et, jusqu'à mercredi, les juges ont examiné les explications de l'accusé à travers des déclarations de témoins.

L'article 173 du Code de procédure pénale interdit de faire état, même par la voie d'un « artifice » de toute pièce contenue dans une procédure annulée. Pendant près de trois audiences, la règle du jeu fut respectée, les

jurés ne devaient pas savoir, même si quelques sous-entendus apparaissent, de temps à autre dans les propos des avocats.

Mais un trait de plume suffit pas à supprimer la réalité des faits et, lors de sa plaidoirie, M. Danièle Mérian, l'un des conseils de la famille de la victime, partie civile, révéla les aveux de l'accusé en s'appuyant sur les coupures de presse parues à l'époque. Mais la défense de Milone, M. Jean-Louis Palletier, explosa devant ce « coup bas » rendu imparable par la loi qui lui interdisait de répondre sur ce point à son adversaire sans violer les textes à son tour. Et l'avocat demanda le renvoi de l'affaire.

Invectives et conciliabules

L'audience fut suspendue et, pendant plusieurs heures, ce fut une succession de réprises suivies de suspensions émaillées de quelques invectives entrecoupées de réconciliations ou de conciliabules en présence du bâtonnier de l'Ordre des avocats, M. Guy Demot, et de son dauphin, M. Marin Stasi. Le cas était exceptionnel, les vieux routiers de la cour d'assises murmuraient n'avoir « jamais vu ça ».

La nuit s'avantait lorsque le jury présidé par M. Henri Girard a enfin rendu son arrêt, renvoyant le procès à une session ultérieure « pour une bonne administration de la justice ». Les magistrats ont expliqué leur décision en constatant qu'en raison de l'annulation de la première instruction et la cour ne sera jamais en droit de vérifier le tenor des aveux de Milone ni même de savoir s'il s'était rétracté » et que la défense « ne pourrait pas répliquer utilement ». Milone sera donc réjugé, mais dans quelles conditions ?

MARC PORTEY.

EDOUARD CONTRE MICHEL LECLERC

« Debout la France » : un rajout pour le livre, mais pas de coupes

Le juge des référés du tribunal de grande instance de Paris a rendu, mardi 11 juin, une ordonnance selon laquelle la page de garde du livre de M. Michel Leclerc *Debout la France*, publié aux Editions Copernic, devra comporter un imprimé autocollant portant la mention : « (...) Il est indiqué que M. Edouard Leclerc conteste formellement certaines des affirmations contenues dans ce livre et, notamment, celles incluses pages 19, 21, 76 et 77 qu'il estime diffamatoires à son égard ».

M. Edouard Leclerc avait engagé une instance en référé qui a été plaidée, le 6 juin, devant M. Jean Leconte, vice-président du tribunal de Paris. Il demandait au magistrat d'ordonner la suppression de certains passages de l'ouvrage *Debout la France* en soutenant qu'ils avaient

été écrits dans l'intention de nuire et pour permettre à M. Michel Leclerc « de s'approprier de manière publicitaire et à l'encontre des décisions de justice, la notoriété acquise par son frère ».

Dans son ordonnance, le magistrat, tout en observant que l'analyse de certains passages n'est pas du domaine du juge des référés et « suppose un débat minutieux devant le juge du fond », note, en revanche, que trois extraits du livre « présentent, à l'évidence, un caractère diffamatoire et injurieux pour Edouard Leclerc », alors que deux sont qualifiés par le juge de « propos manifestement excessifs, sinon injurieux ». Toutefois, le vice-président du tribunal de Paris s'est refusé à ordonner le retrait des textes demandés, en constatant que cette mesure aboutirait, en fait, à retirer l'ouvrage de la vente.

Ce n'est pas le premier litige qui oppose les deux frères. Le 28 mars 1985, la quatrième chambre de la cour d'appel de Paris a rendu un arrêt interdisant à M. Michel Leclerc d'utiliser son nom patronymique à titre de marque.

NOUVEAU

Pour débiter sur un thème actuel, une vidéo de 30', conçue et réalisée par des professionnels :

LA DÉCENTRALISATION

Documentation gratuite de toutes nos vidéos.

POLYNOME

27, rue du Port-Neuf

Tél. : (1) 221-47-67.

Soyez tranquille nous ferons prendre le "Th" à vos enfants

* th : se prononce phonétiquement "zeu" en français



Vos enfants ont plus de 12 ans et ont décidé de perfectionner sérieusement leur anglais. I.L.C. a la méthode, basée sur la conversation... en anglais.

Nos séjours linguistiques d'été dans une sélection de collèges leur feront prendre le goût du "th" !

Au programme : enseignement de qualité et activités de loisirs contrôlés pour participer pleinement à la vie anglaise. Hébergement en famille ou au collège.

Et vous, avez-vous songé à profiter de nos cours d'été pour adultes ?

Renseignez-vous vite auprès d'I.L.C.



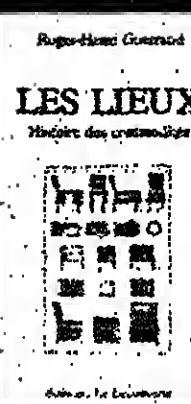
20, passage Dauphine 75006 Paris Tél. 325.41.38

LES LIEUX

Histoire des commodités

par R.H. Guerrand

206 pages, 65 F.



« Là où les rois vont à pied. Comment les médecins, les ingénieurs et les édiles se sont penchés sur les édicules. On croyait tous les tabous levés : il en restait un, qui cependant ne couvrirait pas une perversion infâme mais le plus naturel de nos besoins. Voici, enfin, la vraie aventure clochemerlesque du caca-pipi français. »

L'Événement du Jeudi

« Des chaises d'aisance aux waters, en passant par des pratiques et des appellations nettement moins policées, tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur l'histoire et la sociologie de ces "besoins naturels" qui occupent une grande partie de notre temps. »

Le Matin

« L'histoire vous fait chier ? Justement nos ancêtres les Gaulois faisaient caca, mais on ne sait pas comment... De nos jours, personne ne parle plus de ces choses-là. Sauf le monsieur qui a écrit le livre. Un livre à pisser de rire et où il y a matière à s'instruire. »

Actuel

« Se retenir ou pas, voilà, toute la question, la même depuis des millénaires, chaque époque apportant sa réponse. Avec un humour jamais vulgaire, une érudition pleine d'entrain, Guerrand raconte l'histoire de ces fameux lieux. Voilà qui est instructif et jette d'étranges lueurs sur la société française. »

Lire

« Après avoir refermé ce livre passionnant, on ne peut regarder du même oeil sa "garde-robe hydraulique". Et s'il arrive qu'à sa lecture on se pince le nez, c'est uniquement parce qu'on a envie de rire. »

Panorama du médecin

Editions La Découverte

1, place Paul Painlevé, Paris V^e - Tél. : 633.41.16

en voiture climatisée ou cabriolet

FRANCE RENT Location

ANTIBES, AURON, CANNES, NICE, POUR RESERVER APPELEZ: **93.94.54.70**

DU 2 ROUES A LA VOITURE DE PRESTIGE

A partir de la catégorie B : Tarif 02.85

LE CARNET DU Monde

Naissances

Marc et Brigitte BARATIN sont heureux d'annoncer la naissance de
Ulisse,
à Paris, le 20 avril 1985.
17, boulevard Saint-Michel,
75005 Paris.

Décès

Paris, le 13 juin 1985.
Catherine Bergeron,
sa femme,
Thomas Benilou, son fils,
Hélène et Henry Bergeron,
ont la douleur de faire part de la mort brutale de

Charles Elie BENILLOU.

survenue le 12 juin 1985, à l'âge de quarante-six ans.
Les obsèques auront lieu le vendredi 14 juin, à 14 h 15, au cimetière du Montparnasse.

L'ATELIER DU REGARD
EXPOSITION
aquarelles, dessins,
gravures, fresques murales
M.O. COURCOURONNES
Mail de Thorigny
EVRY VILLE NOUVELLE
VERNISSAGE
samedi 15 juin à 15 heures
Animateur Gérard HENRY
Tél. : 077-03-95

Paris, le 13 juin 1985.

M^{me} Catherine Bergeron,
sa femme,
Thomas Benilou,
son fils,
Hélène et Henry Bergeron,
ont la douleur de faire part de la mort brutale de

Charles Elie BENILLOU.

survenue le 12 juin 1985, à l'âge de quarante-six ans.
Les obsèques auront lieu le vendredi 14 juin, à 14 h 15, au cimetière du Montparnasse.

Paris, le 13 juin 1985.

Gilbert Trigano,
Le conseil d'administration du Club Méditerranée,
ont la tristesse de faire part de la mort brutale de

Charly BENILLOU.

survenue le 12 juin 1985, à l'âge de quarante-six ans.
Les obsèques auront lieu le vendredi 14 juin, à 14 h 15, au cimetière du Montparnasse.

Ignacy Henner, Copenhague (Danemark),
Alexandra et Yvan, Merple,
Cheshire (Grande-Bretagne),
son épouse, sa fille et son petit-fils,
ont la douleur d'annoncer que

Salomea Anela HENNER,

née Karabala,
le 2 juillet 1911 à Zawalow (Pologne), a
trouvé à Paris, le 27 mai 1985, la paix
tant désirée de non-être.

Conformément à sa volonté, les cen-
dres ont été dispersées dans Paris, ville
de son décès.

M^{me} Paul STRANSKY,
engagé volontaire 1939-1940,
officier du Mérite agricole,
survenue en son domicile le 9 juin 1985.

L'inhumation a eu lieu dans l'imité.
3, rue Campagne-Première,
75014 Paris.

M. Balaban Cherif
a le profond regret de faire part à tous
ses amis de France du rappel à Dieu de son oncle.

Son Excellence
TAHAR BEN AMMAR,
premier ministre de Tunisie
de 1954 à 1956.

Homme d'Etat, habile négociateur,
diplomate, il sut mener et préserver
les relations avec la France tout au long
des difficiles négociations menant la
Tunisie à l'indépendance.

On prie tous ses amis de se joindre à sa
veuve, à ses fils et à sa famille dans le
souvenir, la prière, et que son âme
repose en paix !

18, place aux Chevaux, Tunis.
20, rue du Baccador, 75008 Paris.
115, Central Park West, N.Y., 10023, U.S.A.

M. François Vermersch,
Florence et René Berenguer,
Isabelle et Michel Lassalle,
Sylvie Vermersch,
Frédéric Vermersch,
M. et M^{me} Jean Lardinois,
ont la douleur de faire part du décès de

M. François VERMERSCH

survenue le 9 juin 1985.
Les obsèques auront lieu le vendredi
14 juin à 14 h 30, en l'église Sainte-
Bernadette de Pau. Réunion à l'église.
On ne recevra pas de condoléances,
on s'excuse.

Le présent avis tient lieu de faire-
part.

M^{me} François Vidal,
son épouse,
M. et M^{me} Jacques Vidal,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Jean-Louis Vidal
et leurs enfants,
M^{me} Françoise Pommier,
sa petite-fille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. François VIDAL,

survenue à Poitiers le 11 juin 1985, dans
sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques ont lieu en l'église de
Maison (Hérault), le jeudi 13 juin à
16 h 30.
Cet avis tient lieu de faire-part.

14, rue des Hérons,
66000 Perpignan.
12, allée des Buissons,
86000 Poitiers.
2, allée de Bernis,
65420 Ibaux.
12, rue Edouard-Vaillant,
33600 Pessac.

Avis de messes

Une messe a été célébrée le jeudi
13 juin 1985, en l'église Saint-Louis à
Saint-Etienne, pour

Alain RIGAUDON,

co-inspecteur du travail
des Hauts-de-Seine.
Que les personnes qui l'ont connu
veulent bien s'en souvenir par la prière
et la pensée, et y associer son pays qui
l'a rejoint le 13 janvier 1985, et en soient
remercés.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT
Université de Franche-Comté,
faculté des lettres et sciences humaines,
lundi 17 juin à 14 h 15, salle Préfète,
M^{me} Elvire Pappo : « La langue et les
registres de discours dans le texte roma-
nesque en russe et en français : le syn-
tactisme nominal adjectival dans Anna
Karénine et Jean Christophe, analyse de
son fonctionnement. »

Université Paris-II, mardi 18 juin,
à 15 h 30, salle des Conseils, M. Jean-
Louis Halperin : « Le tribunal de cassation
de 1793 à 1799. »

Université Paris-VIII, mardi
18 juin, à 10 heures, salle B 314,
M. Abraham Ngeukam-Tientcheu :
« Colonialisme, néo-colonialisme et
mouvement national au Cameroun. »

Université Paris-I, vendredi
21 juin, à 9 h 30, salle appartement
décanat, centre Pamphile, M. Olivier
Barret : « L'épaveurissement injuste
aux dépens d'autrui en droit privé. »

Université Paris-II, samedi
22 juin, à 10 heures, salle des Fêtes,
M. Sami Chafi : « Particularisme du
mandat commercial dans le droit fran-
çais et le droit libanais. Etude compa-
rative. »

Université Bordeaux-III, samedi
22 juin, à 14 h 30, salle des Acadé-
mies, M. Christian Lerat : « Benjamin
Franklin, philosophe de l'ordre et de la
liberté, profil religieux, moral et politi-
que. »

Université de Nantes, samedi
22 juin, à 14 heures, salle 110,
M. Fidéle Rombila Iboanga : « Les ins-
titutions et le régime politique de la
République gabonaise. »

Université Paris-IV, samedi
22 juin, à 14 heures, amphithéâtre
Descartes, M. Jean-Claude Grenier :
« Le pharaon romain. »

Université Paris-III, samedi 22 juin
à 14 heures, salle Louis-Liard,
M. Richard Deusch : « La crise de
l'Amérique du Nord. Répères et inter-
prétations 1969-1984. »

Université de Franche-Comté,
Besançon, samedi 22 juin à 14 h 30,
salle Préfète, M. Jacques Maurio :
« Recherches sur l'anarchisme rural en
Andalousie de 1888 à 1936. »

Université Paris-VII, lundi 24 juin
à 9 h 30, tour 55-56, pièce 107,
M. Roger Rabenaltina : « Lexique
grammatical du malgache. Constructions
transitives et intransitives. »

Université Paris-X Nanterre, lundi
24 juin, à 17 heures, salle 614, M. Lan-
slas Sidibe : « L'intégration économique
africaine par le marché et par le pou-
voir. »

« Le Loto sportif connaît un échec
retentissant [...], malgré une cam-
pagne publicitaire qui a coûté des
dizaines de millions de francs et une
large couverture des médias. » a
affirmé, mercredi 12 juin, M. Chris-
tian Bergelin (RPR, Haute-Saône),
au cours de la séance des questions
au gouvernement à l'Assemblée
nationale. Estimant que le jeu « n'est
pas assez simple », « trop cher » et
ne « rapporte pas gros », M. Berge-
lin a ajouté que « la seule formule
pour financer ce sport, ce sont les
concours de pronostics sur les ma-
ches de football ». « Rien ne permet
de conclure à un échec retentissant »,
lui a répondu M. Alain Cal-
mat, le ministre délégué à la jeu-
nesse et aux sports, tout en
reconnaissant que les 67 millions
d'entées enregistrés au cours des
cinq premiers tirages « ne correspon-
dent pas à certaines prévisions ». Plus
de 20 millions de francs ont été
versés au Fonds national pour le
développement du sport.

M. Calmat a précisé, d'autre part,
que le gouvernement va « procéder
aux études nécessaires pour adapter
les modalités du jeu aux souhaits
des intéressés, notamment des
jeuistes ». Le nouveau Loto sportif
pourrait reprendre au mois de sep-
tembre.

ATHLETISME : record de
France - Laurence Elloy a amé-
lioré son record de France du
100 mètres haies en 12 s 79, mer-
credi 12 juin à Joinville (Vol-
de-Marne). L'ancien record était de
12 s 90.

BASKET-BALL : démission
de Jean Luent. - La crise qui cou-
vait en équipe de France a éclaté
après l'élimination en quart de finale
du championnat d'Europe. Jean
Luent, qui dirigeait la sélection
nationale depuis deux ans, a
annoncé sa démission, mercredi
12 juin. Il estime que les joueurs
français sont, pour la plupart, « indi-
gnes ».

FOOTBALL : appel contre la
suspension des clubs anglais. - La
Fédération anglaise a fait appel,
mercredi 12 juin, auprès de la Fédé-
ration internationale de football,
contre l'extension au monde entier
et aux matches amicaux de la sus-
pension des clubs anglais à la suite
de la tragédie du Heysel. Nombre
d'entre eux ont en effet des enga-
gements pour des tournois estivaux ou
des tournois de préparation à l'étranger.

TENNIS : Tournoi du
Queen's club. - Henri Leconte a
franchi mercredi 12 juin à Londres,
le premier tour du Tournoi du
Queen's club, doté de 200 000 dol-
lars et qui sert de préparation pour
Wimbledon, en battant l'Américain
Jeff Turpin 6-3, 6-2. En revanche,
Jimmy Connors, 18e de série
numéro 1, a été battu par l'Améri-
cain Mike De Palmer 7-5, 6-3, tout
comme le Français Guy Forget, éliminé
par le Paraguayen Francisco
Gonzalez 4-6, 6-3, 14-12.

MODE

Rykiel : au-delà des normes

Longues femmes en noir, si-
nueuses, aux yeux immenses :
les femmes Rykiel. Les éditions
Herschel leur consacrent un im-
pressionnant volume, et à leur
créatrice : Rykiel. Il y a des
photos de femmes, des compo-
sitions sophistiquées sur lesquelles
l'œil reçoit le douceur duvetée
de la laine, des dessins - vingt
ans de mode et de « démode », il
y a des textes : « Le vêtement
Sonia ne se retourne pas contre
le corps, ne l'attaque pas, ne
cherche pas à lui en remonter »,
écrit Hélène Cocous. « Je portais
goulument ses vêtements »,
confie Madeleine Chapsal. Sonia
Rykiel se raconte : « Créer, c'est
vivre de la mesure, de l'ab-
surdité et les mesurer... »

Pile, sculptée dans la cire, et
ressuscitée à un bon, Sonia Ry-
kiel colle à son image, à l'image
de la femme qu'elle a fait naître.
« Nomade, un peu folle. Je la
poursuis depuis vingt ans, je ne
parviens pas à la saisir. Elle est
un double avec qui je lutte, et
que j'aime. Son, je n'aurais pas
pu faire de la mode, ce n'était
pas une vocation. A présent, di-
telle, j'ai conscience d'accomplir
une œuvre. »

Sonia Rykiel a grandi dans un
milieu féminin, avec sa mère et
ses sœurs, plus jeunes et qu'elle
dit jolies. « Moi, j'étais l'élève, la
plus forte, le garçon. Je ne me
pouvais pas de bêtises, puisque,
aussi bien, on me les attribue. Ma
mère se demandait ce qu'elle

d'un défilé, je suis capable de dé-
faire et refaire soixante-dix pen-
talons parce que je me suis rendu
compte qu'ils sont trop larges de
deux centimètres aux jambes. »

« La réussite, c'est une façon
de répondre aux obstacles, de
saisir l'impondérable, de sur-
vivre, de toucher à tout, d'être tou-
chée par tout. On sent en soi une
force terrible, et d'un coup, parce
que rien ne s'allume dans le re-
gard de l'émouvement, on se sent
complètement vulnérable. Alors
on recommence et on dit : « Je
dois être la plus forte. »

Sonia Rykiel joue pour gagner.
Elle aime le pouvoir que lui donne
son nom, sa marque sur le corps
des femmes. Etre une célébrité,
une femme publique ne la gêne
pas, au contraire. « J'aurais dû
mal à ne plus l'être, c'est mal de
le dire, mais tout le monde le
sait. »

En même temps, Sonia Rykiel
s'émouille qu'un livre lui soit
consacré : « C'est quand même
fabuleux de voir imprimé ce que
vous pourriez sans pouvoir
l'attraper. » La nomade est em-
prisonnée, faite sur papier, ras-
surée, assurée que le temps ne
désagrégera pas son œuvre. La
durée est la grande affaire des
gens de la mode.

« A chaque défilé, je suis ma-
lade, réellement. Rater une col-
lection, c'est le drame total, le
preuve qu'on n'a rien compris au
monde. Ne pas vendre est terri-
ble pour des raisons financières
et parce qu'on reçoit ça comme



avait fait avec moi. Elle me per-
suadait que j'étais intelligente.
Puisque je n'étais pas belle, il fal-
lait bien que je m'en sorte auto-
rement. Ainsi, la justice était réta-
blie. Hier, on m'a dit que moi la
faute de dépression. »

La mode n'était pas sa voca-
tion première, mais elle voulait
de toute façon vivre dans le
monde de l'imagerie, de l'art.
Elle aurait pu devenir peintre,
sculpteur, elle écrit. Elle aurait pu
être comédienne. Elle se met en
scène et s'interprète sans jamais
modestie, pose son personnage
de vilain petit canard, devenu
princesse exotique. Ou sorcière.
« Vous ne savez pas ce que c'est
d'être grosse, d'être calle qu'on
remarque et qu'on a l'air d'être
brûlée. »

Elle est entrée dans la mode
parce qu'elle a épousé un
homme qui avait une boutique.
Elle a dessiné des robes parce
qu'elle était encalée... « Et j'ai
continué. Les choses sont ve-
nues comme ça, naturellement. »
« Vous ne savez pas ce que c'est
d'être grosse, d'être calle qu'on
remarque et qu'on a l'air d'être
brûlée. »

Tout était trop simple, immé-
diat en somme. Sonia Rykiel
voulait plus. Elle a travaillé. Be-
coup. « A en crever. » Après des
heures et des heures d'essayage,
elle affirme autour d'elle qu'elle
est géniale. Le lendemain, elle ne
vra plus que des défilés. La
beauté est l'expression d'un sen-
timent fugace, éphémère, qui se
cache, change, s'impose. « La
mode, c'est le jeu. »

« Le travail, dit-elle, c'est nor-
mal. C'est la réussite qui n'est
pas donnée. Pendant longtemps,
j'ai refusé la mode et talent. Je
passe deux mois sur mes cou-
leurs pour obtenir la teinte idéale
que j'ai dans la tête. La veille

un abandon. Si je rate une, deux
collections, je perds tout. Je me
rends très bien compte de ce qui
se passe pendant un défilé. Par-
fois, j'ai eu la sensation d'être
nude. Dans l'écriture, je suis res-
ponsable de tout en bout, et je
signe. Dans la mode, il y a
l'équipe. Les gens peuvent se
tromper. C'est comme s'ils vous
trompaient. »

« Tout est démesuré. On tra-
vaille dans l'incertitude, on fab-
rique l'artifice et on doit arriver
à la cohérence du réel. Créer
dans le bonheur est impossible.
Et il faut continuer, il faut jouer
même si on a peur. Il faut vouloir
gagner, débordant. Dans le cercle
égoïste de la création, on est
seul. Je donne tout mon savoir à
mon métier. Parce que mainte-
nant, je sais. Je fais de la belle
ouvrage, avec quoi chaque in-
vite se sent en image. Je crée une
femme d'aujourd'hui, pas d'hier.
Il suffit de demain. Elle est in-
temporelle... »

« Naturellement, je suis
« mode », sinon je n'existerais
plus depuis longtemps. Mais j'ai
inventé un mot, le « démode »,
ce quelque chose qui reste et se
transmet. Dans chaque collec-
tion, il y a l'émotion de la pro-
chain. Un créateur a tellement
besoin de pomper. Finalement, il
ne pompe qu'en lui-même. Et
pourquoi il n'a pas le droit de
s'épuiser. Il doit avancer, d'au-
tres arrivent. Nous ne sommes
pas immortels. Je pense à une
phrase de Roland Barthes :
« L'assurés est quelqu'un qui
court dans sa tête. » Le créateur,
c'est ça. »

COLETTE GODARD.

* RYKIEL, Editions Herschel,
215 pages, 390 F.

X & STRATEGIE

MICRO :
jouez comme des fous
avec des programmes
de gestion !

INFORMATIONS « SERVICES »

LES VINGT-CINQ ANS DE SOS-AMITIÉ

SOS-Amiité a vingt-cinq ans. L'association, créée en 1960 en Ile-de-France, a étendu son réseau d'écoute téléphonique à quarante-deux villes de France. D'un côté, deux mille bénévoles se relaient jour et nuit autour de quarante-huit postes d'écoute; de l'autre, des êtres dans la détresse, profonde ou passagère, téléphonent. Ils ont été plus de 500 000, en 1984, à composer le numéro de SOS-Amiité, c'est-à-dire à appeler au secours.

La « durée » moyenne d'un écoutant est de trois ans. Chaque année, 30% des bénévoles de SOS-Amiité sont à renouveler. La sélection est sévère. La formation, sérieuse et continue, est assurée par des psychologues rémunérés. Si les frais de gestion sont réduits au minimum (un directeur et une secrétaire à mi-temps rémunérés pour 240 bénévoles), on ne lésine pas sur les frais de publicité destinés à faire connaître SOS-Amiité par des tracts, des affiches, des émissions.

L'association, reconnue d'utilité publique, ne reçoit des pouvoirs publics que 7% de son budget. C'est dire qu'elle dépend des dons des particuliers. Elle ne s'en plaint pas. « La modestie des aides publiques, qui fait notre fragilité, fait aussi notre force. » Les dons sont déductibles du revenu à concurrence de 5%.

* SOS-Amiité Ile-de-France, BP 100, 92105 Boulogne-Billancourt CEDEX. Ecoute SOS-Amiité en région parisienne : 364-31-31, 296-26-26, 293-31-31, 621-31-31 et 078-16-16.

EN BREF

COUR D'APPEL DE PARIS

CONFÉRENCE DU STAGE. - Le professeur Léon Schwartzberg participera en qualité d'invité aux conférences Berryer et Tronchet, organisées par l'Ordre des avocats à la cour d'appel de Paris et la conférence du stage, le mardi 18 juin à 21 heures, salle des crises du Palais de Justice. Sujet proposé aux auteurs : « Est-il plus illusoire de vouloir changer la mort que la vie ? » La respect de la différence n'est-il pas le début de l'indifférence ? Le professeur Schwartzberg fera la critique des discours.

HISTOIRE

LA LUFTWAFFE DANS LA BATAILLE DE FRANCE. - La remarquable revue *Leurs* poursuit la publication de sa série « La bataille de France 1940 » avec un troisième volume consacré à la Luftwaffe. Avant d'être des troupes pour cette période, la chasse, l'aviation, le bombardement, la reconnaissance, l'aviation d'assaut, les ailes belges et hollandaises. Imposable de ne pas décrire l'extraordinaire machine de guerre allemande. Raymond Danet, Jean Roeder, Hans-Joachim Völker et le général Adolf Giefand retracent, en mots et en images, cette période douloureuse pour la France. Une rétrospective qui séduira les historiens et les fans d'aviation.

* La Luftwaffe, tome n° 112, 30 F (franco). Orly sud n° 213, 94396 Orly aéroport CEDEX.

LOISIRS

ABI QUI' EST JON MON VILLAGE! - Sous le titre « Villages en fête », la mairie de Paris organise, les 22 et 23 juin, de nombreuses animations : bals de quartier, défilés de fanfares et de majorettes, spectacles de baladins, concerts, promenades en petit train et cablo, groupes folkloriques en costumes régionaux. Dans l'après-midi du 23 juin se déroulera la traditionnelle course des serveuses et garçons de café, dont le départ et l'arrivée auront lieu place de l'Hôtel-de-Ville. Le même jour, un défilé d'artefacts et de voitures anciennes, partant de l'Étoile, empruntera les grandes avenues du quatorzième arrondissement au son des fanfares de trompes, jusqu'à Auteuil : mâles, cochons, break, papiers, caillots, landaus, dog-carts, torpédo, etc., seront au rendez-vous (un dépliant donnant le détail des animations est disponible dans les mairies d'arrondissement).

SOLIDARITÉ

LES JOYAUX DE LA CROIX-ROUGE. - Sous l'égide de la Croix-Rouge française, le joaillier Cartier organise, samedi 22 juin, dans six villes de France (Paris, Lyon, Marseille, Lille, Bordeaux et Nice) une vente exceptionnelle de bijoux et objets hors collection. La « démarque » atteint dans certains cas 50%. Le bénéfice de cette opération est destiné à soutenir la Croix-Rouge dans son action en faveur de l'enfance malheureuse, en France et dans le monde.

* Croix-Rouge française, 17, rue Quatre-Bischoff, 75384 Paris CEDEX. Tél. : (1) 261-51-85.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 13.06.85 À 0 h G.M.T.



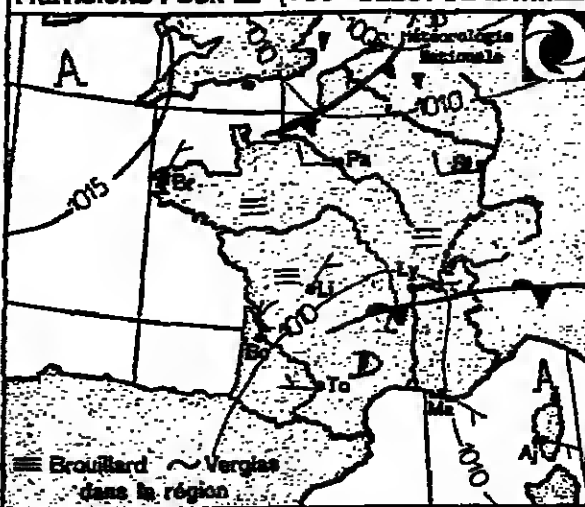
Evolution probable de temps en France entre le jeudi 13 juin à 0 heure et le vendredi 14 juin à 24 heures.

L'Europe de l'Ouest se trouve dans une zone faiblement dépressionnaire. Un front orageux plus actif achève de traverser nos régions méridionales en laissant des orages isolés en montagne. Une autre ligne d'averses (discontinuité secondaire) traversera vendredi le Nord-Est.

Aujourd'hui, sur les régions du nord-est de la Seine et de la Basse-Normandie, ciel variable avec une menace d'averses isolées. Les averses seront plus fréquentes au bord de la Manche le matin et à nouveau en milieu d'après-midi.

Sur les régions méridionales, entre l'Aquitaine, les Pyrénées, le sud du Massif Central, la vallée du Rhône, les Alpes et le bord de la Méditerranée, ciels nuageux presque toute la journée et ten-

PRÉVISIONS POUR LE 14.06 DÉBUT DE MATINÉE



Les températures minimales, de 6 à 8 degrés dans l'intérieur, atteindront 15 à 18 degrés sur le littoral. En cours d'après-midi, les températures maximales seront de 16 à 18 degrés sur la moitié nord, 22 à 25 degrés sur la moitié sud, et ponctuellement 28 degrés.

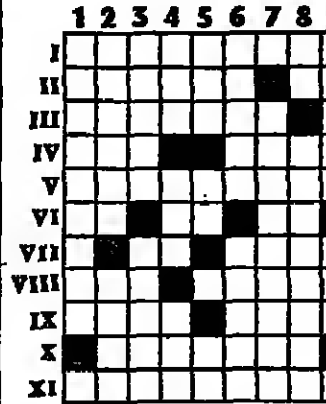
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 12 juin; le second, le minimum dans la nuit du 12 au 13 juin) : Ajaccio, 23 et 13 degrés; Biarritz, 18 et 15; Bordeaux, 20 et 11; Brétat, 15 et 11; Brest, 15 et 11; Cannes, 23 et 17; Cherbourg, 14 et 10; Clermont-Ferrand, 23 et 12; Dijon, 18 et 12; Dinard, 15 et 9; Embrun, 22 et 11; Grenoble-St-M-H., 28 et 14; Grenoble-St-G., 24 et 14; La Rochelle, 17 et 13; Lille, 16 et 10; Limoges, 17 et 9; Lorient, 19 et 11; Lyon, 24 et 10; Marseille-Marganne, 24 et 18; Menton, 24 (max); Nancy, 16 et 9; Nantes, 18 et 9; Nice, 22 et 15; Paris-Montsouris, 18 et 6; Paris-Orly, 18 et 9; Pau, 17 et 14; Perpignan, 25 et 18; Rennes, 19 et 10; Rouen, 15 et 8; Saint-Etienne, 26 et 8; Strasbourg, 18 et 11; Toulouse, 24 et 15; Tours, 18 et 10.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 15; Genève, 24 et 14; Lisbonne, 27 et 14; Londres, 17 et 9; Madrid, 33 et 13; Rome, 24 et 14; Stockholm, 14 et 6.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3987



HORIZONTALEMENT

I. Avec pareille chose, on se fait beaucoup plus de soucis que de bile. II. S'enflammer, brûler et se consumer. « Chute » de valeur. III. Offrait une tournée ou traitait à l'eau. IV. Décor pour kakemono. Auxiliaire vocal du travailleur de force. V. Qualité d'un vieux membre souvent tremblant. VI. Préposition. Personnel. Interjection. VII. Cri qui risque de rester sans écho. Journées chaudes des révolutions. VIII. Fils spirituel de Marie de France. Un chancelier théorique en possession plus d'une. IX. Donc latin. Une trop grande valeur le conduit aux débordements. X. Démystifie. XI. Des gens rencontrant des difficultés pour faire leur « marché ».

VERTICALEMENT

I. Monture en os. 2. Américain qui mit en pratique une idée de

Charles Cros. Propre à faire sécher. 3. Canard au petit poids. Né dans les montagnes de Guinée, le meurt dans son golf. 4. Figure dans le ciel. La septième au pays des Sept Sages. Homère n'est pas remonté jusqu'à là. 5. Les Anglais le regardent souvent passer. Symbolise la simplicité à l'endroit comme à l'envers. Ouverture d'opéra. 6. Partie indonésienne de la Nouvelle-Guinée. Berceau du lyrisme. 7. Dramatique nu occase, selon qu'il s'agit d'une représentation ou d'une attitude. 8. Participe passé. Enfant de la cité des arts qui avait plus ou moins de talents. 9. Entrouvre les livres. Se fait en simple ou en double, mais toujours en court.

Solution du problème n° 3986

Horizontalement
I. Pasilles. II. Oscar. III. Mir. Erou. IV. Ouf. RF. V. Lebel. Caf. VI. Bu. Gall. VII. Galibot. VIII. Indéfant. IX. Seule. le. X. Se. Cros. XI. Etêtement.

Verticalement
1. Pomologiste. 2. Asile. Anc. 3. Scrabbleuse. 4. Ta. Feuille. 5. Ire. Béc. 6. Ça. Gog. Cm. 7. Cataire. 8. Oral. Néon. 9. Soufflet. St.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 13 juin :

DES ARRÊTÉS
● Modifiant l'arrêté du 31 octobre 1961 relatif au commerce des pommes de terre (pommes de terre de premier et de conservation).
● Modifiant l'arrêté du 22 avril 1969 portant application des dispositions réglementaires prévues par l'ordonnance du 21 août 1967 relative à l'organisation financière de la Sécurité sociale.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 15 JUIN

« Histoire, architecture et flore du parc des Buttes Chaumont », 14 h 45, sortie métro Botzaris.
« La religion funéraire de l'Égypte ancienne », 14 heures, Louvre devant Victoire Samothrace (Cité/Amis de Pharaon).
« L'Hôtel-Dieu, autrefois », 15 heures, devant entrée côté parvis (Paris Antefrère).
« L'Académie française et les autres académies », 16 heures, 23, rue Conti.

Journée à la recherche de V. Hugo », sur inscriptions. Tél. : (1) 526-26-77 (Paris et son histoire).

DES JOURNÉES D'ÉTUDES SUR L'IMPUISSANCE SEXUELLE

La Société française de sexologie clinique (SFSC), que préside le docteur Chabrol, organise des journées d'études sur le thème : « L'impuissance sexuelle en 1985 ». Des tables rondes et des débats seront organisés les 19 et 20 octobre prochain, notamment à la brasserie la Coupole et à la faculté de pharmacie de Paris-Luxembourg.

De nombreux spécialistes et médecins - psychologues, psychiatres, psychanalystes notamment - présenteront des exposés sur divers aspects de la question : thérapie de couple, sexualité psychosomatique, conflit conjugal, étapes critiques de l'âge adulte, psychanalyse ou psychothérapie, examen chez les immigrants, exploration des facteurs organiques, anxieux et dépressifs, impuissance et homosexualité, etc.

Les débats sont ouverts au public. Pour les renseignements, les inscriptions (payantes) et les demandes de réduction sur les parcours intérieurs français de la SNCF (proposées à cette occasion), s'adresser au siège de la Société française de sexologie clinique, 75, boulevard de Courcelles, 75008 Paris. Tél. : (1) 227-48-70.

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER

TERMINAIS	PRIMES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES	TERMINAIS	PRIMES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES
1	41 289 361 471 761 4 811 81 891	200 500 500 500 500 2 000 10 000	6	228 388 486 888 888 500 500	000 500 500 500 500 500 500
2	alot	alot	7	297 727	500 500
3	32 7 282 9 813 04 103 47 813 60 823	200 2 000 2 000 10 000 10 000 10 000	8	88 308 708 1 838 3 398 43 098 287 098	200 500 700 2 000 2 000 10 000 4 000 000
4	4 34 114 9 094 9 494 9 304 22 094 67 094	100 300 500 2 000 2 000 2 000 10 000 10 000	9	9 17 288 99 828	100 10 000 10 000
5	886 886	500 500	0	20 250 5 380 38 740 240 880	200 500 2 000 10 000 1 000 000

LOTO
THIRAGE DU MERCREDI 12 JUIN 1985
6 9 14 19 29 30 49
POUR LES TIRAGES DU MERCREDI 19 ET DU SAMEDI 22 JUIN 1985
VALIDATION JUSQU'AU MARDI APRÈSMIDI
TRANCHE ROBERT DESNOS
TIRAGE DU MERCREDI 12 JUIN 1985

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER

TERMINAIS	PRIMES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES	TERMINAIS	PRIMES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES
1	41 289 361 471 761 4 811 81 891	200 500 500 500 500 2 000 10 000	6	228 388 486 888 888 500 500	000 500 500 500 500 500 500
2	alot	alot	7	297 727	500 500
3	32 7 282 9 813 04 103 47 813 60 823	200 2 000 2 000 10 000 10 000 10 000	8	88 308 708 1 838 3 398 43 098 287 098	200 500 700 2 000 2 000 10 000 4 000 000
4	4 34 114 9 094 9 494 9 304 22 094 67 094	100 300 500 2 000 2 000 2 000 10 000 10 000	9	9 17 288 99 828	100 10 000 10 000
5	886 886	500 500	0	20 250 5 380 38 740 240 880	200 500 2 000 10 000 1 000 000

TACOTAC
THIRAGE DU MERCREDI 12 JUIN 1985

Le Monde
dossiers et documents

LA GUERRE IRAN-IRAK

LE FMI

DOSSIERS ET DOCUMENTS :
LES ARCHIVES DE L'ACTUALITÉ

JUIN 1985 - CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 5,80 F

RENCONTREZ LA BULGARIE

Les maisons de bois aux couleurs vives, le bleu du Danube et le bleu de la Mer Noire, la Vallée des Roses, les plages inondées de soleil, l'art somptueux des maîtres et des icônes, la chaleur de son amitié...
Tout cela, c'est la Bulgarie. Rencontrez-la.

1 SEMAINE à partir de 2180 F.
Prix complet, avion compris.

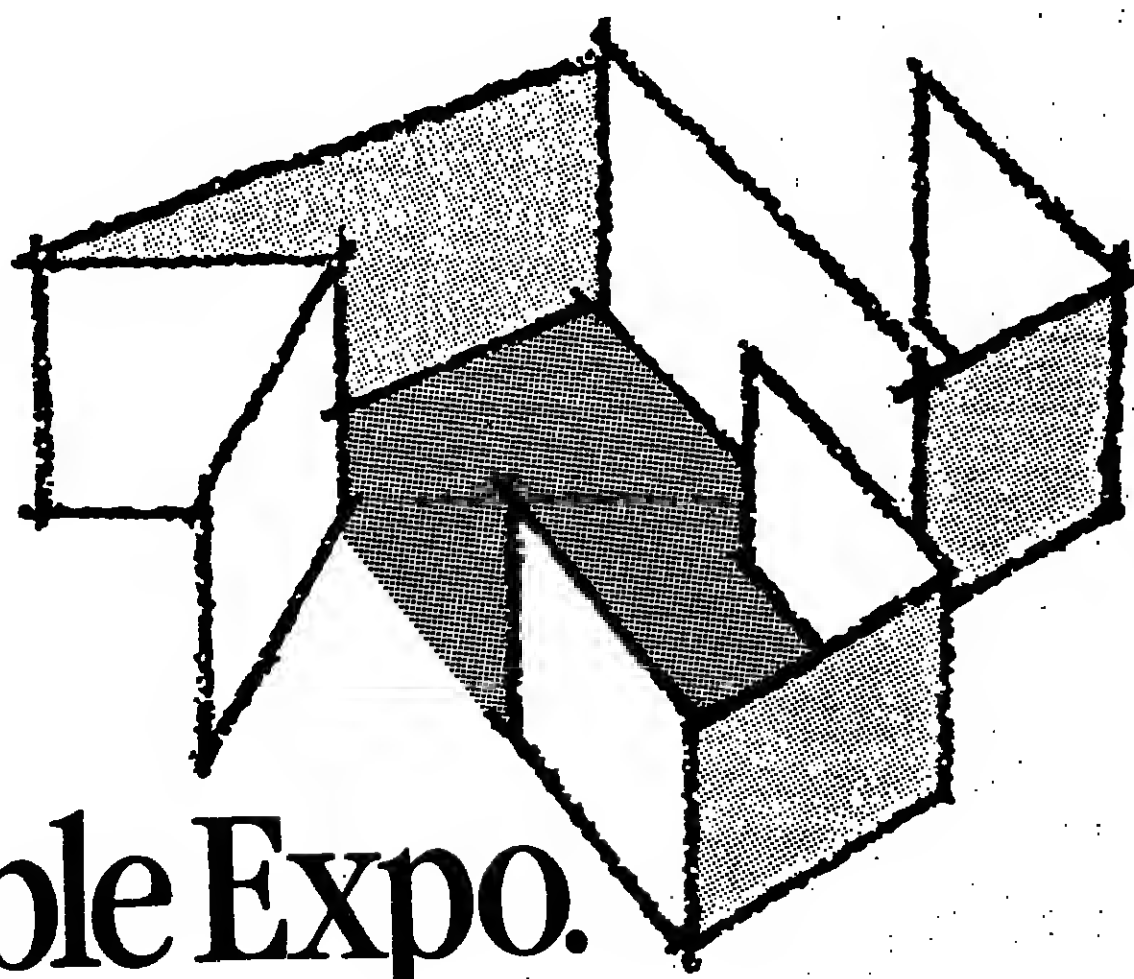
Pour tous renseignements :
OFFICE DE TOURISME BULGARE
45 N. DE L'OPERA - 75001 PARIS
TEL : 261-99-58

STRATEGIE
des fous programmes

L'Apple du 14, 15, 16 Juin.

Tout l'univers Apple sur 12 000 m²:
machines et périphériques, logiciels,
télé-informatique personnelle,
connexions dans l'entreprise, concessionnaires,
auteurs et éditeurs de logiciels, conférences et rencontres,
ateliers pratiques non stop
et la convivialité Apple.

Plus du cinéma, un piano-bar, un restaurant californien, un Apple-garden pour vos enfants,
toutes sortes d'animations, des jeux en permanence...



Apple Expo.

Les 14, 15, 16 juin 1985.

Parc des Expositions. Paris. Porte de Versailles. Bâtiment 1-1.

14 juin de 11 h 00 à 22 h 00. 15 juin de 9 h 30 à 22 h 00. 16 juin de 9 h 30 à 19 h 00.

A LA VITRINE

DU LIBRAIRE

Prise de Barcelone est le poème le plus émouvant de ce volume. Max-Pol Fouchet l'écrivit le 14 janvier 1939 lorsqu'il apprit que la ville avait été conquise par les militaires français. Le poète attendit 1981 pour publier cet hommage à la « République de la douleur ». Et il ne le fit que pour protester contre la torture en Algérie.

« A la mort, la misère et l'ignorance, les plus hautes poètes, dévorés d'une singulière exigence, se sont affrontés », écrivait Max-Pol Fouchet qui, barrant derrière ses poèmes, invitait les hommes à la révolte, au vertige et à l'amour. — P. Dr.

★ **DEMEURE LE SECRET**, de Max-Pol Fouchet. Actes Sud, 153 p., 60 F.

Les comptoirs fous

du songe

de Pierre-Alain Tâche

Pierre-Alain Tâche, dont la bibliographie compte déjà une dizaine de volumes (1), publie simultanément

deux recueils de poèmes aux antipodes l'un de l'autre, même s'ils sont servis par la même écriture fluide.

Le premier livre, le *Dit d'Orta*, chahutera tous les amoureux de l'Italie, car Pierre-Alain Tâche restitue fort bien dans ses textes la luminosité de ce pays. Un bois peint, une gare, une femme et son enfant ou une stèle aperçue sur le hasard d'une promenade, et l'auteur, accablé sur « les comptoirs fous du songe », laisse filer sa plume et se plie aux désirs de son imagination.

Poésie est son nom, le second livre que nous propose Pierre-Alain Tâche, est une sorte de manifeste à la gloire de la poésie, qui, selon ce poète, « accompagne qui le croit dans le tombeau bleu du présent ».

« Je vous écris d'un lieu sans feu », avertit Pierre-Alain Tâche qui se construit une muraille de poèmes pour résister aux ombres qui l'envoient. Ce poète en appelle même aux intempéries pour mieux éprouver ses défenses poétiques :

La pluie aura beau jeu de me [surprendre] en bas de page, an terrain [découvert].

Qu'importe ! La menace enfin [dira son nom. — P. Dra.

★ **LE DIT D'ORTA**, de Pierre-Alain Tâche. La Dogana (distribution : Distique), 60 p.

★ **POÉSIE EST SON NOM**, de même auteur. L'Alphée (distribution : Distique), 48 p., 50 F.

(1) Dont *l'Inhabité* (Gallant) et *le Jardin du midi* (L'Aire).

CORRESPONDANCE

Caroline

von Günderrode,

la romantique

Depuis le beau roman de Christa Wolf (1), on brûlait d'en savoir plus sur Caroline von Günderrode, l'amie de Bettina Brentano qui avait déjà fait l'héroïne d'un roman épistolaire. Son destin, que nous révèle aujourd'hui sa correspondance, se déroule en deux coups de foudre et un coup de poignard.

1799 : rencontre avec Karl von Savigny, le biontôt célèbre juriste. « Vous êtes tellement érudit, lui écrit-elle, après avoir cru tout d'abord que ce qu'elle ressentait était de la passion, mais vous n'avez pas mieux appris ce qu'est l'amour. » Savigny épouse la meilleure amie de Caroline (sœur de Bettina Brentano) : on tourne un peu en rond dans ce petit monde. S'ensuit une correspondance à trois où chacun confie à l'un sous le sceau du secret ce qu'il n'ose dire à l'autre.

1804 : nouvelle rencontre, avec le professeur spécialisé dans l'antiquité, nouveau coup de foudre. Friedrich Creuzer, déjà marié, a aperçu bientôt qu'il n'est décidément pas prêt à quitter « le monde » pour « le ciel ». Tandis que Caroline se réveille en reproches : « Jadis, vous attachiez beaucoup de prix à l'idée de mourir avec moi... Mais vous avez maintenant des choses plus importantes à prendre en considération. » Creuzer s'emploie à modérer ses élans et lui donna des conseils en latin.

26 juillet 1806 : après avoir envoyé à Creuzer le mouchoir sur lequel alla se recueillir quelques gouttes de son sang, tirées, d'un coup de stylet, de son sein gauche — « il ne doit pas avoir moins d'importance pour toi que celui qu'Othello a offert à Desdémone » —, Caroline se poignarde avec le même stylet sur les bords du Rhin. « Il y a une malheureuse mais irréparable dissension dans mon âme, écrit-elle... Il doit en être ainsi parce que je suis femme

et que j'ai les désirs d'un homme sans en avoir la force ». — J.-L. R.

★ **LA FAIM, NOUS L'APPELONS L'AMOUR**, lettre de Caroline von Günderrode, traduit de l'allemand par B. Badio et J.-C. Rambach. Alinéa, 132 p., 70 F.

(1) *Nul lieu, nulle part*, Hachette PDL. « Bibliothèque allemande » : l'auteur y raconte une rencontre imaginaire entre Caroline von Günderrode et Kleist.

ALBUM

Jean-Pierre Otte

ou la passion

des paysages

Doubla et superbe partage : d'abord celui des mots et des images, dans cet album. Le photographe, Benoît-Henry de Frahan, est familier de l'Ardenne, comme Jean-Pierre Otte, l'écrivain qui a rédigé les textes. L'auteur du *Cœur dans sa gousse*, dans les six livres qu'il a publiés chez Laffont (une trilogie, et bientôt un quatuor), est la poésie des travaux et des jours. Il dit les « gestes du commencement ». Il conte les fables de ce pays de forêts et de sources.

Dans les *Paysages partagés*, on retrouve cette fervente célébration de la terre natale. Mais « où que l'on soit, on est toujours logé au milieu du monde ». Comme Van Gogh, comme d'autres encore, Jean-Pierre Otte a eu soif de « lumière et d'or ». Aujourd'hui, il vit entre langue d'oïl et langue d'oc, entre l'Ardenne et le Larzac, dont il a fait sa terre d'élection. Des sœurs futaies, des fagnes sous le givre, il passe à l'aridité rocailleuse du causse, cette « terra incognita » où il s'est dépaycé.

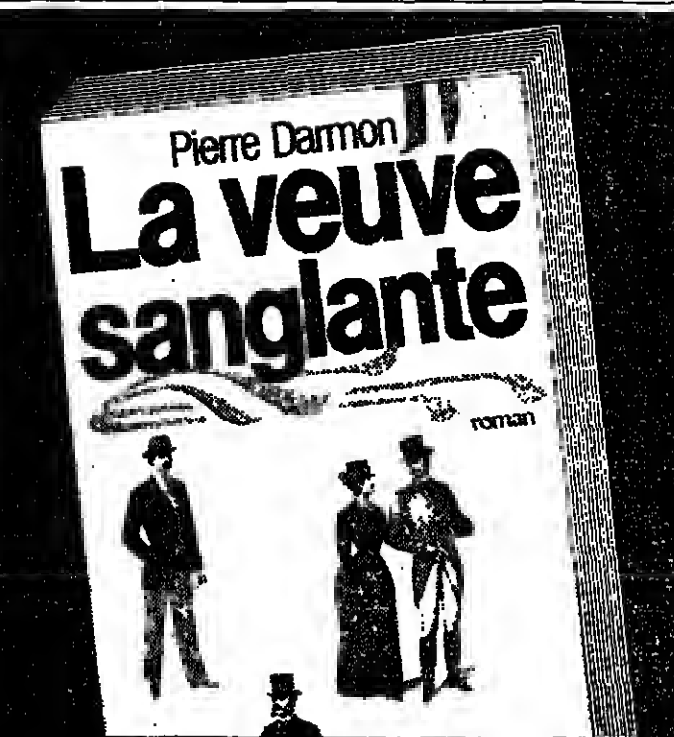
S'enfonce ici, à l'aventure, c'est toujours, pour lui, manifester la même passion des paysages, c'est chercher à capter un peu d'éternité accessible à travers tous les sens. Car « nous existons de l'autre côté de la peau, par-delà les contours clos du corps... Comme l'écrit Walt Whitman, nous ne sommes pas tout entier compris entre notre cheveu et nos chaussures. Nous sommes davantage. Nous sommes plus. Nous sommes tout ensemble, nous faisons partie du Grand Tout ». — M. P.

★ **LES PAYSAGES PARTAGÉS**, versant inné de l'Ardenne, versant solaire du Larzac, de Jean-Pierre Otte. Photographies de B.-H. de Frahan. Éditions du Perron, Liège. Diffusé en France par Waber, 295 FF, 128 pages.

Cahiers Confrontation sous la direction de René Mojer Actualité de l'Inde

Quelles sont les façons d'être de l'Indien, dans son corps, ses sentiments, ses milieux, son langage, ses mythes ?

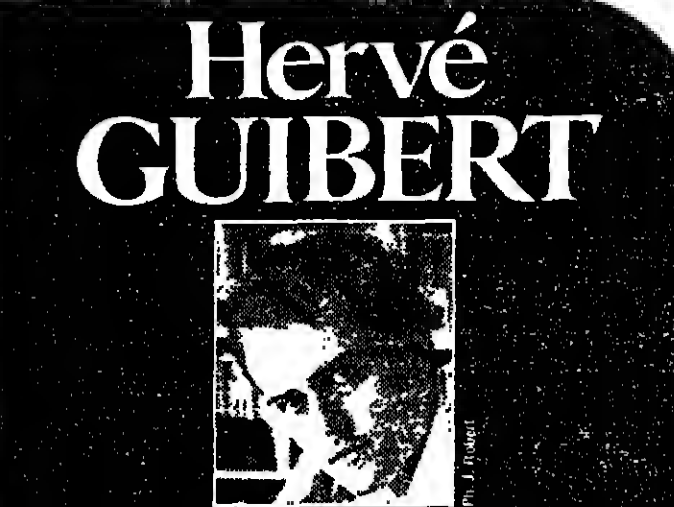
Aubier



« Un petit chef-d'œuvre d'humour noir. » *Amoud de Liedekerke/Le Figaro Magazine* « On frémit, on rigole, bref on y perd la tête, pour le plus grand bonheur : celui de dévorer un roman vrai ! »

Jérôme Garcin/L'Événement du Jeudi « Maniant le discours médico-légal en virtuose, Pierre Darmon, subtil praticien de l'humour macabre, renoue avec la grande tradition du roman noir. »

Laurent Theis/Le Point « L'auteur a dû tant s'amuser à agiter ses personnages qu'on en est presque jaloux. » *Michèle Bernstein/Libération*



Des aveugles

« C'est subtil à la frontière imprécise du réel et de l'imagination. On est pris. »

Michel Bernstein/Libération

« L'auteur revendique pour les mal-voyants le droit du fantasme et à l'horrible, droit que l'opinion leur refuse par besoin que la cécité s'accompagne d'innocence, sinon de sainteté. » *Bertrand Poirot-Delpech/Le Monde*

GALLIMARD nrf



ACTES SUD HUBERT NYSSEN, ÉDITEUR DIFFUSION PLF

EN POCHE

● *Le Gai Savoir*, de Nietzsche, est en « Folio Essais » (n° 17). Avec ce texte, paru pour la première fois en 1882, Nietzsche continue de penser à contre-courant de son époque. Errant et solitaire depuis des années, il aborde là des sujets auxquels il s'est déjà attaqué dans ses livres antérieurs avec la volonté d'aller jusqu'au bout de sa pensée. Traduit de l'allemand par Alexandre Vialatte.

● « Rousseau fut persécuté de tous côtés, persécuté parce qu'incassable », écrit Christian Delacampagne, qui signe la préface au *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, en « Folio Essais » (n° 18). Cette édition comporte également une présentation de Bertrand de Jouvenel.

● « Qu'est-ce qu'écrire ? » demandait Sartre en 1948, au début de *Qu'est-ce que la littérature ?* désormais en « Folio Essais » (n° 19). « Écrire et lecture sont les deux faces d'un même fait d'histoire, et le libérateur à laquelle l'écrivain nous convie, ce n'est pas une pure conscience abstraite d'être libre, disait-il notamment. Elle n'est pas, à proprement parler, elle se conquiert dans une situation historique ; chaque livre propose une libération concrète à partir d'une situation particulière. »

● L'édition d'Andrée Bargeton de *l'Enquête*, d'Hérodote (Livres à IV) paraît en « Folio » (n° 1851) avec une longue préface et un important dossier : tableau chronologique, sommaire de l'enquête, note bibliographique, notes, poids et mesures employés dans l'enquête, cartes et index. *l'Enquête*, c'est la Perse et l'Égypte « comme si on y était », telles qu'elles ont été décrites au cinquième siècle avant notre ère par Hérodote d'Halicarnasse.

● *Le Sourire du chat*, le premier roman de l'éditeur François Maspéro, paru au Seuil en 1984, est disponible en « Points romans » (R 205). « Ce qui suit est sous-titré roman parce que tout ce qui y est relaté étant à peu près imaginaire et rien ne l'étant pourtant tout à fait, la seule chose sûre est qu'il ne s'agit en aucun cas d'une autobiographie », écrivait François Maspéro en avant-propos de son livre. Roman d'un enfant qui a treize ans en 1944, récit d'une enfance qui sort de la guerre, roman qui se lit en un soir parce qu'on ne peut pas le « lâcher ».

ROMANS POLICIERS

Satan est une femme

● Sam Ross, dont on n'a pas oublié le *Grand Frère* (Série noire), adapté par Francis Girod, fut dans le collimateur du sénateur McCarthy. Un cinéaste victime de la « chasse aux sorcières », John Berry, s'inspira d'un autre de ses romans, *Menaces dans la nuit* (1951). La collection « Série B » en publie la traduction, suivie d'un dossier sur la



Illustration de WINTZ

« liste noire », établi par J.-P. Loiseau. *Menaces dans la nuit* est un polar engagé. Comme Goodie ou Steinbeck, Sam Ross montre que le crime naît de la misère et de la rage des exploités. Nick Robey accomplit un hold-up. Un fils est tué. La complice de Nick le donne. En cavale, il rencontre une jeune fille, Peg Dobbs. Nick se cache chez elle. Il pleut sur Chicago. Nick rêve d'aller en Floride. Ce genre d'histoire finit mal. *Menaces dans la nuit*, de Sam Ross, « Série B » Christian Bourgeois, traduit de l'américain par E. de Lesseps, 297 p., 60 F.)

● Gil Brewer (1922-1983), un disciple de Day Keens et de James Cain, fut lancé en 1951 par *13 French Street*. La Série noire a traduit sept romans de lui, mais celui-ci restait inédit en français. C'est, sur un canevas convenu, une réussite. On s'y angoisse d'un bout à l'autre. L'auteur de *Satan est une femme* méritait sa réputation de misogynne de choc. Son héros, Alex, tombe sous l'emprise de Petra, la femme (fatale) de son meilleur ami, Verne. La maison du couple, au 13 de French Street, est un piège mortel, la cadre d'un enlèvement subtil. Alex en sortira-t-il les pieds devant ? *13 French Street*, de Gil Brewer, collection « Détour », éd. Minerve, diffusion Altamative, 36, rue des Bourdonnais, 75001 Paris, trad. de l'américain par S. Boulange, préface de J.-J. Schleret, 175 p., 58 F.)

● Joseph Hansen, dans *Un blond évaporé* et dans *Les mouettes volent bas* (Série noire), signalait un personnage d'homosexuel, enquêteur pour une boîte d'assurances, Dava Brandstetter. Avec le *Noyé d'Arena Blanca*, écrit en 1973, on est content de retrouver ce cher Dava, malgré sa tristesse. Son jeune amant français, Doug, a péri sur le circuit du Mans, trois mois plus tôt. Un libraire dépressif, John Data, s'est noyé. Meurtre, suicide ou accident ? Il y a une prime à la clé. Brandstetter débarque à Arena Blanca et fait le tour des suspects. Hansen trousse des portraits (le bibliophile, la fille indigne, la star-télé) ; surtout, sans appuyer, il campe un homme qui fait, normalement, son boulot. *Le Noyé d'Arena Blanca*, de Joseph Hansen, éd. Rivages, traduit de l'américain par F.-M. Watkins, 191 p., 49 F.)

● Pierre Sinac, « le Samuel Beckett des fauchés », est au quatrième rendez-vous de la série Futuropolis « Nouvelle ». L'accompagne Joyce Harrington, Seicho Matsumoto et, de façon posthume, Ambrose Bierce. Chaque plaquette est illustrée : Got, Wintz, Cabanes et Tripp. *Look funèbre*, de Sinac, commence par un assassinat. On a éventré une jeune femme. Qui a tué ? Le Boucher de la pleine lune ? L'Eventreur boiteux ? Le Bégué sanglant ? Sinac se marre. Se poigne vigoureuse entraîne l'amateur d'émotions fortes vers la sortie. Au passage, qu'est-ce qu'on déguste ! (Quatre plaquettes sur papier Cerniture noire, 48 p. chacune, cartonné-relié. 120 F. Futuropolis, diffusion : B. passage des Ecoles, 75015 Paris.)

RAPHAËL SORIN.

LA VIE LITTÉRAIRE

EN ARLES

Les professionnels s'interrogent :
« En quoi l'Europe
peut-elle aider le livre ? »

C'est certainement pas un hasard si, six mois à peine après les premières Assises de Traducteurs littéraires qui se sont tenues avec une pleine réussite en Arles (le Monde du 23 novembre 1984), c'est cette ville qui vient d'être choisie par le gouvernement comme lieu des premières rencontres européennes du livre qui viennent de s'y tenir lundi 10 et mardi 11 juin. Arles, en effet, zone de passage entre Provence et Languedoc, est en train de devenir une ville du livre — et de la traduction, son caractère indispensable — après avoir été reconnue officiellement comme centre mondial de la photographie. Ce qui n'est pas du tout incompatible (1).

Quelques cent cinquante professionnels du livre — auteurs, éditeurs, traducteurs, bibliothécaires — venus de quatorze pays européens et des représentants de la Communauté européenne s'étaient donc réunis pendant deux journées, à l'invitation de M. Jack Lang, ministre de la culture, et de M^{me} Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat aux Communautés européennes, afin d'examiner les trois points suivants : l'édition et la diffusion du livre, la création littéraire et la traduction, la lecture publique et les bibliothèques, et de prendre des mesures pour la mise en place d'un « espace européen du livre ».

« Trop souvent, les problèmes de la Communauté européenne ont été uniquement économiques », a constaté M^{me} Lalumière en ouvrant les travaux de ces rencontres. « Or l'Europe est d'abord une affaire culturelle, car la culture est l'objectif principal de la construction européenne à mes yeux », a-t-elle déclaré en posant la question dominante des rencontres : « En quoi l'Europe peut-elle aider le livre ? »

Si des mesures concrètes ne pouvaient être prises au cours

de cette rencontre préparatoire, les confrontations et les suggestions faites par les participants constituent un « cahier de revendications » qui seront abordées ultérieurement ; mais d'ores et déjà les principes d'une harmonisation ont été posés sans attendre les décisions des organismes communautaires, dont les pesanteurs retarderaient inévitablement les initiatives ponctuelles. Dans le domaine des bibliothèques, l'accent a été mis sur la nécessité de favoriser dans toute l'Europe l'interconnexion des ressources bibliographiques. Dans le domaine de la traduction, sans attendre les ressources qui pourraient venir d'un fonds européen de traduction, les professionnels souhaitent s'orienter vers une émulation des efforts des traducteurs. On a réaffirmé en fin avec force les torts causés par la réimpression sauvage et la piraterie.

« Au nom de l'Europe et de la liberté du commerce », a conclu M. Jack Lang, on a voulu briser l'Europe du livre. A nous, au nom d'une Europe culturelle, d'associer l'Europe du livre. Le but n'est autre, a-t-il souligné, que de « laisser travailler librement les créateurs et d'unir nos efforts pour une meilleure diffusion ». La résolution finale a souligné la nécessité d'une entente sans faille sur le prix fixe, pour éviter notamment que la Belgique — qui seule dans la CEE pratique le prix fixe — ne serve de cheval de Troie aux discounters. En outre, il a été affirmé que la culture doit constituer une exception au traité de Rome pour que l'Europe survive.

N. Z.

(1) C'est en Arles qu'un collège international des traducteurs va voir le jour prochainement dans les locaux désaffectés de l'hôpital où fut interné Van Gogh, en 1888.

Odile Jacob crée

« sa maison d'édition »

Odile Jacob, qui dirigeait la collection « Le temps des sciences » aux éditions Fayard, quitte cette entreprise pour créer sa propre maison d'édition. Celle-ci portera son nom, mais résulte d'un accord avec le Seuil qui assurera la diffusion et une partie de la fabrication. Cette nouvelle maison, qui sortira ses premières titres en janvier 1986, publiera des ouvrages de sciences exactes, mais aussi de sciences sociales et humaines (philosophie, histoire, économie...) ou de politique étrangère.

Odile Jacob souhaite en effet étendre à d'autres domaines la formule qui lui a réussi en matière scientifique et qui consiste à publier, à destination du grand public, des livres de qualité, reflétant les grandes découvertes et les problématiques contemporaines, rédigés par des spécialistes connus ou par de jeunes chercheurs, français ou étrangers.

Elle a édité, depuis 1981 dans « Le temps des sciences », vingt-cinq ouvrages dont certains ont connu un très grand succès de librairie, comme l'*Homme neuronal*, de Jean-Pierre Changeux, le *Jeu des possibles*, de François Jacob, le *Singe, l'Afrique et l'Homme*, d'Yves Coppens ou le *Traité du vivant*, de Jacques Ruffié.

Elle compte publier huit à dix titres la première année.

F. G.

Pluie, vent et poésie

La pluie et le vent ont un peu perturbé le troisième marché de la poésie, qui s'est tenu, du 6 au 9 juin, sur la terrasse du Forum des Halles à deux pas de la Maison de la poésie. Deux ou trois baches s'enlevaient même le samedi matin sans, pour autant, décourager exposants et visiteurs. Jean-Michel Place, l'organisateur de cette « foire aux vers », était satisfait malgré les intempéries : « Nous avons réuni 129 stands contre seulement 90 l'an passé. Néanmoins, comme depuis trois ans nous n'arrivons pas à nous concilier le météo, nous cherchons, l'année prochaine, un lieu ouvert mais couvert ».

Si l'on excepte Gallimard, Belinfante et Seghers, les « grands » de l'édition parisienne se firent surtout remarquer par leur absence. Les moyens et petits éditeurs étaient, en revanche, au rendez-vous et une foultitude de plaquettes attendaient l'acheteur chez Indifférence, William Blake et Co, Le Cherche-Midi éditeur, Caractères, Arcantères, Brandes, etc. On trouvait de tout : de la poésie chinoise aux Editions du Centenaire, de la bibliophilie et de la nostalgie avec l'Association des amis de Guy Lévis Mano qui proposait de petits livres rares — dont *Lumière d'homme* de Jacques Prévert et *Comme ça* de Paul Valéry — du papier à lettres à la Guide du poème (diffusion : Poédit, 63, av. de Genève 74000 Annecy) avec, en exergue, selon les blocs, des poèmes de Adrian Mihalov, Alain Borne, Jean Cocteau, Tristan Corbière, René Guy Cadou, Victor Hugo, etc.

De nombreuses revues avaient pris un stand dans l'espoir d'avoir des contacts avec leurs lecteurs. Si les animateurs de *Artem*, *Polyphonies*, *Alidades*, *Orac* — qui publiera prochainement un numéro spécial sur Gilbert Lely — Perpétuelles, Cratère et Incendits étaient, dans l'ensemble, ravies d'avoir pu satisfaire la curiosité des passants et d'avoir aussi récolté quelques abonnements, ils déplorèrent tous que des libraires n'aient pas cru devoir se déplacer.

Des poètes déçus par leurs éditeurs et des écrivains pratiquant l'auto-édition exposaient leurs œuvres. Alors que Martine Pelloux proposait timidement son recueil *Pensées tristes* paru chez Debrasse, Christian Didot ne reculait devant rien pour que l'on prenne conscience de l'importance de *Early Bird*, un livre qu'il place d'autorité dans la lignée de Lautréamont. Cet auteur, qui aime à se faire remarquer, avait, le 2 juin dernier, provoqué un incident au stade Roland-Garros en déployant une pancarte vindicative. Hervé Michel, quant à lui, présentait un *Manuscrit* en quête d'éditeur. Aux dernières nouvelles, le texte n'avait toujours pas trouvé preneur à la fin du marché.

P. Dra.

Colloque Bataille

à Amsterdam

Organisé par Jan Versteeg de l'université d'Utrecht, un colloque international se tiendra le vendredi 21 et le samedi 22 juin dans les locaux de la Maison Descartes (Institut français d'Amsterdam), sur l'œuvre de Georges Bataille. En deux journées, on discutera l'une sur « Thèmes et textes » et l'autre sur « Bataille politique », divers aspects de l'activité de Bataille doivent être envisagés : mythe, esthétique et analyses, avec Elisabeth Bosch, Mario Perniola, Isabelle Rieusset, etc. ; Bataille animateur de revues par Dominique Lecoco et Michèle Richman ; Bataille politique, avec Francis Marmonde, Denis Hollier et Peter Collier ; lecture de textes d'inspiration bataillienne, enfin, par Bernard Noël.

* Rem. : Maison Descartes, Institut français d'Amsterdam, Vijzelstraat 2A, 1017 HR Amsterdam, tél. 020-224936.

La transparence

et l'ambiguïté

d'Alain Borne

La revue *Sud*, 62, rue Sainte, 13001 Marseille, consacre sa dernière livraison (n° 56-57, 252 pages, 100 F, abonnement six numéros plus la hors-série de l'année : 350 F), au poète Alain Borne disparu en 1982, victime d'un accident de la route.

Cet homme, qui plonge dans la solitude comme d'autres dans l'ivresse, traversa l'axiologie comme si celle-ci était une salle des pas perdus sans issue. La lecture des *Illuminations* de Rimbaud, représentée, pour Alain Borne, l'entrée en poésie, l'appel d'air définitif.

Il faut que le poème jaillisse du blanc comme une mariée secrète et pâle

que chacun croise vierge.
Derny-Paul Poulac a raison de souligner, dans son article, que ces trois vers, extraits de *Cicatrices de songes* (1), la première plaquette du poète, traduisent un langage transparent et ambigu à la fois. Les témoignages et les chroniques de Max Alhau, René Tavernier, Jacques Bret, Georges-Emmanuel Clancier, Jean Rousselot, etc., sont une invite à lire ou à relire le chaleureux étude de Paul Vincenzini (2) et l'œuvre même de ce poète (3) qui chantait la mort afin de mieux la conjurer. — P. Dra.

- (1) « Les feuilles de l'ot » (1939).
- (2) *Alain Borne*, collection « Poètes d'aujourd'hui », Seghers (1974).
- (3) *Œuvres poétiques complètes* en deux volumes, éditions Curandera (1981).

Rencontres psychanalytiques d'Aix-en-Provence
MÉTAPHYSIQUE ET PHILOSOPHIE
par F. Pasche, P. Fédida, J. Granier, S. de Mijolla-Mellor

DOCUMENT :
Séance du 25 janvier 1985 de la Société Française de Philosophie : J. Favez-Boutonier, G. Marcel, G. Bachelard, E. Minkowski, J. Lacan

DÉJÀ PARUS :
« Les Rencontres 1982 : Sud-français, plaisir et pensée » par J. Calin, C. David, M. Fain, J. Gullermin, S. Mijolla-Mellor, M. Ollender.
« Les Rencontres 1983 : Langages » par A. Green, R. Didiot, E. Jaba, M. Fain, L. Fossy

Carrefour Chémures Psychanalytiques
LES BELLES LETTRES
85 bd Raspail 75008 Paris

La mort de Gilbert Lely
poète et biographe de Sade

GILBERT LELY était tout à la fois fasciné et horrifié par la mort. Quand on lui parlait de celle-ci, Lely évoquait volontiers le poème XXIX de Baudelaire dans *Spleen et Idéal*, dont il serait malade de rappeler le titre aujourd'hui. Mais il regardait la chose incommensurable en face et avec cette violence qui e toujours été la sienne, avec cette crudité de langage qui cachait au fond une immense pudeur.

Intense, exigeant, ombreux, solitaire, presque sauvage, autonome à un tel degré de souveraineté qu'il a pu dialoguer d'égal à égal avec Sade, Gilbert Lely aura consacré toute sa vie, après Maurice Heine, à la réhabilitation de D.A.F. de Sade : l'homme, l'écrivain et l'œuvre.

On ne trop souvent entendu dire : « Sans sa religion pour Sade, Lely eût été un des plus grands poètes de son temps ». C'est injuste. Car toute sa vie s'inscrit dans la même aventure poétique. Ses premiers poèmes furent publiés en 1933, les derniers cinquante ans après, peu avant sa mort. Et sa *Vie de Sade* n'est pas autre chose qu'un monument illuminé de l'intérieur par la poésie de sa sensibilité et de sa vision. Il est frappant de voir combien l'objectivité quasi scientifique de sa biographie de Sade est fondée d'un bout à l'autre sur une poétique de la subjectivité. Beaucoup de ceux qui découvrent sa *Vie de Sade* dans les années 50 reconnaissent tout de suite dans cet ouvrage de bédiction la flamme du poète de *Ma civilisation* (l'édition de 1947 ou celle de 1954), dont Yves Bonnefoy a parlé mieux que personne jusqu'ici. Ceux-là qui pénètrent avec enchantement, voire avec ivresse, dans son « Châteaubleu-Lyre » ont sans doute gardé en mémoire ces deux vers :

Toi, l'espace, les monts,
Sade, les jours futurs,
La volupté, le verbe, en un seul diamant.

Il faut avoir vu les corrections des manuscrits et des épreuves d'imprimerie de Lely, jusque dans sa *Vie de Sade*, au long de centaines et de centaines de pages, pour comprendre comment s'obtient ce qu'il appelle

le serré d'un texte poétique. C'était un écrivain dont les phénaèmes (on l'a parfois traité d'érotomane distingué) étaient maîtrisés et sublimés dans l'écriture. Non, Gilbert Lely n'était pas un libéral : c'était un amoureux. L'amour était pour lui l'antidote de la mort. « La différence corporelle de l'homme et de la femme, disait-il, ce luxe fabuleux, m'éblouit ! ».

Animé d'un amour maniaque de la langue, d'un amour fou de la beauté, il aura vécu toute sa vie au large du siècle, dans des abîmes dont nous ne soupçonnerons jamais la cartographie mentale. La poésie, l'amour, la gravure à l'eau-forte et la transparence de son écriture auront été ses garde-fous.

Né à Paris le 17 juin 1904, il est mort à Paris le 4 juin 1985 (le Monde du 8 juin). Il a vécu les dix dernières années de sa vie avec Marie-Françoise Le Pennec, devenue sa femme en 1979, elle-même auteur cette année-là d'un *Glossaire du langage érotique* aux dix-septième et dix-huitième siècles. En 1980, Gilbert Lely publia avec Georges Daumas mille pages d'indécents de Sade. En 1982, chez Jean-Jacques Pauvert, une édition revue et augmentée de sa *Vie de Sade*. Sans compter les poèmes qu'il ajouta encore à ses *Œuvres poétiques*. L'homme n'est plus. Mais le poète reste à découvrir dans l'essence la plus vive et plus que jamais présente de son œuvre.

MICHEL CAMUS.

BIBLIOGRAPHIE

- Le Portefeuille du marquis de Sade, Ed. de la Différence, 1977.
- Gilbert Lely, Ed. Thierry Bouchard 1979.
- Lettres et Mélanges littéraires (D.A.F. de Sade), Ed. Bordier 1980 sous jaquette Jean-Jacques Pauvert.
- Œuvres poétiques, Ed. Jean-Jacques Pauvert 1969 et Ed. de la Différence 1980.
- Clio, Sotades et Charcot, Ed. Thierry Bouchard 1981.
- Vie du Marquis de Sade, Ed. Gallimard 1952-1957 et Jean-Jacques Pauvert 1981.

Ont collaboré à ces pages : Anne Bragance, Pierre Chuvp, Pierre Drachline, Frédéric Gausson, Roland Jaccard, Pierre-Robert Leclercq, Jean-Pierre Péroncel-Hingoz, Monique Pétillon, Jean-Louis de Rumberg, Josyane Savigneau, Raphaël Soria, Nicole Zand.

EN BREF

* La prochaine réunion de l'Association française pour le développement de la psychanalyse aura lieu le samedi 15 juin, à l'Institut de démographie de Paris, 22, rue Vauquelin, 75005 Paris, à 14 h 30. Au programme, deux communications sont prévues : celle d'Anne Sidor, *Image et Symbolisme du corps de Sa Majesté Charlemagne*, et celle de Jacqueline Hecht, *Pour une interprétation psychanalytique de Baudelaire*.

* Le prix France-Culture 1985 a été attribué à Emmanuel Hoc-

quard pour son roman *Aurora ou les forêts de Manhattan* (POL) par six voix contre trois à Pierre Villemin pour *Je cherche un frère* (Flammarion) et une à Renaud Camus pour *Notes sur les manières du temps* (POL).

* L'Association des AMIS DE LA JEUNE POÉSIE (case postale 561 1211 Genève 6) rend hommage à Jean Hérold en rééditant, à l'occasion du vingtième anniversaire de sa mort, le recueil de poèmes : *Stalida*.

— LA VIE DU LIVRE —


Stages/offres et demandes d'emploi

LIVRES

POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél : 326-51-09

Librairie LES ARCADES
A. GRANDMAISON et C^e
8, rue de Castiglione
75001 — PARIS
Téléphone : 260-62-96
envoi gratuitement
son nouveau catalogue
LIVRES ANCIENS
LIVRES MODERNES
RELIURES AUX ARMES

FLORENT GABORIAU
Théologie Nouvelle
Ouvrir le débat
170 p. 80 F
éd. AC 30, rue Madame - 75006 Paris Diff. Tequi

PRIX DES CRITIQUES
NORGE

Les Coq-à-l'âne
poèmes
GALLIMARD nrf

La mort de Gilbert Lely poète et biographe de Sade

Gilbert Lely est mort le 10 juin 1985, à l'âge de 72 ans, d'un cancer du pancréas. Il était né le 15 novembre 1912 à Paris. Poète, biographe, critique, il a été l'un des plus importants écrivains de la littérature française de la seconde moitié du XX^e siècle. Son œuvre est marquée par une grande sensibilité et une profonde connaissance de la littérature. Il a écrit de nombreux romans, nouvelles, essais et biographies. Parmi ses œuvres les plus connues, on peut citer "Le baiser de la femme-araignée", "La nuit du solstice", "Michael K, sa vie, son temps", "Le labyrinthe aux olives", "La Havane pour un infante défunt", "Place de Sienne, côté ombre", "Palomar", "Fruitero & Lucenium", "Zanibar", "Une vie bouleversée", "Le plus brillante", "Le baiser de la femme-araignée", "La nuit du solstice", "Michael K, sa vie, son temps", "Le labyrinthe aux olives", "La Havane pour un infante défunt", "Place de Sienne, côté ombre", "Palomar", "Fruitero & Lucenium", "Zanibar", "Une vie bouleversée", "Le plus brillante".

Il a également été l'un des plus importants critiques de la littérature. Il a écrit de nombreuses critiques de livres, de films, de spectacles. Ses critiques sont toujours très intéressantes et très éclairantes. Il a été l'un des plus importants biographes de la littérature. Il a écrit de nombreuses biographies de grands écrivains. Ses biographies sont toujours très intéressantes et très éclairantes. Il a été l'un des plus importants poètes de la littérature française de la seconde moitié du XX^e siècle. Ses poèmes sont toujours très intéressants et très éclairants.

LA VIE D'OLIVIER
POLONAIS
FRANÇOIS DE TREV
L'AMERICA
FRANÇOIS DE TREV
L'AMERICA

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE AU SEUIL

ITALO CALVINO
PALOMAR



SEUIL

Fruitero & Lucenium
PLACE DE SIENNE, CÔTÉ OMBRE



SEUIL

PIER VITTORIO TONDELLI
Pao Pao
ROMAN
traduit de l'italien par Nicole Sali



AUX ÉDITIONS DU SEUIL

Gamal Chirany
ZANIBAR



SEUIL

MANUEL FUIG
Le baiser de la femme-araignée
ROMAN
traduit de l'espagnol par Albert Dumur



SEUIL

REINALDO ARENAS
Arturo, l'étoile la plus brillante
ROMAN
traduit de l'espagnol par Didier Caron



AUX ÉDITIONS DU SEUIL

Guillermo Cabrera Infante
LA HAVANE POUR UN INFANTE DÉFUNT
ROMAN
traduit de l'espagnol (collaboré par) par Jean Bessière



AUX ÉDITIONS DU SEUIL

EDUARDO MENDOZA
Le labyrinthe aux olives
ROMAN
traduit de l'espagnol par Françoise Bessière



AUX ÉDITIONS DU SEUIL

LA NUIT DU SOLSTICE
HERBERT LIEBERMAN



SEUIL

J.M. COETZEE
Michael K, sa vie, son temps
ROMAN
traduit de l'anglais par Robert Denoix



AUX ÉDITIONS DU SEUIL

Ety Hillesum
UNE VIE BOULEVERSEE
Journal
traduit de l'anglais par Robert Denoix



SEUIL

LA VIE D'OLIVIER



SEUIL

● HISTOIRE

Les lubies françaises

CHACQUE génération tend à exagérer ses préférences. Aux passions des aînés, la postérité oppose l'étonnement ou le sourire, réservés aux choses révolues. Il en est de la vie comme de la littérature : *Atala* et *René*, *Jocelyn* ou *la Femme de trente ans* ne suscitent plus des engouements déraisonnables ; et l'on est moins armé encore pour comprendre les lendemains agités de *la Nouvelle Héloïse*. Ce fut un véritable sous-jouet romantique, que Robert Darnton nous invite à redécouvrir dans le bel essai qui clôt son dernier livre.

Si Rousseau, le génie le plus solitaire de son temps, entraîne tant de cœurs à son passage, c'est qu'il atteint par les mots ce qu'il vise par l'esprit : s'emparer de l'âme de ses lecteurs, sans céder à leurs préjugés. Le siècle veut être ému, Rousseau lui prêter sa mélancolie, ses fantômes, sa flamme. Il tend à ses contemporains le miroir dans lequel, à force de se reconnaître, ils finiront par se remodeler. La fièvre du rousseauisme tient précisément de cette réconciliation avec soi à travers une image confusément chérie que l'on retrouve et que l'on se remet à aimer.

Des milliers de Julie et de Claire prennent ainsi vie à travers cette opération à la fois mystérieuse et familière qu'est la lecture. Mais Rousseau fait plus que nourrir l'égotisme ou les illusions de quelques âmes sensibles. Par le biais le plus « suspect » — celui du roman — il veut transformer la lecture en un apprentissage de la vie, d'un mode de vie, et ainsi régénérer la société.

C'est cette complicité sociale, réservée jusque-là aux seuls livres religieux, qu'étudie Darnton, à travers la figure d'un obscur lecteur de province, vingt ans avant la Révolution. Ce notable aisé de

La Rochelle partage sa passion entre les manuels pédagogiques et les écrits du « vertueux Jean-Jacques » qui vont gouverner sa pensée, ses goûts, sa vie conjugale et l'éducation de ses enfants. A une époque où la multiplication de l'imprimé rend la lecture de plus en plus « extensive » (c'est la thèse de certains historiens allemands), voici donc un « bourgeois ordinaire » qui lit aussi intensément la littérature « dépravée » que ses ancêtres

méditaient les prédications calvinistes : les mêmes pratiques de lecture traditionnelle survivent ainsi, grâce à l'œuvre qui a le plus révolutionné son temps.

Exemple ? Ce « primitif du rousseauisme » l'est assurément, puisqu'il correspond largement au lecteur idéal imaginé par Rousseau. Mais est-il représentatif ? C'est là un problème qui traverse le livre d'un bout à l'autre. Robert Darnton n'a visiblement encre des quantifications en matière d'histoire culturelle.



Illustration pour « La Nouvelle Héloïse » de Jean-Jacques Rousseau

L'Eglise et les « infâmes »

À la fin du onzième siècle, le juriste Yves de Chartres signale au pape Urbain II, grand réformateur et père de la première croisade, que l'archevêque de Tours Raoul a convaincu le roi de France de nommer au siège épiscopal d'Orléans un certain Jean. Tout le monde savait que ce personnage était l'amant de l'archevêque, qu'il avait eu des relations sexuelles avec le roi, et même le précédent évêque d'Orléans, le propre frère de Raoul. Or le pape n'intervint pas et Jean fut consacré évêque le 1^{er} mars 1098. Il administra son diocèse avec succès pendant quarante ans.

En ouvrant ce dossier parmi cent autres, John Boswell réagit contre l'idée généralement admise que les homosexuels ont constitué une minorité rejetée et pourchassée depuis le triomphe de la trop fameuse morale judéo-chrétienne, aggravée par l'obscurantisme médiéval. Et si, se demande Boswell, l'intolérance était première ; sa justification n'étant qu'une suite tirée d'un argumentaire biblique ? Les Ecritures, après tout, condamnent beaucoup plus explicitement l'avarice ou l'hypocrisie que l'homosexualité. Or aucune société n'a fait un tabou de ces deux vices et aucun Etat ne les a jamais condamnés dans ses lois.

L'antipathie historique à l'égard des homosexuels n'est peut-être pas à chercher où l'on croyait, et il faut essayer de distinguer entre l'application consciencieuse d'une morale fondée en religion, et la justification, à l'aide de préceptes religieux, d'une animosité ou de préjugés dont l'origine est ailleurs. Reste à savoir où ?

On sait généralement que le monde antique, tant grec que romain, ne s'est pas préoccupé de classer les gens en fonction du sexe vers lequel les poussaient leurs goûts érotiques. Tolérance

donc, bien attestée jusqu'à... l'établissement du christianisme sous l'influence duquel auraient été prises, du troisième au sixième siècle, les premières mesures répressives. Mais pourquoi privilégier ici, en l'isolant, le phénomène « christianisme » ? Ces trois siècles ne sont-ils pas aussi, et sans doute d'abord, ceux de la crise du monde romain, du passage d'une société urbaine, où la prééminence du politique protège les individus, à une société rurale, où c'est le groupe familial qui est la référence essentielle ?

Ce modèle anthropologique propose une explication moins idéologique que l'argument du judéo-christianisme. On ne voit d'ailleurs pas pourquoi — même en admettant que le monde juif soit violemment anti-homosexuel — les chrétiens auraient suivi le

judaisme sur ce point précis, alors qu'ils rejettent les prescriptions alimentaires ou la circoncision.

Que le christianisme primitif n'ait pas fait bon ménage avec la sexualité, on le sait aussi. Mais cela ne signifie pas une hostilité particulière pour l'homosexualité, et Boswell établit qu'il existait aussi une tradition d'attitudes tolérantes et même positives envers l'amour et l'érotisme. Cette tradition s'épanouit avec la renaissance des villes des onzième et douzième siècles. C'est en son cœur que se situe l'épisode, évoqué plus haut, des évêques homosexuels.

On assiste alors à une explosion de la littérature amoureuse. Elle dépeint des chevaliers épris de dames lointaines... ou d'autres chevaliers. Certains moines, comme saint Anselme du Bec ou

L'histoire des mentalités qui allie des chiffres et des courbes pour mesurer les attitudes collectives à certes produit de beaux résultats, mais ne s'est pas montrée capable de pénétrer la pensée, la sensibilité, la vision du monde des hommes d'autrefois. Le temps est donc venu de tenter autre chose.

Darnton propose de troquer les masses des données contre des expressions individuelles susceptibles de dévoiler le langage général dans lequel elles s'insèrent. Ce détour de l'histoire culturelle par l'anthropologie est bien l'objet de cet ouvrage, dont les différents chapitres s'organisent chacun autour d'un texte particulier, lequel est inscrit dans un contexte qu'il s'agit justement de découvrir : la ville telle que se la figure un bourgeois de province, le monde intellectuel vu et « noté » par un commissaire de police, ou la stratégie épistémologique de l'*Encyclopédie* que traduit le *Discours préliminaire* de d'Alembert.

La ruse et la paillardise

La « matière », on le voit, est bien traditionnelle. Ce qu'elle apporte, disons-le franchement, ne réserve pas non plus de grandes surprises : la vision strictement corporative de la société urbaine, la méfiance d'un bourgeois aisé à l'égard de la noblesse, sa crainte de la « populace », ses aspirations à la noblesse sociale, autant de traits qui nous sont familiers, grâce notamment aux... historiens des mentalités. Il en va de même pour la sociologie de l'intelligentsia d'Ancien Régime et ses rapports ambigus avec le pouvoir, sujet que Darnton lui-même a largement renouvelé il y a quelques années déjà.

Plus inattendus me paraissent les essais qui ouvrent le livre. Pour saisir l'univers des Français d'il y a deux siècles, Darnton y prend des biais insolites : celui, par exemple, des contes pour enfants que l'on racontait dans les foyers villageois. Ces narrations « typiquement françaises » aux intrigues familiales laisseraient entrevoir toute une « mentalité » qui l'est moins : elles violent allègrement bien de nos tabous actuels — la sodomie, l'inceste, le cannibalisme — que les *Contes de ma mère l'Oye* préféreraient déjà couvrir d'un voile pudique. Elles révèlent une réalité dure, immuable, où la ruse, la méfiance, la fourberie, mais aussi le rire et la paillardise offrent aux faibles la seule arme disponible pour affronter les puissants.

Toutefois, il ne s'agit ici ni de reconquérir le monde, ni de bouleverser l'ordre social. L'embarras que l'on suppose aux vieillards paysannes n'est libéré que parce qu'elle contient implicitement sa part de résignation à l'inéluctable retour des choses.

Ce constat trouve une éclatante et cruelle illustration dans le récit du massacre des chats, commis par quelques apprentis et compagnons imprimeurs dans le Paris des années 1730 : une revanche d'ouvriers malmenés par leur maître, mal nourris, mal logés, chaque nuit réveillés par les chats du voisinage. C'est une revanche en deux temps : on importune l'imprimeur et sa femme par des miaulements nocturnes, imités avec talent par l'un des ouvriers ; puis, sur l'ordre du maître exaspéré, on passe à la chasse aux félins qui visent en premier lieu la Grise, la chatte adorée de madame. La tuerie est précédée par un simulacre de procès, avec des gardes, un confesseur, un bourreau.

Déclarés coupables, les chats se voient administrer les derniers sacrements avant d'être pendus sur une potence improvisée. La scène provoque la colère du bourgeois et le désespoir de son épouse. Elle va nourrir encore longtemps l'hilarité des ouvriers, qui vont la rejouer sur le mode de la parodie, pour retrouver les frissons du spectacle original.

Cette trame de violence et de rire renferme tout un échec de métaphores que Darnton cherche à dénouer : sorcellerie, pouvoir occulte, sexualité, autant de symboles incarnés par la figure du chat et que les compagnons manipulent et redistribuent à travers la scène du massacre. Le supplice de la Grise est ce détour symbolique qui permet d'agresser le maître, violer sa femme, venger la maison et le système aux géométries, mais sans aller jusqu'au bout et sans être puni.

L'exercice est brillant. Mais il se fonde sur un texte rédigé trente ans après les événements, ce qui ne va pas sans problème : toutes les virtualités d'un symbole sont-elles, à tout instant, exploitées par ceux qui les manient ? Du drame au récit, sont-elles restées les mêmes ? Darnton reconnaît la difficulté, mais sans vraiment la résoudre. Au fond, son livre indique une voie plus qu'il ne propose une méthode. L'histoire qu'il suggère, fera rêver plus d'un historien désireux de mieux comprendre une culture dans son contexte. Elle attend encore une règle du jeu.

RAN HALÉVI

★ LE GRAND MASSACRE DES CHATS, ATTITUDES ET CROYANCES DANS L'ANCIENNE FRANCE, de Robert Darnton. Traduit de l'anglais par Marie-Alex Revellat. Laffont, 285 pages, 95 F.

L'Eglise a-t-elle toujours réprimé l'homosexualité ? Oui, affirme Maurice Lever. Non, répond John Boswell, pour qui l'intolérance cléricale ne date que du XIII^e siècle.

Aelfred de Rievaulx déploie une poésie mystique où les tendres amitiés deviennent exemplaires de l'amour de Dieu pour l'homme. Et dans une véritable *gay subculture* on célèbre les amours de David et Jonathan. Des poètes chrétiens puisent dans la Bible les éléments d'une célébration de l'homosexualité.

Premiers bûchers

Or cette ère de tolérance, qui correspond donc au retour à une culture plus urbaine, se termine brusquement dans les premières décennies du treizième siècle. On entre alors, et alors seulement, dans l'ère de l'intolérance, qui n'est donc pas judéo-chrétienne, à peine médiévale, et, nous allons le voir, plutôt moderne.

On ne peut invoquer ici, comme pour les troisième et

sixième siècles, le passage à une culture rurale. C'est dans l'essor du pouvoir d'Etat, dans l'uniformité croissante des esprits et des institutions qu'il faut chercher une explication : le treizième siècle est le siècle des monarchies, des universités, de l'inquisition, des sommes théologiques et juridiques. Il n'y a plus de place pour le déviant, l' incontrôlé. D'autant plus que deux menaces pèsent sur la chrétienté : l'islam (et avec lui le judaïsme), et l'hérésie. Leurs adeptes ont rapidement été désignés comme sodomites. Les exclusions se rencontrent et se recroisent : au milieu du treizième siècle, les premiers bûchers se dressent ; il n'y a plus de littérature « gay », et l'opinion, majoritairement, rejette les homosexuels.

Vox populi, vox Dei ? Cette maxime n'a jamais été celle des théologiens. Et c'est autour de l'idée de nature, qui n'a rien de biblique ni de judéo-chrétien, que va être théorisé ce mouvement de moralité populaire. L'homosexualité devient, définitivement, « contre-nature ». Tous les éléments de l'intolérance moderne sont en place. Elle est promise par l'Etat, soutenue par le peuple, et fondée en raison par les intellectuels.

Chronique scandaleuse

Il est alors difficile de souscrire aux affirmations péremptives de Maurice Lever qui, prenant la suite chronologique de Boswell dans un livre de facture il est vrai très différente, voit dans l'épisode biblique de Sodome « l'origine de la malédiction qui, depuis deux millénaires, pèse sur les homosexuels », fait du Lévitique « un texte fondateur », et pense que « de tout temps l'homosexualité fut assimilée à l'hérésie ». C'est l'illusion d'optique, trop fréquente, de l'observateur

installé sur les quatre cents dernières années de notre histoire, et qui voit en un raccourci saisissant les deux mille ou trois mille ans qui ont précédé. Maurice Lever a évidemment une excuse majeure, c'est que les contempteurs de l'homosexualité ont privilégié, dans la tradition biblique et chrétienne, tout ce qui pouvait aller dans leur sens. Mais l'historien doit s'efforcer de corriger cette lecture.

L'intérêt que l'on peut trouver à ces *Bûchers de Sodome* n'est d'ailleurs pas du côté de ses présumées théories ; il réside plutôt dans la chronique scandaleuse, tantôt brillante-tantôt sordide, des « infâmes » sous l'Ancien Régime. Un itinéraire qui nous mène de la cour du Vatican au seizième siècle aux culs-de-basse-fosse du Grand-Châtelet de Paris au dix-huitième siècle. On rencontre ainsi le gotha de l'homosexualité moderne, qui échappe largement à la répression, tandis que l'éclat des supplices est réservé aux misérables.

Derrière ces deux livres, une nostalgie et une protestation d'innocence. Le premier disculpe la religion du péché de répression de l'homosexualité au terme d'une analyse savante ; le second l'accable comme si la cause était entendue. Le tumultueux dialogue de l'homosexualité et de la religion n'est pas terminé. Il n'est d'ailleurs sans doute qu'un aspect d'une plus vaste quête d'identité.

MICHEL SOT

★ CHRISTIANISME, TOLÉRANCE SOCIALE ET HOMOSEXUALITÉ. LES HOMOSEXUELS EN EUROPE OCCIDENTALE DES DEBUTS DE L'ÈRE CHRÉTIENNE AU SEIZIÈME SIÈCLE, de John Boswell, traduit de l'anglais par Alain Tachet, Gallimard, Bibliothèque des histoires, 522 p., 250 F.

★ LES BUCHERS DE SODOME, HISTOIRE DES « INFÂMES », de Maurice Lever, Fayard, 426 p., 95 F.

Un prêtre chez les homosexuels

« CETTE homosexualité que je n'ai pas choisie devait être un élément dynamique ou alors la désespérance qui ne peut mener qu'au suicide. J'ai réussi à en faire un élément dynamique. Cela m'a permis de découvrir des êtres et des choses que je n'aurais jamais découverts si j'avais été comme le plus grand nombre... »

« J'ai rencontré un être avec lequel nous construisons un amour vrai, profond, corps et âme. Notre recherche de l'un par l'autre est-elle donc si scandaleuse que l'Eglise soit contrainte de nous condamner ? N'y a-t-il pas aussi dans cet amour une recherche de ce que peut être l'amour entre Dieu et ses créatures ? »

Ainsi s'exprime un des nombreux homosexuels chrétiens auprès desquels Xavier Thévenot a mené une enquête. Contre les normes intemporelles de la morale, il entend partir de sa longue expérience de prêtre parmi les

homosexuels. Son livre rassemble d'étonnants témoignages.

D'où il ressort, entre autres, qu'un homosexuel chrétien seulement sur dix ressent ses pratiques amoureuses comme coupables et qu'un sur cinq n'hésite pas à juger que sa conduite érotique le rapproche de Dieu. Cette approche phénoménologique est doublée d'une étude critique des apports de la science contemporaine, qui confirme qu'il existe « des personnes structurées de façon homosexuelle ». Ce que Thomas d'Aquin ne soupçonnait peut-être pas. C'est à partir de là qu'il faut relire la Bible et la Tradition.

Dans la Genèse, il y a une reconnaissance d'un lien entre l'altérité divine, origine de la création, et l'altérité sexuelle, sommet de la création. L'homosexualité est donc désordonnée, tant de la création que de la relation de l'humanité à Dieu. Voilà le fondement de la condamnation qui n'est qu'accessoirement à chercher du

côté de l'épisode littéraire de Sodome des sentences du Lévitique habituellement invoquées.

Pris entre le « vécu » des homosexuels et la parole révélée, le théologien moraliste traite l'un et l'autre avec un égal sérieux et une même sympathie, au sans fort du mot.

Au terme d'un parcours ouvert à toutes les interrogations existentielles et scientifiques, l'auteur rejoint néanmoins la conviction de fond de la tradition chrétienne : l'homosexualité est une forme a-normative de sexualité. Mais ce n'est pas parce qu'elle est inférieure comme on le dit trop souvent ; c'est parce qu'elle refuse la dialectique de l'autre et du même qui, dans le domaine de la sexualité comme en bien d'autres, permet l'accession des personnes à l'épanouissement.

M. S.

★ HOMOSEXUALITÉS MASCULINES ET MORALES CHRÉTIENNES, de Xavier Thévenot. Ed. de Cerf, 115 F.

● POLITIQUE

La dictature de l'opinion

Bernard Rideau publie un « discours de la méthode » à l'intention des futurs présidents de la République.

SELON Bernard Rideau, les princes qui nous gouvernent n'ont que « l'illusion du pouvoir », comme l'indique le titre de son livre : le véritable maître du jeu est aujourd'hui en France l'opinion publique qui, non contente de sanctionner le régime en place à l'occasion de chaque échéance électorale, exerce désormais sur lui, par l'intermédiaire des sondages, un contrôle de tous les instants. Le nouvel élu, affirme Bernard Rideau, « se trouve placé sous surveillance », son pouvoir est « celui que le peuple lui accorde au jour le jour ». « L'élection légalise », explique encore l'auteur, alors que « l'opinion légitime ».

Bernard Rideau, qui fut chargé de la « communication » de Valéry Giscard d'Estaing à l'Elysée de 1975 à 1981, ne se pose pas en moraliste : à aucun moment il ne s'indigne de l'influence que peuvent avoir les humeurs changeantes de la « plèbe » sur la définition d'une politique. C'est en praticien qu'il constate que depuis près de vingt ans « aucun président de la République n'a pu échapper à cette emprise : le jugement de l'opinion », et c'est en spécialiste encore qu'il étudie les relations entre le chef de l'Etat et la volonté populaire au cours des quatre « septennats » de la V^e République, avant de prodiguer quelques conseils à l'actuel titulaire de la fonction et aux futurs candidats à sa succession.

Bernard Rideau observe que trois phases caractérisent chacun des mandats présidentiels. C'est d'abord « l'état de grâce ». L'expression est de François Mitterrand, mais tous les occupants de l'Elysée ont connu cette période d'euphorie qui suit la victoire : pour de Gaulle, elle s'est achevée en février 1963 avec la grève des mineurs, pour Pompidou en mars 1972 avec le référendum sur l'Europe, pour

Valéry Giscard d'Estaing en mars 1976 avec les élections cantonales. Pour François Mitterrand en juin 1982 avec la deuxième dévaluation du franc au moment du sommet de Versailles.

La « quête de reconnaissance »

Viennent ensuite la « course-poursuite » (ce que les socialistes ont baptisé « reconquête de l'opinion ») et la « quête de reconnaissance » qui, pour les trois premiers présidents et aussi, selon Bernard Rideau, pour le quatrième, a conduit au rejet.

Sans entrer dans le détail de ces péripéties, notons tout de même que l'approche particulière de l'auteur donne de cette époque une vision originale. L'examen des sondages montre, par exemple, qu'en termes de popularité de Gaulle a beaucoup plus souffert de ses déclarations de 1967 sur Israël (« un peuple sûr de lui et dominateur ») et sur le « Québec libre » que des événements de mai 1968, et que la « vraie rupture » de Valéry Giscard d'Estaing avec l'opinion a eu lieu en février 1979 quand furent annoncées vingt mille suppressions d'emploi dans la sidérurgie.

Attentif à bien distinguer le « message » lui-même de sa méthode de transmission (qui seule relève du professionnel de la communication), Bernard Rideau analyse avec finesse des facteurs aussi importants dans la construction de l'image présidentielle que les conditions mêmes de l'élection au suffrage universel, le partage des tâches entre le président et le premier ministre, la notion de domaine réservé, le rôle des institutions et, d'une façon plus générale, les « règles non écrites » qui commandent le comportement du chef de l'Etat s'il veut échapper au discrédit. L'auteur propose également quelques solutions pour limiter les effets de ce contrôle populaire (telles que la réduction de la durée du mandat présidentiel et l'introduction de la proportionnelle aux législatives — sur ce point, les décisions du gouvernement sont allées au-delà de ses vœux !).

Ces solutions apparaissent pourtant bien modestes face à un tel phénomène. C'est peut-être la faiblesse de ce travail — outre quelques erreurs factuelles (1) — de ne pas s'interroger davantage sur la manière dont se forme ce qu'on appelle l'opinion, notamment à travers les médias, mais c'est assurément son mérite de suggérer, dans un style clair et vivant, toute une série de questions qui mettent en jeu jusqu'aux fondements de la démocratie représentative.

THOMAS FERENCZI.

* L'ILLUSION DU POUVOIR, de Bernard Rideau, La Table ronde, 280 pages, 82 F.

(1) François Mitterrand, alors ministre de la jeunesse et des sports, n'a pas été précipité dans la piscine qu'il venait inaugurer à Nanterre en janvier 1968 : son altercation avec Daniel Cohn-Bendit est restée purement verbale. D'autre part, Pierre Mendès France n'a pas pris la parole au stade Charléty en mai 1968, et Michel Rocard a adhéré au PS en 1974, non en 1973.



Dessin de CAGNAT.

Chronique de la guerre scolaire

Gérard Leclerc a enquêté sur une querelle qui a mobilisé et divisé la France.

LE SPULEN est un animal à la fois fascinant et terrifiant. Ce n'est pas François Mitterrand qui dira le contraire. Le SPULEN (Service public, unifié et laïque de l'éducation nationale) figurait, parmi cent autres, dans les propositions du candidat socialiste à l'Elysée en 1981. Il a dû le maudire maintes fois, ce SPULEN, l'ancien candidat devenu chef de l'Etat ! Et aujourd'hui, encore, les arêtes de ce poisson immanquable doivent lui rester en travers de la gorge.

On a dit que l'affaire de l'école privée (1982-1984) avait été la plus grave erreur du septennat de M. Mitterrand. Celle qui valut à l'élu du « peuple de gauche » la mobilisation intense, décisive et finalement victorieuse, du « peuple de droite ».

Une succession d'erreurs d'appréciation, comme le prouve la lecture du livre de Gérard Leclerc *La Bataille de l'école*, chronique d'une guerre qui ne fit pas de morts mais mobilisa la France durant des mois. Le poids conjugué de l'histoire et de l'idéologie explique la succession des faux pas et des tactiques ruineuses.

Du programme de 1981 au retrait de la loi Savary, en juillet 1984, il s'est écoulé un peu plus de trois années. C'est peu au

regard de l'éternité des siècles. C'est énorme si l'on mesure l'évolution des esprits entre ces deux dates. En 1981, la gauche laïque pensait que la gauche au pouvoir intégrerait l'école privée au dispositif de l'école publique. Aujourd'hui, elle sait — toute la gauche sait — que c'est impossible à vue humaine. Tout simplement parce qu'on ne peut pas toucher à l'école dite « libre » sans heurter de front une conscience sinon de classe, du moins « d'école », une identité sociologique et psychologique dont la ferveur, la force et la popularité ont eu l'occasion de se manifester, au sens littéral du mot, avec le point d'orgue du 24 juin 1984 à Paris, sorte de défilé de la victoire au terme d'une guerre civile « sèche ».

Les « deux héritages »

Gérard Leclerc, journaliste au *Quotidien de Paris*, où il suit à la fois les questions d'éducation et de religion — en l'occurrence, ça tombait bien... — a été pour son journal l'observateur passionné de ce long débat. Ses préférences ne sont pas masquées. Il a mis sa plume au service du camp qui, finalement, devait l'emporter, et son livre en témoigne. Chroniqueur attentif des mille et un épisodes de cette querelle à rebon-

dissements, Gérard Leclerc en a rencontré tous les acteurs principaux dont il fait des portraits vivants et efficaces.

La cause et la loi

La thèse de l'auteur est qu'on est passé, en raison des surenchères de certains socialistes (notamment au Parlement), à côté de cette fameuse « chance historique » que le cardinal Lustiger appelait de ses vœux. Il décerne à Alain Savary, le ministre chargé de ce dossier explosif, un brevet de bonne conduite, estimant que si l'on en était resté à ses intentions (et à ses projets) un équilibre aurait été trouvé, accordant les modérés des deux camps. Pour Gérard Leclerc, les hésitations du chef de l'Etat, déchiré personnellement par les « deux héritages » (le chrétien et le socialiste) dont il est porteur, expliquent qu'on en soit arrivé, au lieu d'apaiser les passions, à les provoquer maladroitement.

Dans son éloge de M. Savary, Gérard Leclerc explique que le ministre avait fait le pari du pragmatisme, estimant que si l'idéologie s'en mêlait on n'en viendrait jamais à bout. Le tort de M. Savary fut sans doute de croire qu'on pouvait, sur un pareil sujet, être seulement pragmatique et ne pas réveiller le lion

qui dormait. D'un bout à l'autre du débat, l'idéologie a régné dans les deux camps. Aucun autre sujet ne pouvait peut-être susciter tant de crispations et de réflexes d'autodéfense, car il s'agissait des enfants, et non pas d'un débat technique. « L'opinion est toujours étrangère aux débats législatifs », écrit Gérard Leclerc, elle se mobilise pour une cause.

La cause, en l'occurrence, c'était l'enfant. Le peuple des parents, apeuré par l'idée qu'il se faisait des projets de la gauche (ils veulent nationaliser les cerveaux de nos enfants), n'a pas cherché le compromis : il a cherché la défaite de l'adversaire. Réflexe passionnel, assurément, mais point surprenant pour qui connaît l'histoire tourmentée des rapports entre les catholiques et l'Etat. Charles Péguy, cité par l'auteur, avait bien compris — avant la gauche qui désormais le sait — que « les crises de vie sociales s'aggravent, se ramassent, culminent en crises de l'enseignement, qui semblent particulières ou partielles, mais qui en réalité sont totales parce qu'elles représentent le tout de la vie sociale ».

BRUNO FRAPPAT.

* LA BATAILLE DE L'ECOLE, par Gérard Leclerc. Demot, 334 p., 98 F.

RÉGINE DEFORGES

Il est un coin du Poitou dans lequel coule une rivière qui, tour à tour, prend des allures de torrent puis se pavane un peu plus loin comme une Loire paresseuse : elle s'appelle la Gartempe. Sur ses rives, j'ai rêvé et pleuré. Elle a vu mes baignades d'enfant, mes navigations d'adolescente, mes nostalgies de femme. Elle n'était que cris et rires et jeux d'eau du temps de Blanche et Lucie, elle fut fuite et refuge au moment du Cahier volé et devint synonyme de tendresse, de la vie qui passe doucement, banale, dans les Enfants de Blanche.

Régine Deforges

RÉGINE DEFORGES

Sur les bords de la Gartempe



romans
Fayard

456 pages
95 F

FAYARD

● LETTRES ÉTRANGÈRES

VOYAGE
EN LITTÉRATURE
AUSTRALIENNE

Pour découvrir
et comprendre
l'Australie,
il faut lire
Patrick White,
Nancy Cato
et Bernard Cohen.
Leurs livres
sont le moyen
de transport
le plus rapide.

Sur le plan culturel, l'Australie - qu'on appelle familièrement « Aussie » - se rapproche peu à peu. Ce n'est pas trop tôt ! En dix années, quelques progrès ont été accomplis. La télévision parfois, le cinéma de temps à autre, certains journaux et divers éditeurs pépiciques (notamment les Presses de la Renaissance) y ont contribué. Mais nous sommes loin de compte si l'on veut bien admettre, comme le foot d'enthousiasme les aussiephiles, ces happy fous, qu'il existe entre les formes de culture spécifiquement australiennes et les françaises, qu'il s'agit de gastronomie, de sociabilité ou de littérature, des affinités, des correspondances particulières. La distance et divers obstacles, pas tous matériels, en retardant seuls la prise de conscience.

Le mieux est d'y aller voir. Les tarifs aériens ont plutôt tendance à baisser, du fait même que les passagers sont de plus en plus nombreux.

Métropole bantérienne qui semble prête à prendre le large, Sydney l'océane, avec sa baie sillonnée de ferries, où luisent sous la lune les coques de l'Opéra, est un havre littéraire.

C'est en venant du large qu'il faudrait l'aborder, comme autrefois : passer entre les Heads, ces deux éminences rocheuses qui marquent le goulet ; longer les flots de la rade - celui du Requin, celui de Pine-Tripes (Pinchut, où la faim venait à bout des convicts les plus récalcitrants) - pour aboutir à Circular Quay où accostent les paquebots, bélas ! lassables parmi les espèces en voie de disparition, et d'où ils repartent au son des fanfares.

A la recherche
d'un écrivain perdu :
Paul Wenz

La littérature, méconnue, discrète ou célébrée, il suffit de l'aimer un peu pour la retrouver fidèle à sa nature d'exception dans les pages du *Bulletin*, cet hebdomadaire centenaire qui incarne la vitalité, ou dans celles du *National Times*. On peut aussi déjeuner, dans un de ces restaurants pleins de souvenirs qui transcendent l'endroit où l'on mange (très bien, d'ailleurs) : ainsi chez Len Evans, co-compagnie de Geoffrey Dutton, grand artisan des lettres australiennes qu'il évoque dans son ouvrage essentiel : *Shaw on the Saltbush* (Penguin). Ou, autre bonne adresse, à E.J.'s, sous le portrait de Marcel Proust qu'a rapporté d'Illiers-Combray un écrivain tout à fait hors série, hors concours, hors pair : Frank Moorhouse. Il est permis d'espérer que l'ouvrage traduira et publiera bientôt en français celles de ses histoires que Dusan Makavejev, le metteur en scène de *Sweet Movie*, vient de porter à l'écran dans un film qui s'appelle *The Coca-Cola Kid*. Le livre (*Selected Stories*) a été édité par Angus et Robertson.

En plein bush australien, c'est du champagne Krug qu'en 1898 Paul Wenz débouche pour célébrer la construction de « Namina », sa maison. Une belle demeure qui subsiste aussi belle

aujourd'hui, par les soins de la famille Bruce, au cœur d'une région de culture et d'élevage, à 300 à 400 kilomètres à l'ouest de Sydney. C'est là que vint le voir son ami Jack London, dont il a traduit *l'Amour de la vie* (Christian Bourgois). C'est là surtout que, seul écrivain franco-australien d'une certaine valeur littéraire, Paul Wenz donna le jour à ses nouvelles et romans, six volumes comme on l'en a fait de semblables, auxquels s'ajoutent d'autres ouvrages et des inédits. Un jour viendra, bientôt sans doute, où l'on se rendra mieux compte du phénomène : un observateur des plus fins, créateur fécond, averti des réalités du travail, sensible aux élans du cœur, s'avère non seulement l'introduit privilégié de l'Australie auprès de lecteurs français, mais encore un romancier incontestablement plus doué que son condisciple de l'Ecole alsacienne, André Gide. Paul Wenz est mort à soixante-dix ans, en 1939 ; au modeste musée local subsiste son portrait, par Laurens, et dans la resserre de la menuiserie municipale, on trouve, sous une bonne couche de poussière, cent ou deux cents livres qui lui avaient appartenu (*Madame Bovary*, relu décembre 1921).

La majeure partie, grâce au ciel et à Nettie Palmer (célèbre écrivain du cru en son temps), se retrouve à la Mitchell Library, équivalent de la BN à Sydney. Là aussi a été préservé l'album de photos prises par Paul Wenz au fil des semaines, et retraçant la naissance de « Namina » depuis le site ou la rivière aux grands eucalyptus (la Laehlan), avec le tas immense de briques préparées sur place, jusqu'à cette fameuse caisse de champagne Krug, apportée par deux squatters (propriétaires terribles), vêtus avec un soin irréprochable, Paul Wenz et son cousin Krug sans doute, ou un autre membre de la famille (1).

La gloire de Patrick White

La guerre, l'éloignement, ont lui plus que de raison à la renommée de Paul Wenz. Avec le prix Nobel, ce n'est pas la oortoriété mais la gloire qui a déferlé sur Patrick White. Et c'en est une amplement méritée que d'avoir ainsi ennobli la démocratie culturelle aussie.

Avec Patrick White, l'homme de lettres devient l'homme des lettres de noblesse. On comprend qu'aucun autre titre ne vaille à ses yeux et qu'il ait renvoyé l'unique décoration qu'il avait acceptée (*Order of Australia*). Ce genre de détail se trouve dans son autoportrait, baptisé, avec un air achevé de l'ambiguïté, *Défauts dans le miroir* (voir ci-contre la critique de Gabrielle Rolin).

Patrick White donne l'impression d'un être d'habitudes et d'un travailleur, ni novice ni même noctambule : « Le grand matin à toujours été le meilleur moment de la journée. » Assurément, cet homme ne se berce pas d'illusions : « On parvient à un point où l'on a tout possédé et ce tout équivaut à rien. »

Une œuvre comme celle de Patrick White, pourtant, ce n'est pas rien ! La réédition d'*Une ceinture de feuilles*, chez Gallimard,

fournit une occasion idéale d'y pénétrer plus avant ou même de l'aborder. Ce roman de grande envergure raconte, avec au début une lenteur savante et délibérée, puis avec fougue et violence, la vie et les aventures inattendues d'Helen Roxburgh, une jeune femme des années 1830. Mariée à un homme plus riche et plus âgé qu'elle (grand lecteur de Virgile), venue jusqu'en la Terre Van Diemen qu'on appellera plus tard Tasmanie. Regagnant l'Europe, elle échappe au naufrage de son bateau, mais son mari est tué par les aborigènes et elle devient leur esclave. Un forçat évadé la sauve. Elle retombe avec lui en pleine sauvagerie, supportant des épreuves et étonnantes des jouissances qu'elle n'aurait jamais pu imaginer. Lorsqu'elle retrouvera le monde civilisé, plus rien n'y reprendra sa place.

Les étoiles
de Nancy Cato

L'Australienne, de Nancy Cato, a beaucoup plu en France et pour d'excellentes raisons. Voici à présent ses *Etoiles*, qui, pour être du *Pacifique*, n'en brillent pas moins sur nos rivages. La raison en est simple : il ne s'agit pas d'un best-seller de carton-pâte, mais d'un roman foisonnant, qui met en scène des personnages vrais, abonde en temps forts et détails intéressants, donne une ample idée de l'Australie et dégage même des perspectives nullement banales sur notre sort à tous. Une fois qu'on s'est plongé dans ce roman, on ne peut plus se passer de lui.

lecture, on est arrivé au bout de ces cinq cents pages denses et diverses, on mesure la maîtrise de l'auteur. Dans ce labyrinthe d'histoires à l'intérieur de l'histoire, le fil est facile à suivre et c'est à la fin, heureuse ou non, que l'on s'étonne du chemin parcouru. Les noms filent en cascade, ainsi que les prénoms, chez ces Anglo-Saxons, Mélanésiens, Aborigènes et Portugais.

Songez à ce qu'il a fallu d'êtres humains, d'expériences parallèles et conjuguées de génération en génération et d'innombrables particularités pour en arriver à ce roman qui échoue dans ses études mais a le courage de lutter contre la guerre au Vietnam. L'œuvre originale s'appelle en anglais *The Forefathers*, littéralement, les Ancêtres. L'ambition de Nancy Cato était de montrer quelle forêt cache un arbre généalogique. La réussite est complète, au point que l'on aimerait repartir en arrière, remonter aux sources.

Bernard Cohen
et l'état des lieux

Sans tapage, c'est quand même une véritable somme romanesque que nous propose Nancy Cato. Récemment parue chez Ramsay, l'étude de Bernard Cohen, bien que plus modeste par ses dimensions (moins de deux cents pages), couvre un champ considérable et rassemble données et commentaires d'un vif intérêt. Sur un air de fugue, s'il est vrai que l'Australie « est devenue un lieu d'oppression majeure

pour tous ceux qui veulent aller jouer sur la roue de la fortune », comme dit le prière d'insérer, Bernard Cohen se livre à des variations d'une virtuosité peu commune sur le thème australien. Il est informé, il comprend, il explique. Il dépasse allègrement le stade du folklore et du pittoresque pour donner du continent une vision actuelle. Il signale les 47 070 kilomètres de côtes, salue les percées technologiques, la télévision par satellite, Channel O avec ses émissions en vingt-huit langues destinées aux différentes communautés nationales. « L'origine du multiculturalisme australien remonte à 1972 et au gouvernement travailliste de Gough Whitlam... » Bernard Cohen voit dans l'amour du sur un geste existentiel, et confronte l'amié virile (*mateship*) avec l'homosexualité. Les Aborigènes ne sont pas oubliés : « L'Australie ne connaît donc jamais l'esclavage et les tentatives de liquider ses premiers habitants se heurteront toujours à de fortes résistances morales, jusqu'à susciter à la fin du vingtième siècle une véritable réhabilitation du passé aborigène. »

Sans mettre au rancart le numéro spécial d'*Autrement*, ni surtout le beau travail de Xavier Pons (*L'Australie*, Éditions Complexe, Bruxelles), l'état des lieux brillamment dressé par Bernard Cohen s'avère désormais indispensable aux Français désireux de mieux comprendre l'Australie.

Et puis, il aime, Louis Braquier, poète français qui a vécu là-bas (2).

Parfois, en regardant la nuit et les lumières
De la rade où dorment des
formes de cargos,
Je me sentais au bord d'un
vaste continent...
(Eau douce pour navires,
NRF).

Lecteurs, spectateurs, voyageurs, nous sommes au bord de l'Australie, à deux doigts d'y découvrir la culture, après avoir apprécié l'exotisme. Il serait dommage que nous en restions là.

JEAN-PAUL DELAMOTTE.

(1) Paul Wenz (1869-1939) auteur de nouvelles et de romans écrits en français mais d'inspiration purement australienne (*Contes australiens*, le *Pays de leurs pères*, l'*Homme du soleil couchant*, le *Jardin des coeurs*, l'*Éclaireur*, etc.).

(2) Louis Braquier (1900-1976), poète français qui vécut plusieurs années en Australie (*Eau douce pour navires*, Gallimard, 1930). Association Louis-Braquier, 12, rue Louis-Braquier, 1972. Saint-Mitre-la-Rempart, tél. (42) 80-99-62.

● *L'Australie et les poètes français*. - Poetry Australia, la principale revue australienne de poésie, a consacré un numéro double à la poésie française d'aujourd'hui. Yves Bonnefoy, Michel Bator, Bernard Noël, Pierre Oster, Jacques Bédet, Claude Vigée et dix autres poètes dont l'œuvre compte pour nous, ont été présentés et traduits par Ken Dutton. Cet ouvrage remarquable peut grandement contribuer à une meilleure connaissance de notre culture dans le pays de langue anglaise. Il faut espérer qu'on le trouve dans les bibliothèques de l'Alliance française et de nos instituts culturels. Une telle œuvre méritait d'être signalée.

● *French Poetry Now*. Édition bilingue disponible à l'Association culturelle franco-australienne, 11, avenue de Latre-de-Tassigny, 92100 Boulogne. Tél. (01) 60-01-92 (50 F + port).

● *Rencontres Australie-Canada à Toulouse*. - L'Université de Toulouse-Le Mirail vient de publier, sous le titre *Communications*, un recueil de communications littéraires consacrées à l'Australie et au Canada durant un colloque tenu sous ses auspices. Les lecteurs de l'Année de tous les dangers, de Christopher Koch (Presses de la Renaissance) y trouveront une contribution de ce romancier et une étude psychanalytique de Xavier Pons qui éclaire brillamment un aspect de l'œuvre, portée à l'écran par Peter Weir.

La vérité
en mille morceauxQuand l'écrivain australien
Patrick White brise le miroir
pour reconstruire son portrait

On peut être un prix Nobel de littérature (1), avoir écrit une dizaine de romans de haute culture et d'après violence et demeurer (en France du moins) un auteur pour initiés. On peut même, comme Patrick White, ne guère s'en soucier. Travailler pour une future génération d'Australiens, moins matérialistes, analphabètes, puritains, et considérer son œuvre comme une « offrande », une bouteille à la mer dont le hasard dira ce qu'il voudra. On peut encore, combler du paradoxe, concilier ce détachement exemplaire avec un engagement politique et demeurer « partisan des travailleurs, malgré le comportement parfois si stupide des chefs du parti... » car il y a, comme antidote, le souvenir des ouvriers d'autrefois, et, de loin en loin, la rencontre d'un héros digne d'eux.

Défauts dans le miroir, le dernier livre de White, tient plus du voyage en zigzag que de l'autobiographie. Soixante-dix ans d'expériences, de déboires, d'émerveillements, d'actions de grâces et de règlements de comptes, sont relatés dans un désordre apparent. On saute des parents terribles à la nurse tant chérie, et cet insatiable besoin d'aimer quelque un, quelque chose, sort de fil conducteur entre hier et aujourd'hui, l'épreuve des public schools anglaises, les boulingrings new-yorkais et la révélation de la Grèce, « cette longue rage désespérée, cette haine amoureuse », qu'elle inspire à ceux qui la comprennent ou s'y efforcent. Très peu pour lui, les prières sur l'Acropole ou les visites de musées. Au prestige de l'Antiquité, il préfère le présent (l'immédiat après-guerre) sordide et confus. Il a pour compagnon de route, complice, amant, Manot, Grec du Caire auquel sont dédiées ces Mémoires.

En toute candeur, mais non sans ironie, White se félicite de

GABRIELLE ROLIN.

(1) Patrick White a reçu le prix Nobel en 1973.

★ DÉFAUTS DANS LE MIROIR, de Patrick White, traduit par Jean Lambert, 327 p., 120 F.

★ UNE CEINTURE DE FEUILLES, de Patrick White, traduction de Jean Lambert, collection « Imaginaire », Gallimard, 427 p., 45 F.

Quelques
titres récents

- Nancy Cato : *L'Australienne* (All the rivers run), Presses de la Renaissance, 1983. Et *Les Étoiles du Pacifique* (The forefathers), Presses de la Renaissance, 1985.
- Rodney Hall : *In memoriam* (Just relations), Presses de la Renaissance, 1984.
- Christopher Koch : *L'Année de tous les dangers* (The Year of living dangerously), Presses de la Renaissance, 1985.
- David Malouf : *L'Enfant du pays barbare* (An Imaginary life), Lieu commun 1983.
- Colleen McCullough : *Les oiseaux se cachent pour mourir* (The Thornbirds), Et *Un autre nom pour l'amour* (An indecent obsession), Belfond.
- Aspects de la poésie australienne, poèmes choisis, traduits et présentés par Christine Michel. Édition bilingue. Sud (62, rue Saiote, 13001 Marseille), 276 p., 120 F.
- Écrire dans le désert, nouvelles australiennes présentées par Françoise Brégis. Revue Brèves, n° 15, 35 F. Ateliers du Gué, (11300 Villelongue-d'Aude).

Des essais

- *Australie, manières d'être aux antipodes*, par Bernard Cohen. Ramsay. Coll. « État des lieux », 192 p., 85 F.
- *L'Âge d'une nation* (Les écrivains d'Australie de 1788 à 1910, par Maryvonne Nedeljkovic. Publications de l'Université de Rouen (diff. PUF), 1982.
- *L'Australie et ses populations*, par Xavier Pons. Ed. Complexe, Bruxelles 1963. Du même auteur : *Henry Lawson, l'homme et l'œuvre*, Champion.
- *En Australie*, Guide bleu établi par Pierre Grundmann, Hachette.
- *Australie*, Ed. Autrement, 1984.



Était-elle inéluctable?

Y-a-t-il eu cohabitation entre protestants et catholiques ? Jean Quénart, professeur d'histoire à l'Université de Rennes II, montre avec brio comment les deux Églises ont vécu cette confrontation.

124 pages - 72 F

Desclée de Brouwer

DOCUMENT

Comment te nommer Liban ?

Huit livres pour essayer de comprendre le drame d'un pays déchiré et dévasté.

AU fur et à mesure que s'accroît l'effroyable cyclone libanais, des plumes de plus en plus nombreuses se délient pour donner une vision de la tragédie. Il ne se passe plus une semaine, parfois de jour, sans qu'un nouveau titre, pour s'en tenir à la production francophone, nous parvienne de Paris, de Beyrouth ou d'ailleurs. On en est réduit à signaler les plus saillants.

« Comment te nommer, Liban ? » C'est sous l'invocation de ce beau vers puisé au *Cérémonial de la violence* d'André Chénedid (1), dont le complément est « Comment ne pas te nommer ? », que Christian Troubé a placé son livre. Ce jeune journaliste de la Vie a choisi la voie originale, quand il s'agit de la guerre du Liban, de rester en coulisse et de faire parler des Libanais de divers bords, non extrémistes.

Le langage des politiciens

Confrère beyrouthin de Troubé, Samir Anhoury, dans son *Enfer familial*, nous livre, en un français mélodieux, son témoignage vécu, *Journal de guerre* durant l'année cruciale 1983-1984, qui vit le Chouf se déchirer dans le sang et Beyrouth-Ouest découvrir le khomeinisme. C'est aussi l'occasion pour Anhoury de faire le procès d'un Etat libanais « bâti sur des malentendus consentis » et de mettre en relief « le langage des politiciens libanais distillant incompréhension et méfiance ».

Raymond Sayegh, né en 1939, enseigne depuis quatorze ans à l'Université libanaise. Déjà auteur de sept ouvrages, il publie cette fois un « essai de géopolitique, géopolitique et sociologie », consacré à la crise proche-orientale vue du Liban, et qui constitue une magistrale synthèse de la situation insaisissable prévalant au Levant depuis une génération. Ouvrage aussi clair que dense, qui a, en outre, le mérite de donner le premier tableau complet, en français, à notre connaissance, de tous les plans de paix au Proche-Orient de 1947 à nos jours.

Thom Sicking, né en 1940 aux Pays-Bas, jésuite au Liban depuis 1965, arabisant reconnu et également auteur francophone, dirige depuis 1980 l'Institut supérieur de sciences religieuses de l'université Saint-Joseph de Beyrouth. Il a choisi de voir le Liban sous son angle le plus prosaïque, au bon sens du terme : observer *in situ* et longuement la vie socio-économique et culturelle de deux villages de la plaine de la Bekaa. Un village maronite et un village chiite. Le Père Sicking apporte une foule d'éléments inédits et vivants qui font de son livre sans

doute l'un des plus originaux consacrés à la société rurale libanaise de notre temps.

Les chercheurs arabes et européens du Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain de Beyrouth (CERMOC) ont décidé, pour leur part, de scruter les bouleversements sociaux du milieu urbain dans la capitale libanaise, mais aussi à Tripoli du Liban, chef-lieu d'une vaste région où se mélangent encore musulmans et chrétiens malgré l'instauration progressive, par la contrainte, du fait de certains sommets, d'un genre de vie à l'iranienne. Outre ces deux cités libanaises, les jeunes chercheurs du CERMOC (Mona Charara Zacharia, Bachâr Chébarou, Waddah Charara, Sélim Nasr, Jean-Pierre Thieck, Michel Seurat qui a été enlevé le 22 mai à Beyrouth par le Dihad islamique, etc.) tracent aussi dans ce petit volume fort et ramassé les portraits contemporains du Caire, d'Alcp et de Casablanca.

Antoine Messara et Ahmed Beydoun, le premier chrétien, le second chiite, appartiennent tous deux, malgré la différence de l'origine confessionnelle, à cette jeune génération d'intellectuels proche-orientaux, pénétrés de leur identité communautaire mais attachés, souvent et c'est le cas ici, à travers une solide double culture arabe et française, à une liberté de jugement partout battue en brèche de nos jours dans leur région.

La « pudeur des communautés »

Dans son analyse du *Modèle politique libanais*, Messara se livre à une critique rigoureuse de cet « aventurisme en commerce et en politique qu'est le Libanais ». Mais de l'expérience d'un demi-siècle de pouvoir islamo-chrétien et, surtout, d'égalité juridique des

deux communautés, l'auteur retient les aspects positifs. Malgré ses imperfections, ce système permit au Liban de connaître un essor intellectuel dont Messara et Beydoun sont de bonnes illustrations.

Ce dernier, déjà connu comme poète arabophone, apparaît, avec la somme qu'il vient de publier sur *l'Identité confessionnelle et le temps social*, chez les historiens libanais modernes comme un philosophe de l'histoire, embrassant son sujet avec une érudition et une vision rarement rencontrées chez un écrivain de sa génération, libanais ou non.

A cette brassée d'ouvrages en prise sur les événements actuels, il manquait la touche de « patine historique » qu'apporte la réédition très opportune de la biographie libanaise d'une grande figure orientale : Fakhrédine II. De ce prince druze du Liban, si proche des chrétiens de son pays et de ceux d'Europe, que nous appelons Facardin, et qui, de 1572 à 1635, fut l'un des artisans de la patrie libanaise, Michel Chébli a tracé un portrait vif et bref où l'essentiel est dit, notamment l'émergence au Chouf il y a trois siècles de la famille féodale des Joumhlatt, toujours fidèle au poste en 1985... Comme quoi même ce livre sur une époque éloignée de nous apporte aussi un éclairage supplémentaire au drame contemporain du Liban.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

* Christian Troubé : *Comment te nommer Liban ? Des Libanais racontent la guerre*, éd. du Cerf, 227 p., 80 F.

* Samir Anhoury : *Un enfer familial. Journal de guerre 1983-1984*, éd. Naufal, Beyrouth (diff. L'Harmattan et Arvensse, Paris), 205 p., 75 F.

* Raymond Sayegh : *Les conflits dans les zones de crise : le Proche-Orient et le Liban*, éd. Denham, Mkallés (Liban) (diff. Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris), 264 p., 80 F.

* Thom Sicking : *Religion et développement : étude comparée de deux villages libanais*, éd. Dar-el-Machrek, BP 946, Beyrouth, 290 p. (avec photos), 72 F.

* Ouvrage collectif, *Mouvements communautaires et espaces urbains au Machrek*, éd. du CERMOC (diff. Sindbad), 173 p., 65 F.

* Antoine Nasri Messara, *Le modèle politique libanais et sa survie*, éd. Librairie orientale, BP 1986, Beyrouth (diffusion de cet ouvrage et des deux suivants par les librairies orientalistes), 335 p., 150 F.

* Ahmed Beydoun, *Identité confessionnelle et temps social chez les historiens libanais contemporains*, éd. Librairie orientale, BP 1986, Beyrouth, 610 p., 160 F.

* Michel Chébli, *Fakhrédine II Maan, prince du Liban*, éd. Librairie orientale, BP 1986, Beyrouth (avec illustrations), 160 p., 80 F.

(1) Flammarion, 1976.

SOLJÉNITSYNE

La vie russe avant la révolution, portrait en profondeur où des histoires d'amour croisent la grande Histoire... Nous retrouvons le grand "halluciné du réel" qu'est Soljénitsyne : voir par les yeux de chacun, suivre la respiration, la parole et l'hésitation de chaque être.

Georges Nivat, *L'Express*

Question : est-ce bien un roman que Soljénitsyne écrit ? Oui. Gigantesque, tumultueux comme notre époque. Avec, cette fois, une merveilleuse histoire d'amour en prime ; un roman dans le roman. Peut-être pour prouver à ses détracteurs que, ça aussi, il sait le faire ; peut-être parce qu'il le portait en lui depuis longtemps ; peut-être pour montrer que la beauté, la tendresse résistent parfois à la crétinerie universelle... Un Soljénitsyne, qui n'est plus celui des débuts ni celui des goulags, sort de l'ombre ; il sera simplement le plus grand romancier de son époque. Par-dessus le marché.

Georges Suttart, *Le Point*

ALEXANDRE SOLJÉNITSYNE

La roue rouge

deuxième roman

Novembre

SEIZ

Fayard Seuil

1088 pages
250 F

FAYARD SEUIL

Allez à l'essentiel !

Dans la mémoire du monde

En psychanalyse

Au Tibet

LE DERNIER JOUR

VOYAGES EXTRAORDINAIRES EN TRANS-CASPIENNE

LE CHEMIN DE L'HASSA

Lieu Commun

37, rue de Turenne, 75003 Paris. Diffusé par Calmann-Lévy.

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

L'air du temps

(Suite de la page 17.)

S l'intrusion de la politique dans le roman ressemble, selon l'image de Stendhal, à un coup de pistolet au milieu d'un concert, aucune détonation ne vient troubler le Vent du soir.

Non que le livre soit pur de tout préalable, car il en va de l'idéologie comme de la prose de Jourdain, et n'admettre aucune loi en histoire, c'est déjà prendre position ; mais le refus d'élucider et de prévoir les événements est observé avec rigueur. Ni Marx ni Freud ; ni personne. Les hommes s'aiment et meurent : voilà la seule règle admise par l'auteur parce qu'elle ne risque pas de se démoder, ni de contraindre les esprits.

En coin de tableau, le monstre de destins théorise volontiers autour de ses inventions. Selon lui, la passé ne fait qu'accroître les conditions de l'histoire à venir ; il ne suffit pas à l'expliquer. C'est l'inattendu qui a le plus de chances de survenir. Là-dessus, les romanciers d'aujourd'hui se font le pion aux futurologues.

L'auteur a des idées sur tout : les amours de femmes leides, la conception occidentale de l'éducation... Mais le temps, en général, ne cesse de le hanter. Le mot revient presque à chaque page, et la chose, si l'on peut dire, occupe le cœur du livre. C'est le personnage essentiel, tout-puissant. Les autres se définissent par rapport à lui et n'ont d'autre fonction, au bout du compte, que de mesurer son écoulement, ce qu'il fait éclater, ce qu'il érige, modifie, ruine.

Lorsqu'il prend fantaisie à notre fringant causeur de comparer les aristocraties anglaise et française, c'est encore dans leurs rapports avec le duré, dont la première s'arrangerait mieux, à l'en croire, que la seconde. De la religion du jeune juif Finkelstein, l'auteur retient surtout — non sans quelque envie, dirait-on, — qu'elle change le passé en avenir et les souvenirs en espoirs, alors que les vieilles familles chrétiennes d'Europe ne peuvent que décliner, leur Terre promise derrière elles.

COMMENT suggérer au mieux ce passage du temps ? Comment faire sentir qu'une histoire d'amour n'a pas la même consistance dans la France de 1789 que dans l'Inde des rajahs, à la cour de Frédéric II que sous la reine Victoria ?

On croit d'abord que Jean d'Ormesson va sacrifier au système : un simultanéisme à la Dos Passos revu par Sartre. Mais c'est mal le connaître. L'écrivain s'est toujours donné pour consigne de n'en suivre aucune, d'élire l'émble. Aucun fait ne découle d'aucun autre, c'est le bon vouloir des dieux qu'il se fait fort d'imiter ; l'ironie du sort. Avec cet objectif déclaré, pourtant : la hauteur, la macroscopie, le dix-neuvième siècle survolté avec l'optique du vingtième, à l'heure des photos-satellites ; et ce mélin pleins, en action depuis la Gloire de l'Empire : camper aux confins de la mémoire et de l'imaginaire, suturer le vrai et l'apocryphe, citer sans le dire, mentir à demi... A ce jeu, d'Ormesson est champion.

C'EST une marque de la « modernité », de Borges à Robbe-Grillet, de dégager de la liberté en jouant avec les références dont la littérature semble saturée. Jean d'Ormesson met une espérance d'arlequin vénitien à manier l'embrouille et la retouche inévitable, à prêter des lettres à Washington, des enfants à Verdi, des gondoliers à Byron, de poster sur la cortège funèbre de Hugo Madame Fargoude encainte de Jules Romains, ou d'assister lui-même au mariage de ses personnages, en garçon d'honneur de satin bleu !

Si j'osais un vœu, puisque, par chance, une suite s'annonce en deux volumes pour 1986 et 1987, et qu'elle n'est peut-être pas achevée, c'est que l'auteur tienne pour assimilées ses notions sur la temps-que-va, et modère un peu l'éparpillement, le sautillonnage, auxquels l'ont obligé les hautes branches de ses généalogies lointaines. Qu'avec le prochain tome il s'attache à moins de personnages, qu'il les fouille davantage, et qu'il les laisse chanter leur air. Moins de noms illustres, de commentaires étincelants, et plus de musique secrète, irremplaçable !

Il est vrai que le Vent du soir forme ouverture, et sous l'invocation de Verdi. Jubilation d'abord ! Elle est totale, et contagieuse.

★ LE VENT DU SOIR, de Jean d'Ormesson, Latès éd., 410 p., 89 F.

● PORTRAITS

Claude Louis-Combet, le moine de l'écriture

Pourquoi faire des livres lorsqu'on a la passion du silence ? Claude Louis-Combet donne des réponses qui intriguent autant qu'elles inquiètent.

AVEC son œuvre foisonnante, austère, excessive, Claude Louis-Combet occupe, parmi les romanciers d'aujourd'hui, un territoire peu commun. A travers la violence des fantasmes ou l'intensité de la méditation, il explore, jusqu'aux confins, l'expérience intérieure. Il vient de publier un récit, *Beatobata* — qui emprunte le détour d'un mythe étranger — et un essai, *Du sens de l'absence*, qui évoque, dans une écriture dépouillée, la passion du silence et du vide. Ce

sont, si différentes soient-elles, deux réveries qui témoignent de la même nostalgie des origines.

Venu du Lyonnais, Claude Louis-Combet vit en Franche-Comté. Chaque soir, comme s'il retrouvait le même monde nocturne, silencieux, il écrit, reprend le texte interrompu la veille. Le jour, il dirige un centre de formation des maîtres spécialisés pour des enfants handicapés. Auparavant, il enseignait la philosophie, après avoir consacré trois ans de sa jeunesse à la vie religieuse : « Une expérience très intense,



dit-il, et la rupture avec l'Eglise a été aussi quelque chose de très fort. J'ai vraiment coupé les ponts, notamment après avoir lu Nietzsche. Aujourd'hui, je suis un matérialiste insatiable, soucieux et un peu malheureux ».

Pour que Louis-Combet écrive son premier roman, *Infernaux Poluds* (1), il a fallu « dix ans d'incubation ». « Il y avait en moi, poursuit-il, toutes sortes d'interdits moraux. C'était, je crois, une autopsychanalyse qui tournait autour de la relation incestueuse à la mère. Quand l'ouvrage a été achevé et publié, en 1970, je me suis senti libéré d'une façon extraordinaire, et les publications se sont succédé ensuite de façon ininterrompue ».

« Une enfance épuisante et inépuisable »

On retrouve, à travers le lyrisme démesuré de *Voyage au centre de la ville* (2), l'obsession de la mère dévante. Dans *Marinus et Marina* (3), un narrateur déchiffre sa propre biographie à travers une légende : Claude Louis-Combet a été marqué par la lecture de Jung, qui lui a « fait reconnaître la permanence des archétypes de la conscience mythique ». *Marinus et Marina* marque aussi « un retour d'intérêt vers les légendes chrétiennes ». « Je vois dans les vies des saints, dit-il encore, une somme absolument extraordinaire d'imaginaire ».

« Dans Mères des croyants (4), j'ai voulu faire une « mythobiographie » d'Antoinette Bourignon, une mystique contemporaine de M^{me} Guyon, c'est-à-dire de la fin du dix-septième siècle. J'ai retenu dans sa biographie les éléments qui convergent avec mes propres fantasmes. J'ai travaillé pendant des années à ce livre avec une intensité, une concentration, une ferveur extrêmes. C'est pourquoi j'ai éprouvé avec *Beatobata* le besoin de prendre du recul, de montrer une apparence impossible ».

« *Beatobata* est une fiction. Pour les éléments historiques, comme l'action de Dèce, l'empereur romain (5), j'ai lu des

témoignages, des documents. Mais j'ai choisi de situer le récit en Pannonie, l'ancienne Hongrie, parce que c'est un pays dont il est très peu question dans les histoires romaines, et qui était certainement très sauvage, très arriéré. J'ai voulu en faire le point de convergence de toutes sortes de filiations religieuses : le martyre de *Beatobata* est ambigu, car il est sacrifié par le paganisme autant que par le christianisme ».

« Je suis beaucoup plus engagé dans *Du sens de l'absence*. Ce livre ravive la nostalgie de l'enfance, une enfance qui n'est localisée ni dans l'espace ni dans le temps, je dirais presque une enfance absolue. La destinée individuelle n'est que le piètement et la répétition de cette enfance épuisante et inépuisable. Là, je renoue un peu sans le dire, avec *Infernaux Poluds*. Tout le livre évoque le sentiment de rupture, d'exil, de dépossession d'un moi que hante la recherche de « lointains intérieurs » — des mots qui rappellent Michaux ».

Le vide et la plénitude

Ceux dont s'est nourrie la sensibilité de Claude Louis-Combet, ce sont les moines du Désert, les chevaliers de la Table ronde, les romantiques allemands. « Je me suis rendu compte assez récemment qu'on trouvait dans la tradition de l'Eglise orthodoxe, du côté de l'hésychasme (6), l'essentiel de ce qu'apportent les spiritualités d'Extrême-Orient : la rétention du souffle, l'anesthésie de la conscience à travers la prière du cœur, à la fois le vide et la plénitude. Si je pouvais disposer totalement de ma vie, je crois que le mant Aïchos me conviendrait assez bien ».

« Je ne me suis jamais senti bien dans ma peau. Je n'arrive pas vraiment à m'intéresser aux problèmes de notre temps. L'écriture me permet de m'évader de ma condition historique. J'aimerais mener une vie purement contemplative, mais, comme c'est impossible, je reste nostalgique. Il y a en moi la certitude que la dualité est la loi qui pèse sur nous : la matière et l'esprit sont dissociés, le masculin et le féminin se contredisent, la raison et le sentiment s'opposent ».

« Et je garde une aspiration viscérale, radicale, à l'unité, à la totalité. C'est comme la recherche d'un impossible salut ».

MONIQUE PETILLON.

★ DU SENS DE L'ABSENCE, de Claude Louis-Combet, Editions Lettres vives, 62 p., 55 F.

★ BEATOBATA, Flammarion, 118 p., 60 F.

(1) (2) (3) (4) Flammarion.

(5) Dèce, ou Decius, qui régna de 248 à 251, persécuta les chrétiens.

(6) Ecole de spiritualité occidentale.

La fascination de Joseph Kessel

(Suite de la page 17.)

Livre d'une Histoire vécue au jour le jour, récit de voyages, hommage à un homme boulimique d'aventure et d'écriture, cette biographie donne aussi envie de relire ou de découvrir Kessel, peut-être trop hâtivement tenu par la critique et le public intellectuels pour un écrivain mineur.

La coïncidence avec laquelle l'institution littéraire traite Kessel est-elle due à la méfiance qu'inspire son métier de grand reporter, comme si l'urgence du réel était incompatible avec les sages lenteurs de la création ? Ou, plus profondément, à la suspicion qui s'exerce à l'encontre de tous les nomades ? Car le destin de « Jef » est de ceux qui déconcertent les sédentaires et leur renvoient d'eux-mêmes une image rétrécie, provoquant le malaise, voire l'hostilité.

Juif russe, né en Argentine (en 1898), par hasard, Joseph-Elie Kessel n'a que dix-huit mois lorsque commence son errance. Ses parents retournent dans leur pays, viennent en France, en repartent pour la Russie, puis s'installent enfin, d'abord à Nice, ensuite à Paris.

« Jamais d'accord avec moi »

Il n'a que dix-huit ans lorsqu'il s'engage comme aspirant aviateur dans la première guerre mondiale. Son capitaine, Théobald Vachon, inspirera le personnage principal de *l'Equipe*, premier grand succès de Kessel (1923). Volontaire pour la Sibérie en 1918 (1), il passe par New-York, San-Francisco, Hawaii, avant d'atteindre Vladivostok, où il rencontre ceux qu'il décria dans *lo Sleppe rouge* (1922).

Son premier « papier » important est pour le très sérieux *Journal des débats* : Kessel y rend compte du 14 juillet 1919. L'année suivante, il part pour l'Irlande et, parmi les premiers, fait connaître au public la cause irlandaise dans le journal *la Liberté*. Dès lors, sa carrière de journaliste n'est qu'une suite de grands reportages. En 1929, il fait monter le tirage du *Matin* de 150 000 exemplaires en y publiant « Marché d'esclaves », après une enquête sur le trafic d'esclaves et un périple en mer Rouge avec Henry de Monfreid. Il en tirera un livre qui portera le même titre (2).

A la fin de la seconde guerre mondiale, Kessel est correspondant de guerre à Stuttgart, avant de recommencer à parcourir le monde, d'Israël en Inde, du Brésil à l'Afghanistan, sans cesse de publier. De cette œuvre, il retient surtout les quatre volumes réunis

sous le titre *Le Tour du malheur* (1950) : « C'est le livre auquel je suis le plus attaché, disait-il, j'ai fait le tour du malheur parce que je n'ai jamais été d'accord avec moi ».

C'est pourtant un autre roman, *le Lion* (1958), qui reste son ouvrage le plus connu et qui lui valut ce surnom, évoquant à la fois son allure de colosse, sa vitalité, sa force et son visage puissant, marqué par les excès d'alcool et de « voyages » en tout genre.

Juif de l'Europe centrale

Après *le Lion*, la consécration officielle s'ajoute à la célébrité que Kessel connaît depuis près de quarante ans. En 1962, il est élu à l'Académie française, où il prononce un discours de réception dont l'introduction est très remarquable : « Pour remplacer le compagnon dont le nom magnifique (le duc de la Force) a résonné glorieusement pendant un millénaire dans les annales de la France, qui avez-vous désigné ? Un Russe de naissance, et juif de surcroît. Un juif de l'Europe orientale. Vous savez, messieurs, et bien qu'il ait coûté la vie à des millions de martyrs, vous savez ce que ce titre signifie encore dans certains milieux et pour trop de gens ».

Malgré l'habit vert, malgré ses derniers romans et la publication de ses œuvres complètes en trente volumes chez Rombaldi en 1975, Kessel continuait d'affirmer : « J'ai vécu beaucoup plus que je n'ai écrit. J'ai vécu pour vivre ». C'est de cette vie, dont neuf cent cinquante pages suffisent à peine à rendre compte tant elle est démesurée, romanesque, dispendieuse de soi, que sait témoigner Yves Courrière, avec la tendresse inavouée que se portent les hommes.

JOSYANE SAVIGNEAU.

★ JOSEPH KESSEL, OU SUR LA PISTE DU LION, d'Yves Courrière, Plon, 960 p., 160 F.

(1) A quelques semaines de l'armistice, une note du grand quartier général demandait des volontaires pour la Sibérie afin de constituer, à Vladivostok, une escadrille contre les Allemands. « Comme si les Allemands étaient en Sibérie ! », s'écria le capitaine Vachon en lisant cette note. « Heureusement, il n'y a pas de feu dans mon escadrille ! » Il y en avait au moins un.

(2) *Marché d'esclaves* a été réédité, suivi de *Sin Peltors*, dans la collection « Grands Reporters » que dirige Francis Lacassin (10/18). *le Monde* du 25 mai 1984. Cette collection a, en outre, publié sept volumes d'Albert Londres dont *Si je l'oublie Constantinople* (n° 1965), ainsi que le *Mystère de la maille*, numéro un et autres reportages, de Pierre Mac Orlan (n° 1627). Du capitaine Dreyfus ou père Sud, de Gaston Leroux (n° 1711) et le *Fils du salar*, d'Henri Béraud (n° 1712).

Roland de Candé



Roland de Candé
Jean-Sébastien
BACH

L'étude de la vie et l'analyse auxquelles pourra se référer utilement le lecteur de tout niveau.
R. Tellard / *Le Monde*
Le livre de l'honnête homme, dont l'excellente information est livrée avec la plus grande clarté.
C. Samuel / *Le Matin*
Magistralement réussie.
D. Fernandez / *L'Express*

Ah le beau livre allègre, frais, riant, remuant, éclatant de vitalité.
F. Mayor / *Télérama*
Donne à la bibliographie musicale française un de ses grands textes de référence. F. Maletta / *Diapason*
Une manière de petit chef-d'œuvre renouvelant considérablement le genre. J.L. Macis / *La Croix*

(150 F)

S E U I L

L'école de l'entreprise

la première

Vous avez besoin de tout savoir sur les études supérieures et le BAC OU PAS BAC

Ecole d'Administration et Direction des Affaires

Service de presse

15, rue Souffray, 75240 Paris

Prénoms

Adresse

Niveau d'études

هكذا من الأصل

L'école découvre l'entreprise

La première vague des jumelages

M. Fabius doit dresser, le 17 juin, un premier bilan des jumelages école-entreprise. Cinq mille conventions ont déjà été signées. Un signe du spectaculaire rapprochement entre deux univers qui, jusqu'à présent, s'ignoraient.

ECOLE-ENTREPRISE. Ces deux univers se sont longtemps observés avec animosité. L'école, lieu de formation des jeunes, refusait tout empiètement d'un secteur « marchand ». De leur côté, les entreprises, en période de croissance économique, étendaient surtout du système scolaire une main-d'œuvre à la qualification minimum.

La crise, le bouleversement du paysage industriel, le développement de la mécanisation puis de la robotisation, ont modifié ces données. Les technologies nouvelles réclamaient des jeunes mieux formés. La modernisation dans le secteur tertiaire exigeait la présence en plus grand nombre de techniciens. Du côté de l'école, la prolongation de la scolarité obligatoire, la création des collèges pour tous, amenaient sur les bancs des classes un public nouveau, bien différent de la petite élite lycéenne assurée de trouver un emploi dans les années 60. Des deux côtés, le besoin de remettre en cause des rapports de méfiance se manifestait.

La même culture

Les premières tentatives pour rapprocher école et entreprise datent de 1979, lorsque M. Christian Beullac présidait aux destinées de l'éducation. Les séquences éducatives en entreprise devaient permettre aux élèves de lycées d'enseignement professionnel (LEP) de faire des stages encadrés dans les entreprises. La tentative de rapprochement s'inspirait de méthodes appliquées depuis longtemps dans les grandes écoles, plus liées aux milieux professionnels pour la formation de leurs cadres et de leurs ingénieurs. Les premiers pas restèrent timides. Le milieu enseignant acceptait difficilement de voir des jeunes lui échapper pour quelques semaines. Les industriels ne s'enthousiasmaient pas pour une innovation qui s'accompagnait d'une charge supplémentaire.

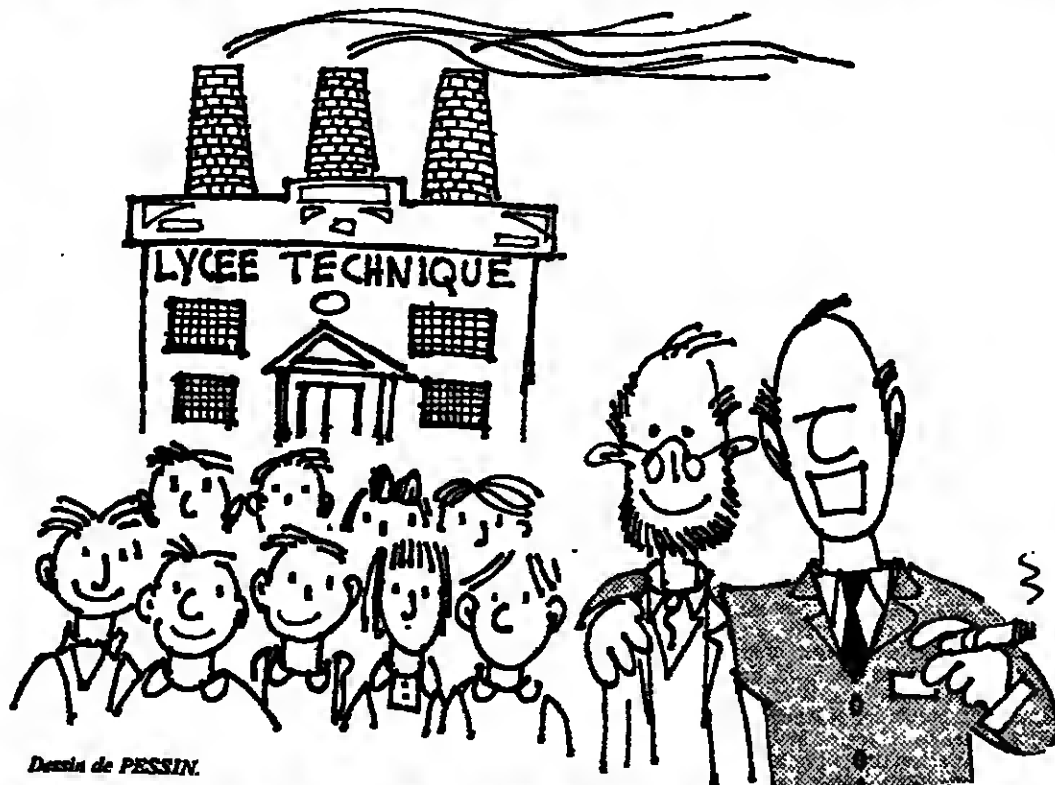
Le temps aidant, les mentalités ont évolué, et surtout la crise et le chômage ont modifié les comportements. De plus en plus d'enseignants ont compris qu'ils devaient préparer des jeunes à des diplômes, mais aussi à des emplois. Ils rejoignaient leurs élèves dans une vision moins caricaturale du monde du

travail. Les derniers tabous tombèrent lorsqu'un gouvernement de gauche - donc bénéficiant d'une plus grande confiance des enseignants - encouragea le rapprochement école-entreprise.

Le 27 septembre 1984, dans une petite ville de l'Ile-de-France, M. Laurent Fabius inaugura le premier jumelage

à moderniser la carte des formations et à développer les formations alternées.

Lundi 17 juin, M. Fabius doit dresser un premier bilan des jumelages école-entreprise. Au cours d'une journée de débats et de travaux en commissions, organisée au centre Thomson CSF de Jouy-



Dessin de PESSIN.

lage entre un LEP et quatre entreprises de la région. Il s'agissait pour le premier ministre de lancer une opération qui permette qu'au sein de la société française qui doit se moderniser, l'école et l'entreprise travaillent de plus en plus la main dans la main. La première convention stipulait que l'accord était de façon permanente l'entreprise et le lycée « afin que formation et production respectent au même univers, à la même culture, et que leur scolarité prépare les jeunes à devenir citoyens et agents économiques de leur pays ».

Vigoureusement poussés par le premier ministre, les accords de jumelage se sont multipliés. Actuellement, quelque cinq mille conventions ont été signées entre des établissements scolaires et des entreprises. Les lycées techniques et les LEP, mieux préparés aux contacts avec les milieux professionnels, ont rapidement répondu à l'appel. Des accords permettent la mise en place de formations com-

binées à base d'actions concrètes. Dans les écoles primaires, des jumelages facilitent la connaissance par la visite de l'entreprise. Dans les collèges, conférences et projections-débats permettent aux responsables d'apporter leur expérience professionnelle. Au lycée Henri-IV de Paris, un accord signé avec la Compagnie française des pétroles Total prévoit des actions de formation et d'information des élèves et des professeurs sur les activités de groupe pétrolier.

Parallèlement à ces opérations, le ministre de l'éducation nationale confiait le 1^{er} octobre dernier à M. Daniel Bloch, président de l'Institut national polytechnique de Grenoble, la mission d'assurer le suivi de la concertation entre l'éducation nationale et l'économie. Avec la participation de représentants des organisations patronales et des syndicats, la « mission éducation-entreprise » a étudié les moyens de resserrer les liens entre ces deux mondes. Elle a aussi examiné les décalages existant entre l'école et l'entreprise et recherché

en-Josas, quatre cents responsables du système éducatif et chefs d'entreprise évoqueront le développement des relations nouvelles entre deux mondes qui ont fini de s'ignorer.

SERGE BOLLOCH.

A bas les cloisons !

par PIERRE NETTER (*)

DANS un siècle où le triomphe de la technique autorise bien des audaces à l'imagination, il serait dérisoire de vouloir distinguer - sinon opposer - une éducation générale sans but professionnel à une formation pratique sans portée culturelle.

A supposer qu'elle ait été justifiée autrefois, cette distinction est aujourd'hui périmée, et les courants de pensée qui tendraient à la perpétuer sont soit dépassés, soit néfastes.

Les entreprises attendent de la politique de l'éducation qu'elle inscrive ses avancées dans une perspective de réconciliation entre deux mondes cloisonnés : celui de la culture et celui du travail.

Elles refusent une antinomie entre ce qui serait général et désintéressé, et ce qui est encore dénoncé comme utilitariste parce que professionnel.

Sans doute, la révolution d'un système de pensée hérité d'une longue tradition ne va-t-elle pas sans résistance ni conflits. Mais la correction d'une des erreurs les plus graves de la société française est à ce prix.

Plusieurs séries de faits ont déjà bouleversé les conceptions en matière éducative et de formation.

Les unes tiennent aux préoccupations sociales que soulève le flux impressionnant des adolescents et des jeunes adultes arrivant à la dérive dans les terres désolées qui séparent les frontières mouvantes de l'école et de l'entreprise.

D'autres relèvent des transformations mêmes du système d'enseignement. Très significatives sont, à cet égard, certaines conséquences, au demeurant prévisibles, de l'augmentation de la durée de la scolarité. Citons-en deux :

(*) Président de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie.

- L'augmentation des abandons et des échecs scolaires.

L'expérience prouve qu'au-delà d'un certain âge beaucoup d'adolescents ne s'intéressent plus aux travaux scolaires, aussi diversifiés soient-ils. Non pas que ces laissés-pour-compte soient inaptes aux études, mais, telles qu'elles sont menées, celles-ci ne les intéressent plus, car elles ne correspondent pas à leurs aspirations et ne font pas appel à leurs qualités.

Or nombre d'observateurs s'attachent à souligner que ces sujets, présentés comme inadaptés scolaires, peuvent fort bien être éduqués - au sens le plus élevé du terme - si l'on parvient à les motiver, à mettre en œuvre leurs aptitudes et à répondre à leurs aspirations.

Ces dernières sont connues : suivre un enseignement pratique, réaliste, débouchant sur un métier et un emploi.

En ce sens, les apprentissages professionnels ne sont pas séparables de l'éducation générale, ils en sont au contraire un élément constitutif.

- La cloisonnement des études générales et des études professionnelles.

La généralisation de l'enseignement, qui répondait au désir d'abolir les distinctions entre catégories socio-culturelles, a conduit en fait à creuser le fossé entre les élèves, selon qu'ils choisissaient des options générales ou professionnelles. L'orientation vers les études professionnelles s'est ainsi progressivement réduite à une sélection par l'échec.

Faut-il voir dans les réformes en cours ou projetées la formule de l'avenir ?

(Lire la suite page 28.)

COMMERCE INTERNATIONAL

Formation franco-américaine aux techniques du commerce international

DIPLOME D'ETAT EN 2 ANS

BTS DE COMMERCE INTERNATIONAL - BTS D'ACTION COMMERCIALE

3^e ANNEE AU CHOIX

CYCLE EUROPEEN

en association avec le centre de management aux affaires GENEVE

Stages en Europe dans nos centres associés : Bruxelles, Lausanne, Londres, Madrid, Stuttgart et aux Etats-Unis. Pratique intensive des langues.

CYCLE INTERNATIONAL

en association avec University of Southwestern LOUISIANA U.S.A.

Formation franco-américaine Diplômes américains BBA - 1 an aux U.S.A. MBA - 2 ans aux U.S.A.

• BAC OU NIVEAU BAC • FINANCEMENT A 100% DU MONTANT DES ETUDES

Institut Européen de formation aux affaires et à la conduite des entreprises

IAC

IAC 266.66.82

IAC-71, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS

CODE POSTAL

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE

☐ CYCLE EUROPEEN

☐ CYCLE INTERNATIONAL

NOM

PRENOMS

ADRESSE

LOCALITE

TELEPHONE

Vous avez besoin de tout savoir sur les études supérieures et leurs débouchés.

L'ONISEP vient de publier :

BAC OU PAS BAC - QUE FAIRE APRÈS ?

340 pages d'informations avec des milliers d'adresses et de renseignements

EN VENTE :

- Par correspondance : ONISEP Diffusion, 75635 PARIS CEDEX 13
- Chez les marchands de journaux
- Dans nos librairies, pour PARIS, au 188, boulevard du Montparnasse.

Ecole d'Administration et Direction des Affaires

L'EAD : l'école de l'entreprise...

Six options professionnelles en troisième année :

- Finances
- Gestion du personnel
- Marketing
- Publicité et Relations publiques
- Commerce international
- Informatique

Trois ans d'études après le baccalauréat + concours.

Service de placement

E.A.D. - 15, rue Soufflot, 75240 PARIS Cedex 05 - 329-97-60

Enseignement supérieur privé. Demandez notre documentation.



Nom

Prénom

Adresse

Niveau d'études

Admissions directes :

- En deuxième année : DEUG.
- En troisième année : Licence ou maîtrise + sélection
- Sur dossier : B.T.S./D.U.T.
- Stages et nombreux travaux en collaboration étroite avec les entreprises.
- U.S.A. : M.B.A. en un an après l'EAD Programmes d'été et stages.

Pollès

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVE hors contrat - externat mixte demi-pension

de la 6^e aux baccalauréats A-B-C-D préparation intensive au bac

Pollès

SAINT-LAZARE 522.10.40 64 bis rue du Rocher 75006 Paris de la 3^e aux bacs B-C-D

PLACE D'ITALIE 331.34.72 13, avenue d'Italie 75013 Paris de la 6^e aux bacs A-B-C-D

NEUILLY 747.04.60 185, bd Bineau 92200 Neuilly de la 2^e aux bacs A-B-C-D

DES CHARENTAIS ENTREPRENANTS

Un métier pour les lycéens : patron

Neuf établissements charentais ont participé au concours de création d'entreprise organisé par le Centre des jeunes dirigeants. On voit que les élèves ne manquent pas d'imagination et de sens pratique.

L'AMBIANCE était surchauffée, ce soir du 31 mai, au lycée technique de Pons (Charente-Maritime). Outre la canicule qui enflait la France, l'émotion de l'attente faisait sérieusement monter la température. La tension grandissait au fur et à mesure qu'approchait la proclamation des résultats. Les deux cent cinquante personnes - élèves, parents, enseignants, chefs d'entreprise - qui avaient pris place dans l'accueillant auditorium ont regardé bien sagement le film *Changeons sous le crâne* réalisé par le Centre des jeunes dirigeants.

Ils ont écouté les participants de la « table ronde » qui débattaient sur les relations entre l'école et l'entreprise, ont posé des questions et répondu aux questions des membres du jury. Mais tout cela n'était que hors-d'œuvre en attendant le clou de la soirée : les résultats du concours « Voyage en bout de l'entreprise » organisé par le Centre des jeunes dirigeants, en collaboration avec le Monde.

Ainsi, lorsqu'on fut enfin que le troisième prix allait à la 1^{re} G du lycée Bellevue de Saintes, le deuxième à la 1^{re} B du lycée Mercier-Ponty de Rochefort, et le premier à la 1^{re} GA du lycée technique de Saintes, l'enthousiasme fut enfin de donner libre cours. Les meilleurs avaient gagné, et un n'avait pas eu chaud pour rien.

« La Maison du Charentais »

C'est que des prix récompensent de longs efforts. Cela faisait plusieurs mois que le CJD avait eu cette idée originale : proposer aux lycéens un concours de création d'entreprise. Les responsables patronaux se sont rendus dans les classes, ont exposé leur projet et ont rencontré un franc succès. Neuf lycées sur la quinzaine du département ont participé au jeu (le Monde date 16-17 décembre 1984). Aidés par leurs professeurs, par un chef d'entreprise, leurs élèves ont remis un dossier complet, dans lequel ils décrivaient l'ensemble du processus aboutissant au lancement d'une entreprise. De l'idée initiale à sa réalisation concrète, en passant par la mise au point technique du produit, l'étude du marché et de l'implantation, l'estimation du budget et les demandes de prêt aux banques, la rédaction du statut de la société et les démarches administratives, la mise sur pied d'une politique commerciale et promotionnelle.

Les vainqueurs, qui ont présenté leur affaire avec beaucoup d'élégance et de compétence, ont imaginé l'ouverture d'une « Maison du Charentais » où on vendrait des produits régionaux (alcools, pâtisseries, coquillages, fromages, charcuterie, poteries, plats préparés, livres, disques et évidemment pantoufles...). Les deuxièmes ont présenté la société « Boomerang Animation » qui se propose d'organiser, à la demande des clients, toutes sortes de

gagnés et de compétence, ont imaginé l'ouverture d'une « Maison du Charentais » où on vendrait des produits régionaux (alcools, pâtisseries, coquillages, fromages, charcuterie, poteries, plats préparés, livres, disques et évidemment pantoufles...). Les deuxièmes ont présenté la société « Boomerang Animation » qui se propose d'organiser, à la demande des clients, toutes sortes de

De notre envoyé spécial

la qualité des résultats), d'autres gardant une certaine distance. Ils ont noté une difficulté des élèves à travailler en équipe... et « une occultation presque générale du but ultime de l'entreprise : faire du profit ». Enfin, ils ont été surpris par l'image négative d'eux-mêmes qu'avaient souvent les élèves et les professeurs de l'enseignement technique. Image qui tranche avec la



Dessin de PESSIN.

fétes et de réunions - depuis les congrès de cadres jusqu'aux surprises-parties, en passant par les mariages, voyages, bals masqués, séminaires de travail ou réunions de famille... Quant aux troisièmes, ils envisagent de commercialiser le système de leur intervention « Pharelec » qui permet l'éclairage et l'extinction automatiques des phares d'automobiles à l'entrée et à la sortie des tunnels.

Les six autres finalistes avaient imaginé des entreprises spécialisées dans le conditionnement des produits alimentaires (lycée de Saint-Jean-d'Angély), la fabrication de récepteurs en bois (lycée de Jonzac), la location de barques (lycée technique de Pons), la fabrication de réfrigérateurs pour voitures (lycée technique de Pons), la pâtisserie (collège de Pont-l'Abbé) et la fabrication de câbles pour grandes surfaces (Institution Recouvrance de Saintes).

Les responsables du Centre des jeunes dirigeants ont été si heureusement surpris du succès de leur initiative qu'ils ont décidé de consacrer leur congrès régional à en faire le bilan.

Ils ont constaté notamment que le rôle joué par les enseignants avait été très inégal, certains s'intéressant beaucoup à l'expérience (ce qui avait des conséquences directes dans

qualité de certains dossiers issus de ces classes - ce qui, estimant-ils, prouve que les jeunes peuvent faire preuve d'imagination, d'esprit de méthode et de suite dans les idées quand on leur propose quelque chose qui les intéresse. Dans la quasi-totalité des cas, la coopération entre chefs d'entreprise, professeurs et lycéens s'est faite dans un excellent climat.

Pour le CJD, il y a là une démarche qui doit jouer à double sens, puisqu'il s'agit de l'esprit d'entreprise soit davantage présent dans l'école et fasse partie de la formation des jeunes, mais aussi que l'entreprise s'ouvre à l'éducation et devienne elle-même un lieu de formation. Les patrons doivent comprendre, estime-t-il, qu'ils ont une mission à remplir à destination des jeunes, mais aussi que la survie et le développement de leur entreprise dépendent de leur propre ouverture et de leur capacité à améliorer leur formation et celle de leur personnel.

A la Bourse

C'est pourquoi de multiples expériences comparables à celle des Charentais ont été tentées par les centres régionaux du CJD pour « combler le fossé entre l'entreprise et l'univers de l'éducation ». A Nantes, un demande à des enfants d'écoles élémentaires de dessiner des entre-

prises qu'ils connaissent ou dans lesquelles ils aimeraient travailler. Des élèves de seconde se sont vu confier un portefeuille de valeurs mobilières d'une valeur de 10 000 F avec l'invitation à le faire fructifier en effectuant en Bourse les transactions de leur choix. Au bout de cinq semestres, ils peuvent empocher les plus-values qu'ils ont réalisées. Une opération alléchante qui a touché sept mille élèves.

A Rennes, on invite des jeunes à réaliser, dans des entreprises de la région, des reportages dont les meilleurs seront publiés dans *Ouest-France*. A Caen, des entreprises proposent aux étudiants d'IUT de réaliser des projets « restés dans leurs placards » : des chefs d'entreprise se rendent dans des classes et accueillent des élèves. A Saint-Dizier, des élèves de première et de BTS ont fondé, avec l'aide de trois jeunes patrons, une société prospère appelée « Bricabois ». Des entreprises analogues ont été créées à Angers, Roanne et Albi. Les Jeunes Dirigeants souhaitent que tout ce mouvement qui s'amorce soit mieux connu (grâce à une émission télévisée), facilité sur le plan administratif (en particulier pour les assurances, les autorisations de déplacement...), encouragé par des conventions engageant davantage les entreprises et les enseignants (1).

Si les Jeunes Dirigeants pensent qu'il y a fort à faire du côté de l'éducation nationale pour donner à la formation la dimension économique qui lui manque encore, ils sont convaincus que les patrons doivent aussi balayer devant leur porte. Il en va de la formation comme des relations sociales, de l'organisation du travail, des rapports avec l'administration ou les banques : le milieu patronal doit commencer par se prendre par la main s'il veut que les choses bougent. Un langage qui plaît aux jeunes (patrons ou lycéens), mais qui heurte encore bien des oreilles...

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(1) Ces exemples et ces suggestions figurent dans le livre *Accrocher du changement*, édité par le CJD, 19, avenue George-V, 75008 Paris. Tél. : (1) 723-43-43 (voir le Monde du 6 juin 1985).



Cycle d'enseignement 1985-1986

SCIENCE, TECHNOLOGIE ET SOCIÉTÉ
CENTRE STS

Hors temps ouvrable (après 18 heures).

- Technologie et société : Prof. I.-J. Salomon.
- Gestion de la recherche-développement, prévision technologique : Prof. R. Saint-Paul.
- Aspects socio-économiques des techniques spatiales : Prof. A. Lubeau.
- Méthodes de préparation des décisions : Prof. M. Godet.
- Environnement et technologie : M. R. Barré.
- Prospective et stratégie industrielles : Prof. M. Godet.
- Économie du changement technique : M. G. Schmeder.

Le Centre STS prépare au DEA et au doctorat « SCIENCE, TECHNOLOGIE ET SOCIÉTÉ » délivrés par le CNAM en association avec l'UNIVERSITÉ PARIS-IV.

Renseignements : CENTRE STS - CNAM
2, rue Conté, 75003 PARIS - Tél. : 271-24-14, poste 531

PAS DE CLASSE SURCHARGÉE
les avantages d'une petite structureBTS ACTION COMMERCIALE
BTS COMMERCE INTERNATIONAL
BTS TOURISMEdiplôme SIGMA (3^e année)

Une moyenne de 20 élèves par classe, un contrôle continu des connaissances, des méthodes modernes de formation, Sigma mise avant tout sur l'efficacité : cours vidéo, cours assistés par INFORMATIQUE... L'enseignement est dispensé par une équipe pluridisciplinaire de professeurs de haut niveau et de professionnels qualifiés. L'intensification des langues est une des priorités : cours de niveau, stages intensifs, méthode directe, orale, et cours bilingue.

Conditions d'admission

Les bacheliers sont admis en 1^{re} année sur titre, après entretien. Les non-bacheliers peuvent être admis en 1^{re} année sur examen de leur dossier scolaire et test d'entrée après entretien. Ceux qui ne justifient pas du niveau requis pour suivre les cours de 1^{re} année sont admis en année Pré-BTS.

NOTRE FORMATION, VOTRE AVENIR



349-00-70

59, rue Pixérécourt, 75020 PARIS

Etablissement privé d'enseignement technique supérieur

CARRIÈRES
DU TOURISME ET
DES LOISIRSDONNEZ-VOUS TOUT DE SUITE
UNE QUALIFICATION INTERNATIONALE EN DEUX ANS :

PRÉPARATION AU DIPLOME D'ÉTAT BTS DE TOURISME

Avec dès la première année des stages pratiques en France et à l'étranger, troisième année optionnelle.

FORMATION SUPÉRIEURE DE CADRE INTERNATIONAL
PARIS/GENÈVE/NEW YORK

Les carrières du tourisme, des voyages et des loisirs vous offrent des métiers vivants, jeunes et enrichissants.

Avec le bac (ou classes terminales avec examen d'entrée) vous pouvez les préparer en deux ou trois ans : responsable de produits de voyage, responsable de l'animation, attaché de relations publiques, responsable du marke-

ting, hôteesse-animatrice, guide, interprète-accompagnateur, responsable de congrès. Possibilité de stages internationaux pendant les études dans nos centres associés : Bruxelles/Genève/Lausanne/Londres/Los Angeles/Madrid/New York/Stuttgart. Service Logement pour les étudiants de province.

IST

Institut Supérieur du Tourisme

Financement à 100% du montant des études.

IST

Institut Supérieur du Tourisme

266.66.82

à retourner sous enveloppe

affranchie à

GROUPE ISA

71, Faubourg St-Honoré

75008 PARIS

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE

NOM

PRENOMS

ADRESSE

CODE POSTAL

LOCALITÉ

TELEPHONE

La Vigie

« Home d'enfants de France »

77740 COUILLY

reçoit 15 enfants de 4 à 12 ans

Vacances heureuses - Solidarité soutenue

(01) 004-02-11

LE CONSERVATOIRE
LIBRE DU
CINÉMA FRANÇAIS

pour devenir
assistant-réalisateur
script-girl
monteur-monteuse

Cours directs (1^{re} et 2^e année)Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris

Tél. 874.65.94

Documentation M sur demande

COURS DEVIENNE

Enseignement privé dans le cadre et la verdure à

« LA CHARMERIE » à CIMIEZ (NICE)

Professeurs hautement qualifiés

Internat - Externat - Demi-pension

ANNÉE SCOLAIRE

des classes élémentaires aux terminales A, B, C, D

COURS DE VACANCES

du 1^{er} Août au 27 Août

50 HEURES DE MATH

du 28 Août au 7 Septembre, de la 4^e à la 1^{re} S

2, av. Villaboiss Marcell NICE Tél. (93) 81.42.82

DROIT

Sciences Eco.

Documentation sur demande

Stage session septembre

Stage de pré-rentree

Soutien annuel

IPEC Enseignement supérieur privé

46, bd Saint-Michel, Paris 6^e

Téléphone : 633.81.23/23.03.71/354.45.87

PARENTS...

En fin d'études secondaires

(1^{re} ou terminale)

faites préparer à vos enfants en

1 à 3 ans une carrière

commerciale aux débouchés

nombreux et sûrs (gestion,

marketing, informatique,

secrétariat)

Enseignement privé

E.P.P.A.

14, bd Gouvion-Saint-Cyr (17^e)

Tél. 574-98.51

SCIENCES PO.

Préparations

Documentation sur demande

Stage intensif d'été

Stage annuel

Stage parallèle

IPEC Enseignement sup. privé

46, bd St-Michel, Paris 6^e

Tél. : 633.81.23/23.03.71/354.45.87

RADIO-TÉLÉVISION

Jeudi 13 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Série : L'An mil. De J. D. de La Rochefoucauld. Avec A. Recoing, P. Raynal, G. Amiot. Consciller : Georges Doly, historien, spécialiste du Moyen Âge. Troisième et dernier épisode de l'épopée du chevalier Guillaume au domaine de Roquetaillade. Cette période de l'histoire est une époque charnière et annonce les structures féodales du Moyen Âge. Un film à mi-chemin entre la fiction documentaire et la reconstruction historique. Un travail méticuleux, scrupuleux.
- 21 h 35 Les jeudis de l'information : Questions à domicile. Émission de la rédaction de TF 1, proposée par P.-L. Séguillon, A. Sicalet et A. Tard. M. Michel Rocard, ancien ministre de l'Agriculture, en direct de son domicile parisien.
- 22 h 50 Journal.
- 23 h 5 Étoiles à la une. « La Main tendue », court métrage de Quentin Raspail.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Cinéma : Nid d'espions. Film soviétique d'A. Alov et V. Naoumov (1980), avec I. Kostelovskiy, N. Bolokhovskiy, C. Jurgens. En 1980, les secrets d'un ancien agent allemand reviennent à l'attention par les nazis, en 1943, contre Churchill, Roosevelt et Staline, à la conférence de Téhéran. L'histoire paraît très compliquée, invraisemblable parce qu'elle est mal mise en scène. Il y a un héros soviétique et une participation rapide d'Alain Delon.
- 22 h 15 Alain Decaux, l'histoire en question : Haïlé Sélassié, roi des rois. Portrait d'un « grand du siècle », le Négus, ancien empereur d'Éthiopie. Sa carrière politique : régent en 1916, roi en 1928, empereur en 1930.
- 23 h 50 Journal.
- 23 h 55 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 17 h Télévision régionale.
- 19 h 55 Dessin animé : Il était une fois l'homme.
- 20 h 5 Les jeux.
- 20 h 35 Cinéma 15 : L'Homme des coulisses. De Philippe Faure, réal. C. Bitch. Avec Pierre Dux, Hubert Deschamps, Fausto Dubout. Ils sont deux - Roger et Philibert, - ils s'ennuient dans

leur maison de retraite. Ils décident de s'évader : Roger conduit Philibert dans un château désert, un château peuplé de coulisses... Une petite fresque entre émotion et amour.

- 22 h 5 Journal.
- 22 h 30 État des lieux.
- 22 h 35 Prélude à la nuit.

ACTION
LE MAGAZINE DU BIEN VIRE
PROPOSÉ PAR
LA MUTUALITÉ FRANÇAISE
DEMAIN SUR FR3 À 13H30

FR3 - PARIS-ILE-DE-FRANCE

- 17 h 5, Les médias peinent : 17 h 15, Woody Woodpecker : 17 h 20, Qui de nous, spécial livres d'enfants : 17 h 35, Fraggle rock : 18 h 5, feuilleton : Dynastie : 18 h 55, Atout PIC : 19 h, Série : La folie des bêtes : 19 h 15, Informations.

CANAL PLUS

- 20 h 35 Passions d'hommes, film de J. Lee Thompson.
- 21 h 35 L'Homme blessé, film de P. Chéreau.
- 0 h 15 Le Quart d'heure américain, film de P. Galland et G. Jugnot. 1 h 40 Reservoir mirror (SOS otages).

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 Shadow Boxing, de M. Quint, avec A. Prucmal, A. Christie.
- 21 h 30 Vocalise : Récitons, spectacle enregistré au Lucernaire : poèmes de Jean Tardieu.
- 22 h 30 Nuits magiques : plastiques.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert en direct du Théâtre des Champs-Élysées à Paris : Symphonie n° 2, de Mendelssohn, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France, dir. L. Hager, sol. : J. Fugelle, S. Ghazarian.
- 23 h Les soirées de France-Musique : Folk songs revisited : œuvres de Haydn, Beethoven.

Vendredi 14 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 15 ANTOPE 1.
- 11 h 50 La Une chez vous.
- 12 h Feuilleton : Joyeux bazar.
- 12 h 30 La boutique à la mer.
- 13 h Journal.
- 13 h 50 A pleine vie.
- 13 h 55 Les émissions célèbres : à 14 h 45, La maison de TF 1 : à 15 h 20, Temps libres : ils ont vingt ans.
- 17 h 30 La chance aux chansons.
- 18 h Le village dans les nuages.
- 18 h 20 Mini-journal pour les jeunes.
- 18 h 35 Série : Cour de diamant.
- 19 h 10 Jeu : Anagram.
- 19 h 40 Feuilleton : Les Bargeot.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Le jeu de la vérité. Émission de Patrick Sabatier. Avec Danièle Gilbert, ancienne présentatrice-coqueluche de l'émission de midi.
- 22 h 30 Cinéma : Les hommes d'aujourd'hui. Résumés musettes. Téléfilm d'après une nouvelle d'A. Morice, adaptée par Jean-Christophe Averty, avec P. Lott, P. Karim. Une demi-douzaine de personnages, fortement typés, sont au destinataire réaliste d'un Jarry, dont un tripler, sa femme et un réclameur. Celui-ci a la difficile tâche de conter les aventures de M. Dubout-Lambert qui, encaisse et expose les progrès de la médecine, a décidé de faire transplanter son bébé dans le ventre d'une autre femme. Un scénario gentiment dérivant d'Annick Morice réalisé par Jean-Christophe Averty. Sautre au troisième degré du théâtre de boulevard. Hilarant en son genre.
- 23 h 40 Journal.
- 23 h 55 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 6 h 45 Télématin.
- 10 h 30 ANTOPE.
- 12 h Journal et météo.
- 12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 30 Feuilleton : Des lauriers pour Lili.
- 13 h 45 Aujourd'hui la vie.
- 14 h 50 Série : Les Égyptiens.
- 15 h 40 La télévision des télé-spectateurs.
- 16 h Reprise : Les jours de notre vie. Le coût du tabac (diffusé le 12 juin).
- 17 h 10 Kinéma : de Sophie Richard. Brésil : les terres du soja.
- 17 h 45 Révisé A 2.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
- 20 h 35 Feuilleton : Châteaufort. D'après J.-P. Pennoyer, réal. : P. Planchon. Avec C. Noblet, L. Mercier, R. Pellegrin. A la suite d'une altercation avec Bernard qui tourne mal, Teddy est tué à la ferme Kovalic. Albertas tente de maîtriser l'hystérie générale et décide de maquiller cette mort en accident.
- 21 h 35 Apocryphes. Magazine littéraire de P. Pivot. Sur le thème : Stars et débauches, sous invitées : Lawrence Durrell (Sebastian ou les Passions souveraines), Jean d'Ormesson (Le Vent du soir), Bernard Frank (Les Rats), Jean-Pierre Barou (Comme les taureaux d'un même élevage), Emmanuelle Bernheim (Le Cran d'arrêt), Béatrice Commenge (La nuit est en avance d'un jour).
- 22 h 50 Journal.
- 23 h Ciné-club : Thomas l'imposteur. Film français de G. Franju (1965), avec E. Riva, F. Rouleau, J. Servais, S. Dares, M. Vinold, R. Varte, B. Lavalente, E. Dermot (N.). En 1914, un adolescent mythomane se donne une fausse personnalité et se lance dans la guerre comme dans une aventure. Admirable transposition par Franju, cinéaste du réalisme fantastique, d'un roman de Jean Cocteau sur les rêves de l'adolescence. La magie visuelle des mots passe à travers les images. Belle interprétation.

TROISIÈME CHAÎNE : A 2

- 17 h Télévision régionale.
- 19 h 55 Dessin animé : Il était une fois l'homme.
- 20 h 5 Les jeux.
- 20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
- 20 h 35 Série Agatha Christie : Associés contre le crime, Réal. P. Annet.
- 10 h Épisode : Les hommes d'aujourd'hui. Résumés musettes. Téléfilm d'après une nouvelle d'A. Morice, adaptée par Jean-Christophe Averty, avec P. Lott, P. Karim. Une demi-douzaine de personnages, fortement typés, sont au destinataire réaliste d'un Jarry, dont un tripler, sa femme et un réclameur. Celui-ci a la difficile tâche de conter les aventures de M. Dubout-Lambert qui, encaisse et expose les progrès de la médecine, a décidé de faire transplanter son bébé dans le ventre d'une autre femme. Un scénario gentiment dérivant d'Annick Morice réalisé par Jean-Christophe Averty. Sautre au troisième degré du théâtre de boulevard. Hilarant en son genre.
- 22 h 30 Cinéma : Les hommes d'aujourd'hui. Résumés musettes. Téléfilm d'après une nouvelle d'A. Morice, adaptée par Jean-Christophe Averty, avec P. Lott, P. Karim. Une demi-douzaine de personnages, fortement typés, sont au destinataire réaliste d'un Jarry, dont un tripler, sa femme et un réclameur. Celui-ci a la difficile tâche de conter les aventures de M. Dubout-Lambert qui, encaisse et expose les progrès de la médecine, a décidé de faire transplanter son bébé dans le ventre d'une autre femme. Un scénario gentiment dérivant d'Annick Morice réalisé par Jean-Christophe Averty. Sautre au troisième degré du théâtre de boulevard. Hilarant en son genre.
- 23 h 40 Journal.
- 23 h 55 C'est à lire.

CANAL PLUS

- 7 h, 7 h 30, 9 h, le Juge, film de P. Lefebvre : 10 h 35, Tricheries, film de B. Schroeder : 12 h 5, Bénédict, ville bénie des dieux : 13 h 45, Rue Carron (et à 17 h 25) : 13 h 45, Supersur : 14 h, Deux heures moins le quart avant J.-C., film de J. Yanne : 15 h 50, La Flammeuse, film de R. W. J. : 16 h, Jeu : C 4 : 18 h 10, Jeu : Les affaires sont les affaires : 19 h 10, Zenith : 19 h 45, Tout s'achève : 20 h 5, Top 50 : 20 h 35, Supersur : 21 h 5, Dans la ville bleue, film d'A. Tanner : 22 h 55, Le Comte de S. Majeur, film d'A. McLaglen : 0 h 55, L'Homme blessé, film de P. Chéreau : 2 h 35, Boxc : 3 h 35, Le Battant, film d'A. Dolon : 5 h 30, Warning, film de G. Clark.

FRANCE-CULTURE

- 7 h, Le goût du jour : 8 h 15 Les enjeux internationaux : 8 h 30, Les chemins de la connaissance : Claude Brune, la force de l'esprit : (et à 10 h 50) la puissance des mots d'Yves Sauter) : 9 h 5, Manifeste du temps qui change : crise économique et crise de l'État (1974-1984) : 10 h 30, Musique : miroirs : (et à 17 h) : 11 h 10, L'école hors les murs : 11 h 30, Feuilleton : La Célestine : 12 h 00, Panorama : la presse d'aujourd'hui d'expression française : 12 h 45, psychologie : 13 h 45, On communique : 14 h, Une fête des voix : « Demain n'existe pas », « L'Automate », de Julien Green : 14 h 30, Sélection prix Italia : l'œil égaré dans les rues de l'obéissance au vent, textes choisis de Victor Hugo : 15 h 30, L'échappée belle : Lisbonne, parcours au fil du Tage : 17 h 10, Le pays d'été, en direct de Linoges : 18 h, Sub-jocif : Agnès (une enfance de Manon) : 19 h 30, Les grandes avenues de la science moderne : la banlieue rocheuse du système solaire : 20 h, Musique, mode d'emploi : musiques vocales du XX^e siècle, avec Dorothy Dorow.
- 20 h 30 Les grandes religions face aux droits de l'homme. Débat avec : Mgr Maxigian, évêque de Grèce : le rabbin Fark, M. Abdrazzak Gueoum, vice-recteur de la mosquée de Paris, M. Barret-Kriegel, M. O. Clément, J.-P. Rochador, P. Warner et A. Fidi.
- 21 h 30 Black and blue : Solal, pianiste.
- 22 h 30 Nuits magiques : fanzine.

FRANCE-MUSIQUE

- 2 h, Les nuits de France-Musique : Sir Thomas Beecham : 7 h 10, Improvisation : magazine d'actualité musicale : 9 h 5, Le matin des musiciens : musiques d'Israël : œuvres de Bull, Byrd, Gibbons, Cabezon, Ferneyhough... : 12 h 5, Les temps de jazz : feuilleton « Earl Hines et les petits comités » : 12 h 30, Concert : « L'Enfance de l'art » : œuvres de Milhaud, Bartok, Xenakis, Schumann : 14 h 2, Répertoire contemporain : S. Bussoni, C. Halffter : 14 h 30, Les enfants d'Orphée : Espèces d'espaces : 15 h, Sonates de Scarlatti, par Scott Ross : 15 h, Verveine-Scotch : Traitement de choc : 17 h, Histoire de la musique : 18 h 2, Les chants de la terre : 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : dernière édition : 19 h 15, Les musées en dialogue : 20 h 4, Avant-concert : 20 h 30 Concert : Andante en si mineur, de Schubert : La Nuit transfigurée, de Schoenberg : Concerto pour piano et orchestre n° 4 en sol majeur, de Beethoven, par B. Klez, sol. : P. Serkin, piano.
- 22 h 20 Les soirées de France-Musique : Les pêcheurs de perles : à 24 h, Musique traditionnelle.

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOIS

AVIS DE VACANCES DE POSTES DE PROFESSEURS A L'E.N.P.C.

3 chaires : Assainissement - Gestion des Eaux et Aménagement, sont vacantes à partir de l'année scolaire 1985-1986. Le texte détaillé des 3 postes d'offre est disponible au Secrétariat de la Direction de l'Enseignement de l'E.N.P.C., 28, rue des Saules-Pères 75007 PARIS.

Les candidats doivent déposer leur dossier à la Direction de l'Enseignement le 1^{er} juillet au plus tard.

Pour développer sa structure, la N° 1 française I.C.A. 84 : 812.000.000 F. compression : + 28,8 % 13.000 clients propose un stage de 3 semaines. Si vous souhaitez devenir l'un de nos collaborateurs commerciaux, nous vous offrons : un salaire fixe, une prime, une participation aux bénéfices.

Impte Société en herbe de Paris, recherche pour son Service de rédaction de notions d'utilisation et d'entretien concernant des matériels électroniques complexes et modernes.

INGÉNIEURS-ÉLECTRICIENS

Multiservice EEA et Lescage SSA. Ecrire sous réf. 1076 M à L.T. ASSOCOM 31, rue de la République, 75002 PARIS, qui transmettra.

propositions diverses

Les possibilités d'Emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation gratuite sur le service spécialisé MIGRATIONS (L.M.I.P. 25) 100 PARIS CEDEX 09.

travail à domicile

J'attends dactylographie, rédaction, relecture à domicile. Tél. : 258-49-47.

cours et leçons

MATH-CONTACT STAGIAIRE EN CHIFFRE MATH-PHYSIQUE 7 élèves max, par classe, 18 h, du mardi au samedi. Tél. : 236-31-63. M^{re} Senter.

DEMANDES D'EMPLOIS

ETUDIANT 20 a, cherche travail indépendant en juillet et août. Tél. : 872-54-27.

formation professionnelle

ÉCOLE D'ANIMATEURS PROFESSIONNELLS PRÉPARANT LE C.E.F.A. recrute : Les 19 et 20 juin pour le cycle d'octobre 1985 à septembre 1986. Les 25 et 26 septembre pour le cycle de janvier 1986 à décembre 1986. Pour tous renseignements, téléphonez au (32) 52-60-04.

Stages de formation permanente organisés par le C.E.F.A. : - Ouvreurs de la psychologie destinés à des entreprises (psychologie, psychiatrie, soins, etc.) - Jeune enfant hospitalisé : - Jeu et langage chez l'enfant de moins de 3 ans : - Sensibilisation à la psychologie du jeune enfant.

Renseignements et inscriptions : (1) 670-11-85 poste 333.

automobiles

Part. vend Honda Civic automatique, 3 portes, couleur bleu, année 1980, 27.000 km. Argus. Tél. : 55-15-46 après 20 h.

ventes

R 18 TURBO 38.000 km. Année 1981. Argus 44.800 F. Prix demandé : 43.000 F. Tél. : 838-84-46 après 20 h ou 895-18-21.

divers

HAUT DE GAMME LANCIA THEMA AUTOBIANCHI Y 10 CHATILLON BRUNE PARIS 4° 539-57-33

BMW SÉRIE 3 - 5 - 7 84 et 85, peu roulé, garantie Auto Paris-XV, 533-69-85. 63, r. Demours, Paris-16^e.

L'immobilier

appartements ventes

3^e arrdt MARAIS IMMEUBLE RENOVÉ 2 et 4 P. En DUPLEX avec 2 entrées indépendantes. Prix intéressant. Me voir vendredi et samedi, de 14 h à 18 h. 4, RUE DE POITOU.

5^e arrdt NEUF JARDIN PLANTES CONSTRUCTION GD LUXE. Livraison immédiate. Rente 1 P. 2 P. 3 P. 4 P. 5 P. 6 P. 7 P. 8 P. 9 P. 10 P. 11 P. 12 P. 13 P. 14 P. 15 P. 16 P. 17 P. 18 P. 19 P. 20 P. 21 P. 22 P. 23 P. 24 P. 25 P. 26 P. 27 P. 28 P. 29 P. 30 P. 31 P. 32 P. 33 P. 34 P. 35 P. 36 P. 37 P. 38 P. 39 P. 40 P. 41 P. 42 P. 43 P. 44 P. 45 P. 46 P. 47 P. 48 P. 49 P. 50 P. 51 P. 52 P. 53 P. 54 P. 55 P. 56 P. 57 P. 58 P. 59 P. 60 P. 61 P. 62 P. 63 P. 64 P. 65 P. 66 P. 67 P. 68 P. 69 P. 70 P. 71 P. 72 P. 73 P. 74 P. 75 P. 76 P. 77 P. 78 P. 79 P. 80 P. 81 P. 82 P. 83 P. 84 P. 85 P. 86 P. 87 P. 88 P. 89 P. 90 P. 91 P. 92 P. 93 P. 94 P. 95 P. 96 P. 97 P. 98 P. 99 P. 100 P. 101 P. 102 P. 103 P. 104 P. 105 P. 106 P. 107 P. 108 P. 109 P. 110 P. 111 P. 112 P. 113 P. 114 P. 115 P. 116 P. 117 P. 118 P. 119 P. 120 P. 121 P. 122 P. 123 P. 124 P. 125 P. 126 P. 127 P. 128 P. 129 P. 130 P. 131 P. 132 P. 133 P. 134 P. 135 P. 136 P. 137 P. 138 P. 139 P. 140 P. 141 P. 142 P. 143 P. 144 P. 145 P. 146 P. 147 P. 148 P. 149 P. 150 P. 151 P. 152 P. 153 P. 154 P. 155 P. 156 P. 157 P. 158 P. 159 P. 160 P. 161 P. 162 P. 163 P. 164 P. 165 P. 166 P. 167 P. 168 P. 169 P. 170 P. 171 P. 172 P. 173 P. 174 P. 175 P. 176 P. 177 P. 178 P. 179 P. 180 P. 181 P. 182 P. 183 P. 184 P. 185 P. 186 P. 187 P. 188 P. 189 P. 190 P. 191 P. 192 P. 193 P. 194 P. 195 P. 196 P. 197 P. 198 P. 199 P. 200 P. 201 P. 202 P. 203 P. 204 P. 205 P. 206 P. 207 P. 208 P. 209 P. 210 P. 211 P. 212 P. 213 P. 214 P. 215 P. 216 P. 217 P. 218 P. 219 P. 220 P. 221 P. 222 P. 223 P. 224 P. 225 P. 226 P. 227 P. 228 P. 229 P. 230 P. 231 P. 232 P. 233 P. 234 P. 235 P. 236 P. 237 P. 238 P. 239 P. 240 P. 241 P. 242 P. 243 P. 244 P. 245 P. 246 P. 247 P. 248 P. 249 P. 250 P. 251 P. 252 P. 253 P. 254 P. 255 P. 256 P. 257 P. 258 P. 259 P. 260 P. 261 P. 262 P. 263 P. 264 P. 265 P. 266 P. 267 P. 268 P. 269 P. 270 P. 271 P. 272 P. 273 P. 274 P. 275 P. 276 P. 277 P. 278 P. 279 P. 280 P. 281 P. 282 P. 283 P. 284 P. 285 P. 286 P. 287 P. 288 P. 289 P. 290 P. 291 P. 292 P. 293 P. 294 P. 295 P. 296 P. 297 P. 298 P. 299 P. 300 P. 301 P. 302 P. 303 P. 304 P. 305 P. 306 P. 307 P. 308 P. 309 P. 310 P. 311 P. 312 P. 313 P. 314 P. 315 P. 316 P. 317 P. 318 P. 319 P. 320 P. 321 P. 322 P. 323 P. 324 P. 325 P. 326 P. 327 P. 328 P. 329 P. 330 P. 331 P. 332 P. 333 P. 334 P. 335 P. 336 P. 337 P. 338 P. 339 P. 340 P. 341 P. 342 P. 343 P. 344 P. 345 P. 346 P. 347 P. 348 P. 349 P. 350 P. 351 P. 352 P. 353 P. 354 P. 355 P. 356 P. 357 P. 358 P. 359 P. 360 P. 361 P. 362 P. 363 P. 364 P. 365 P. 366 P. 367 P. 368 P. 369 P. 370 P. 371 P. 372 P. 373 P. 374 P. 375 P. 376 P. 377 P. 378 P. 379 P. 380 P. 381 P. 382 P. 383 P. 384 P. 385 P. 386 P. 387 P. 388 P. 389 P. 390 P. 391 P. 392 P. 393 P. 394 P. 395 P. 396 P. 397 P. 398 P. 399 P. 400 P. 401 P. 402 P. 403 P. 404 P. 405 P. 406 P. 407 P. 408 P. 409 P. 410 P. 411 P. 412 P. 413 P. 414 P. 415 P. 416 P. 417 P. 418 P. 419 P. 420 P. 421 P. 422 P. 423 P. 424 P. 425 P. 426 P. 427 P. 428 P. 429 P. 430 P. 431 P. 432 P. 433 P. 434 P. 435 P. 436 P. 437 P. 438 P. 439 P. 440 P. 441 P. 442 P. 443 P. 444 P. 445 P. 446 P. 447 P. 448 P. 449 P. 450 P. 451 P. 452 P. 453 P. 454 P. 455 P. 456 P. 457 P. 458 P. 459 P. 460 P. 461 P. 462 P. 463 P. 464 P. 465 P. 466 P. 467 P. 468 P. 469 P. 470 P. 471 P. 472 P. 473 P. 474 P. 475 P. 476 P. 477 P. 478 P. 479 P. 480 P. 481 P. 482 P. 483 P. 484 P. 485 P. 486 P. 487 P. 488 P. 489 P. 490 P. 491 P. 492 P. 493 P. 494 P. 495 P. 496 P. 497 P. 498 P. 499 P. 500 P. 501 P. 502 P. 503 P. 504 P. 505 P. 506 P. 507 P. 508 P. 509 P. 510 P. 511 P. 512 P. 513 P. 514 P. 515 P. 516 P. 517 P. 518 P. 519 P. 520 P. 521 P. 522 P. 523 P. 524 P. 525 P. 526 P. 527 P. 528 P. 529 P. 530 P. 531 P. 532 P. 533 P. 534 P. 535 P. 536 P. 537 P. 538 P. 539 P. 540 P. 541 P. 542 P. 543 P. 544 P. 545 P. 546 P. 547 P. 548 P. 549 P. 550 P. 551 P. 552 P. 553 P. 554 P. 555 P. 556 P. 557 P. 558 P. 559 P. 560 P. 561 P. 562 P. 563 P. 564 P. 565 P. 566 P. 567 P. 568 P. 569 P. 570 P. 571 P. 572 P. 573 P. 574 P. 575 P. 576 P. 577 P. 578 P. 579 P. 580 P. 581 P. 582 P. 583 P. 584 P. 585 P. 586 P. 587 P. 588 P. 589 P. 590 P. 591 P. 592 P. 593 P. 594 P. 595 P. 596 P. 597 P. 598 P. 599 P. 600 P. 601 P. 602 P. 603 P. 604 P. 605 P. 606 P. 607 P. 608 P. 609 P. 610 P. 611 P. 612 P. 613 P. 614 P. 615 P. 616 P. 617 P. 618 P. 619 P. 620 P. 621 P. 622 P. 623 P. 624 P. 625 P. 626 P. 627 P. 628 P. 629 P. 630 P. 631 P. 632 P. 633 P. 634 P. 635 P. 636 P. 637 P. 638 P. 639 P. 640 P. 641 P. 642 P. 643 P. 644 P. 645 P. 646 P. 647 P. 648 P. 649 P. 650 P. 651 P. 652 P. 653 P. 654 P. 655 P. 656 P. 657 P. 658 P. 659 P. 660 P. 661 P. 662 P. 663 P. 664 P. 665 P. 666 P. 667 P. 668 P. 669 P. 670 P. 671 P. 672 P. 673 P. 674 P. 675 P. 676 P. 677 P. 678 P. 679 P. 680 P. 681 P. 682 P. 683 P. 684 P. 685 P. 686 P. 687 P. 688 P. 689 P. 690 P. 691 P. 692 P. 693 P. 694 P. 695 P. 696 P. 697 P. 698 P. 699 P. 700 P. 701 P. 702 P. 703 P. 704 P. 705 P. 706 P. 707 P. 708 P. 709 P. 710 P. 711 P. 712 P. 713 P. 714 P. 715 P. 716 P. 717 P. 718 P. 719 P. 720 P. 721 P. 722 P. 723 P. 724 P. 725 P. 726 P. 727 P. 728 P. 729 P. 730 P. 731 P. 732 P. 733 P. 734 P. 735 P. 736 P. 737 P. 738 P. 739 P. 740 P. 741 P. 742 P. 743 P. 744 P. 745 P. 746 P. 747 P. 748 P. 749 P. 750 P. 751 P. 752 P. 753 P. 754 P. 755 P. 756 P. 757 P. 758 P. 759 P. 760 P. 761 P. 762 P. 763 P. 764 P. 765 P. 766 P. 767 P. 768 P. 769 P. 770 P. 771 P. 772 P. 773 P. 774 P. 775 P. 776 P. 777 P. 778 P. 779 P. 780 P. 781 P. 782 P. 783 P. 784 P. 785 P. 786 P. 787 P. 788 P. 789 P. 790 P. 791 P. 792 P. 793 P. 794 P. 795 P. 796 P. 797 P. 798 P. 799 P. 800 P. 801 P. 802 P. 803 P. 804 P. 805 P. 806 P. 807 P. 808 P. 809 P. 810 P. 811 P. 812 P. 813 P. 814 P. 815 P. 816 P. 817 P. 818 P. 819 P. 820 P. 821 P. 822 P. 823

économie

REPÈRES

Dollar : plus ferme à 9,43 F

En repli, mercredi 12 juin, à 9,39 F et à 3,08 DM, le dollar s'est légèrement raffermi jeudi 13 juin, s'établissant à 9,43 F environ et à 3,10 DM. En fait, il semble s'être stabilisé, ces derniers temps, dans la zone des 9,35/9,45 F et 3,07/3,10 DM. Le franc français est de plus en plus ferme vis-à-vis du mark, dont le cours a encore fléchi à 3,0480 F, ce qui oblige la Banque de France à intervenir pour le soutenir, à des niveaux de plus en plus bas, au grand mécontentement de l'Allemagne fédérale.

Automobile : le marché français reste morose

La nombre des immatriculations de voitures neuves a continué à baisser en France, au mois de mai (- 3,6 % par rapport à mai 1984), tout comme au cours des cinq premiers mois de 1985 (- 1,4 % par rapport aux mois correspondants de 1984). Mais les constructeurs français ne reculent, en mai, que de 0,4 %, alors que leurs confrères étrangers chutent de 9,1 %. La pénétration des automobiles étrangères était de 36,8 % en mai 1984 ; elle revient, en mai 1985, à 34,6 %. Le groupe PSA (Peugeot-Citroën-Talbot), qui progresse de 4,2 % au cours des cinq premiers mois de cette année, continue à mieux se porter que Renault (- 6,7 %).

Assurance auto : 3 % de plus pour la Sécurité sociale

Il serait question de porter de 12 % à 15 % la taxe parafiscale prélevée sur les primes d'assurance-automobile au profit de la Sécurité sociale, ce qui équivaudrait à 31,5 % à 34,5 % l'ensemble des prélèvements fiscaux sur ces primes. Une telle mesure, qui procurerait 1,6 à 1,7 milliard de francs à la Sécurité sociale, fait suite à des relèvements successifs de la taxe, destinée à compenser le coût des accidents d'automobiles pour cet organisme : 3 % initialement, puis 6 % en 1978 et 12 % en 1982. Elle risque d'élourdir le poids de l'assurance-automobile sur les usagers, et notamment les jeunes, qui paient 8 000 F par an, contre 3 000 F pour l'ensemble des assurés (en moyenne). Elle pourrait être prise par un simple décret, ce qui amènerait certains assureurs à en contester la légalité.

AGRICULTURE

M. Henri Nallet présidera pendant deux ans le Conseil mondial de l'alimentation

M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, a été élu, jeudi 13 juin, à la présidence du Conseil mondial de l'alimentation (CMA), au cours de sa onzième session ministérielle réunie à Paris. Cette organisation des Nations unies joue un rôle essentiellement politique en surveillant la situation alimentaire mondiale et en tentant d'harmoniser les efforts faits par les gouvernements et les institutions internationales pour lutter contre la faim.

A travers la présidence du CMA, M. Nallet, et ainsi la France, se trouvent en position de peser sur les orientations d'un organisme qui a plutôt reflété depuis sa création, en 1974, les conceptions anglo-saxonnes des relations économiques Nord-Sud et du développement (la précédente présidence était assumée par M. Eugene Whelan, Canada). Il n'est pas négligeable de pouvoir

M. JEAN-PAUL PROUST VA PRÉPARER LES PROGRAMMES INTÉGRÉS MÉDITERRANÉENS

M. Jean-Paul Proust, directeur des pêches et des cultures marines au secrétariat d'Etat à la mer, vient d'être chargé par M. Fabius de préparer, au nom du gouvernement, les programmes intégrés méditerranéens (PIM). Il sera placé auprès de M. Gaston Desferre, ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire. Les PIM sont destinés à dégager des moyens financiers pour aider les secteurs de l'agriculture et de la pêche, ce qui pourrait menacer l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté.

[Né le 3 mars 1940 à Vaux (Sarthe), M. Jean-Paul Proust est ancien élève de l'ENSA et appartenait au corps préfectoral. Après avoir été sous-préfet de Lorient de 1977 à 1981, il avait été nommé en janvier 1982 directeur des pêches et des cultures marines. C'est à ce titre qu'il a participé directement aux négociations relatives à l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun.]

G. V.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-AL	9,4350 9,4375	+ 185 + 280	+ 385 + 415	+1.000 +1.100
DM	6,9920 6,9970	+ 9 + 20	+ 91 + 91	+ 126 + 223
Yen (100)	3,7748 3,7773	+ 121 + 138	+ 251 + 268	+ 706 + 755
DM	3,0468 3,0486	+ 111 + 121	+ 233 + 249	+ 650 + 694
Mark	2,9311 2,9345	+ 69 + 76	+ 149 + 162	+ 448 + 485
FL (100)	15,1178 15,1254	+ 157 + 205	+ 326 + 422	+ 823 +1.104
ES	3,6184 3,6208	+ 142 + 156	+ 304 + 325	+ 852 + 913
L (1000)	4,7954 4,7991	+ 131 + 110	+ 260 + 226	+ 763 + 680
£	11,9651 11,9777	+ 249 + 201	+ 499 + 424	+1.217 -1.036

TAUX DES EUROMONNAIES

	1 1/2	3 1/4	5 1/8	7 1/4	10 1/4	15 1/4	20 1/4	30 1/4	45 1/4	60 1/4	90 1/4	120 1/4
SE-AL	7 1/2	7 3/4	7 5/8	7 3/4	7 5/8	7 3/4	7 5/8	7 3/4	7 5/8	7 3/4	7 5/8	7 3/4
DM	5 1/4	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
FL (100)	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8
ES	1	2	5 1/16	5 3/16	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4
L (1000)	13	14	13 1/4	13 3/4	13 1/8	13 5/8	13 1/4	13 3/8	13 1/2	13 3/4	13 1/2	13 3/4
£	12 1/2	12 3/4	12 5/8	12 3/4	12 1/2	12 5/8	12 3/4	12 1/2	12 5/8	12 3/4	12 1/2	12 5/8
F. franc	9 15/16	10 3/16	9 15/16	10 3/16	10 1/16	9 15/16	10 3/16	10 1/16	9 15/16	10 3/16	10 1/16	9 15/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

COMMERCE

Un nouveau texte sur la concurrence

Le réalisme des pouvoirs publics

Le projet de loi, qui devait être soumis au conseil des ministres le 13 juin, a pour objet d'améliorer la réglementation sur la concurrence, en supprimant les contraintes inutiles, mais en resserrant les conditions de contrôle et de sanctions. Son ambition : que tout ce qui

n'est pas interdit soit autorisé, mais que ce qui est interdit soit sanctionné.

Par petites touches, il modifie plusieurs textes : article 37 de l'ordonnance du 30 juin 1945 sur les prix, décret du 30 sep-

tembre 1953 sur les rapports entre bailleurs et sociétés, loi du 19 juillet 1977 sur le contrôle de la concentration économique, et, enfin, loi du 24 janvier 1984 sur les établissements de crédit.

En fin de compte, le conseil des ministres n'aura pas discuté de la législation éventuelle de la publicité comparative. C'est que l'unanimité est loin d'être faite au sein du gouvernement sur le sujet. Certes, M^{me} Catherine Lalumière avait, il n'y a guère, tranché pour que le statut quo soit conservé. La tentation a cependant été forte de légiférer. On avait envisagé de gommer la présomption de préjudice attachée à la simple citation d'une marque ou d'une enseigne concurrente, en exigeant que la comparaison porte sur des caractéristiques vérifiables (et le prix à lui seul ne peut constituer une telle caractéristique). Mais l'ensemble des professionnels (annonceurs, agences de publicité, bureaux de vérification de la publicité) hier comme aujourd'hui restent opposés à une législation de la

publicité comparative. Ils seront rassurés. Si le problème s'est posé avec cette acuité dans l'Hexagone, c'est parce que la comparaison de quelques dizaines de prix d'une grande surface à l'autre est devenue une des armes favorites des hypermarchés. On a ainsi vu apparaître l'indice des économies de Carrefour, qui suscitait la grogne judiciaire des Centres Leclerc. L'Argus alimentaire d'Intermarché, qui lui veut d'être traité en justice par Mammouth (enseigne de Paridoc). Les ressources disponibles des ménages s'affaiblissant, la concurrence se fait plus vive : quand le foie se fait rare au rôtisseur, les chevaux se battent... Autorisés ou non, la publicité comparative continuera sans doute à être ponctuellement pratiquée, le risque judiciaire ayant été mûre-

ment pesé avant de lancer la campagne.

Libertés et sanctions

Quant à l'ensemble du projet de loi, qui soulèvera peut-être des flots d'amendements au Parlement, il ne semble pas poser de questions au gouvernement. Il s'agit, par petites touches, de laisser plus de libertés dans les négociations commerciales, tout en sanctionnant plus durement ce qui est interdit. Mais on sait bien que la concurrence n'est chérie par les industriels et les commerçants que quand ils sortent vainqueurs de ces batailles. En revanche, les uns ou les autres sont prompts à demander l'intervention des pouvoirs publics quand le rapport de forces s'inverse. L'affaire des supercentrales d'achat en est un bon exem-

ple : le regroupement plus ou moins artificiel des très grands du commerce a suscité tout au long de l'année 1984 les cris des industriels (y compris les plus importants) et si les uns et les autres semblent avoir trouvé un terrain d'entente au sein du CNPF (les Centres Leclerc acceptant la règle du jeu commune), l'existence d'un seul groupe franco-tireur (Intermarché) risque d'affaiblir la portée de l'accord péniblement négocié.

En matière de concurrence, il est bon que les pouvoirs publics ne se mêlent pas de trop près des négociations farouches entre industriels et commerçants tout en restant vigilants. La clarté sur les circuits de formation des prix n'est pas pour demain. La majorité en a pris conscience. C'est être réaliste.

JOSÉE DOYÈRE.

De la discrimination tarifaire aux baux commerciaux

Assouplissement de l'interdiction de refus de vente.

Lorsque des accords de coopération commerciale ou de distribution sélective ont pour effet d'assurer le développement économique, notamment par l'accroissement de la productivité, le refus de vente ne sera plus assimilé à une pratique de prix illicite. Mieux encore, ces accords de coopération entre professionnels (industriels, importateurs, grossistes, distributeurs) pourront être déposés auprès des autorités et faire l'objet pour une durée limitée d'arrêts ministériels, pris après avis de la commission de la concurrence.

Ils constitueront en quelque sorte des contrats-types, auxquels d'autres professionnels pourraient se référer. Mais cela n'empêcherait pas tout autre accord entre distributeurs et industriels, au risque d'une plainte d'un de leurs concurrents qui se jugerait lésé.

La discrimination tarifaire.

Qu'un industriel, un importateur ou un grossiste pratique des tarifs différents en fonction des quantités livrées, des services rendus par le distributeur final, pourquoi pas ? La notion de « prix de revient » (que nul n'a jamais réussi à calculer) n'est plus évoquée, mais obligation formelle est mentionnée de communiquer les barèmes de prix et les conditions de vente à tout revendeur qui en fait la demande. En revanche, le relèvement injustifié du prix d'un produit « à la tête du client-revendeur » reste interdit. De plus, s'il y a une « dépendance » économique d'un partenaire par rapport à l'autre (de commerçant individuel en face d'un grand industriel, le petit fabricant de l'agro-alimentaire devant une chaîne d'hypermarchés), tout ce qui n'est pas justifié par des différences de prix de revient est interdit.

La police de la concurrence.

Dans le système de la « procédure simplifiée » (où l'affaire n'est pas étudiée par la commission de la concurrence), la « sanction pécuniaire » infligée par le ministre (sur décision motivée) passe de 200 000 F à 500 000 F. Lorsque des poursuites pénales sont engagées, les rapporteurs de la commission de la concurrence pourront demander à

l'autorité judiciaire copie des procès-verbaux et des rapports d'enquête (c'est une dérogation au secret de l'instruction).

Les concentrations d'entreprises et les ententes.

Le seuil à partir duquel les pouvoirs publics peuvent exercer leur contrôle sur une concentration est ramené de 40 à 25 % des ventes d'une catégorie de produits sur le marché national ou sur une partie substantielle de celui-ci. L'administration s'abstiendra d'intervenir si de telles ententes compensent, par

une contribution suffisante » au progrès économique et social, les atteintes portées à la concurrence.

Loi bancaire.

En matière de concurrence, les activités des banques échapperaient au contrôle de la commission bancaire pour retomber sous celui de la commission de la concurrence, dont la compétence serait ainsi élargie.

Baux commerciaux.

Un professionnel locataire d'un local pourra renoncer à son droit de résilier le bail au bout de trois ans, ce qui n'est pas possible jusqu'ici.

Cela se justifie lorsqu'un propriétaire a pris en charge des travaux importants pour mieux satisfaire son locataire.

Le petit commerçant prenant sa retraite pourra résilier son bail à l'importe quel moment. En cas de vente dudit bail, s'il trouve un acquéreur dans une autre activité que la sienne, compatible cependant avec « la destination, les caractéristiques et la situation de l'immeuble », le propriétaire aura, pendant un mois, une priorité de rachat ou la possibilité de saisir le tribunal de grande instance.

CONJONCTURE

La chute de la collecte dans les caisses d'épargne inquiète la Caisse des dépôts

Au cours des cinq premiers mois de cette année, les retraits ont emporté de 15,5 milliards de francs sur les dépôts dans les caisses d'épargne de l'écoulement et de la poste, au titre des livrets A et B. Même si un excédent de 8,1 milliards de francs a été relevé sur les autres produits des mêmes réseaux (CODEVI, livrets d'épargne populaire, épargne logement, bons et comptes chèques), le déficit global de la collecte dépasse 7 milliards de francs.

Ce phénomène ne laisse pas d'inquiéter la Caisse des dépôts, qui recueille l'essentiel de cette épargne liquide (plus de 800 milliards de francs de l'en-cours) et le transforme, à hauteur de 64 %, en prêts à long terme, au bénéfice du logement social pour 25,3 % (372 milliards) et des collectivités locales pour 24 % (253 milliards de francs).

M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts, peut donc légitimement formuler une interrogation majeure : est-il désormais possible de maintenir à un niveau suffisant les ressources bon marché qui sont nécessaires à l'établissement pour remplir sa mission traditionnelle et fondamentale, à savoir le financement du logement social et des collectivités locales aux conditions les moins onéreuses ?

Cette interrogation se justifie par l'évolution rapide du comportement des ménages dans le domaine finan-

cier. Globalement, leur épargne continue de fléchir, tombant, en 1984, à 13,7 % de leurs revenus disponibles, contre 14,4 % en 1983, du fait de la crise et de la baisse du pouvoir d'achat. La chute de la collecte sur les livrets A et B en témoigne. Mais la crise n'est pas la seule explication, car l'épargne purement financière n'accuse qu'une légère diminution : 5,1 % du revenu disponible, contre 5,4 % en 1983. C'est la structure même de cette épargne qui se modifie, avec une accélération du glissement vers les placements à long terme : doublement en cinq ans des achats de valeurs mobilières, essentiellement obligations, et des souscriptions de contrats d'assurance-vie.

Un formidable transfert de capitaux

En outre, l'épargne liquide, dont la part est tombée à 53 %, contre 80 % en 1979, se trouve irrémédiablement attirée vers des produits mirobolants, la SICAV et les Fonds communs à court terme, dits de trésorerie. Placés pour plus de 50 % en obligations et bénéficiant du rendement de ces titres (environ 11 à 12 %) comme de leur régime fiscal privilégié (prélèvement forfaitaire de 25 %, ou même exonération de fait), les fonds investis dans ces produits sont disponibles du jour au lendemain, donc tout à fait liquides. Le succès de la formule a été tel qu'il a provoqué le plus formidable transfert de capitaux jamais observé en France : plus de 250 milliards de francs collectés depuis le début de 1982 et sans doute 300 milliards de francs à la fin de l'année. Comme la masse globale de l'épargne augmente plus lentement, ce transfert s'est effectué aux dépens des autres formes de placement à court terme, mais que les comptes sur livret dans les banques et les caisses d'épargne. Ces derniers sont victimes d'un véritable « siphonnage » de leurs ressources traditionnelles.

Un tel glissement vers l'épargne longue est encouragé depuis 1979 par les pouvoirs publics, qui désirent drainer ainsi les capitaux liquides vers la modernisation des entreprises et un financement plus orthodoxe du déficit budgétaire. Il n'est pas sans danger, car les placements en SICAV court terme, beaucoup moins stables que ceux en obliga-

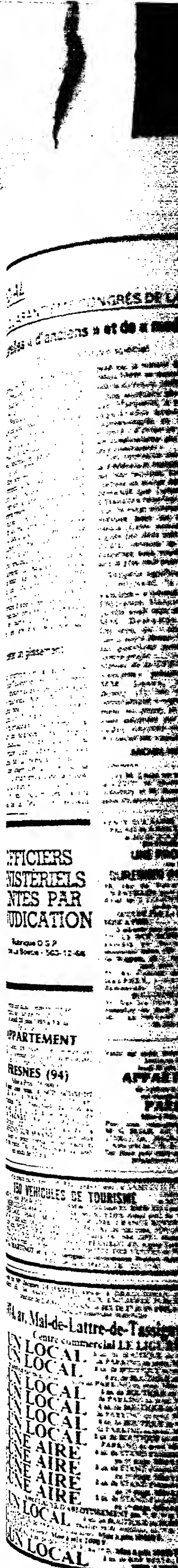
tions, peuvent, en cas de remontée des taux, être affectés par des pertes en capital, avec de graves incidents sur le marché, comme en décembre dernier. En fait, le processus de transfert n'est plus vraiment maîtrisé.

Dans le cas des caisses d'épargne, ce processus « s'il se poursuit » risque de compromettre l'alimentation de la Caisse des dépôts en ressources fraîches.

Certes, la Caisse des dépôts a bien rempli en 1984 la mission de « quasi service public » qui lui est assignée. Elle a pu le faire grâce à la part croissante dans ses ressources des retraits sur opérations antérieures (amortissement et remboursement de prêts) qui représentent maintenant 76 % du total, contre 70,9 % en 1983 et 49 % en 1976. Mais l'an passé, ce total (150,7 milliards de francs) a diminué de 0,5 % en francs courants et de 7,4 % en francs constants, en raison de la chute de l'épargne nouvelle centralisée à la caisse : 25,8 milliards de francs, contre 29,7 milliards de francs, soit une diminution de 37,9 % (13,9 milliards de francs, dont 11,1 milliards de francs pour les seuls livrets A et B). C'est la première fois.

La Caisse va donc, vraisemblablement, devoir s'adapter à une situation nouvelle. Elle sera contrainte de réserver les ressources à bon marché des caisses d'épargne par priorité au logement social, mais se trouvera dans l'obligation de chercher des compléments aux conditions du marché, plus onéreuses. Cela signifiera notamment un recours accru aux émissions obligataires pour financer les prêts aux collectivités locales. La Rue de Rivoli va donc se trouver devant un dilemme : laisser le fameux glissement vers l'épargne longue se poursuivre et, alors, se trouver confrontée à un problème de financement dans des secteurs jusqu'à maintenant privilégiés, ou « revampir » les livrets des caisses d'épargne (exonérés d'impôts) en augmentant leur plafond et en freinant ou en stoppant la baisse de leur rémunération, au risque de bloquer le processus de diminution du coût du crédit auquel tient tant M. Bérégovoy. On s'aperçoit aujourd'hui à quel point l'amélioration de la rémunération de l'épargne peut bouleverser des circuits de financement traditionnels.

FRANÇOIS RENARD.



AFFAIRES

Le gouvernement veut attirer les investissements étrangers

(Suite de la première page.)

Pour éviter certaines situations assimilables à une double imposition des revenus, des instructions seront données aux services fiscaux pour que les frais de scolarité engagés par des enfants étrangers pour leurs études soient considérés comme frais professionnels, donc déductibles et non imposables. Enfin, des négociations seront engagées avec les autorités des Etats-Unis, du Japon, du Canada, d'Autriche, de Suisse, d'Australie, d'Espagne et des pays scandinaves pour régler, par traités bilatéraux, la question des doubles cotisations de sécurité sociale.

L'allègement des formalités qui sont autant d'épaves dans la vie quotidienne est une autre, la prospection à l'étranger des investisseurs en est une autre. S'il est vrai que les Etats-Unis et le Japon ont l'an passé « alimenté » à 36 et 35 % le flux d'emplois étrangers, les pays neufs comme la Corée du Sud, Singapour, l'Australie, Israël doivent être mieux prospectés que par le passé. Il sera demandé aux ambassades françaises de prendre en charge cette prospection, tandis que le rôle des bureaux de la DATAR à l'étranger (il en existe douze) sera renforcé.

Mais, au fur et à mesure que la décentralisation entre dans les faits, les régions ont tendance à aller de leur propre chef, et pour leur propre compte évidemment, à la recherche des investisseurs potentiels. Certaines font preuve, dans ce domaine de la politique extérieure, d'un dynamisme très remarquable. L'Alsace a créé une antenne au Japon et en Californie et le président du conseil régional revient d'un voyage à Tokyo. Le Languedoc-Roussillon s'est jumelé avec de nombreuses provinces étrangères, par exemple le Sichuan chinois, et va faire de même en Malaisie. Rhône-Alpes reçoit des investisseurs américains. Poitou-Charentes noue des liens étroits avec le Québec, l'île-de-France avec l'Egypte...

La multiplication de ces initiatives, qui court-circuiteraient souvent les antennes officielles et notamment la DATAR, encourage à l'initiative et à l'initiative du gouvernement. On voit même certains commissaires de la République déléguer au tribunal administratif des décisions prises par un conseil régional (Lorraine) pour favoriser la prospection commerciale. Agacé des effets d'une décentralisation qu'il a

lui-même voulue, M. Defferre a réuni les présidents de région (1) et leur a dit que la prospection exigeait professionnalisme, discrétion, ténacité, et que, pour un investisseur étranger, la concurrence n'était pas entre Louwy et Brest, entre la Picardie et l'Aquitaine, mais entre la France et la Grande-Bretagne ou l'Espagne. « Il n'est pas question de recréer une espèce de tutelle de l'Etat, a-t-il précisé, mais de nous organiser pour améliorer nos performances en évitant les déperditions d'efforts et de crédits. » Un langage qui n'a pas convaincu tous ses auditeurs, prompts à penser que l'Etat voulait reprendre ce qu'il sentait progressivement lui échapper.

Le réseau SITE

Le gouvernement propose aux régions une règle du jeu qui devrait se traduire par la création d'un fichier dénommé SITE (Sites industriels et tertiaires pour les entreprises). Ce document informatisé, alimenté par les collectivités locales, les comités d'expansion, les chambres de commerce, les sociétés de conseil, sera une banque de données sur les sites et les aides possibles en France. Chaque région doit

pouvoir jouer sa chance, et pas seulement celles qui sont considérées comme « superprioritaires » par la DATAR. « Le choix d'un site doit être fait en fonction des souhaits de l'investisseur et non en fonction des incendies à éteindre dans telle ou telle localité. Une entreprise investit pour régler ses problèmes mais les siens », dit-on au gouvernement.

Dernier volet des mesures prises : améliorer l'image économique de la France à l'étranger. Là encore, les ambassades vont être mises à contribution. D'autre part, lors de la Fête des industries et des techniques à La Villette, à l'automne prochain, un programme « à l'intérieur du savoir-faire français » sera proposé, avec l'appui de l'ANVAR, à des groupes d'industriels étrangers.

Enfin, une association devrait voir le jour regroupant divers organismes publics, privés ou parapublics pour promouvoir l'image économique et technologique de la France au-delà des frontières.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) Mais la Picardie, Poitou-Charentes, la Haute-Normandie n'ont pas jugé bon d'être représentées.

TRANSPORTS

LES LOUEURS DE VEHICULES INDUSTRIELS PROTESTENT CONTRE LA FISCALITE SUR LES CARBURANTS

« Nous commençons à en avoir assez de l'aggravation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) », a déclaré, le 11 juin, M. Claude Cans, président de la chambre syndicale nationale des loueurs de véhicules industriels, bien décidé à rappeler à la tribune du congrès que tendra son organisation, du 12 au 14 juin, à Nantes, que la TIPP a augmenté de 31 % au cours de l'année 1984.

Deuxième sujet de revendication pour une profession plutôt calme : la déduction de la TVA sur le gazole, fixée à 50 % depuis le 1^{er} mai. « Plus de 10 % de la perte de la TVA à 50 % comme cela se pratique dans le reste de l'Europe. Nous ne baissons pas les bras tant que nous n'aurons pas obtenu qu'on nous aligne sur nos confrères étrangers. »

La chambre syndicale, qui regroupe 1 300 des 7 000 entreprises de location de véhicules industriels, hésite toutefois à crier misère. Certes, l'activité semble avoir stagné en 1984, avec - 2 % environ de journées d'activité facturées. Mais la profession a retrouvé, le 1^{er} février, la liberté de fixer ses tarifs. Alors, comme l'a expliqué M. Cans, le congrès essaiera « de prendre de la hauteur », c'est-à-dire de mieux apprécier l'évolution des besoins de sa clientèle, qui demande aux loueurs un service de plus en plus complet. Il sera aussi question de la banque de données accessible par Minitel qui permet à ses abonnés de tout connaître sur la réglementation applicable au transport des matières dangereuses, qui vont du tube de colle à l'éthylène liquéfié.

« Vers la fin de la grève des pilotes d'United Airlines. Un protocole d'accord entre la direction et les pilotes de la compagnie aérienne américaine United Airlines pourrait mettre fin, à une grève de vingt-cinq jours qui avait réduit le service de cette compagnie à 20 % de son trafic habituel. Les pilotes avaient cessé le travail pour s'opposer à la mise en place d'une grille de salaires moins favorable pour les pilotes nouvellement embauchés. Le détail de l'accord n'a pas été publié. On ignore si United Airlines, première compagnie aérienne du monde occidental, est parvenue à son objectif de ramener les rémunérations d'une partie de son personnel navigant au niveau des salaires pratiqués par les nouvelles compagnies créées aux Etats-Unis. »

FINANCES PUBLIQUES

UNE FAMILLE DE DEUX ENFANTS : EXONERATION POSSIBLE JUSQU'A 9 500 F DE REVENUS PAR MOIS

Le relèvement des plafonds de déductibilité des intérêts d'emprunt va permettre à certains contribuables d'être exonérés d'impôt sur la revente. Ainsi, un contribuable marié ayant deux enfants, disposant d'un revenu brut annuel n'excédant pas 114 555 F (9 500 F par mois environ), s'il emprunte et bénéficie de la réduction mensuelle, ne paiera pas du tout d'impôt sur le revenu, alors qu'il aurait payé 5 069 F s'il n'avait pas emprunté pour se loger.

De même, jusqu'à un revenu brut annuel de 64 805 F (5 400 F mensuel), un célibataire pourra être totalement exonéré d'impôt s'il emprunte.

Les limites d'exonération étaient de 98 347 F de salaire brut annuel pour un couple marié avec deux enfants, et de 56 472 F pour un célibataire avec l'ancienne législation sur les emprunts.

Impôt sur les grandes fortunes

DÉCLARATION ET PAIEMENT AU PLUS TARD LE 17 JUIN

Les déclarations et le paiement de l'impôt sur les grandes fortunes doivent être faits lundi 17 juin au plus tard. La déclaration devra être adressée à la recette des impôts du domicile au 1^{er} janvier dernier (et non à la perception) située dans les locaux du centre des impôts. Les non-résidents devront l'adresser à la recette des impôts du 9 de la rue d'Uzès, à Paris.

La majoration de 8 % du montant de l'impôt décidée en 1984 a été reconduite pour 1985. Celle-ci s'ajoute à l'impôt calculé selon le barème suivant : 0 % en dessous de 3,5 millions de francs ; 0,5 % entre 3,5 millions et 5,8 millions ; 1 % entre 5,8 millions et 11,5 millions ; 1,5 % entre 11,5 millions et 20 millions et 2 % au-delà de 20 millions.

L'Etat va prendre en charge les dépenses de fonctionnement des préfectures

Clarification financière

Tirant les conclusions de l'expérience engagée depuis le début de l'année dans les Landes, la Savoie, la Gironde et en Saône-et-Loire, le gouvernement a décidé de mettre à jour les relations financières entre l'Etat, les départements et les communes, pour ce qui relève du fonctionnement des services de chaque administration.

C'est l'objet du projet de loi que M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, devait faire approuver par le conseil des ministres ce jeudi 13 juin.

Les premières années de mise en place de la décentralisation ont, en effet - pour une période transitoire -, semblé compliquées une situation qui n'était pas toujours simple au départ. Il existe encore dans les départements et les régions des agents départementaux (payés par le conseil général) qui travaillent pour l'Etat et vice versa. Des conventions conclues en 1982 dans chaque préfecture entre le commissaire de la République et le président du conseil général ont, tant bien que mal, permis de répartir les personnels, les locaux, les frais de fonctionnement. Mais elles arrivent à expiration le 10 janvier 1986.

La fin du régime juridique - plus que centenaire - qu'on ne nomme « le maintien des prestations réciproques » aura, notamment, pour conséquences que, à partir de l'an prochain (1), les dépenses de fonctionnement des préfectures et sous-préfectures (voitures, chauffage, frais de représentation) seront

prises en charge par l'Etat alors qu'auparavant elles faisaient l'objet d'un crédit voté par le conseil général, ce qui a donné lieu dans de nombreux départements à des querelles parfois mesquines. Les biens, meubles et immeubles, affectés au fonctionnement de l'administration préfectorale relèveront du régime juridique de la mise à disposition à titre gratuit. C'est-à-dire que ces biens resteront, en général, propriété du département, mais l'Etat va acquiescer les droits et obligations du propriétaire, sauf le droit d'aliéner le bien.

Les frais de fonctionnement et les gros travaux d'entretien, qui ne seront donc plus à la charge des départements ou des régions et qui seront repris à son compte par l'Etat dans son budget, sont estimés, en années plurielles et pour l'ensemble des préfectures, entre 1,2 à 1,5 milliard.

Cette somme sera déduite du montant de la dotation globale de décentralisation (DGD), créée en 1983, que l'Etat verse chaque année aux collectivités locales et qui atteindra 12,45 milliards en 1985. Un manque à gagner que les élus locaux ne manqueront pas de qualifier de nouvelle amputation.

F. Gr.

(1) Il faudra attendre 1987 pour appliquer le même principe aux services extérieurs de l'Etat (par exemple, la direction départementale de l'Agriculture, la direction régionale de l'Industrie...).

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

« Démission du président du syndicat de l'industrie pharmaceutique. » Mécontent de la façon dont l'industrie pharmaceutique « est traitée sur le plan économique », (par les pouvoirs publics), M. Pierre Joly, président du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP), a annoncé, le 12 juin, sa démission. M. Joly a déclaré « qu'il ne se considérait plus en mesure d'exercer son mandat de président ». « Nous ne pouvons plus accepter la façon dont nous sommes traités », a-t-il ajouté. Le syndicat s'élève notamment, depuis plusieurs années, contre le retard dans la revalorisation des prix des médicaments qui compromet, selon lui, l'avenir de cette industrie.

Etranger

« L'Argentine rembourse en partie ses arriérés d'intérêts. » Devant la réticence des banques centrales à lui accorder un crédit-rélate de 450 millions de dollars, l'Argentine a versé, le 12 juin, à ses créanciers étrangers, 250 millions sur les 1 200 millions de dollars d'arriérés d'intérêts sur sa dette étrangère. Elle apure ainsi sa situation jusqu'au 30 décembre 1984. Elle a également complété son plan de rigueur et la dévaluation du peso de 18 %, mardi, par une nouvelle dévaluation de 1,29 % mercredi. Les mesures, et notamment l'annonce

des hausses de prix, d'impôts et de droits de douane, ont soulevé de nouvelles protestations dans le pays.

L'Argentine espère encore faire changer d'avis les banques centrales suisses et onest-allemandes qui refusent de participer au crédit-rélate. Le Brésil est le seul pays latino-américain à avoir accepté de contribuer, à hauteur de 30 millions de dollars. Le Trésor américain a également confirmé sa participation. - (AP, UPI.)

(Publicité)
COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
Appel d'offres

La commission des communautés européennes se propose d'ouvrir un appel d'offres limité à l'agrandissement permanent pour la réalisation (composition, gravure, impression et assemblage) de son magazine 30 jours d'Europe, édité par le bureau de Paris de presse et d'information des communautés européennes.

Toute société désireant participer à l'appel d'offres doit en informer le directeur du bureau de presse et d'information, 61, rue des Belles-Feuilles - 75782 Paris Cedex 16.

Les techniques de production retenues devront participer des perfectionnements les plus performants du marché dans : composition, mise en pages et montage successifs, ainsi que : photographies et impression programmées.

Ces techniques devront, en outre, être compatibles avec le matériel de traitement de texte de la rédaction.

Pour être recevable, la demande doit :

1. Parvenir au bureau de presse et d'information des communautés européennes par lettre recommandée, avant le lundi 24 juin 1985 (le cachet de la poste faisant foi).
2. Être accompagnée par une description de la société, son aptitude à fournir les services demandés, des références à des services identiques déjà rendus et toutes autres informations utiles.

L'appel d'offres complet avec spécifications détaillées des services à fournir, devrait être lancé fin juillet 1985.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Monsieur Edouard de Royère est nommé Président de l'Air Liquide.

M. Edouard de Royère est entré à l'Air Liquide en 1966. Il a été nommé successivement Secrétaire Général en 1968, Directeur Général Adjoint en 1979, Vice-Président Directeur Général en 1982.

M. Jean Delorme a fait part au Conseil d'Administration qui s'est tenu le 12 juin 1985 de son désir de ne pas être reconduit dans ses fonctions de Président et, sur sa proposition M. Edouard de Royère a été nommé Président Directeur Général.

Après que M. Edouard de Royère, auquel se sont associés tous les Administrateurs, ait rendu hommage à M. Jean Delorme pour la contribution éminente qu'il a apportée au développement de l'Air Liquide depuis 1927, le Conseil, sur proposition de M. Edouard de Royère, a décidé à l'unanimité de confier à M. Jean Delorme le titre de Président d'honneur et de lui confier la Présidence du Comité Consultatif.

M. Alain Joly précédemment Directeur a été nommé Directeur Général.

L'AIR LIQUIDE
Spécialiste mondial des gaz industriels

Concilié 1984 (FF)
Chiffre d'affaires : 20 milliards
Résultats nets : 1 milliard

200.000 actionnaires.
25.000 collaborateurs.
56 pays.

IMETAL
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Les actionnaires d'IMETAL, réunis le 12 juin sous la présidence de M. Bernard de Villeneuve, ont approuvé les comptes de l'exercice 1984, qui se soldent par un bénéfice de 41 581 664 francs, et affecté celui-ci à raison de 17,58 millions de francs à la réserve légale et de 24 millions de francs au report à nouveau. L'assemblée a également renouvelé le mandat des administrateurs pour la durée statutaire d'un an.

S'adressant aux actionnaires, le président de Villeneuve a souligné que, grâce à une conjoncture économique mondiale plus favorable et aux mesures de restructuration mises en œuvre, IMETAL a pu, en 1984, renverser la tendance de ses résultats et dégager, au niveau consolidé, un profit de 166 millions venant après des pertes de 364 millions en 1983 et de 640 millions en 1982. Les activités du secteur des métaux de base interviennent dans ce résultat pour un montant de 30 %, celui des industries manufacturières (Copperweld et Cookson en particulier) pour 50 %, les 20 % restants provenant des sociétés de matériaux de construction et produits

non métalliques et des activités commerciales. Géographiquement, le résultat provient pour 40 % de l'Europe, hors la France, pour 30 % de l'Amérique du Nord, pour 15 % de l'Afrique, et pour 10 % de la zone Pacifique et de l'Amérique du Sud. Le président considère que cette analyse donne la mesure et l'orientation des efforts à déployer encore pour obtenir un meilleur équilibre et plus de régularité dans les sources de revenus du groupe. M. de Villeneuve estime que, tel qu'il se dessine aujourd'hui, l'exercice 1985 d'IMETAL reste encore incertain. En effet, les cours des métaux enregistrent une certaine tendance à la baisse, les prix de l'uranium demeurent affectés par le ralentissement des programmes de production d'électricité nucléaire, et le réseau des filiales commerciales se ressent de la réduction d'activité actuellement constatée sur les principaux marchés de matières premières. Si ces tendances devaient se poursuivre, le président de Villeneuve pense que les résultats de 1985 pourraient ne pas atteindre le niveau de l'année précédente.

BANQUE NATIONALE DE PARIS

LA BNP ET LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE FRANCO-INDIENNE

Une réception en l'honneur d'une délégation de la Fédération Indienne des Chambres de Commerce et d'Industrie conduite par son Président, M. D.N. PATODIA a été offerte par M. J.H. WAHL, Directeur Général de la Banque Nationale de Paris, le 6 juin 1985, au moment même où l'on célèbre en France l'ouverture de l'Année de l'Inde.

A l'occasion de cette manifestation qui a réuni des chefs d'entreprises indiennes et françaises importantes.

M. WAHL a évoqué la qualité des liens culturels et économiques unissant l'Inde et la France, l'intérêt porté par les industriels français à la coopération franco-indienne, et le rôle exceptionnel de la BNP - implantée depuis 1860 en Inde où elle a maintenant trois agences - dans la mise en œuvre de cette coopération et notamment dans les financements à moyen et long termes des opérations d'exportation.

BNP la banque est notre métier

MARCHÉS FINANCIERS

LA VIE DES SOCIÉTÉS

INDICES COTATIONS

14 JUIN 1985

BOURSE DE PARIS

10h30

11h30

12h30

13h30

14h30

15h30

16h30

17h30

18h30

19h30

20h30

21h30

22h30

23h30

24h30

25h30

26h30

27h30

28h30

29h30

30h30

31h30

32h30

33h30

34h30

35h30

36h30

37h30

38h30

39h30

40h30

41h30

42h30

43h30

44h30

45h30

46h30

47h30

48h30

49h30

50h30

51h30

52h30

53h30

54h30

55h30

56h30

57h30

58h30

59h30

60h30

61h30

62h30

63h30

64h30

65h30

66h30

67h30

68h30

69h30

70h30

71h30

72h30

73h30

74h30

75h30

76h30

77h30

78h30

79h30

80h30

81h30

82h30

83h30

84h30

85h30

86h30

87h30

88h30

89h30

90h30

91h30

92h30

93h30

94h30

95h30

96h30

97h30

98h30

99h30

100h30

101h30

102h30

103h30

104h30

105h30

106h30

107h30

108h30

109h30

110h30

111h30

112h30

113h30

114h30

115h30

116h30

117h30

118h30

119h30

120h30

121h30

122h30

123h30

124h30

125h30

126h30

127h30

128h30

129h30

130h30

131h30

132h30

133h30

134h30

135h30

136h30

137h30

138h30

139h30

140h30

141h30

142h30

143h30

144h30

145h30

146h30

147h30

148h30

149h30

150h30

151h30

152h30

153h30

154h30

155h30

156h30

157h30

158h30

159h30

160h30

161h30

162h30

163h30

164h30

165h30

166h30

167h30

168h30

169h30

170h30

171h30

172h30

173h30

174h30

175h30

176h30

177h30

178h30

179h30

180h30

181h30

182h30

183h30

184h30

185h30

186h30

187h30

188h30

189h30

190h30

191h30

192h30

193h30

194h30

195h30

196h30

197h30

198h30

199h30

200h30

201h30

202h30

203h30

204h30

205h30

206h30

207h30

208h30

209h30

210h30

211h30

212h30

213h30

214h30

215h30

216h30

217h30

218h30

219h30

220h30

221h30

222h30

223h30

224h30

225h30

226h30

227h30

228h30

229h30

230h30

231h30

232h30

233h30

234h30

235h30

236h30

237h30

238h30

239h30

240h30

241h30

242h30

243h30

244h30

245h30

246h30

247h30

248h30

249h30

250h30

251h30

252h30

253h30

254h30

255h30

256h30

257h30

258h30

259h30

260h30

261h30

262h30

263h30

264h30

265h30

266h30

267h30

268h30

269h30

270h30

271h30

272h30

273h30

274h30

275h30

276h30

277h30

278h30

279h30

280h30

281h30

282h30

283h30

284h30

285h30

286h30

287h30

288h30

289h30

290h30

291h30

292h30

293h30

294h30

295h30

296h30

297h30

298h30

299h30

300h30

301h30

302h30

303h30

304h30

305h30

306h30

307h30

308h30

309h30

310h30

311h30

312h30

313h30

314h30

315h30

316h30

317h30

318h30

319h30

320h30

321h30

322h30

323h30

324h30

325h30

326h30

327h30

328h30

329h30

330h30

331h30

332h30

333h30

334h30

335h30

336h30

337h30

338h30

339h30

340h30

341h30

342h30

343h30

344h30

345h30

346h30

347h30

348h30

349h30

350h30

351h30

352h30

353h30

354h30

355h30

356h30

357h30

358h30

359h30

360h30

361h30

362h30

363h30

364h30

365h30

366h30

367h30

368h30

369h30

370h30

371h30

372h30

373h30

374h30

375h30

376h30

377h30

378h30

379h30

380h30

381h30

382h30

383h30

384h30

385h30

386h30

387h30

388h30

389h30

390h30

391h30

392h30

393h30

394h30

395h30

396h30

397h30

398h30

399h30

400h30

401h30

402h30

403h30

404h30

405h30

406h30

407h30

408h30

409h30

410h30

411h30

412h30

413h30

414h30

415h30

416h30

417h30

418h30

419h30

420h30

421h30

422h30

423h30

424h30

425h30

426h30

427h30

428h30

429h30

430h30

431h30

432h30

433h30

434h30

435h30

436h30

437h30

438h30

439h30

440h30

441h30

442h30

443h30

444h30

445h30

446h30

447h30

448h30

449h30

450h30

451h30

452h30

45

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

2. COHABITATION.
- LU : l'Inquiétude outre-mont du général de Gaulle, d'Anne et Pierre Roussier.

ÉTRANGER

3-5. L'élargissement de la CEE.
- L'adhésion des États ibériques (III), par José Robles.
6. AMÉRIQUES
6. PROCHE-ORIENT
7. AFRIQUE

POLITIQUE

8. L'avenir du plan gouvernemental sur la Nouvelle-Calédonie.
10. « Clubs à gauche », par Michel Kaiman.

SOCIÉTÉ

12. DÉFENSE
13. RELIGION

CFM

de 18 h 45 à 19 h 20
Allié « le Monde »
à Paris (89 MHz)
720-52-87 et 232-14-14
à Bordeaux (101,2 MHz)
(56) 45-88-55

JEUDI 13 JUIN

Racisme au pilori

avec MAREK HALTER

et ROBERT SOLE

Débat conduit

par FRANÇOIS KOCH

VENREDI 14 JUIN

M. Jacques Maillet

PDG de

Nouvelles Frontières

Face « au Monde »

avec ALAIN FAUJAS

CHRISTIAN VILLAIN

conduira l'émission

LE MONDE DES LIVRES

17. Yves Courrière et la fascination de Joseph Kessel.

- Le feuilleton de Bertrand Delbecq : le Vrai du soir, de Jean Ormonet.

SUPPLÉMENT

27 à 29. L'école découvre l'entreprise.

CULTURE

30. MUSIQUE : le concours de violon Reine-Elisabeth à Bruxelles.

32. COMMUNICATION.

ÉCONOMIE

34. COMMERCES.

36. SOCIAL.

RADIO-TÉLÉVISION (32)

INFORMATIONS

« SERVICES » (15) :

Météorologie ; Mots

croisés ; « Journal officiel » ;

Loterie nationale ; Loto ;

Tao-Tao.

Associations classées (33) :

Canet (14) ; Programmes

des spectacles (31-32) ;

Marchés financiers (37).

(Publicité)

Trotteurs

FEMME, EN CUIR

249 francs !

Semelles cuir et doublées peau

comme les mocassins homme à

189 F ou les « collige » enfant à

189 F, etc. Pourquoi ces prix

stupéfiants ? Parce que

l'entrepôt H.E.T. a des rapports

privés avec certaines fabri-

ques de chaussures de qualité.

Quatre points de vente : 24, rue

de la Verrerie, derrière le B.H.V. ;

19, rue J.-Louis-Tessier (10^e).

M. Goncourt ; 8, rue Ham (20^e).

M. Saint-Fargeau. 42, rue

Claude-Ferrasse (16^e).

Métro Porte-St-Cloud. De

11 h à 19 h 30, lundi au samedi.

238-10-01.

(Publicité)

M.B.A., MASTER, Ph.D.

Importante organisation US facilite l'entrée dans de grandes

universités américaines. Formule incluant cours (qq. soit niveau

d'anglais) hébergement, repas. Documentation contre 5 timbres.

UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.

FRENCH OFFICE: 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722-94-94 ou 745-09-19.

(Publicité)

Meyrowitz

OPTICIEN

30

AU SÉNAT.

M. Bérégovoy veut « lever les rigidités structurelles » du système financier français

Le jugement des sénateurs est positif et sélectif sur les « DDOEF » (diverses dispositions d'ordre économique et financier) contenues dans le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale (le Monde du 24 mai) et dont le Sénat a commencé l'examen mercredi 12 juin.

M. Etienne Dailly (Gauche dém., Seine-et-Marne), rapporteur de la commission des lois pour avis, estime que certaines dispositions constituent, à elles seules, de véritables projets de loi et proteste contre une pareille méthode. Les sénateurs communistes estiment par la voix de leur porte-parole, M. Pierre Gambon (Essonne), que l'accueil réservé à ce projet par l'opposition prouve « le consensus qui réunit la droite et le PS en faveur du projet ».

M. Jean-Pierre Masseret (PS, Moselle) considère en revanche que le projet se caractérise par l'innovation (encouragement au développement du capital-risque ; rattachement de la Caisse des prêts HLM à la Caisse des dépôts ; réforme du marché hypothécaire) l'efficacité (en matière financière) et la justice sociale (avec l'allègement de la taxe d'habitation, ce qui ne dispense pas, selon lui, d'une réévaluation de toutes les bases foncières).

M. Pierre Bérégovoy entend poursuivre la « levée » des « rigidités structurelles » et particulièrement celles du système financier dont souffre l'économie française. Le ministre de l'Économie et des Finances a ainsi pris l'initiative de proposer quatre nouvelles dispositions au Sénat. Ce dernier a accepté que les banques mutualistes ou coopératives puissent émettre des titres participatifs. M. Bérégovoy, en réponse à une demande de M. Jean Cluzel (Un. cent., Allier), a précisé que les caisses d'épargne pourront éventuellement bénéficier de cette

mesure quand leurs structures bancaires seront stabilisées. En revanche, il s'est opposé sans succès à un amendement de M. Dailly étendant cette faculté d'émettre à toutes les sociétés par actions, publiques ou privées.

D'autre part, le ministre de l'Économie entendait soumettre les banques au droit commun en reconnaissant à la commission de la concurrence la compétence en matière bancaire. Sur ce point, M. Dailly estime que la commission bancaire créée par la loi de janvier 1984 doit conserver son rôle en matière de constatation et de sanction des ententes illicites ou des abus de position dominante. Malgré l'avis du gouvernement, il fait approuver une disposition selon laquelle la commission de la concurrence serait seulement amenée à donner un avis préalable à la commission bancaire.

Pour permettre aux différents intervenants du marché obligataire de se couvrir contre « le risque de taux » et de faire de Paris une place financière moderne en mettant en

place un marché à terme d'instruments financiers, M. Bérégovoy propose une série de dispositions que le Sénat, sans en remettre en cause l'esprit, modifie à la demande de ses rapporteurs, MM. Billa et Dailly. Deux organismes sont créés pour veiller au bon fonctionnement de ce marché à terme : un conseil (organisme représentatif des différents intervenants) et une chambre de compensation (chargée de surveiller au jour le jour les positions et de procéder à l'appel des marges).

Enfin, quatrième initiative prise par M. Bérégovoy : donner la possibilité aux agents de change de constituer des sociétés ayant pour objet principal de vendre ou d'acheter des titres en contrepartie, y compris dans les transactions où ils sont mandataires, ou d'y prendre des participations. Cette faculté est approuvée par le Sénat.

En revanche, il supprime le système de l'« échelonnage » qui pour le texte initial du gouvernement aurait permis d'imposer un bonis non encore disponible.

A. Ch.

Inquiétudes de l'enseignement privé pour la rentrée prochaine

« Ah ! que la guerre scolaire était jolie ! » En s'exclamant ainsi le mercredi 12 juin à l'Assemblée nationale, M. Jean-Pierre Chevènement n'a pas fait part de son propre sentiment. Bien au contraire, le ministre de l'Éducation nationale a ainsi décrit « la navetologie » qu'il a sentie poindre dans la question que lui posait M. Hélène Missoffe, député RPR de Paris.

La présidente de l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement, après avoir rappelé « les importantes manifestations du

printemps 1984 », s'était inquiétée de la situation de l'enseignement privé. Affirmant que « tout n'est pas réglé, tout s'en fait », elle avait évoqué notamment « les crédits très insuffisants » qui allaient devoir contraindre les dirigeants d'établissements à refuser « de nombreuses demandes d'inscription » à la rentrée de 1985. Les « inquiétudes » suscitées par le projet de décret sur la nomination des maîtres, le « refus » de doter les établissements privés de matériel informatique.

Puisement, M. Chevènement a repris sa démonstration : le calcul du nombre d'emplois nouveaux pour la rentrée 1985 dans le privé a été établi par rapport à celui du public, en utilisant le rapport le plus avantageux pour le premier, celui du nombre d'enfants scolarisés dans le second degré et sans tenir compte « des contraintes spécifiques qui pèsent sur l'enseignement public, qui accueille plus de 95 % des enfants handicapés et 90 % des enfants d'immigrés ».

Certes, on n'a pas tenu compte de l'augmentation des effectifs à la rentrée de 1984, mais « cela était impossible puisque ces effectifs n'étaient pas connus à la date où a été arrêté le budget de 1985. Mais il en sera tenu compte dans le calcul des dotations du prochain budget. C'est la règle des crédits limitatifs et elle s'applique au public comme au privé ».

La nomination des maîtres ? Le projet de décret « a reçu l'approbation des responsables de l'enseignement privé que j'ai rencontrés ». Le plan informatique ? « L'Etat, selon la loi Debré, ne peut financer les dépenses d'équipement des établissements privés, car cela aboutirait à enrichir leur patrimoine ». Mais les maîtres du privé pourront bénéficier du plan de formation.

La conclusion du ministre fut un vœu : « Je fais appel à votre sentiment républicain afin que vous acceptiez de tourner la page au lieu d'essayer de rallumer une querelle périmée ».

« Trêve tactique »

Il n'est cependant pas certain que M. Chevènement ait ainsi rassuré les militants de deux associations de défense de l'enseignement privé qui ont exprimé leurs inquiétudes cette semaine au cours de colloques. Lundi 10 juin, « Éducation, pluralisme et liberté », organisation présidée par M. Jacques Legendre, ancien secrétaire d'État à la formation professionnelle et maître (RPR) de Cambrai, a ouvert le feu en résumant MM. Michel Debré et Maurice Schumann pour affirmer que « l'Élisme républicain ou service public unifié, il s'agit en fait toujours de la même chose (...) ».

Le lendemain, M. Alain Peyrefitte s'exprimait ainsi devant les membres de l'association « Enseignement et liberté », créée en 1983 : « Rien ne dit que la recrudescence du gouvernement est autre chose qu'une trêve tactique. On a mis un couvercle sur la marmite, mais le bouillon continue de fumer ».

A B C D E F G

Sur le vif

Nostradamus

C'est chouette quand même d'être instruit, ça en impose, ça en jette, surtout côté sciences politiques, sociologie, tout ça... Hier, je rentre chez moi en fin d'après-midi, j'attrape mon transistor, j'ouvre au hasard et j'entends la voix excitée, balbutiante, enivré d'Elkabbach : Ce que je suis content que vous soyez là, M. Caté, je ne sais quoi. (Renseignements pris ce matin au journal, c'était Bernard Cathelat, directeur du Centre de communication avancée, spécialiste de l'évolution des mentalités et des comportements.) Vous qui conseillez les hommes politiques, les industriels, les grands magasins et même les médias, vous allez pouvoir nous dire comment les Français vont réagir dans les années à venir. Est-ce que vous savez, par exemple, ce qu'ils vont manger ?

— Ils resteront, je crois, assez fidèles aux fastes food, sans dédaigner pour autant la cuisine méditerranéenne, l'ancienne.

— Ça, par exemple ! Et côté automobile ?

— Je vois des petites voitures type Renault 5. Et des grands paquebots style Cadillac.

— C'est passionnant ! Et sur le chapitre du vêtement ?

— Je peux me tromper, mais il me semble que vous aurez d'une part le complet-veston bon-chic-bon-garçon et de l'autre

le déguisement, le mode réinventé à chaque instant.

— Tiens donc ! Il va falloir qu'on vous quitte, là, maintenant, pour passer une page de publicité, mais surtout ne bougez pas, on vous retrouvera dans trente secondes avec toute une batterie de questions auxquelles vous seul pouvez répondre (...). Merci d'être encore là. Alors, dites-moi, comment les Français vont-ils dépenser leur argent ?

— Ça dépend. Ceux qui aiment rester chez eux investissent dans le meuble et l'électroménager. Ceux qui préfèrent sortir achèteront des sports, des voyages, des spectacles, des loisirs au grand air.

— Renversant ! Et sur le plan politique, qui va l'emporter, la gauche ou la droite ?

— La droite.

— Pas possible ! Vous, alors ! D'où sortez-vous ça ?

— Je vois ce qui se passe aux États-Unis. Quand on veut savoir d'où vient le vent, il faut toujours regarder vers l'Amérique.

Général, non ? On en apprend tous les jours. Moi, en reformant le poste, j'ai donné un grand coup de chapeau à M. Imre, pardon, M. Cathelat, qui a su voir dans sa boule de cristal le reflet de cinquante-trois millions de gogos.

CLAUDE SARRAUTE.

DES LIVRES POUR VOTRE MICRO-ORDINATEUR

PARIS-LONDRES-BERKELEY-DÜSSELDORF



CATALOGUE SUR DEMANDE

6-8, IMPASSE DU CURÉ - 75018 PARIS. TÉL. 203.95.95

X & STRATEGIE

LOTO SPORTIF :
améliorez mathématiquement vos chances.

Usine Citroën :
département occasion.

15 jours à 15%
Du 30 mai au 15 juin

Exemples :
Prix de vente 35.000 F x 15% = Reprise 5.250 F
Prix de vente 50.000 F x 15% = Reprise 7.500 F
Prix de vente 80.000 F x 15% = Reprise 12.000 F

L'Usine Citroën - département occasion - vous reprend votre ancien véhicule pour une valeur égale au minimum à 15% du prix d'achat d'une Citroën d'occasion à très faible kilométrage.

* et bien plus si son état le justifie. Tarif 021 du 20/12/84.

10, place Etienne-Pernet 75015 Paris. Tél. 531.16.32
50, bd Jourdan 75014 Paris. Tél. 589.49.89
59 bis, av. Jean-Jaures 75019 Paris. Tél. 208.86.60

Riposte andiniste
L'association des Andinistes de France a pour but de promouvoir la culture andine en France. Elle organise des conférences, des ateliers de travail, des voyages en Amérique du Sud. Elle publie également une revue, « L'Andinisme », qui traite de l'histoire, de la géographie, de la culture andine. Les adhésions sont ouvertes à tous, sans distinction de nationalité. Le droit de vote est réservé aux membres résidents en France. Les cotisations sont de 10 F pour les membres ordinaires, de 20 F pour les membres honoraires. Les cotisations sont payables à l'avance. Les cotisations sont versées à l'association, 10, rue de la Harpe, 75005 Paris. Tél. 47.78.78.

av
Le mouvement des jeunes de France a pour but de promouvoir la culture de la jeunesse en France. Il organise des conférences, des ateliers de travail, des voyages à l'étranger. Il publie également une revue, « La Jeunesse », qui traite de l'éducation, de la culture, de la vie de la jeunesse. Les adhésions sont ouvertes à tous, sans distinction de nationalité. Le droit de vote est réservé aux membres résidents en France. Les cotisations sont de 10 F pour les membres ordinaires, de 20 F pour les membres honoraires. Les cotisations sont payables à l'avance. Les cotisations sont versées à l'association, 10, rue de la Harpe, 75005 Paris. Tél. 47.78.78.

Le mouvement des jeunes de France
Le mouvement des jeunes de France a pour but de promouvoir la culture de la jeunesse en France. Il organise des conférences, des ateliers de travail, des voyages à l'étranger. Il publie également une revue, « La Jeunesse », qui traite de l'éducation, de la culture, de la vie de la jeunesse. Les adhésions sont ouvertes à tous, sans distinction de nationalité. Le droit de vote est réservé aux membres résidents en France. Les cotisations sont de 10 F pour les membres ordinaires, de 20 F pour les membres honoraires. Les cotisations sont payables à l'avance. Les cotisations sont versées à l'association, 10, rue de la Harpe, 75005 Paris. Tél. 47.78.78.

هكذا من الأصل